

2015-2030

Plan de gestion

Finalités de gestion et carte des vocations

*Approuvé en Conseil de gestion
le 26 janvier 2015*

Sommaire global

Chapitre 1 Éléments de contexte	4
Contexte réglementaire	5
Elaboration du plan de gestion.....	17
Mise en œuvre des mesures prévues par le plan de gestion.....	21
Pilotage de la gestion du Parc.....	28
Avis du Conseil de gestion	33
 Chapitre 2 : Patrimoine naturel	 38
Finalité 1 : Préserver les habitats.....	42
Finalité 2 : Préserver les espèces protégées, emblématiques, rares ou menacées	56
Finalité 3 : Sensibiliser et former les acteurs et usagers.....	81
Finalité 4 : Développer un réseau de surveillance efficace et adapté aux particularités du territoire du Parc	88
 Chapitre 3 : Pêche durable.....	 94
Finalité 1 : Exploiter durablement les peuplements des espèces commerciales sur les bancs du Geyser et de la Cordelière.....	97
Finalité 2 : Promouvoir une pêche durable exemplaire des ressources pélagiques	117

Chapitre 4 : Observations scientifiques	141
Finalité 1 : Améliorer la connaissance de la biodiversité et des habitats pour leur conservation et leur valorisation	144
Finalité2 : Contribuer à la mise en place d'un observatoire « Glorieuses »	157
Chapitre 5 : Ecotourisme	164
Finalité 1 : Encadrer les activités de loisir et de tourisme dans le périmètre du Parc	167
Finalité 2 : Inscrire les acteurs et usagers dans une démarche éco-responsable	182
Chapitre 6 : Gouvernance	192
Finalité 1 : Assurer le bon fonctionnement des instances de décision et l'efficacité des processus de concertation	194
Finalité 2 : Assurer la mise en œuvre du plan de gestion	201
Finalité 3 : Assurer la cohérence et la lisibilité des outils de gestion du milieu marin.....	210
Chapitre 7 : Carte des vocations	213
1. Méthodologie d'élaboration de la carte des vocations	214
2. Caractéristiques principales et vocations des zones.....	217
Récapitulatif de la déclinaison des orientations de gestion du Parc	229
Acronymes	234
Bibliographie	237
Annexes.....	239

Chapitre 1

ELEMENTS DE CONTEXTE

- Contexte réglementaire
- Elaboration du plan de gestion
- Mise en œuvre du plan de gestion
 - Pilotage de la gestion du Parc
 - Avis du Conseil de gestion

I. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

I.1. Terres australes et antarctiques françaises (TAAF)

Créées par la loi n° 55-1052 du 6 août 1955, abrogeant le décret de 1924 qui rattachait ces territoires au gouvernement général de Madagascar, les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) sont une collectivité territoriale ultra-marine dotée de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière. Elles sont en effet mentionnées explicitement à l'article 72-3 de la Constitution de la République française, dans son titre consacré aux collectivités territoriales, depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003.

Depuis 1960, les îles Éparses (dont les Glorieuses) sont placées sous l'autorité du ministre chargé de l'outre-mer. Le préfet de la Réunion est alors chargé de leur administration. Cette dernière est ensuite confiée par l'arrêté du 3 janvier 2005 au préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises, sans pour autant que les îles soient rattachées au territoire. En effet, il faudra attendre la loi 2007-224 du 21 février 2007 pour que les îles Eparses fassent partie intégrante des TAAF et constituent ainsi le 5ème district, aux côtés des districts de Kerguelen, Crozet, Saint-Paul et Amsterdam, et Terre Adélie. S'il existe un accord fixant la délimitation de de Zone économique exclusive entre les îles Glorieuses et les Seychelles, ces limites ne sont pas officiellement établies avec Madagascar qui revendique la possession du territoire.

Les TAAF ont la particularité d'être soumises au principe de spécialité législative. En vertu de ce principe ancien, les textes (qu'ils soient de nature législative ou réglementaire, à l'exception des textes de souveraineté, qui s'appliquent automatiquement à l'ensemble du territoire de la République) ne sont applicables dans les TAAF que s'ils comportent une mention expresse d'applicabilité à cette fin.

Les TAAF sont placées sous l'autorité d'un administrateur supérieur, relevant depuis 2005 du corps des préfets, dont les pouvoirs sont précisés par la loi du 6 août 1955 et par son décret d'application du 11 septembre 2008. Le préfet est à la fois le représentant de l'État dans la circonscription administrative et l'exécutif de la collectivité. Il se fait représenter dans chacun des districts par un chef de district. Sur les îles Eparses, l'autorité du préfet est représentée par le gendarme en détachement. En tant que représentant de l'Etat, le préfet est le dépositaire de l'autorité de l'Etat, il représente le Gouvernement dont il reçoit les instructions par l'intermédiaire du ministre chargé de l'outre-mer. Il a la charge des intérêts nationaux et du respect des lois, dirige l'action des services de l'État, assure le maintien de l'ordre public, de la sécurité et de la protection des personnes, concourt au respect des libertés publiques et des droits individuels et collectifs et représente l'État en justice. En tant que représentant du territoire, l'administrateur supérieur veille sur les intérêts généraux de la collectivité, représente les TAAF en

justice, prend tout acte et toute mesure individuelle relevant de sa compétence et peut adapter les décrets et les arrêtés ministériels aux particularités du territoire.

Les TAAF ont la particularité de ne pas avoir de population permanente et, par conséquent, n'ont ni électeurs, ni élus, ni assemblée délibérante locale. Néanmoins, l'administrateur supérieur est assisté par un Conseil consultatif. L'administrateur supérieur est également assisté d'un secrétaire général, d'un directeur de cabinet, des chefs de district, de chargés de missions et - en tant que de besoin - des chefs des services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat installées à la Réunion.

Sur le plan militaire, ces îles relèvent du Commandant Supérieur des Forces Armées de la Zone Sud Océan Indien (FAZSOI) et sur le plan judiciaire, du Tribunal de Grande Instance de Saint-Denis de la Réunion.

Les TAAF sont reconnues par l'Europe en tant que PTOM (Pays et Territoire d'Outre-Mer). Le régime juridique des PTOM est défini aux articles 198 et suivants du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Les PTOM, dont le statut a été créé par le Traité de Rome en 1957, ne font pas partie de l'Union européenne et ne sont pas membres de l'espace Schengen bien qu'ils dépendent de pays en faisant partie. Le droit dérivé communautaire ne s'applique pas directement aux PTOM, mais ils peuvent bénéficier du Fond Européen de Développement (FED) ainsi que des programmes horizontaux de l'Union européenne.

Compétences en matière de pêche maritime

Les règles juridiques propres aux TAAF en matière de pêche maritime sont incluses dans le Code rural et de la pêche maritime¹. Il codifie la loi n°66-400 du 18 juin 1966 modifiée sur l'exercice de la pêche maritime et l'exploitation des produits de la mer dans les TAAF. Une section² de ce code est consacrée aux dispositions spécifiques applicables aux TAAF, à laquelle s'ajoutent d'autres dispositions dans d'autres parties du code. Elle soumet à autorisation toute activité de pêche dans les zones économiques exclusives (ZEE) des TAAF³, régit l'exercice de la pêche maritime et de la chasse aux animaux marins et régule l'exploitation des produits de la mer. Elle prévoit la perception par l'administration des TAAF d'un

¹ Le code rural et de la pêche maritime a été créé par l'ordonnance n° 2010-462 du 6 mai 2010

² Livre IX : Pêche maritime et aquaculture marine / Titre V : Dispositions applicables à l'outre-mer / Chapitre VIII : Dispositions applicables dans les Terres australes et antarctiques françaises et dans l'île de Clipperton / Section 1 : Dispositions spécifiques aux Terres australes et antarctiques françaises

³ Les îles Éparses n'ont pas véritablement de ZEE définie au sens de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (Convention dite de Montego Bay, 1982) mais des eaux sous juridiction française.

droit sur les produits pêchés et l'obligation pour tout bateau de pêche ou de transport de poissons de signaler son entrée dans les ZEE et de déclarer le tonnage de poisson détenu à bord. Certaines formes de pêche sont interdites et le contrôle de la pêche et des sanctions pénales sont prévues.

Le décret n° 2009-1039 du 26 août 2009 relatif aux conditions d'exercice de la pêche maritime dans les Terres australes et antarctiques françaises abroge le décret n° 96-252 pour tenir compte de l'intégration des îles Éparses et renforcer la déconcentration. Il a été pris pour l'application de l'article 3 de la loi n° 66-400. Il confère au préfet, administrateur supérieur des TAAF la compétence pour gérer la pêche et les ressources halieutiques. C'est sur la base de ce décret que l'administrateur supérieur établit une réglementation de la pêche dans les ZEE des TAAF, délivre les autorisations de pêche, détermine les prescriptions techniques, les dates de campagne et le montant des redevances, fixe le niveau et la répartition du Total Admissible de Captures (TAC) et définit les missions des observateurs et contrôleurs de pêche.

En vertu du décret n°90-95 du 25 janvier 1990 pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les zones de pêche non couvertes par la réglementation communautaire de conservation et de gestion, la mission de surveillance des pêches est exercée par la Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI), service déconcentré des affaires maritimes, pour le compte du ministre chargé des pêches et sous l'autorité du préfet délégué du gouvernement (art. 5 du décret).

L'exercice de la surveillance est conduit dans le cadre de la mise en œuvre des moyens d'action de l'État en mer avec les moyens des administrations concernées, de la marine nationale et des affaires maritimes. Ces missions sont coordonnées par le préfet de la Réunion, en sa qualité de délégué du gouvernement pour l'action de l'État en mer, avec l'assistance du commandant de zone maritime. Le centre opérationnel régional de secours et de sécurité de la Réunion (CROSS Réunion), service de la DMSOI, assure le contrôle opérationnel de la mission de surveillance des pêches.

L'administration des TAAF est responsable de l'observation embarquée des pêches dans les ZEE des îles Éparses. A ce titre, elle forme, emploie et rémunère des observateurs de pêche qui sont embarqués sur les navires de pêche tropicale qui pêchent dans les ZEE des îles Eparses.

I.2. Agence des aires marines protégées

Créée par la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, l'Agence des aires marines protégées est un établissement public à caractère administratif.

« L'agence anime le réseau des aires marines protégées françaises et contribue à la participation de la France à la constitution et à la gestion des aires marines protégées décidées au niveau international.

A cette fin, elle peut se voir confier la gestion directe d'aires marines protégées. Elle apporte son appui technique, administratif et scientifique aux autres gestionnaires d'aires marines protégées et suscite des projets d'aires marines protégées afin de constituer un réseau cohérent. Elle contribue ainsi à la mise en œuvre des engagements internationaux de la France en faveur de la diversité biologique marine et côtière.

Elle peut en outre être chargée par l'Etat de toute action en rapport avec ses missions statutaires. » (article L334-1-II du code de l'environnement).

L'Agence des aires marines protégées a ainsi pour principales missions : l'appui aux politiques publiques de création et de gestion d'aires marines protégées sur l'ensemble du domaine maritime français, l'animation du réseau des aires marines protégées, le soutien technique et financier aux parcs naturels marins, le renforcement du potentiel français dans les négociations internationales sur la mer.

Elle coordonne et met en place les missions d'études qui sont créées pour étudier ces projets. Elle apporte des moyens humains, techniques et financiers aux parcs naturels marins, une fois créés.

L'agence est administrée par un conseil d'administration composé de représentants de l'Etat, d'élus et collectivités territoriales, de gestionnaires d'aires marines protégées et de parcs naturels régionaux, des organisations représentatives des professionnels, d'organisations d'usagers, d'associations de protection de l'environnement, des établissements publics de l'Etat compétents pour la recherche en mer, des organisations syndicales, ainsi que de personnalités qualifiées.

« Les ressources de l'agence sont notamment constituées par des contributions de l'Etat et, le cas échéant, des gestionnaires d'aires marines protégées et des collectivités territoriales, par toute subvention publique ou privée et, s'il y a lieu, par des redevances pour service rendu et le produit de taxes. » (article L334-2-II du code de l'environnement).

I.3. Parc naturel marin des Glorieuses

L'Archipel des Glorieuses, le Banc du Geyser et les monts sous-marins de la ZEE possèdent un caractère patrimonial indéniable principalement lié à la présence d'écosystèmes marins dont l'état de conservation est exceptionnel. Néanmoins, ces derniers font l'objet de menaces croissantes depuis plusieurs décennies notamment liées à des activités de pêche, de tourisme et de loisir illégales et incontrôlées qui pèsent sur leur intégrité.

Compte-tenu de ces éléments, il est apparu urgent pour les TAAF et l'Agence des Aires Marines Protégées de mettre en place un outil de gestion permettant de protéger l'ensemble de la ZEE des Glorieuses tout en répondant à l'enjeu de gestion des activités. Le Parc naturel marin (Art. L. 334-3. du code de l'environnement) est le seul outil permettant une protection à l'échelle des eaux sous juridiction française tout en répondant à l'enjeu de gestion de la pêche.

C'est dans ce cadre que l'arrêté interministériel du 2 août 2010 relatif à la conduite de la procédure d'étude et de création du parc naturel marin des Glorieuses, signé par le MEEDDM (Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer) et le MOM (Ministère de l'Outre-Mer), a confié la conduite de la procédure d'étude et de création du parc naturel marin des Glorieuses conjointement au préfet de la Réunion, délégué du gouvernement pour l'action de l'État en mer dans la zone maritime du sud de l'océan Indien et dans les eaux bordant les Terres australes et antarctiques françaises, et au préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises.

Le dossier de création du parc naturel marin élaboré par les TAAF et l'Agence des Aires Marines Protégées avec le concours de la communauté scientifique, a fait l'objet de plusieurs réunions de concertation publique⁴. Une fois les éléments de cette concertation intégrés au dossier, celui-ci, conformément aux dispositions prévues à l'article R334-29 du code de l'environnement, a été soumis à consultation lancée le 4 mai 2011. En marge de cette consultation réglementaire, le dossier de projet a également été soumis au Comité National de Protection de la Nature, au Conseil consultatif des TAAF et au Conseil scientifique de l'Agence des Aires Marines Protégées.

⁴ Les TAAF ont également été à l'initiative de réunions de concertation et d'information avec différents partenaires, en amont de toute procédure, dans le but de garantir la meilleure fluidité de l'information avec le tissu socio-économique. Ainsi, en collaboration avec le préfet de Mayotte et ses services, une réunion de concertation avec les représentants des pêcheurs mahorais s'est tenue à Mayotte le 27 mai 2010. Une réunion le 2 juin 2010 a également été organisée à Paris, en collaboration avec l'Agence des aires marines protégées, avec les armements et les administrations concernées par le projet de parc naturel marin.

Des réunions de concertation se sont tenues d'une part à Mayotte, les 6 et 7 octobre 2010, puis les 15 et 16 avril 2011 avec les acteurs mahorais (représentants des pêcheurs, du conseil de gestion du parc naturel marin de Mayotte, des plaisanciers et des associations de protection de la nature), et d'autre part à Paris, le 22 octobre 2010, avec les représentants des thoniers-senneurs.

Après validation du dossier de consultation, le Parc naturel marin des Glorieuses est créé par le **décret n°2012-245 du 22 février 2012** (cf. [Annexe 1](#)). Il constitue le quatrième parc marin français et deuxième de l'océan Indien.

Avec le Parc naturel marin de Mayotte (créé par décret le 18 janvier 2010), dont il est contigu, il forme une aire marine protégée de plus de 110 000 km² (cf. [Carte 1](#)). Les deux parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses fonctionnent avec des moyens communs, ce qui permet d'assurer une cohérence technique entre les plans de gestion et dans les actions mises en œuvre par les deux parcs. Cependant, compte tenu des particularités administratives de chacune de ces zones, les conseils de gestion sont distincts.

Le Parc naturel marin des Glorieuses est notamment caractérisé par son périmètre, ses orientations de gestion et la composition de son Conseil de gestion tels que définis par le décret de création :

Le périmètre du parc naturel marin (cf. [Carte 2](#))

Le Parc naturel marin des Glorieuses s'étend sur une superficie de 43 000 km². A ce titre, il s'agit du deuxième plus grand parc naturel marin français après celui de Mayotte (68 381 km²), et avant ceux de l'Iroise (3 500 km²), du golfe du Lion (4 019 km²) et des estuaires picards et de la mer d'Opale (2 300 km²).

Côté terre, la limite du Parc est calquée sur la limite du haut de l'estran correspondant à celle du domaine public maritime.

Vers le large, le périmètre du Parc couvre l'ensemble des eaux sous juridiction française des Glorieuses. Ce choix est apparu nécessaire pour pouvoir prendre en compte les enjeux importants dans la zone liés aux activités de pêche hauturière et de pêche artisanale sur le Banc du Geyser (situé en dehors des eaux territoriales). Il est à noter que la délimitation de la frontière maritime de la zone économique exclusive entre la France et les Seychelles fait l'objet d'une convention bipartite internationale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Seychelles (Décret n°2001-456 du 22 mai 2001). Le territoire des Glorieuses étant revendiqué par Madagascar, il n'existe pas d'accord de la sorte permettant de fixer la délimitation de la frontière maritime de la zone économique exclusive entre la France et Madagascar.

Les orientations de gestion

Les enjeux du parc naturel marin ont été déterminés en fonction de la valeur du patrimoine naturel et des menaces qui s'exercent sur celui-ci. Il a également été pris en considération la forte volonté des TAAF de développer une pêche responsable et durable en partenariat avec Mayotte.

A partir des réflexions et des réunions avec les différents acteurs et usagers du territoire, ont été définies quatre orientations de gestion qui tiennent également compte des orientations de gestion du parc naturel marin de Mayotte afin d'assurer une cohérence entre les deux entités :

1. Protéger le patrimoine naturel, particulièrement les tortues, les récifs coralliens et les mammifères marins, notamment par une surveillance maritime adaptée aux enjeux et la sensibilisation des acteurs et des usagers ;
2. Faire des eaux des Glorieuses un espace d'excellence en matière de pêches durables ;
3. Faire de cet espace un lieu privilégié d'observation scientifique de la biodiversité marine du canal du Mozambique pouvant intégrer des observatoires pour contribuer à l'amélioration des connaissances ;
4. Encadrer les pratiques touristiques et accompagner le développement d'un écotourisme respectant le caractère préservé de cet espace.

Le Conseil de gestion

La composition du Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses est fixée dans le décret de création n°2012-245 du 22 février 2012 ([cf. Annexe 1](#)). Il est composé de 20 membres ([cf. Figure 1](#)) :

- Cinq représentants de l'Etat ;
- Quatre représentants des organisations représentatives des professionnels ;
- Trois représentants d'associations de protection de l'environnement ;
- Sept personnalités qualifiées ;
- Le président du Conseil de gestion du parc naturel marin de Mayotte.

La mise en place du Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses a eu lieu lors de la première réunion des membres le 22 février 2013.

Le Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses se voit confier l'élaboration du plan de gestion du Parc. Ce document, qui vise à déterminer les mesures de protection, de connaissance, de mise en valeur et de développement durable à mettre en œuvre dans le parc naturel marin, doit être finalisé avant le 22 février 2015. Le Conseil de gestion doit également s'assurer de la cohérence du plan de gestion avec les quatre orientations susmentionnées.

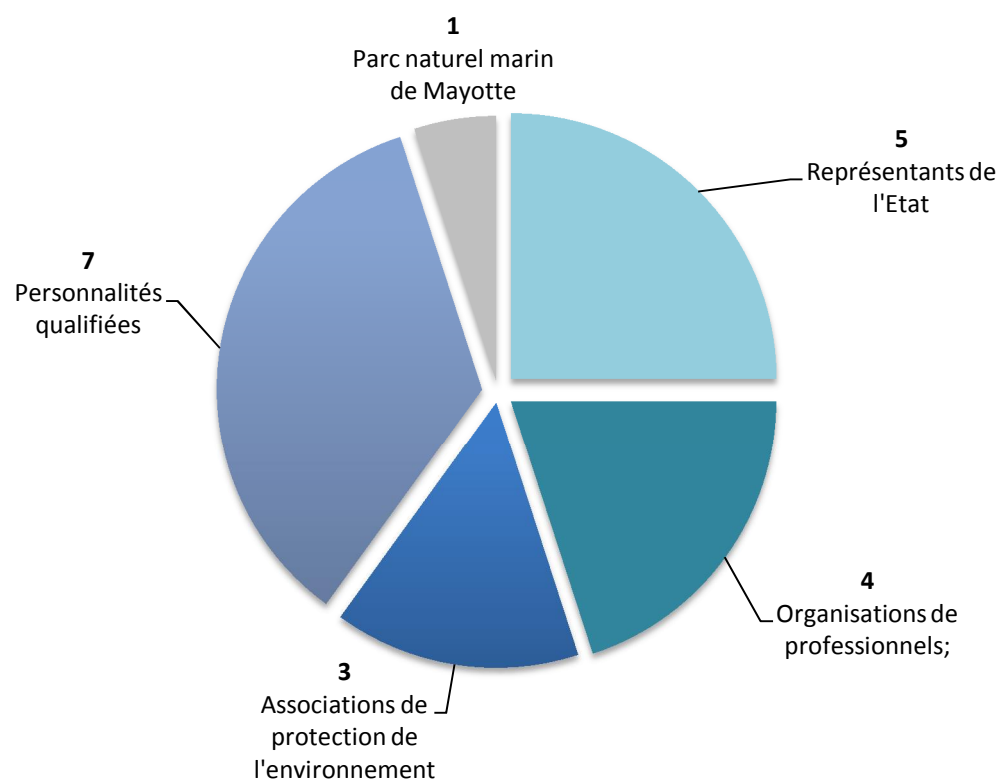


Figure 1 - Composition du Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses

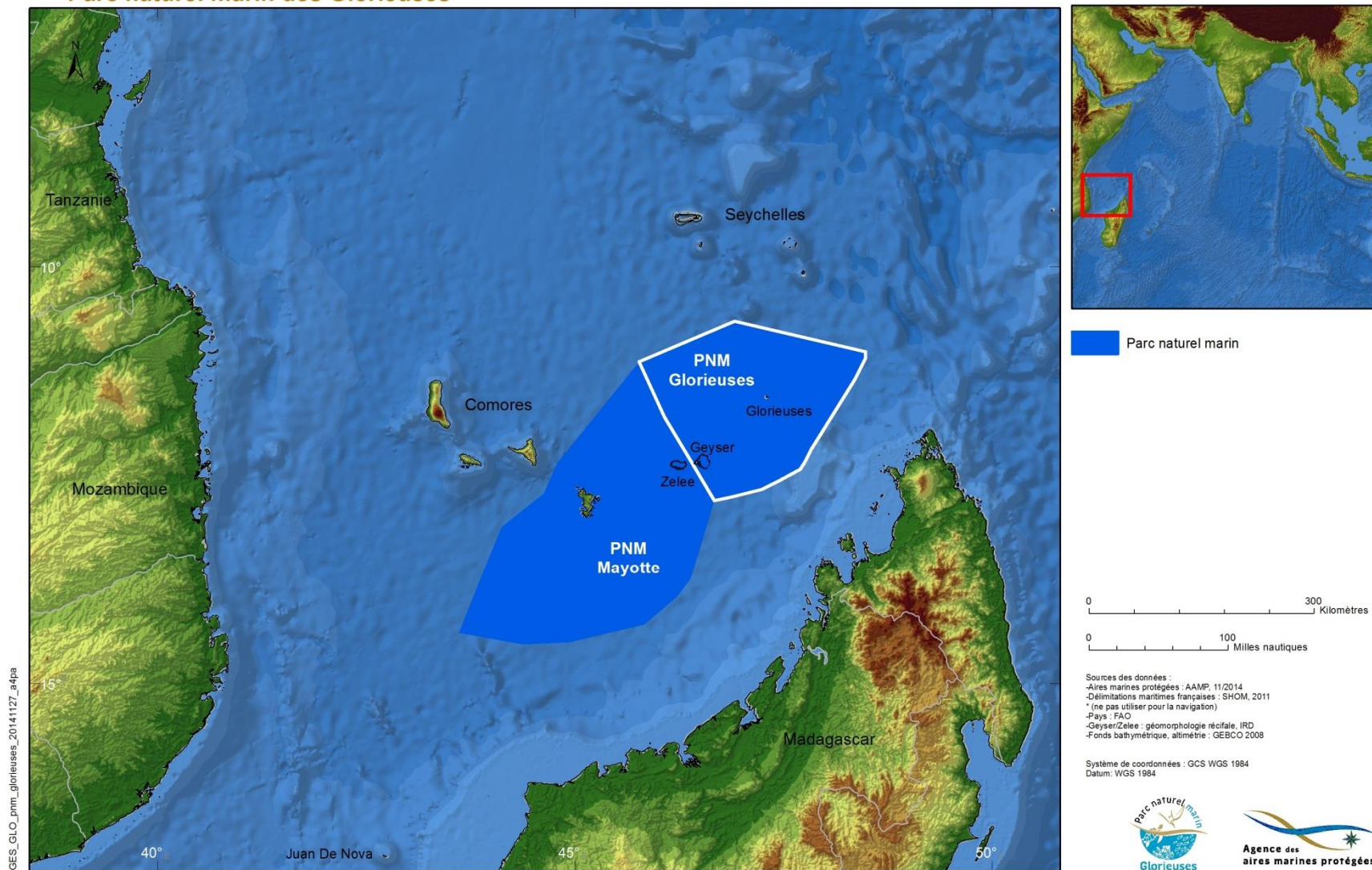


LES GLORIEUSES

Parc naturel marin des Glorieuses

EDITEE LE :

12/2014



Carte 1 - Situation géographique du Parc naturel marin des Glorieuses

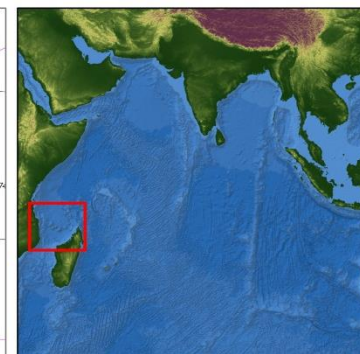
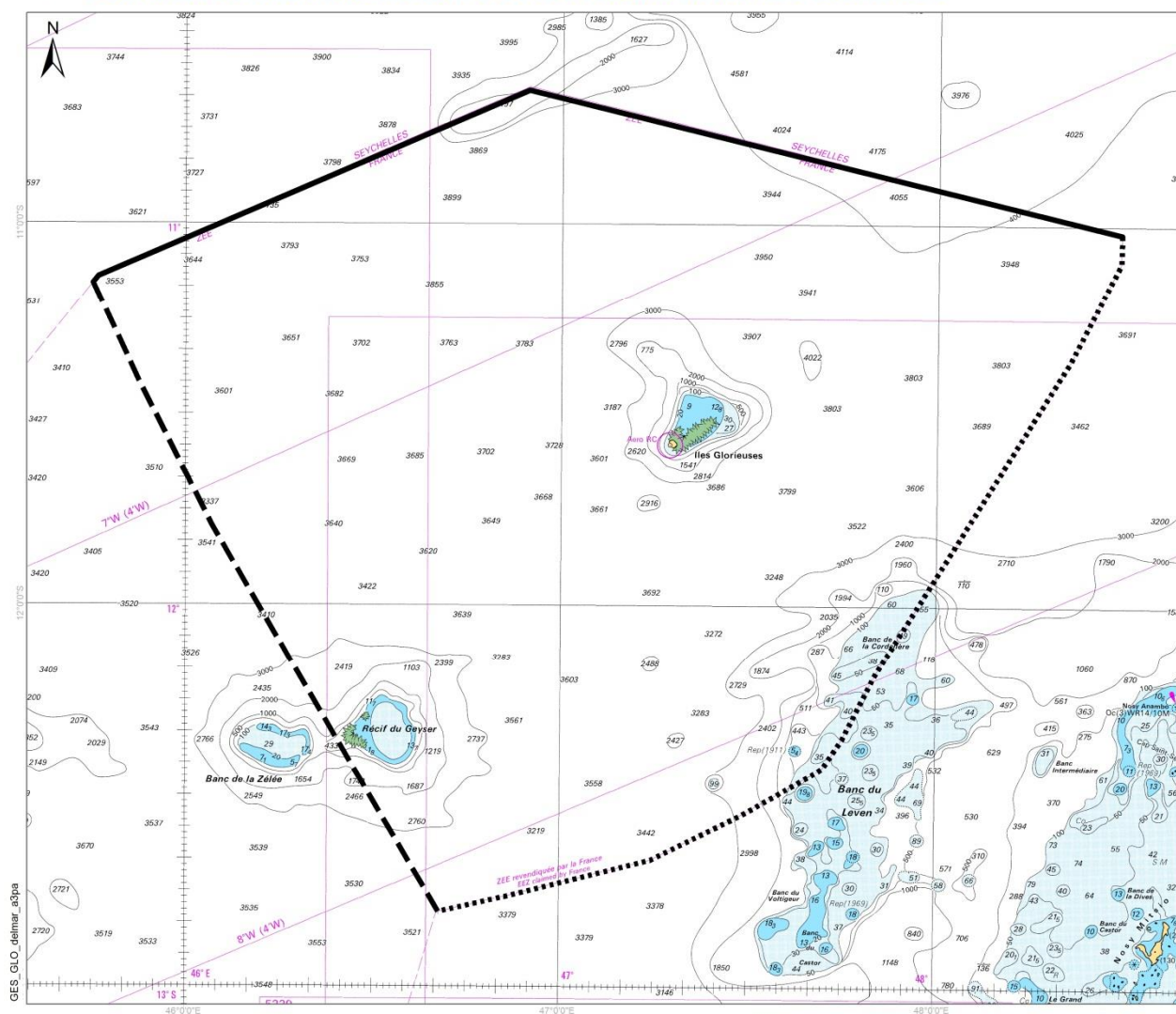


PARC NATUREL MARIN DES GLORIEUSES

Délimitations maritimes autour du Parc naturel marin des Glorieuses

Edition :

12/2014



- Limite entre ZEE des Glorieuses et ZEE de Madagascar (revendiquée par la France)
- Limite entre ZEE des Glorieuses et ZEE des Seychelles (reconnue par un accord franco-seychellois)
- · - Limite entre ZEE des Glorieuses et ZEE de Mayotte (frontière entre le Parc naturel marin des Glorieuses et le Parc naturel marin de Mayotte)

0 50
0 25
Kilomètres
Milles nautiques

Sources des données :
- Aires marines protégées : AAMP, 11/2014
- Délimitations maritimes françaises : SHOM, 2011
* (ne pas utiliser pour la navigation)
- Fonds bathymétrique, altimétrie : GEBCO 2008

Système de coordonnées : WGS84/UTM40S/1AG GRS80



Carte 2 - Délimitation du périmètre du Parc naturel marin des Glorieuses

I.4. Plan de gestion

L'article L334-5 du code de l'environnement prévoit que « *Le plan de gestion détermine les mesures de protection, de connaissance, de mise en valeur et de développement durable à mettre en œuvre dans le parc naturel marin. Il comporte un document graphique indiquant les différentes zones du parc et leur vocation. Il est mis en révision tous les quinze ans au moins.* »

L'article R334-33 confie l'élaboration du plan de gestion au Conseil de gestion du Parc : « *2° Il élabore le plan de gestion du parc naturel marin et le soumet à l'approbation du conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées, après avoir recueilli s'il y a lieu l'accord préalable de l'autorité militaire compétente* ».

Le code de l'environnement ne comporte pas d'autres dispositions relatives au plan de gestion des parcs naturels marins. Le plan de gestion n'est pas opposable aux tiers.

L'article 6 du décret n°2012-245 portant création du Parc naturel marin des Glorieuses précise ces dispositions : « *Dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent décret, le Conseil de gestion élabore le plan de gestion du parc naturel marin sur la base des orientations de gestion définies à l'article 5.* »

Ce plan de gestion doit tenir compte de la réalité intra-parc ainsi que du contexte régional, national et international afin de favoriser les synergies, rechercher les complémentarités et une cohérence d'ensemble des politiques publiques.

I.5. Evolution des statuts de protection des Glorieuses

Comme l'ensemble des îles Eparses (hormis Juan de Nova), l'Archipel des Glorieuses est classé réserve naturelle par l'arrêté n° 13/DG/IOI du 18 novembre 1975. Ce classement interdit « *toute déprédation de la nature tant terrestre que marine, aussi bien en ce qui concerne la flore que la faune* ».

La protection de la faune et de la flore marines dans les eaux territoriales (qui s'étendent à 12 milles nautiques à partir des côtes) est fortement renforcée par l'arrêté préfectoral du 15 février 1994 (cf. [Annexe 2](#)). Ce dernier stipule que « *toute pêche est interdite à l'intérieur des eaux*

territoriales des îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India ». Il est à noter que des dérogations pour les recherches scientifiques peuvent être accordées.

Les statuts de protection existent mais ne s'appliquent pas au-delà des eaux territoriales situées autour des Glorieuses. Or, la ZEE couvre 48 350 km² et inclut notamment le Banc du Geyser (cf. [Carte 2](#)). Ce dernier, d'une surface de 257 km² est situé en dehors des eaux territoriales et ne bénéficie donc pas des statuts de protection énoncés par les deux arrêtés préfectoraux susmentionnés.

La communauté scientifique s'entend pour dire que l'archipel des Glorieuses, le Banc du Geyser et les monts sous-marins de la ZEE possèdent un caractère patrimonial exceptionnel.

Il a également été mis en évidence que des menaces importantes liées aux activités de pêche illégale et incontrôlée pèsent sur l'intégrité des écosystèmes de la ZEE.

Dans ce contexte, l'arrêté préfectoral n°2010-151 du 9 décembre 2010 (cf. [Annexe 3](#)) a permis de mettre en place un cadre plus strict et mieux défini pour répondre aux menaces qui pèsent sur la ZEE des Glorieuses. L'interdiction énoncée dans l'arrêté susmentionné vise tout type de pêche, à partir de la terre ou à bord d'un navire, notamment la pêche au gros, la pêche de plaisance, la chasse sous-marine et la pêche à pied. Toute pêche est ainsi interdite dans les eaux territoriales des îles Glorieuses (12 milles nautiques) et dans un rayon de 10 milles nautiques autour du point géographique 12°18' Sud / 46°34' Est (Banc du Geyser). Des dérogations de pêche peuvent néanmoins être accordées aux navires immatriculés à Mayotte dans les conditions définies par l'arrêté préfectoral n°2014-137 du 21 octobre 2014 (renouvellement de l'arrêté préfectoral 2011-88 du 5 octobre 2011) (cf. [Annexe 4](#)).

II. ELABORATION DU PLAN DE GESTION

II.1. Méthodologie d'élaboration du plan de gestion

L'article R334-33 du code de l'environnement confie l'élaboration du plan de gestion au Conseil de gestion du Parc.

La mise en place du Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses a eu lieu lors de la première réunion des membres le 22 février 2013.

Les membres du Conseil de gestion ont ensuite été répartis dans différents groupes de travail thématiques sur la base du volontariat :

- Groupe de travail « patrimoine naturel et observations scientifiques », les deux thématiques étant intimement liées ;
- Groupe de travail « pêche durable » ;
- Groupe de travail « écotourisme ».

Ces groupes ont été réunis régulièrement pendant toute la phase d'élaboration du plan de gestion, en mars, mai, octobre et décembre 2014, notamment pour définir la déclinaison des orientations de gestion (Finalités / Sous-finalités / Objectifs de gestion) et identifier les indicateurs de suivi. Des consultations par mail sont également intervenues entre les réunions ou en lieu et place de certains groupes de travail thématiques, notamment celui relatif à l'écotourisme qui rassemblait relativement moins de membres du conseil de gestion que les autres groupes thématiques.

Le Conseil de gestion a suivi la rédaction du plan de gestion, en validant dans leurs principes, les finalités et sous-finalités en avril 2014 et les objectifs de gestion en juin 2014. La structuration du plan de gestion s'est progressivement affinée avec une recherche constante de cohérence et de transversalité. Une rédaction intermédiaire a été validée lors du conseil de gestion du 6 novembre 2014. Un travail s'est ensuite engagé au sein des GT pour la construction des indicateurs de gestion du plan de gestion.

Tout au long de l'élaboration du plan de gestion, le Conseil de gestion s'est appuyé sur l'équipe technique du Parc, elle-même accompagnée sur les plans méthodologiques et techniques par l'équipe du siège des TAAF et de l'Agence des aires marines protégées. Les plans de gestion

respectifs des parcs naturels marins de l'Iroise et de Mayotte ([PNM Iroise, 2010](#) ; [PNM Mayotte, 2012](#)) ont largement servi à étoffer la méthodologie d'élaboration.

La carte des vocations a été préparée par l'équipe technique du Parc sur la base des enjeux identifiés, présentée et discutée au conseil de gestion du 6 novembre 2014.

L'ensemble du plan de gestion a été approuvé à l'unanimité par le Conseil de gestion en sa séance du 26 janvier 2015.

Le plan de gestion est mis en révision tous les quinze ans au moins (article L334-5 du code de l'environnement).

II.2. Structure du plan de gestion

Le plan de gestion est structuré en chapitres correspondant aux **orientations de gestion** du Parc naturel marin des Glorieuses. Ces orientations ont été fixées par décret. Elles ne peuvent être remises en cause dans le plan de gestion. Seul un nouveau décret pourrait y apporter des modifications.

Sur la base des connaissances disponibles, un état des lieux a été rédigé et constitue l'« état initial » du Parc. Ce document est indispensable pour :

- Identifier et hiérarchiser les enjeux de conservation
- Fixer les objectifs du Parc (mesures de protection, de connaissance, de mise en valeur, de développement durable, etc.)
- Définir les finalités de gestion et la carte des vocations
- Définir les actions à mettre en œuvre
- Connaître le niveau « de départ » des différents indicateurs suivis dans le tableau de bord du plan de gestion

Dans le plan de gestion, sont présentées les **finalités de gestion** associées à chaque orientation, elles-mêmes déclinées en **sous-finalités**. Elles décrivent les buts « ultimes » que le Parc cherche à atteindre pour chaque orientation.

A chaque sous-finalité sont associés un ou plusieurs **objectifs de gestion**, dont la réalisation pourra être mesurée par un **indicateur** associé (évaluation de la gestion). La construction des indicateurs et les protocoles d'acquisition des métriques nécessaires feront l'objet d'un document technique spécifique.

Lorsque cela est possible, c'est-à-dire lorsque la construction de l'indicateur est suffisamment avancée et lorsque son état initial est connu ou estimé, un seuil correspondant à l'objectif à atteindre est défini. Il faut rappeler ici que le plan de gestion a une durée de mise en œuvre qui peut aller jusqu'à quinze ans : certains seuils ont été fixés en prenant en compte cette durée, tandis que d'autres devraient être atteints à une échéance plus proche.

Certains seuils n'ont pas pu être fixés, faute de connaissances suffisantes sur l'état actuel des paramètres concernés. Ils pourront être définis ultérieurement, après une première phase d'acquisition de données.

Des évaluations intermédiaires, par exemple tous les cinq ans, permettront d'ajuster les seuils en fonction de l'état des connaissances.

Pour en faciliter la lecture, les objectifs de gestion, mesures d'évaluation de la gestion et seuils associés sont présentés sous forme de tableau pour chaque sous-finalité.

Un deuxième tableau décrit, quant à lui, les **principes d'action** à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs associés à chaque sous-finalité.

Ces principes d'action sont répartis selon la typologie définie par l'article L334-5 du code de l'environnement :

- Connaissance (acquisition de données, études, suivis, etc.)
- Mise en valeur (aménagements, sensibilisation, communication, activités pédagogiques, etc.)
- Protection (mesures de prévention et protection, travaux de restauration, mesures réglementaires et contrôles, etc.)
- Développement durable (projets de développement durable, aménagements, infrastructures, prévention des conflits d'usage, mesures visant à pérenniser les activités éco-responsables, etc.)

Il convient de noter que « *Le plan de gestion détermine les mesures de protection, de connaissance, de mise en valeur et de développement durable à mettre en œuvre dans le parc naturel marin* ».

Les mesures décrites dans les « principes d'action » présentés dans les chapitres suivants du plan de gestion correspondent donc aux mesures que le Conseil de gestion estime devoir être mises en œuvre, quels que soient les acteurs compétents, techniquement, administrativement ou juridiquement pour le faire. Cette mise en œuvre ne relève donc pas de l'équipe du Parc marin exclusivement.

La liste des principes d'action présente des items génériques sur le thème de la sous-finalité et/ou des items pouvant être très précis sur un sujet particulier développé durant la concertation. Cette liste sert de guide de base et pourra évoluer en fonction des besoins durant les 15 ans de vie du plan de gestion, toujours dans le respect de la sous-finalité à laquelle elle est rattachée.

Les **partenaires et acteurs concernés** sont identifiés en regard des principes d'action correspondant à chaque objectif de gestion.

III. MISE EN ŒUVRE DES MESURES PREVUES PAR LE PLAN DE GESTION

L'article L334-5 du Code de l'environnement précise les dispositions relatives à la mise en œuvre du plan de gestion :

« Le plan de gestion détermine les mesures de protection, de connaissance, de mise en valeur et de développement durable à mettre en œuvre dans le parc naturel marin. Il comporte un document graphique indiquant les différentes zones du parc et leur vocation. Il est mis en révision tous les quinze ans au moins.

L'Agence des aires marines protégées peut attribuer des subventions destinées au financement de projets concourant à la mise en œuvre du plan de gestion.

L'Etat, les collectivités territoriales et les organismes qui s'associent à la gestion du parc naturel marin veillent à la cohérence de leurs actions et des moyens qu'ils y consacrent avec les orientations et les mesures du plan de gestion.»

La mise en œuvre du plan de gestion repose donc sur :

- la mise en œuvre, par les acteurs compétents, d'actions concrètes conformes aux principes d'actions identifiés pour chaque sous-finalité. A ce titre, considérant la nature statutaire des Glorieuses, l'administration des Terres australes et antarctiques françaises aura un rôle essentiel à jouer,
- la mise en œuvre, par le Parc, dans les limites de ses domaines de compétence, d'actions concrètes conformes aux principes d'actions identifiés pour chaque finalité, pouvant comprendre l'accompagnement technique et financier de porteurs de projets,
- la cohérence des actions et moyens consacrés par l'Etat et la collectivité des TAAF avec les orientations et les mesures du plan de gestion.

III.1. Mesures mises en œuvre par les acteurs

Il convient de souligner à nouveau que « *Le plan de gestion détermine les mesures de protection, de connaissance, de mise en valeur et de développement durable à mettre en œuvre dans le parc naturel marin* ».

La mise en œuvre des mesures prévues par le plan de gestion n'incombe pas seulement au Parc naturel marin mais aussi à l'ensemble des acteurs associés à la gestion du Parc. Le Parc n'a pas vocation à se substituer à ces acteurs dans leurs domaines de compétence. En particulier, **le Parc ne se substitue pas :**

- **aux structures de recherche scientifiques**
- **aux autorités compétentes en matière de réglementation et de contrôle**
- **aux collectivités responsables de leur politique d'aménagement et de développement**
- **aux structures professionnelles ou associatives chargées de défendre les intérêts de leurs adhérents...**

La mise en œuvre du plan de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses incombe donc à l'ensemble des organismes associés à la gestion du Parc et, plus largement, l'ensemble des acteurs concernés par le milieu marin des Glorieuses est également responsable d'agir en cohérence avec les orientations et mesures du plan de gestion.

Le plan de gestion a ainsi identifié les acteurs susceptibles de contribuer à la mise en œuvre des différents principes d'actions retenus. Les listes d'acteurs correspondantes ne sont pas exhaustives : elles restent ouvertes et adaptables en fonction des évolutions du contexte local, des besoins et opportunités.

III.2. Mesures mises en œuvre par le Parc

Le plan de gestion constitue la feuille de route du Parc naturel marin des Glorieuses pour les 15 années à venir. L'ensemble des actions conduites ou accompagnées par le Parc devront impérativement s'inscrire dans les orientations de gestion du Parc et contribuer à la réalisation des objectifs fixés par le plan de gestion.

Les autres actions, aussi intéressantes puissent-elles être, ne pourront pas être accompagnées par le Parc. L'ensemble des moyens humains et financiers du Parc sera consacré aux priorités définies par le Conseil de gestion dans le plan de gestion.

Le Parc, avec l'appui technique, scientifique et financier de l'Agence des aires marines protégées, participe à l'élaboration du plan de gestion par :

- la mise en œuvre de mesures de suivi, de valorisation, de préservation du milieu marin et des usages associés, dans la limite de ses compétences et après obtention des autorisations éventuellement nécessaires
- l'accompagnement technique et financier des projets prévus par le plan de gestion
- la proposition de mesures de toute nature (pédagogiques, incitatives, réglementaires...) aux autorités compétentes
- la sensibilisation et le contrôle du respect des réglementations applicables
- la formulation d'avis simples sur les projets et documents de planification en lien avec le milieu marin
- la formulation d'avis conformes sur les projets susceptibles d'altérer de façon notable le milieu marin

Acquisition de connaissances et conduite de projets

Le Parc participe à l'acquisition de connaissances sur le milieu marin et sur les activités qui en dépendent. Il collecte en particulier les données nécessaires au suivi des indicateurs associés à ses objectifs de gestion. La collecte de ces données peut être réalisée par l'équipe technique du Parc ou faire l'objet de prestations extérieures.

Le Parc peut également être partenaire de programmes d'acquisition de connaissances mis en œuvre par d'autres acteurs, en particulier de programmes scientifiques. Dans ce cadre, le Parc peut notamment apporter un soutien logistique aux scientifiques lors de leurs campagnes d'acquisition de données (moyens nautiques, plongeurs professionnels, préparation d'échantillons, assistance technique, etc.).

Le Parc participe à la mise en œuvre de projets de valorisation et de préservation du milieu marin et des usages associés. Il initie les projets qui apparaissent prioritaires au Conseil de gestion, associe les partenaires et acteurs concernés, assure l'ingénierie des projets, la maîtrise d'ouvrage, voire leur réalisation par l'équipe technique du Parc.

Accompagnements techniques et financiers de projets

Le Parc accompagne la réalisation des principes d'actions prévus par le plan de gestion, qu'il s'agisse de projets de mise en valeur, de protection ou de développement durable.

Cet accompagnement consiste en un appui technique par l'équipe du Parc et, le cas échéant, de spécialistes de l'Agence des aires marines protégées.

Il peut également se traduire par l'attribution de subventions aux porteurs des projets concernés.

Dans ce domaine, les compétences du Conseil de gestion sont fixées par l'article R. 334-33 du code de l'environnement :

« 4° Sur délégation du conseil d'administration de l'agence, il fixe les modalités et critères d'attribution des concours financiers pour certains types d'opérations définies au plan de gestion ;

5° Décide de l'appui technique apporté aux projets de protection de l'environnement et de développement durable ayant un impact positif sur la qualité des eaux, la conservation des habitats naturels et des espèces ; »

Proposition de mesures aux autorités compétentes

« Le Conseil de gestion peut également proposer aux autorités de l'Etat compétentes en mer toute mesure nécessaire à la protection et à la gestion durable du parc naturel marin, notamment en matière d'occupation du domaine public maritime, d'utilisation des eaux, de pêche, de circulation, de loisir, d'utilisation des ondes, de mouillage des navires, et il est tenu informé des suites réservées à ses propositions. » (article R. 334-33 du code de l'environnement).

Le Conseil de gestion ne peut pas édicter de réglementation mais peut proposer toutes les mesures utiles (réglementaires ou non) aux autorités compétentes. Celles-ci gardent naturellement leur souveraineté pour décider de l'opportunité de mise en œuvre de ces mesures, tout en étant tenues au respect des dispositions de l'article L334-5 du Code de l'environnement : *« L'Etat, les collectivités territoriales et les organismes qui s'associent à la gestion du parc naturel marin veillent à la cohérence de leurs actions et des moyens qu'ils y consacrent avec les orientations et les mesures du plan de gestion. »*.

Sensibilisation et contrôle du respect de la réglementation

Les agents du Parc naturel marin mettent en place de nombreuses actions pédagogiques et de sensibilisation en direction de publics divers : associations, plaisanciers, pêcheurs, opérateurs touristiques, etc. Ces actions ont pour buts :

- de faire découvrir et apprécier le patrimoine naturel lié au milieu marin,
- de faire prendre conscience de l'importance de préserver le patrimoine naturel,
- de sensibiliser aux bons gestes et bonnes pratiques pour préserver l'environnement marin,
- de faire connaître et expliquer la réglementation applicable.

En outre, les agents du Parc naturel marin peuvent être commissionnés par l'autorité administrative et assermentés pour rechercher et constater les infractions dans le périmètre du Parc, dans les domaines suivants :

- Police des eaux et rades (*Article L334-2-1 du code de l'environnement applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Police des rejets (*Article L334-2-1 du code de l'environnement applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Police de la signalisation maritime (*Article L334-2-1 du code de l'environnement applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Police des biens culturels maritimes (*Article L334-2-1 du code de l'environnement applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Police des pêches (infractions au livre IX du code rural et de la pêche maritime et ses textes d'application ; *Article L334-2-1 du code de l'environnement applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Accès aux espaces gérés par le Conservatoire du Littoral (*Article L334-2-1 du code de l'environnement applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Réserves naturelles (*Article L334-2-1 du code de l'environnement applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Circulation des véhicules terrestres à moteur dans les espaces naturels (*Article L334-2-1 du code de l'environnement applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Protection de la faune et de la flore (*Article L334-2-1 du code de l'environnement applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Documents de bord (*Article L5222-1 du code des transports applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Règles générales de conduite en mer (*Article L5222-1 du code des transports applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Infractions liées à la nature polluante ou dangereuse des cargaisons ;
- Assistance en mer (*Article L5222-1 du code des transports applicable sur le territoire des TAAF*) ;

- Abordage, échouement, abandon (*Article L5222-1 du code des transports applicable sur le territoire des TAAF*) ;
- Formation à la navigation (*Article L5222-1 du code des transports applicable sur le territoire des TAAF*) ;

Ces agents reçoivent l'appellation d'inspecteurs de l'environnement. D'après l'article R.172-1 du Code de l'Environnement, le commissionnement des inspecteurs de l'environnement pour rechercher et constater tout ou partie des infractions mentionnées est délivré par le ministre chargé de l'environnement. Lorsque ces agents sont affectés à un établissement public, le commissionnement est délivré sur demande du directeur de cet établissement.

Les agents du Parc ont vocation à surveiller en priorité les activités en relation avec les finalités identifiées dans le plan de gestion, en portant une attention particulière aux secteurs ou thématiques concernés par des projets reconnus dans le programme d'actions du Parc.

III.4. Cohérence des actions de l'Etat avec le plan de gestion

« L'Etat, les collectivités territoriales et les organismes qui s'associent à la gestion du parc naturel marin veillent à la cohérence de leurs actions et des moyens qu'ils y consacrent avec les orientations et les mesures du plan de gestion. »

Ces dispositions de l'article L334-5 du Code de l'environnement sont rappelées par l'article 5 du décret n°2012-245 portant création du Parc naturel marin des Glorieuses ([cf. Annexe 1](#)).

Concrètement, il conviendra d'être particulièrement attentifs lors de :

- l'élaboration de toute nouvelle réglementation en lien avec le milieu marin
- l'élaboration de nouveaux plans et schémas en lien avec le milieu marin
- la délivrance d'autorisation de projets susceptibles d'avoir des effets sur le milieu marin
- l'octroi de financements en faveur de projets en lien avec le milieu marin ou susceptibles d'avoir des effets sur celui-ci

afin de s'assurer de leur cohérence avec le plan de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses.

L'article R334-33 du code de l'environnement prévoit également que « *lorsque le Conseil de gestion a connaissance d'un projet de plan, de schéma, de programme ou autre document susceptible d'avoir des effets sur la qualité du milieu ou la conservation des habitats naturels et des espèces du parc naturel marin, il peut en obtenir communication de l'autorité chargée de son élaboration* ».

Cohérence de la réglementation avec le plan de gestion

Une information préalable du Conseil de gestion sur un projet de réglementation apparaît indispensable pour assurer sa cohérence avec les orientations et mesures de gestion du plan. Cette information préalable est, de plus, de nature à faciliter l'acceptation ultérieure de la réglementation, l'ensemble des usagers de la mer étant représenté au sein du Conseil de gestion.

Au-delà, une véritable concertation avec le Conseil de gestion devrait être établie préalablement à l'adoption d'une nouvelle réglementation pour respecter la volonté du législateur exprimée notamment à travers l'article R334-33 du Code de l'environnement : « *Le Conseil de gestion peut également proposer aux autorités de l'Etat compétentes en mer toute mesure nécessaire à la protection et à la gestion durable du parc naturel marin, notamment en matière d'occupation du domaine public maritime, d'utilisation des eaux, de pêche, de circulation, de loisir, d'utilisation des ondes, de mouillage des navires, et il est tenu informé des suites réservées à ses propositions.* »

Ces dispositions concernent naturellement tous les projets de réglementation intéressant les Glorieuses, que l'autorité compétente soit nationale ou préfectorale, que le territoire concerné se limite ou non aux eaux du Parc naturel marin des Glorieuses ou à celles qui leur sont contigües.

Cohérence des documents de planification avec le plan de gestion

L'article R334-33 du Code de l'environnement prévoit également que « *lorsque le Conseil de gestion a connaissance d'un projet de plan, de schéma, de programme ou autre document susceptible d'avoir des effets sur la qualité du milieu ou la conservation des habitats naturels et des espèces du parc naturel marin, il peut en obtenir communication de l'autorité chargée de son élaboration.* »

Comme pour les projets de réglementation, une véritable concertation avec le Conseil de gestion devrait être mise en place préalablement à l'adoption de nouveaux plans, schémas ou programmes en lien avec le milieu marin, afin d'assurer la cohérence des décisions prises par les porteurs de ces projets avec le plan de gestion du Parc et de répondre ainsi à l'exigence de l'article L334-5 du Code de l'environnement. Dans ce cadre, le Parc pourra être associé aux comités de pilotage de ces projets et le Conseil de gestion pourra être consulté pour avis.

IV. PILOTAGE DE LA GESTION DU PARC

Le Conseil de gestion « *définit le programme d'actions permettant la mise en œuvre du plan de gestion et en assure le suivi, l'évaluation périodique et la révision* » (article R334-33 du code de l'environnement).

IV.1. Tableau de bord

Le plan de gestion définit les indicateurs qui permettront d'évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre pour chacune des sous-finalités.

Ces indicateurs sont conçus pour être les plus objectifs possibles et doivent donc être « mesurables », même si certains peuvent garder une dimension qualitative (degré de satisfaction, niveau de connaissance...). Certains indicateurs nécessitent la mesure d'un seul paramètre, d'autres nécessitent l'acquisition de plusieurs métriques.

Les modalités d'acquisition de chacune de ces métriques devront faire l'objet d'une fiche décrivant précisément le protocole, afin d'assurer la reproductibilité des mesures et donc la possibilité de les comparer entre elles, sur le long terme. Les fiches correspondant à l'ensemble des métriques nécessaires à la construction d'un indicateur seront regroupées dans un dossier « indicateur » décrivant en outre les modalités de détermination de l'indicateur à partir des différentes métriques ainsi acquises.

A chaque indicateur seront progressivement associés des seuils d'appréciation du niveau de l'indicateur par rapport à l'objectif à atteindre, permettant d'estimer si le niveau atteint doit être considéré comme mauvais, moyen ou bon.

Un **tableau de bord** réunissant l'ensemble des indicateurs sera ainsi élaboré et permettra de visualiser rapidement, globalement ou par orientation de gestion, le « degré d'approche » des différentes finalités.

Ce tableau de bord permettra de vérifier si les actions mises en œuvre permettent effectivement de progresser vers les objectifs fixés, donc si elles sont efficaces. Il va donc plus loin que le simple suivi des actions entreprises ou budgets engagés. Les indicateurs d'un parc doivent montrer les résultats qui sont obtenus, leur interprétation doit permettre d'ajuster les actions, afin d'atteindre les objectifs, et d'évaluer l'efficacité de l'aire marine protégée. Cette évaluation contribue à la gestion de l'AMP au niveau individuel et participe à l'évaluation globale du réseau d'aires marines protégées. Le tableau de bord constitue par ailleurs un outil de communication à destination des parties prenantes.

Il est donc important de préciser que le tableau de bord, qui est avant tout un outil d'aide à la gestion, ne relève ni d'une démarche de recherche scientifique, ni d'un outil qui a vocation à remplacer l'expertise des gestionnaires.

Il convient de noter que l'ensemble des indicateurs ne sera pas actualisé annuellement. En effet, certains indicateurs vont répondre très rapidement aux mesures de gestion mises en œuvre, d'autres nécessitent un temps plus long, par exemple pour constater l'amélioration d'un écosystème après une diminution des pressions anthropiques. Un principe de réalité économique et logistique influera également sur la fréquence d'acquisition des paramètres nécessaires à l'actualisation des indicateurs.

Il convient également de préciser que le plan de gestion d'un parc naturel marin est un objet complexe et bâti en association avec un panel d'acteurs mobilisés sur l'expression des enjeux et les objectifs à atteindre. La confrontation des points de vue et les séquences dévolues à ce travail d'identification des finalités et sous-finalités, des moyens pour y parvenir et des critères permettant de juger de l'efficacité de la gestion s'inscrivent dans un temps limité pour rassembler tous les éléments et l'expertise nécessaires. Aussi est-il évident que certaines réflexions n'aboutissent pas alors que les contours de la trame à développer sont suffisamment précis pour caractériser l'expression d'une sous-finalité. Le choix de l'indicateur est sensible, car il engage pleinement le Parc dans la structuration de son plan d'action et dans son schéma d'évaluation. L'expérience a démontré qu'aucun plan de gestion de parc naturel marin n'a pu démarrer avec 100 % d'indicateurs prêts à être renseignés.

Conformément à la logique d'un plan de gestion de parc naturel marin et à la nécessité d'évaluer sous la forme d'un tableau de bord l'efficacité de la gestion et l'atteinte des buts fixés, le programme d'actions du Parc ciblera de manière prioritaire l'identification des indicateurs, métriques et valeurs-seuils afin de consolider le plus rapidement possible le cadre évaluatif. Dans cette perspective, les réflexions déjà initiées avec des experts des différents domaines seront poursuivies et/ou des projets spécifiques seront définis avec des partenaires extérieurs au Parc. Suivant les cas de figure, notamment sur la question du niveau d'exigence, les résultats seront présentés devant l'instance délibérative *ad hoc*.

Ce travail devra se faire à la lumière du retour d'expérience acquis dans les autres parcs naturels marins, qui permet aujourd'hui d'identifier des pièges courants à éviter pour rester dans une démarche pragmatique et opérationnelle et d'éviter de proposer des indicateurs trop complexes, chronophages, ou peu réactifs aux actions des parcs. Cette nécessité de pragmatisme est d'autant plus prégnante sur le Parc naturel marin des Glorieuses que les conditions d'acquisition de la donnée, de quelque nature qu'elle soit, revêtent une difficulté

particulièrement importante en lien avec l'éloignement du site et l'inexistence d'une présence permanente pérenne d'équipes de recherche ou du Parc sur place.

Enfin, il convient de souligner que face à l'imperfection inévitable des indicateurs, qui ne peuvent de manière simple et synthétique illustrer parfaitement des phénomènes hautement complexes, la lecture du tableau de bord devra être associée à un travail d'interprétation et de contextualisation des résultats.

IV.2. Programmes d'actions

La liste des principes d'actions constitue un référentiel illustratif d'initiatives à engager ou qui pourraient être engagées autant que de besoin pour atteindre les finalités et sous-finalités consacrant le projet de territoire à long terme. Ils sont l'expression de la concertation, thèmes, idées, options, qui, une fois confondus, ont permis de mettre en perspective l'objet du projet que représente chacun des chapitres opérationnels.

Chaque année, le Conseil de gestion du Parc devra approuver, parmi les principes d'action définis dans le plan de gestion, un programme d'actions définissant :

- les mesures à mettre en œuvre prioritairement pour l'année à venir
- le ou les acteurs compétents pour la mise en œuvre de chaque mesure
- le ou les membres du Conseil de gestion impliqués dans la mise en œuvre et le suivi de chaque mesure
- le ou les agents du Parc naturel marin et de l'Agence des aires marines protégées impliqués dans la mise en œuvre et le suivi de chaque mesure
- le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de chaque mesure.

Le programme d'actions ainsi approuvé par le Conseil de gestion engage les membres concernés à s'impliquer dans la mise en œuvre et le suivi des mesures, chacun selon sa position et ses compétences.

Le taux de réalisation du plan d'action annuel est déterminé en fonction du nombre d'actions effectivement initiées, avancées et réalisées, par rapport aux prévisions. Il ne s'agit cependant là que d'une évaluation des moyens déployés. Les résultats de ces actions pourront être appréciés, de façon souvent différée, par les évolutions du tableau de bord.

C'est donc l'analyse du tableau de bord et de ses évolutions dans le temps qui permettra, le cas échéant, d'ajuster les programmes d'actions annuels pour privilégier les mesures les plus efficaces, améliorer celles qui donnent des résultats prometteurs et abandonner celles qui se révéleraient inopérantes.

Le tableau de bord est ainsi un véritable outil de pilotage de la gestion du Parc naturel marin ([Figure 2](#))

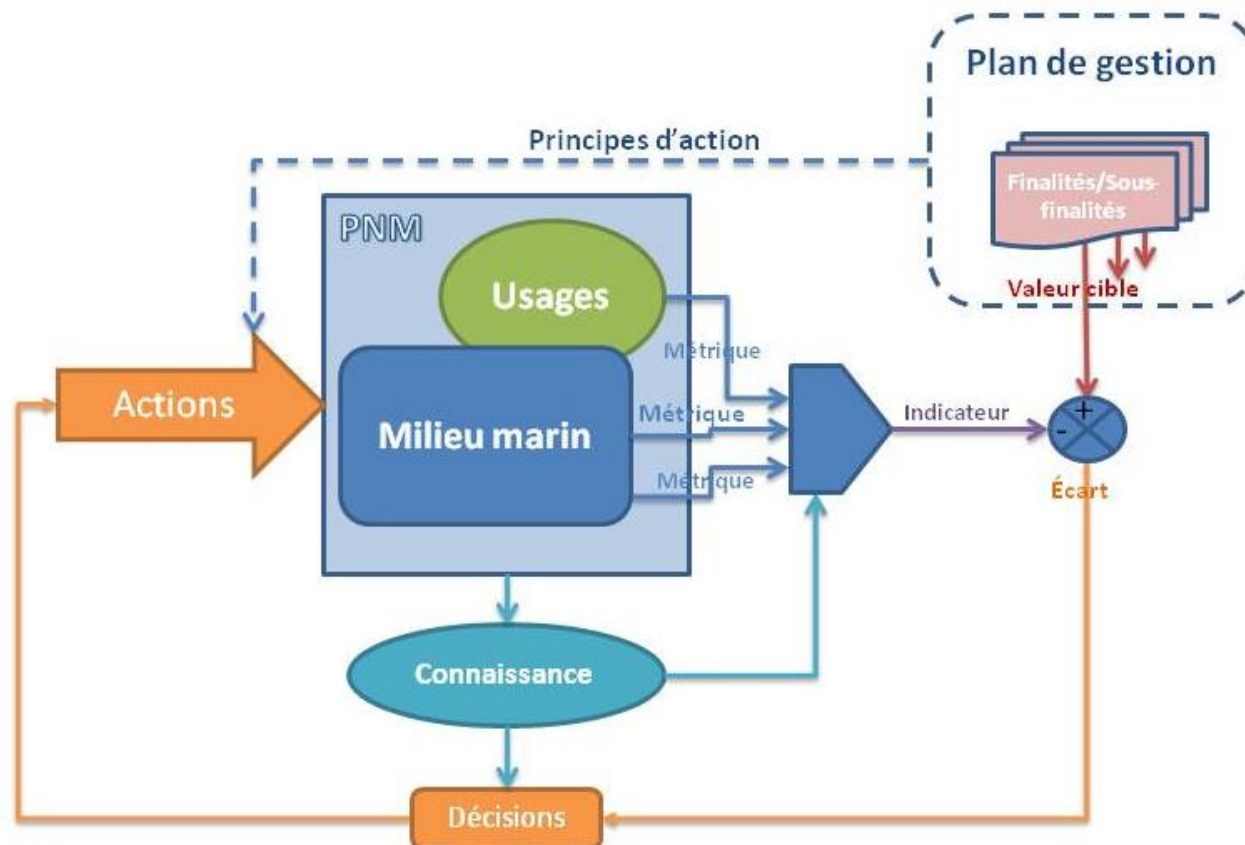


Figure 2 - Principe de fonctionnement du tableau de bord

V. AVIS DU CONSEIL DE GESTION

V.1. Fondement et principe de l'avis conforme

L'article L334-5 alinéa 4 du Code de l'environnement prévoit :

« Lorsqu'une activité est susceptible d'altérer de façon notable le milieu marin d'un parc naturel marin, l'autorisation à laquelle elle est soumise ne peut être délivrée que sur avis conforme de l'Agence des aires marines protégées ou, sur délégation, du Conseil de gestion. Cette procédure n'est pas applicable aux activités répondant aux besoins de la défense nationale, de l'ordre public, de la sécurité maritime et de la lutte contre la pollution. »

La délibération n°2012-07 du Conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées donne délégation au Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses pour se prononcer, sur les demandes d'autorisation d'activités énumérées à l'article R.331-50, dans les conditions prévues au quatrième alinéa de l'article L.334-5.

La procédure d'avis conforme doit rester exceptionnelle car elle est liée à l'existence d'un effet notable sur le milieu marin, qui, en tout état de cause, doit être évité.

L'autorisation ne peut alors être délivrée par l'autorité compétente sans consultation préalable et avis favorable du Conseil de gestion du Parc.

V.2. Champ de l'avis conforme

L'article **R334-33** du Code de l'environnement précise les attributions du Conseil de gestion, parmi lesquelles :

« 6° Dans les conditions prévues au quatrième alinéa de l'article L. 334-5, il se prononce sur les demandes d'autorisation d'activités énumérées à l'article R. 331-50 »

Il est important de noter que cette liste, citée avec la mention « *notamment* » dans la partie réglementaire du Code de l'environnement, ne restreint pas le champ de l'avis conforme prévu dans la partie législative, qui couvre toute activité susceptible d'altérer de façon notable le milieu marin.

Le Parc naturel marin peut être saisi sur tout autre projet par le service instructeur, dès lors que celui-ci estime que le projet est susceptible d'altérer de façon notable le milieu marin.

Inversement, l'avis conforme du Parc n'est pas requis pour les activités énumérées à l'article R. 331-50 s'il est établi que celles-ci ne sont pas susceptibles d'altérer de façon notable le milieu marin.

Soulignons enfin que les activités susceptibles de requérir un avis conforme du Parc naturel marin peuvent être exercées aussi bien dans le périmètre du Parc qu'en dehors de celui-ci, dès lors qu'elles sont susceptibles d'en altérer les milieux.

V.3. Appréciation de l'effet notable sur le milieu marin

Le caractère notable n'est pas défini par la loi ou la réglementation. Les effets d'un projet sur le milieu marin doivent être appréciés au cas par cas, à la lumière des orientations du plan de gestion du parc, en fonction des enjeux locaux et de la nature du projet.

Il convient d'apprécier :

- **La réalité des effets de l'activité**, sur la base de prévisions (modélisations, extrapolations), de mesures ou d'évaluation réelle des impacts
- **La sensibilité du milieu marin** susceptible d'être altéré, en prenant en compte sa caractérisation matérielle (analyse de l'état initial), l'existence d'une éventuelle protection ou reconnaissance juridique du milieu considéré ou des espèces présentes, l'éventuel intérêt indirect de protéger le milieu considéré en fonction des écosystèmes qui en dépendent, voire l'importance potentielle du milieu considéré lorsqu'il est méconnu
- **La compatibilité de l'activité avec les orientations et mesures du plan de gestion**, ainsi qu'avec la vocation de la zone sur laquelle l'activité est susceptible d'avoir des effets négatifs sur le milieu marin
- **L'intensité des effets**, en prenant en considération les effets cumulés avec d'autres activités.

En complément de cette analyse, il convient d'examiner l'effet symbolique de l'activité considérée, voire le caractère potentiel ou supposé de ses effets. Ces dimensions, si elles ne peuvent constituer le fondement d'un effet notable au sens de la loi, doivent être prises en considération dans le dialogue entre l'autorité administrative et le Conseil de gestion.

V.4. Modalités de saisine du Conseil de gestion

L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation saisit le Conseil de gestion en fonction de son analyse de l'impact de l'activité concernée. C'est à l'autorité compétente d'apprécier le caractère notable des effets sur le milieu marin de l'activité faisant l'objet de la demande d'autorisation.

La Direction de l'eau et de la biodiversité recommande toutefois aux préfets d'avoir une politique assez large de consultation du Conseil de gestion, pour avis simple en amont des décisions d'autorisation, de façon à pouvoir, le cas échéant, requalifier la demande en demande d'avis conforme.

Le Conseil de gestion peut également demander à se faire communiquer tout dossier « *d'un projet de plan, de schéma, de programme ou autre document susceptible d'avoir des effets sur la qualité du milieu ou la conservation des habitats naturels et des espèces du parc naturel marin* » (article R. 334-33 du code de l'environnement). Il a donc moyen de faire savoir, le cas échéant, qu'un projet lui paraît devoir faire l'objet de la procédure d'avis conforme.

Il est essentiel que le Conseil de gestion soit saisi de dossiers complets jugés recevables par l'autorité compétente, afin d'éviter des demandes de compléments et de disposer de tous les éléments d'appréciation utiles. Il appartient à l'autorité compétente d'anticiper les délais réglementaires régissant l'instruction de la demande pour permettre au Conseil de gestion de disposer d'un temps suffisant pour examiner les dossiers et statuer.

V.5. Contenu de l'avis conforme

L'avis rendu par le Conseil de gestion doit être argumenté et s'appuyer sur les analyses scientifiques ou techniques du dossier. L'argumentaire doit être fondé sur les orientations inscrites dans le décret de création du Parc naturel marin et sur le plan de gestion précisant les conditions de mise en œuvre.

Un avis positif peut être assorti de réserves. L'avis ne sera réellement favorable que lorsque les réserves auront été levées. Elles ont donc une valeur obligatoire, ce qui les distingue de simples recommandations. L'avis favorable assorti de réserves lie l'autorité compétente, qui ne saurait accorder le permis que sous condition de leur respect.

Les réserves formulées par le Conseil de gestion peuvent concerner le périmètre de l'autorisation, la durée ou le niveau de l'activité concernée. Plus largement, le Conseil de gestion peut être directif dans la formulation de l'avis conforme pour circonscrire ou modifier les conditions de délivrance de l'autorisation.

Par ailleurs, dès lors que les conditions de la saisine du Conseil de gestion sont remplies, il n'y a pas d'obstacle à ce que le Conseil de gestion puisse, dans son avis, tenir compte des interactions d'une activité sur une autre (conséquences potentielles de la délivrance de l'autorisation pour laquelle il est saisi sur d'autres activités préexistantes), en lien avec les orientations de gestion du parc naturel marin.

V.6. Avis simple

Le Conseil de gestion peut être saisi pour avis dit « simple » sur les projets non susceptibles d'affecter « *de façon notable* » le milieu marin.

Pour certaines activités, bien qu'*en principe* susceptibles d'altérer de façon notable le milieu marin, il existe des mesures de prévention efficaces et bien connues. Celles-ci peuvent être précisées par arrêté préfectoral lors de la délivrance de l'acte autorisant le projet.

Il s'agira en général d'activités fréquentes suscitant de nombreuses demandes d'autorisation, pour lesquelles il n'est pas souhaitable de consulter de façon systématique le Conseil de gestion.

Pour ces activités, un travail sera conduit par l'équipe du Parc naturel marin avec les services instructeurs pour convenir de la rédaction de prescriptions minimales générales visant à assurer la préservation du milieu marin. Ces prescriptions seront soumises à l'avis simple du Conseil de gestion. Sous réserve que l'autorité compétente impose ensuite ces prescriptions à l'ensemble des activités concernées, la consultation du Conseil de gestion pour chaque demande individuelle ne sera pas requise.

Chapitre 2

PATRIMOINE NATUREL

Orientation 1.

Protéger le patrimoine naturel, particulièrement les récifs coralliens et écosystèmes associés, les tortues et les mammifères marins, notamment par une surveillance maritime adaptée aux enjeux et par la sensibilisation des acteurs et des usagers.

Les Glorieuses sont postées en sentinelle à l'entrée nord du canal du Mozambique et la communauté scientifique s'entend pour dire que l'Archipel des Glorieuses, le Banc du Geyser et les monts sous-marins de la ZEE possèdent un caractère patrimonial exceptionnel.

Outre les 7 km² de terres émergées, les eaux sous juridiction française attenantes aux Glorieuses comptabilisent 43 000 km² dont 165 km² de superficie récifale pour l'Archipel des Glorieuses, et 257 km² pour le Banc du Geyser. On comprend donc toute l'importance du milieu marin de ce territoire.

Plusieurs missions scientifiques ont permis d'acquérir une bonne connaissance de la biodiversité marine associée aux récifs coralliens présente dans la zone. Si l'inventaire n'est pas exhaustif, il recense approximativement 1435 espèces sur l'Archipel des Glorieuses, tous groupes confondus. Le Banc du Geyser totalise quant à lui environ 600 espèces. Ces chiffres importants ne doivent pas cacher les lacunes dans la connaissance de ces richesses. Ainsi, des compléments d'inventaires doivent encore être réalisés pour certains groupes taxonomiques (peu ou pas étudiés) notamment sur le Banc du Geyser soumis à un effort d'échantillonnage moindre que l'Archipel des Glorieuses.

Géographiquement proche de Madagascar, de Mayotte, des Comores, d'Aldabra, de Cosmolédo (Seychelles) et de plusieurs bancs récifaux et monts sous-marins et brassé par les courants océaniques qui favorisent la dispersion de larves, ce territoire abrite un grand nombre d'espèces patrimoniales. En effet, parmi les 1435 espèces recensées à ce jour dans l'Archipel des Glorieuses, environ 11 % sont inscrites sur les annexes des conventions régionales et internationales et/ou figurent sur la Liste Rouge de l'UICN. C'est sans compter sur les espèces présentes qui restent encore méconnues.

La conservation de ces espèces nécessite la mise en place de mesures de gestion visant prioritairement à préserver le bon état de santé des habitats auxquels elles sont inféodées (récifs coralliens, herbiers de phanérogames, etc.). En outre, un effort particulier doit être développé sur les espèces patrimoniales, vulnérables au niveau mondial, notamment les tortues marines et les mammifères marins.

La biodiversité des Glorieuses ne se limite pas aux récifs coralliens. Aussi, on trouve au large des récifs et des tombants coralliens, de nombreuses espèces emblématiques, rares et/ou menacées : requins, raies, baleines, dauphins, thons, espadons, oiseaux marins, tortues marines, etc. Ces espèces migratrices ou connaissant une phase pélagique au cours de leur cycle de vie contribuent fortement à la valeur inestimable du patrimoine naturel des Glorieuses. Néanmoins, leur mobilité les amène à dépasser les limites du Parc naturel marin des Glorieuses et leur préservation s'avère bien plus complexe que les espèces récifales sédentaires. Dans ce contexte, il convient d'une part de protéger les habitats qui justifient leur migration dans la zone, et d'autre part de mettre en place des mesures de conservation visant spécifiquement à les protéger quand elles sont présentes.

L'isolement et l'absence d'une présence humaine permanente sur le territoire ont longtemps permis de soustraire l'Archipel des Glorieuses et le Banc du Geyser des pressions anthropiques. Ils sont ainsi considérés comme un refuge de biodiversité dont le caractère patrimonial exceptionnel est incontestable. Ce dernier permet notamment de justifier l'intégration de stations d'étude au sein du réseau mondial de suivi de la biodiversité et des effets du changement climatique. En outre, ils jouent un rôle essentiel pour le réensemencement corallien et pour la préservation des espèces menacées (holothuries, requins, tortues marines, mammifères marins, etc.) dans la région. Cette caractéristique est d'autant plus importante que ces deux entités sont insérées dans un contexte régional soumis à de fortes pressions anthropiques. Le Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses et les Terres Australes et Antarctiques Françaises portent donc une réelle responsabilité pour la conservation de ce *hotspot* de biodiversité.

Ce sanctuaire marin, parmi les derniers dans cette région du canal, doit toutefois faire face à des pressions grandissantes, notamment concernant l'exploitation de ses ressources marines. La principale menace pour ces écosystèmes est essentiellement liée aux activités de pêche, qu'elles soient artisanales ou industrielles, autorisées ou non, dès lors qu'elles sont incontrôlées et pratiquées de manière irraisonnée. Dans une moindre mesure, les activités de tourisme et de loisir principalement originaires de Mayotte peuvent également présenter une menace pour l'état de santé des écosystèmes marins des Glorieuses. Les effets sur les espèces et les habitats sont liés au cumul des pressions, à l'intensité des activités et leur fréquence, ainsi qu'au comportement des usagers qui peut constituer un facteur aggravant. Dans cette mesure, il convient de sensibiliser les acteurs et usagers à la richesse biologique du Parc naturel marin des Glorieuses et à la fragilité de ses écosystèmes. La mise en place de pratiques respectueuses du milieu marin, l'adaptation de la réglementation en vigueur dans le périmètre du Parc ainsi qu'une surveillance et un contrôle plus efficaces des activités constituent des enjeux importants pour garantir la préservation des espèces et habitats marins des Glorieuses.

D'autre part, le canal du Mozambique constitue une zone où le trafic maritime de transport pétrolier est l'un des plus importants au monde. La ZEE des Glorieuses reste peu fréquentée par ces navires. Compte tenu des forts courants marins existants dans cette partie du canal, la menace d'une pollution aux hydrocarbures est omniprésente, notamment si un navire venait à s'échouer ou à dégazer à proximité de la zone. Si l'éloignement et les moyens nautiques limités rendent difficile toute opération au large des îles, des mesures de lutte en cas de marée noire peuvent néanmoins être identifiées et mises en œuvre pour limiter les impacts sur les habitats marins et sur les espèces associées (plan POLMAR).

Au regard de l'état initial du patrimoine naturel aux Glorieuses et des activités recensées sur le territoire du Parc, les finalités de cette orientation du Parc naturel marin des Glorieuses sont définies de manière à :

- Préserver les habitats, pour garantir les fonctions biologiques indispensables à la survie des espèces qui fréquentent le Parc (reproduction, repos, refuge, alimentation, déplacement, etc.) ;
- Préserver les espèces protégées, emblématiques, rares ou menacées ;
- Sensibiliser et former les acteurs et usagers ;
- Développer un réseau de surveillance efficace et adapté aux particularités du territoire du Parc.

FINALITE 1 : PRESERVER LES HABITATS

Les Glorieuses sont caractérisées par une diversité d'habitats côtiers et océaniques qui constituent le support d'une biodiversité importante. Ces habitats assurent des fonctions environnementales indispensables au bon état de santé des écosystèmes, et doivent à ce titre être protégés pour maintenir le rôle écologique et biologique de ces espaces.

Deux habitats remarquables sont aujourd'hui clairement identifiés aux Glorieuses : les récifs coralliens et les herbiers de phanérogames marines. Peu impactés par les activités anthropiques ils sont considérés en bon état de santé. Néanmoins, l'intensification des activités non encadrées sur le territoire (tourisme, loisir, pêche artisanale, etc.) menace à court terme l'intégrité des fonctionnalités écologiques de ces zones. Face à cette problématique, les objectifs de gestion du Parc ont été fixés de manière à garantir le bon état de santé des habitats à long terme.

Si les Glorieuses recèlent une forte diversité d'habitats d'une grande importance à l'échelle régionale et internationale, peu d'entre eux ont fait l'objet d'études spécifiques. Ainsi, il n'existe pas à l'heure actuelle de typologie et de cartographie des habitats présents dans la ZEE des Glorieuses. Un effort important doit donc être mené pour permettre l'acquisition de connaissances sur les habitats afin d'en assurer une gestion la plus adaptée et efficace possible.

Sous-finalité 1.1 : Garantir le bon état de santé des récifs coralliens

Contexte

Le complexe récifal de l'Archipel des Glorieuses s'étend sur 17 kilomètres de long et 165 km². Celui du Banc du Geyser représente quant à lui une surface d'environ 257 km². Le devenir de ces deux entités est lié à celui des organismes constructeurs (coraux) et producteurs (végétaux chlorophylliens) qui s'y développent ([Troader, 1996](#)).

Etat des connaissances

Les récifs coralliens constituent le support de biodiversité le plus important aux Glorieuses. La partie la plus riche du complexe récifal de l'Archipel des Glorieuses s'étend depuis les Roches Vertes jusqu'à l'île du Lys et constitue un véritable réservoir de biodiversité pour l'archipel.

On y trouve des peuplements d'algues calcaires (*Halimeda discoidea*) tout à fait originaux à l'échelle des îles de l'océan Indien. L'*Halimeda* est d'ailleurs à l'origine de 45% des sédiments constituant les plages de l'Archipel des Glorieuses (Quod et al., 2007b). Les scientifiques ont également observé des communautés coralliennes riches et diversifiées, malgré le réchauffement des eaux du canal du Mozambique de 1998 qui a eu pour conséquence un blanchissement corallien non négligeable.

Plusieurs indices montrent que les communautés marines associées aux récifs coralliens du Parc naturel marin des Glorieuses sont dans un bon état de préservation. Tout d'abord, le nombre d'espèces de poissons carnivores observées (70 à 75% sur l'Archipel des Glorieuses et sur le Banc du Geyser) est très élevé et l'un des plus importants dans le sud-ouest de l'océan Indien, signe d'un récif corallien non déstructuré (Quod et al., 2007a ; Chabanet et al., 2002 ; Durville et al., 2003). Par ailleurs, les poissons papillons (Chaetodontidae), dont la présence est un indicateur de la vitalité des communautés coralliennes, présentent une abondance et une richesse spécifique élevée (Conand et al., 1998 ; Chabanet et Durville, 2005). Ceci concerne tout particulièrement la partie orientale de l'archipel, des Roches Vertes à l'île du Lys, qui présente un développement important de la communauté corallienne ainsi qu'une richesse spécifique globale élevée, tous groupes côtiers confondus.

Menaces

Les récifs coralliens sont un habitat primordial mais d'une grande fragilité. Outre les facteurs naturels (cyclones, réchauffement des eaux, acidification des océans, etc.) qui peuvent affecter leur état de santé mais contre lesquels il est difficile d'agir sur le périmètre du Parc, les récifs coralliens peuvent également subir des dégradations plus locales liées à l'homme.

La présence humaine est très limitée sur la Grande Glorieuses (15 militaires et ponctuellement des scientifiques et personnels civils) et les infrastructures humaines sont confinées au campement militaire. En outre, il n'existe pas sur l'île d'activités terrestres polluantes (industries, agriculture, etc.) pouvant porter atteinte à l'intégrité écologique des récifs coralliens. Les pollutions susceptibles de nuire à leur état de santé sont donc extérieures et d'origine marine : macrodéchets amenés par les courants et risques de pollutions par hydrocarbures (dégazages sauvages...).

Les activités humaines liées à la pêche peuvent engendrer une dégradation des coraux s'ils sont piétinés (pêche à pied) ou détruits par des engins de pêche. Néanmoins, en vertu de l'arrêté préfectoral n°2010-151 du 9 décembre 2010 (cf. Annexe 3), tout type de pêche est totalement interdit dans les eaux territoriales des Glorieuses et par conséquent sur la barrière récifale et dans le lagon. Elle est également interdite dans un rayon de 10 milles nautiques autour du Banc du Geyser (mais peut être autorisée par dérogation suivant l'arrêté n°2014-137 du 21 octobre 2014 ; cf. Annexe 4). Cette disposition réglementaire permet une protection des récifs coralliens dans la zone.

Les menaces potentielles qui pèsent sur les récifs sont associées aux activités de pêche illégale ainsi qu'aux activités de tourisme et de loisir. En effet, les coraux peuvent être endommagés par les ancres des bateaux ou les coups de palmes des baigneurs et des plongeurs. Des prescriptions techniques ont d'ores et déjà été mises en place par les TAAF pour limiter ces impacts (arrêté préfectoral n°2014-39 du 25 mars 2014 ; cf. [Annexe 5](#)), y compris lors des activités de recherche scientifique. Néanmoins, dans un contexte d'intensification des activités de tourisme et de loisir dans le périmètre du Parc, le plus souvent réalisées aujourd'hui de manière non régulières (absence de déclaration), le Conseil de gestion porte une réelle responsabilité pour appuyer la mise en place d'une réglementation et d'une surveillance visant à mieux encadrer les activités en mer et sensibiliser les acteurs et usagers à la fragilité des récifs coralliens et à des pratiques plus respectueuses des écosystèmes.

Il faut noter dans les eaux des Glorieuses la présence de l'étoile de mer prédatrice du corail *Acanthaster planci* et de son prédateur, *Charonia tritonis*, qui permet d'en limiter les effectifs. Une prolifération trop importante d'*Acanthaster* pourrait avoir un impact négatif sur le récif d'où l'importance de veiller aux phénomènes de pullulation d'espèces invasives.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Maintenir le bon état de conservation des récifs coralliens	Etat de santé des récifs coralliens	Les récifs coralliens dans le Parc naturel marin des Glorieuses se maintiennent dans un bon état de santé et ne subissent pas de dégradations liés aux activités anthropiques.

Evaluation de la gestion

Etat de santé des récifs coralliens

(cf. fiche descriptive indicateur I-01-RECICOR)

Afin d'évaluer l'état de santé des récifs coralliens du Parc naturel marin des Glorieuses, il est proposé un indicateur de synthèse intégrant plusieurs métriques. Ces dernières doivent permettre de suivre d'une part la vitalité corallienne et d'autre part la proportion des différents morphes coralliens et d'algues. Les métriques indiquées ci-dessous sont également utilisées dans le Parc naturel marin de Mayotte. Elles doivent néanmoins faire l'objet de tests aux Glorieuses afin d'évaluer si elles sont adaptées.

Les métriques proposées sont :

- Taux de recouvrement par les coraux « durs » (scléractinaires, millépores, Heliopora, Tubipora) vivants ;
- Proportion d'Acropores dans le peuplement de coraux durs vivants ;
- Proportion d'Acropores tabulaires dans le peuplement d'Acropores vivants ;
- Proportion d'Acropores branchus dans le peuplement d'Acropores vivants ;
- Taux de recouvrement par les coraux mous du substrat dur non colonisé par les coraux durs ;
- Taux de recouvrement par les algues dressées du sable, débris et substrat dur non colonisé par les coraux durs ;
- Taux de recouvrement par les algues calcaires encroûtantes des débris et du substrat dur non colonisés par les coraux durs.

		Seuils					
		Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Etat de santé des récifs coralliens	Archipel des Glorieuses	à définir					
	Banc du Geyser	à définir					

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Compléter le réseau de stations marines dans les eaux du Parc en s'appuyant sur les stations Biodiversité et GCRMN déjà existantes - Assurer un suivi régulier des stations marines mises en place dans les eaux du Parc (pas de temps à définir) - Cartographier les habitats marins (dont récifs coralliens) - Etudier la connectivité écologique des poissons récifaux (connectivité entre populations à l'échelle du sud-ouest de l'océan Indien et directions des flux larvaires (zones sources et puits)) - Etudier les impacts des changements globaux (acidification, augmentation de la température des eaux, élévation du niveau marin, etc.) sur les récifs coralliens - Veiller aux phénomènes de pullulations d'espèces invasives prédatrices du corail, telles que l'étoile de mer (<i>Acanthaster planci</i>) - Veiller aux phénomènes de blanchissement des coraux 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Muséum National d'Histoire Naturelle – Laboratoire d'Ecologie Marine de La Réunion – Institut de recherche pour le développement – Centre national de la recherche scientifique – Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer – Universités</p> <p>Organisations professionnelles : Clubs de plongée – opérateurs nautiques – opérateurs touristiques – pêcheurs</p> <p>Associations : Associations environnementales – ARVAM – associations d'usagers</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales et internationales</p> <p>Autres : Initiative Française pour les récifs Coralliens (IFRECOR)</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les acteurs et usagers aux richesses, aux rôles et à la fragilité des écosystèmes marins (dont récifs coralliens) - Intégrer les données de suivi des récifs coralliens dans des bases de données régionales, nationales et internationales - Promouvoir les suivis faisant appel aux sciences participatives 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la mise en place d'une protection renforcée des espaces aux fonctionnalités écologiques spécifiques - Limiter l'impact des mouillages de bateaux (Interdiction d'ancrage dans les secteurs sensibles / Localisation de zones d'ancrage de moindre impact / Mise en place de mouillages écologiques / etc.) 	

	<ul style="list-style-type: none"> - Dédier les moyens de police nécessaires à la préservation des récifs - Mise en place d'un plan d'intervention à déclencher en cas de pollution marine accidentelle (dégazage ou marée noire) - Mettre en œuvre un protocole de gestion visant à mettre fin aux pullulations (le cas échéant) 	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Participer aux colloques et réunions de travail régionaux et internationaux 	

Sous-finalité 1.2 : Garantir le bon état de conservation des herbiers de phanérogames marines

Contexte

Les herbiers de phanérogames marines jouent un rôle écologique primordial pour de nombreuses espèces. Ils constituent d'importantes zones de nutrition, en particulier pour des espèces menacées comme les tortues marines. Ces formations sont par conséquent soumises à une pression naturelle d'herbivorie et peuvent être le témoin de l'intensité de celle-ci. Ce sont également des zones de frayères et de nourricerie. Enfin, les herbiers jouent un rôle dans la stabilisation du substrat sédimentaire et l'oxygénation des eaux. Compte tenu des fonctions écologiques et des services écosystémiques qu'ils rendent, ces habitats doivent bénéficier d'une attention particulière pour garantir leur bon état de conservation.

Etat des connaissances

Peu d'études ont été menées spécifiquement sur les herbiers de phanérogames marines et la biodiversité qui leur est associée dans les eaux du Parc.

Aux Glorieuses, leur superficie est estimée à environ 1 250 ha.

Autour de Grande Glorieuse, les herbiers sont à priori monospécifiques et profonds (10-15 m), constitués de *Thalassodendron ciliatum* (Quod et al., 2007b). Ce type d'habitat a également été observé sur le Banc du Geyser (Thomassin et al., 2009).

Des herbiers de petite taille et plurispécifiques formés d'*Halodule uninervis*, de *Thalassia hemprichii*, de *Cymodocea sp.* et d'*Halophila ovalis* ont été décrits sur le platier interne de l'île du Lys. D'autre part, les zones de vasques de beach-rock rencontrées en bord de plage sur l'île du Lys semblent abriter de petites tâches d'herbiers littoraux du genre *Zostera*. (Quod et al., 2007b)

Menaces

Les phanérogames marines sont particulièrement sensibles aux pollutions, au piétinement et à l'utilisation de certains engins de pêche. A l'instar des récifs coralliens, les herbiers peuvent également être endommagés par l'ancrage des bateaux de tourisme et de loisir. Face à ces menaces, les TAAF ont mis en place une réglementation qui permet d'encadrer les activités de pêche, de tourisme et de loisir et ainsi de protéger les habitats marins de potentielles dégradations (arrêté préfectoral n°2010-151 du 9 décembre 2010, arrêté préfectoral n°2014-39 du 25 mars 2014 ; cf. Annexes 3 et 5). Les menaces qui pèsent sur les herbiers de phanérogames marines sont ainsi principalement liées aux activités illégales et non encadrées.

Compte tenu des éléments susmentionnés et dans un contexte d'intensification des activités de tourisme et loisir dans le périmètre du Parc, il apparaît important de compléter les connaissances sur les herbiers de phanérogames marines (cartographie, inventaires, etc.) et de mettre en place un suivi de leur état de santé afin de pouvoir détecter tout signe de dégradation conduisant, le cas échéant, à mettre en place des mesures de protection et/ou de conservation. De même, la sensibilisation des acteurs et usagers constitue un levier d'action non négligeable pour maintenir le bon état de conservation des herbiers. En ce sens, des actions visant la protection conjointe des récifs coralliens et des herbiers de phanérogames peuvent être menées.

Enfin, il faut noter qu'une régression des herbiers monospécifiques à *Thalassodendron* est observée sur les îles voisines qui, contrairement aux Glorieuses, sont soumises à de nombreuses pressions anthropiques. Dans ce contexte, les Glorieuses peuvent constituer un précieux point de référence pour mieux identifier et comprendre les causes de cette régression régionale.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Maintenir le bon état de conservation des herbiers de phanérogames marines	Etat de santé des herbiers de phanérogames marines	<ul style="list-style-type: none"> – La distribution des herbiers marins ne diminue pas de manière significative. – Le taux moyen de recouvrement en phanérogames marines des herbiers marins ne diminue pas de manière significative sur les stations de suivi. – La composition des herbiers n'enregistre pas de profondes modifications

Evaluation de la gestion

Etat de santé des herbiers de phanérogames marines

(cf. fiche descriptive indicateur I-02-HERBIER)

Afin d'évaluer l'état de santé des herbiers de phanérogames marines du Parc naturel marin des Glorieuses, il est proposé un indicateur de synthèse intégrant :

- L'évolution de la distribution des herbiers marins dans le périmètre du Parc,
- L'évolution du taux de recouvrement en phanérogames marines sur les stations de suivi des herbiers marins.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Etat de santé des herbiers de phanérogames marines	à définir					

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Approfondir les connaissances sur les herbiers et la biodiversité qui leur est associée - Cartographier les habitats marins (dont les herbiers) - Actualiser régulièrement la cartographie des herbiers (pas de temps de 5 ans) - Définir et suivre des stations de suivi des herbiers marins - Etudier la dynamique des herbiers 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Muséum National d'Histoire Naturelle – Laboratoire d'Ecologie Marine de La Réunion – Institut de recherche pour le développement – Centre national de la recherche scientifique – Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer – Universités</p> <p>Organisations professionnelles : Clubs de plongée – opérateurs nautiques – opérateurs touristiques – pêcheurs</p> <p>Associations : Associations environnementales – CEDTM/Kélonia – associations d'utilisateurs</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales et internationales</p> <p>Autres : Initiative Française pour les récifs Coralliens (IFRECOR)</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les acteurs et usagers aux richesses, aux rôles et à la fragilité des écosystèmes marins (dont les herbiers) - Harmoniser et coordonner les suivis (protocoles et calendriers) à ceux des réseaux existants (exemple du réseau d'observation des herbiers marins de l'outre-mer français de l'IFRECOR : RESOBS-herbier / IFRECOR) - Diffuser les connaissances acquises sur les herbiers 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la mise en place d'une protection renforcée des espaces aux fonctionnalités écologiques spécifiques - Limiter l'impact des mouillages de bateaux (Interdiction d'ancrage dans les secteurs sensibles / Localisation de zones d'ancrage de moindre impact / Mise en place de mouillages écologiques / etc.) - Mise en place d'un plan d'intervention à déclencher en cas de pollution marine accidentelle (dégazage ou marée noire) 	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Participer aux colloques et réunions de travail régionaux et internationaux 	

Contexte

Les Glorieuses, dont la Zone Economique Exclusive est très étendue (43 000 km²) et couverte en totalité par le périmètre du Parc naturel marin, recèle très certainement une grande variété d'habitats qui assurent des fonctions écologiques indispensables à la vitalité des écosystèmes marins et à la survie des espèces qui fréquentent le Parc.

Etat des connaissances

L'isolement des Glorieuses a largement contribué à soustraire les habitats marins de pressions anthropiques importantes. Néanmoins, cette caractéristique rend très difficile l'accès des scientifiques au territoire, notamment pour l'organisation logistique des missions de terrain. Il en résulte que très peu d'études ont été menées sur les habitats marins qui restent pour la plupart inconnus, que ce soit au niveau des complexes récifaux ou du domaine océanique. Ainsi, il n'existe à ce jour pas de cartographie et de typologie précise des habitats aux Glorieuses. Il est donc nécessaire d'améliorer les connaissances sur les écosystèmes afin de permettre leur valorisation et d'anticiper une éventuelle dégradation des habitats marins.

Menaces

Si les habitats des Glorieuses sont relativement bien protégés en comparaison des îles et pays voisins, ils ne sont pas à l'abri de menaces d'origine anthropique et naturelle : pratiques destructrices liées aux activités, pêche illicite, pollution pétrolière (dégazages), introduction d'espèces exotiques envahissantes, réchauffement des eaux, acidification des océans, etc. C'est pourquoi la connaissance et la surveillance doivent être développées dans cette zone afin d'évaluer au mieux les usages et les menaces.

Les objectifs du Parc naturel marin sont dans un premier temps d'acquérir des connaissances sur les habitats encore peu étudiés, socle sur lequel le gestionnaire pourra ensuite s'appuyer pour en assurer une préservation optimale en proposant les mesures de gestion les plus adaptées.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Acquérir des connaissances sur les habitats méconnus	Niveau de connaissance des habitats méconnus	Le niveau de connaissances atteint sur le territoire permet d'engager une réflexion pour la préservation des habitats
Assurer une préservation optimale des habitats sur la base des connaissances acquises	<p>A développer ultérieurement</p> <p>Les connaissances sur les habitats méconnus ne permettent pas de construire un indicateur permettant d'évaluer les mesures de gestion mises en œuvre pour leur préservation.</p> <p>En fonction des connaissances acquises dans le cadre de l'objectif de gestion précédent, un indicateur propre à chaque habitat identifié pourra être proposé. Plusieurs variables pourront entrer dans la construction de ces indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Surface de l'habitat et son évolution - Etat de santé - Richesse spécifique associée - etc. 	<i>sans objet</i>

Evaluation de la gestion

Niveau de connaissance des habitats

(cf. fiche descriptive indicateur I-03-CONNHAB)

Afin d'évaluer le niveau de connaissance des habitats méconnus, il est proposé un indicateur appréciant le degré de connaissances disponibles pour chaque grands types d'habitats identifiés dans le périmètre du Parc naturel marin des Glorieuses. Cette évaluation est réalisée pour trois thèmes différents (Présence / Fonctionnement / Pression) par des experts scientifiques.

L'indicateur ne constitue pas une mesure de l'état absolu de la connaissance. Cette dernière est en effet évaluée au regard de sa capacité à répondre aux enjeux de conservation et de préservation des habitats, et à initier des réflexions sur leur gestion.

	Seuils		
	Insuffisant (niveau non opérationnel)	Minimal (niveau minimal pour engager la réflexion de gestion)	Satisfaisant (niveau nécessaire pour aboutir dans la réflexion de gestion)
Niveau de connaissance <i>(ajouter une ligne pour chaque nouvel habitat identifié)</i>	Référence		Objectif plan de gestion (2030)

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les habitats marins en ciblant prioritairement les zones à fort enjeu (Archipel des Glorieuses et Banc du Geyser) - Cartographier les habitats marins en ciblant prioritairement les zones à fort enjeu (Archipel des Glorieuses et Banc du Geyser) - Etudier les biocénoses associées aux différents habitats identifiés en ciblant prioritairement les zones à fort enjeu (Archipel des Glorieuses et Banc du Geyser) - Acquérir des connaissances sur les habitats marins présents sur la Banc de la Cordelière (identification, cartographie, étude des biocénoses, etc.) 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Muséum National d'Histoire Naturelle – Universités – Laboratoires de recherche – Institut de recherche pour le développement – Centre national de la recherche scientifique – Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Diffuser les connaissances acquises lors des études ou campagnes de prospection à travers différents types de supports (films, conférences, documents vulgarisés, etc.) - Sensibiliser les acteurs et usagers aux richesses, aux rôles et à la fragilité des écosystèmes marins 	<p>Organisations professionnelles : Clubs de plongée – opérateurs nautiques – opérateurs touristiques – pêcheurs</p>
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la mise en place d'une protection renforcée des espaces aux fonctionnalités écologiques spécifiques - Mise en place d'un plan d'intervention à déclencher en cas de pollution marine accidentelle (dégazage ou marée noire) 	<p>Associations : Associations environnementales</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales et internationales</p>
Développement durable		Autres :

FINALITE 2 : PRESERVER LES ESPECES PROTEGEES, EMBLEMATIQUES, RARES OU MENACEES

L'Archipel des Glorieuses abrite un grand nombre d'espèces patrimoniales. Effectivement, parmi les 1435 espèces recensées à ce jour dans le milieu marin, environ 11 % sont inscrites sur les annexes des conventions régionales et internationales et/ou figurent sur la Liste Rouge de l'UICN. Les inventaires de biodiversité réalisés à ce jour dans les Glorieuses ne sont pas exhaustifs. Aussi, de nouvelles espèces patrimoniales enrichiront très certainement cette liste au gré des futures missions scientifiques.

Six espèces présentes aux Glorieuses sont listées dans la convention de Nairobi (annexes II, III et/ou IV). On retrouve la baleine à bosse, les tortues verte et imbriquée, le crabe des cocotiers, le bénitier géant et l'huître perlière à lèvres noires.

Parmi les espèces recensées, 15 sont classées sur les annexes I ou II de la CITES. Il s'agit surtout des coraux, de mammifères marins et de tortues marines. Il est à noter la présence du poisson napoléon et du bénitier géant. Les coraux de la famille des Milleporidae et des Stylasteridae sont inscrits en annexe II de la CITES en raison de leur squelette calcaire.

Six parmi toutes les espèces migratrices recensées dans l'Archipel des Glorieuses se trouvent sur les annexes I et/ou II de la convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS). Il s'agit du globicéphale, de la baleine à bosse, du dauphin tacheté pantropical, du dauphin à long bec, de la tortue verte et de la tortue imbriquée.

Enfin, les Glorieuses comptent au total 170 espèces inscrites sur la Liste Rouge de l'UICN. Parmi ces espèces, 12 ont un statut de conservation défavorable, c'est-à-dire vulnérables, en danger ou sérieusement en danger d'extinction. Il s'agit de cnidaires, d'holothuries, de poissons osseux, de requins, de raies et de tortues marines.

Le Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses porte ainsi la responsabilité de préserver au mieux la biodiversité présente sur son territoire tout en assurant les engagements pris par la France au niveau régional et international.

Sous-finalité 2.1 : Garantir le bon état de conservation des populations de tortues marines

Contexte

D'un point de vue patrimonial, la présence des tortues vertes (*Chelonia mydas*) et des tortues imbriquées (*Eretmochelys imbricata*) confère un grand intérêt à l'Archipel des Glorieuses. En effet, la tortue verte est classée « en danger d'extinction » et la tortue imbriquée dispose d'un statut « en danger critique d'extinction » par l'UICN. Elles figurent également dans l'annexe I de la CITES (convention de Washington), en annexes I et II de la CMS (convention de Bonn), et en annexes III et IV de la convention de Nairobi.

La Grande Glorieuse principalement, mais aussi l'île du Lys, représentent un site important de nidification des tortues vertes (*Chelonia mydas*) qui pondent tout au long de l'année avec un pic saisonnier durant l'hiver austral, de mars à juin. Quelques tortues imbriquées (*Eretmochelys imbricata*) déposent également leurs œufs sur les plages de l'archipel. En outre, le lagon des Glorieuses et le Banc du Geyser sont des zones de développement et d'alimentation pour les tortues vertes et imbriquées immatures. (Bourjea et al., 2011)

Le lagon des Glorieuses n'est pas connu pour être un site d'alimentation pour les tortues vertes adultes.

La ZEE des Glorieuses peut également être fréquentée pendant leurs migrations par d'autres espèces de tortues marines recensées dans les ZEE voisines : la Tortue olivâtre (*Lepidochelys olivacea*), la Tortue caouanne (*Caretta caretta* L.) et la Tortue luth (*Dermochelys coriacea*). Néanmoins, il existe très peu de connaissances relatives à ces espèces dans la ZEE des Glorieuses.

Suivi des traces de ponte

Deux zones de comptage des traces de ponte pour les tortues vertes ont été délimitées sur la Grande Glorieuse. La zone 1, à l'ouest, est une "plage de référence" délimitée par Ifremer lors du démarrage du comptage de traces dans les années 1980. La zone 2 correspond au reste de l'île, où les gendarmes réalisent les comptages depuis décembre 2000. Les suivis réalisés quotidiennement par la gendarmerie ont permis de dénombrer 7443 traces de ponte en 2013 sur la Grande Glorieuse (extraction de la base de données TORSOOI). La population de tortues vertes femelles venant pondre aux Glorieuses est estimée entre 1500 et 2500 individus par an (Bourjea et al., 2011). Les données issues de ce suivi permettent d'alimenter la base de données de référence des TORTues marines du Sud-Ouest de l'Océan Indien (TORSOOI), portée par Kélonia (Observatoire des tortues marines) et l'Ifremer.

Menaces

La pression anthropique sur les femelles en ponte et leurs œufs était forte au 19^{ème} siècle et jusque dans les années 1950, pendant l'exploitation de la cocoteraie pour la production de coprah sur la Grande Glorieuse. Depuis l'arrêt des activités de production et la mise en protection de l'archipel en 1975, les scientifiques constatent une hausse du nombre de femelles venant pondre sur les plages de l'archipel (+3,5% par an) (Bourjea et al., 2011). Néanmoins des actes de braconnage de tortues marines sont encore perpétrés sur l'île du Lys par des pêcheurs illégaux. Le détachement militaire en place aux Glorieuses n'ayant pas à ce jour de moyens à la mer pour patrouiller dans le lagon, les passages sur cet îlot sont très occasionnels (passages de navires de la marine ou de navires scientifiques) et ce braconnage est donc aujourd'hui impossible à contrôler en l'état.

Les tortues marines effectuent de longues migrations pour rallier leurs sites de ponte et leurs zones d'alimentation. Ainsi, d'après les études menées par Kélonia et l'Ifremer, les tortues femelles qui pondent aux Glorieuses se rendent sur des zones d'alimentation situées sur la côte Est africaine et sur la côte occidentale de Madagascar (Bourjea et al., 2013). Au cours de ces migrations, les tortues marines ne sont pas à l'abri de pêches accidentelles ou d'actes de braconnages. Aussi, il importe d'encadrer la pêche exercée dans les eaux du Parc afin de minimiser les captures accidentelle et la mortalité des tortues marines (prescriptions techniques émises par les TAAF).

D'autre part, les grandes distances parcourues les amènent à dépasser le périmètre du Parc. Les actions mises en place pour la conservation des tortues marines doivent donc être abordées à une échelle régionale et faciliter la coopération entre les pays et partenaires concernés, tel que cela est proposé dans le cadre du PNA tortues (Plan National d'Actions en faveur des tortues marines des territoires français de l'océan Indien).

PNA Tortues

Les espèces de tortues marines du sud-ouest de l'océan Indien (SOOI) : la tortue verte (*Chelonia mydas*), la tortue imbriquée (*Eretmochelys imbricata*), la tortue olivâtre (*Lepidochelys olivacea*), la tortue caouanne (*Caretta caretta* L.) et la tortue luth (*Dermochelys coriacea*) sont soumises, à moyen terme, à un haut risque d'extinction à l'échelle mondiale ainsi que sur les territoires français de ce secteur : l'île de Mayotte, les îles Eparses et l'île de La Réunion qu'elles fréquentent diversement. Cette situation amène à considérer qu'il est prioritaire de conduire des actions d'approfondissement des connaissances de leurs répartitions, leurs dynamiques, leurs circuits migratoires et leur écologie en général ainsi que des actions de conservation s'agissant des habitats et des populations actuellement connus.

Le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE), dont la politique est mise en œuvre sur ces territoires à travers les Directions de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Mayotte et de La Réunion et la préfecture des Terres Australes et

Antarctiques Françaises (TAAF), a lancé en 2013, la rédaction d'un Plan National d'Actions en faveur des tortues marines dans le sud-ouest de l'océan Indien. La livraison du document final est programmée pour 2015.

Le PNA Tortues couvre la période 2015-2020 et permet, à travers le travail des experts scientifiques et des gestionnaires, d'identifier des actions qui concernent notamment les Glorieuses. Dans ce contexte, il importe que le Parc naturel marin des Glorieuses s'appuie sur ce document de planification afin d'assurer la cohérence avec son plan de gestion. D'autre part, ce travail de mise en conformité est essentiel pour mutualiser les moyens humains, logistiques et financiers alloués aux actions à mettre en œuvre. C'est pourquoi le Conseil de Gestion du Parc doit prioriser ses actions sur celles identifiées par le PNA Tortues sur son périmètre de compétence.

Le PNA Tortues ayant une portée de 5 ans inférieure à la durée du plan de gestion du Parc, le Parc naturel marin devra également s'assurer de pérenniser et/ou finaliser certaines des actions engagées sur son territoire.

Enfin, d'autres actions pourront, au besoin, être identifiées en complément par le Parc en vue d'assurer le bon état de conservation des tortues marines aux Glorieuses.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Assurer le bon état de conservation des populations de tortues marines en mettant notamment en œuvre les actions du PNA Tortues SOOI dans les eaux du Parc	Etat de conservation des tortues marines	<ul style="list-style-type: none"> – Le nombre de traces de descente est stable ou en augmentation sur les plages de la Grande Glorieuse ; – Les paramètres de la reproduction sont stables ; – Le nombre de tortues en développement dans le lagon des Glorieuses est stable ou en augmentation (<i>sous réserve de faisabilité</i>).

Evaluation de la gestion

Etat de conservation des tortues marines

(cf. fiche descriptive indicateur I-05-TORTUES)

L'objet de cet indicateur est de suivre l'évolution du nombre de traces de descente de tortues marines dénombrées annuellement sur les plages de la Grande Glorieuse par les gendarmes. Cette métrique se concentre uniquement sur les femelles de tortues vertes (*Chelonia mydas*) en ponte aux Glorieuses et nécessitera une réévaluation régulière des paramètres reproducteurs de l'espèce afin de pouvoir être reliée à un nombre de femelles.

Une seconde métrique pourra être développée en fonction des connaissances acquises et de la faisabilité pour la mise en place de suivis dans le lagon des Glorieuses. Cette dernière concerne l'évolution du nombre de tortues marines en phase de développement dans le lagon des Glorieuses.

	Seuils		
	Très mauvais	Moyen	Très bon
Etat de conservation des tortues marines			Référence (2013) Objectif plan de gestion (2030)

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier d'autres actions à développer sur le PNMG (hors PNA Tortues) - Assurer le suivi des populations des différentes espèces de tortues marines (fréquentation des sites de ponte, état sanitaire, état de santé, distribution, etc.) - Déterminer l'origine et la dynamique spatio-temporelle des tortues marines immatures en phase de développement aux Glorieuses - Evaluer l'évolution des captures accidentelles de tortues marines - Appuyer la mise en place d'études visant à finaliser l'identification dans le SOOI des zones océaniques et des zones d'alimentation préférentielles des tortues marines présentes aux Glorieuses - Promouvoir une démarche participative pour la connaissance (réseau d'observation) 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien – Gendarmerie Nationale – DEAL Réunion – DEAL Mayotte</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Muséum National d'Histoire Naturelle – Laboratoire d'Ecologie Marine de La Réunion – Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (délégation océan Indien)</p> <p>Organisations professionnelles : opérateurs nautiques et de tourisme - pêcheurs</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les données de suivi des Glorieuses à des bases de données régionales, nationales et internationales - Sensibiliser les acteurs et usagers aux richesses, aux rôles et à la fragilité des écosystèmes marins - Sensibiliser les équipages des navires de pêche sur les impacts directs et indirects de la pêche sur les tortues marines (pêcheurs en partance de Mayotte vers les Glorieuses, formation EAM, etc.) - Poursuivre la formation des observateurs aux méthodes de remise à l'eau des captures accidentelles - Contribuer à l'inscription des Glorieuses dans le réseau des sites d'importance pour les tortues marines de l'océan Indien (IOSEA Network) - Diffuser les connaissances acquises sur les tortues marines 	<p>Associations : CEDTM/Kélonia – Associations environnementales – Associations d'usagers – Coopérative des pêcheurs de Mayotte (COPEMAY)</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales</p> <p>Autres : Groupe Tortues Marines France – Etats signataires du mémorandum d'entente sur la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est (IOSEA) – Etats signataires de la convention pour la conservation des espèces</p>

Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier et mettre en œuvre les moyens de lutte contre le braconnage - Renforcer la mise en œuvre effective des mesures liées aux tortues marines dans les prescriptions TAAF en partenariat avec les équipages et par l'intermédiaire des observateurs embarqués sur les navires - Mise en place d'un plan d'intervention à déclencher en cas de pollution marine accidentelle (dégazage ou marée noire) - Appuyer la mise en place des prescriptions pour encadrer l'approche des tortues marines (comportements non intrusifs à terre et dans l'eau) <p><u>Contrôler que les prescriptions TAAF et les résolutions CTOI soient bien respectées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Obligation d'employer des DCP non maillants - Pour les palangriers, obligation d'utiliser des hameçons circulaires, <i>circle hook</i> (limitent les blessures) - Eviter autant que possible l'encerclement des tortues marines - Interdiction d'abandon de DCP 	migratrices (CMS) – Ecole d'apprentissage maritime (EAM)
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à la mise en œuvre des actions du PNA tortues – Iles Eparses – dans le périmètre du Parc - Participer aux programmes relatifs à la conservation des tortues marines à l'échelle régionale (sud-ouest de l'océan Indien) - Adapter les engins de pêche (notamment les hameçons) pour limiter les captures accidentelles - Participer aux colloques et réunions de travail régionaux, nationaux et internationaux - Développer une collaboration étroite avec les pays de la région 	

Sous-finalité 2.2 : Garantir le bon état de conservation des mammifères marins

Contexte et état des connaissances

Les mammifères marins, pourtant emblématiques et faisant l'objet de nombreux documentaires, ont été à ce jour très peu étudiés dans les Glorieuses. Seules trois espèces d'odontocètes (le globicéphale, le cachalot nain et le dauphin à long bec) et la baleine à bosse ont été observées. Néanmoins, on suppose la présence d'au moins 14 espèces dans les eaux sous juridiction française attenantes aux Glorieuses ou dans un périmètre proche.

L'observation au cours de l'hiver austral d'une forte proportion de nouveau-nés ainsi que de comportements d'accouplement démontrent que les Glorieuses et le Banc du Geyser sont des sites importants de mise-bas et de reproduction pour les baleines à bosse (*Megaptera novaeangliae*).

Les connaissances sur les mammifères marins sédentaires et migrateurs dans le périmètre du Parc naturel marin des Glorieuses méritent d'être approfondies. Dans ce cadre, plusieurs types d'études pourront progressivement être mises en place sur le territoire : réalisation d'inventaires, estimation de la taille des populations, étude de leur distribution, identification des habitats fréquentés et du comportement des individus observés, évaluation des menaces, suivi de l'évolution de l'état des populations, etc.

En sus des études scientifiques qui pourront être menées spécifiquement, il importe de recueillir un maximum d'informations liées à l'observation de mammifères marins. Ainsi, le Parc pourra développer un réseau d'observation s'appuyant sur la présence régulière dans son périmètre d'acteurs comme les opérateurs de tourisme et de loisir ou les scientifiques. Cette démarche participative permettra de pallier en partie aux difficultés logistiques pour l'organisation de missions de recherche.

Menaces

La faible fréquentation de ses eaux et l'absence de tourisme de masse font des Glorieuses un lieu privilégié pour les mammifères marins qui bénéficient jusqu'à ce jour d'une importante quiétude.

Plusieurs menaces peuvent néanmoins être identifiées et doivent faire l'objet d'une attention particulière pour assurer la préservation des mammifères marins :

- La **collision avec des bateaux** peut engendrer d'importantes blessures voire la mort de l'individu. Le trafic maritime dans les eaux des Glorieuses étant très limité, cette menace existe mais reste négligeable.
- Certaines **pratiques de pêche**, comme l'encerclement, peuvent nuire aux mammifères marins. Dans le cadre des prescriptions techniques émises par les TAAF et visant à encadrer l'exercice de la pêche aux thons et autres poissons pélagiques dans les zones économiques exclusives des îles Eparses (Arrêté préfectoral n°2014-51 du 23 avril 2014 ; cf. [Annexe 3](#)), il est précisé que « toute manœuvre d'encerclement de mammifère marin...est strictement interdite ». En cas d'encerclement involontaire d'un cétacé par une senne coulissante, le capitaine du navire doit enregistrer la capture, et prendre toutes les mesures pour garantir la libération du cétacé indemne.
- Les **pollutions acoustiques** dues notamment aux prospections sismiques dans le canal du Mozambique peuvent également constituer un danger pour les mammifères. Afin de limiter les impacts engendrés par ce type d'activité, les TAAF ont mis en place des prescriptions techniques qui précisent notamment les procédures opératoires devant être appliquées dans les eaux placées sous sa juridiction. En outre, le Préfet administrateur supérieur des TAAF, peut imposer l'embarquement d'agents chargés du contrôle de l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives aux activités minières.
- La baleine à bosse peut faire l'objet de dérangements liés au **whale-watching**. A Mayotte, cette activité écotouristique est en plein essor depuis 1998 et son encadrement constitue un enjeu majeur pour la conservation des mammifères marins. A l'heure actuelle, aucun opérateur touristique mahorais ne propose de sorties ciblant spécifiquement l'approche, l'observation et la mise à l'eau avec les mammifères marins vers les Glorieuses. Néanmoins, ce type de comportement peut avoir lieu de manière opportuniste dans le cadre d'autres activités touristiques (croisières, plongée, etc.) ou de plaisance. Afin d'éviter toute perturbation, le Préfet des TAAF a pris un arrêté portant prescriptions encadrant les activités d'écotourisme dans les eaux des îles Eparses (Arrêté n°2014-39 du 25 mars 2014 ; cf. [Annexe 5](#)). Ce dernier régleme notamment l'approche de la faune et de la flore lors des activités en mer et précise que toutes les personnes autorisées à réaliser une activité éco-touristique doivent prendre toutes les précautions nécessaires sur mer et en plongée pour ne causer aucun dérangement de la faune et adopter un comportement non intrusif lors de l'approche éventuelle des animaux. A terme, ces prescriptions pourront être complétées et renforcées par des actions de sensibilisation des opérateurs touristiques, la diffusion d'un guide de bonnes pratiques et l'adaptation de la réglementation en vigueur.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Assurer une préservation optimale des mammifères marins sur la base des connaissances acquises	Etat de conservation des mammifères marins	<ul style="list-style-type: none"> – Les populations résidentes de mammifères marins dans les eaux du Parc restent stables ou augmentent. – Le périmètre du Parc constitue une zone d'accueil favorable aux mammifères marins migrants.

Evaluation de la gestion

Etat de conservation des mammifères marins

(cf. fiche descriptive indicateur I-06-CETACES)

L'objet de cet indicateur est d'estimer l'état de conservation des populations résidentes et migratrices de mammifères marins dans le Parc naturel marin des Glorieuses. Il s'agit d'un indicateur de synthèse intégrant :

- L'évolution de l'abondance et de la distribution des mammifères marins migrants,
- L'évolution des populations estimées de mammifères marins sédentaires

D'autres métriques pourront compléter cet indicateur en fonction des connaissances qui seront acquises sur le territoire du Parc.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Etat de conservation des mammifères marins	à définir					

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Approfondir les connaissances sur les mammifères marins (inventaire, identification des zones de repos et d'allaitement des baleineaux, etc.) - Identifier les espèces sédentaires et les espèces migratrices - Evaluer les interactions avec les usages anthropiques (captures accidentelles, activités nautiques, pollutions, bruit, etc.) - Promouvoir une démarche participative pour la connaissance (réseau d'observation) 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Muséum National d'Histoire Naturelle – Universités, laboratoires et centres de recherche</p> <p>Organisations professionnelles : Opérateurs nautiques et touristiques - pêcheurs</p> <p>Associations : Globice – associations environnementales – associations d'usagers</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales et internationales</p> <p>Autres : Commission baleinière internationale – Ecole d'apprentissage maritime (EAM)</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les opérateurs de tourisme et les plaisanciers aux rôles, à la fragilité des écosystèmes (dérangement, impacts sur les habitats) et aux pratiques éco-responsables - Diffuser un guide de bonnes pratiques des activités de tourisme et de loisir dans les eaux du Parc (notamment pour l'approche et l'observation des mammifères marins) - Concevoir un module environnement pour les formations dédiées aux pêcheurs et aux futurs capitaines 200 (EAM) - Intégrer les données de suivi des Glorieuses à des bases de données régionales, nationales et internationales 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des prescriptions pour encadrer l'approche de la faune (comportement non intrusif sur l'eau et dans l'eau) - Limiter les impacts des pollutions acoustiques engendrées par les activités humaines (recherche sismique, tourisme et loisir, etc.) en appuyant la mise en place d'une réglementation adaptée (approches des mammifères marins à allure réduite, prescriptions techniques précisant les procédures opératoires pour la recherche sismique, etc.) - Mise en place d'un plan d'intervention à déclencher en cas de 	

	<p>pollution marine accidentelle (dégazage ou marée noire)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la sensibilisation et la surveillance en mer au titre de l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2011 relatif à la protection des mammifères marins - Veiller au respect des prescriptions TAAF et résolutions CTOI notamment l'interdiction d'encerclement des mammifères marins 	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Participer activement aux programmes relatifs à la conservation des mammifères marins à l'échelle régionale - Participer aux colloques et réunions de travail régionaux, nationaux et internationaux 	

Sous-finalité 2.3 : Garantir le bon état de conservation de l'avifaune marine dans les eaux du Parc, en cohérence avec les programmes terrestres menés dans l'Archipel

Contexte

Les oiseaux marins entretiennent des relations de dépendance plus ou moins strictes avec le milieu marin où ils passent la grande majorité de leur vie. Leur seul passage à terre s'effectue pendant la période de nidification où ils ont tendance à se regrouper en colonies denses. L'enjeu de conservation de ces espèces migratrices se situe sur les lieux de reproduction (colonies) mais également dans les eaux où elles se nourrissent. Certains de ces oiseaux sont particulièrement sensibles à la qualité de leur environnement et constituent de véritables bioindicateurs aux yeux des scientifiques ([Le Corre et Jaquemet, 2005](#)).

Etat des connaissances

Il n'existe plus aucune espèce d'oiseau marin nicheur sur la Grande Glorieuse. En effet, depuis l'installation humaine en 1882 pour l'exploitation de guano, les nombreuses colonies présentes ont progressivement disparu. Ce phénomène est principalement le fait de la chasse, de la collecte des œufs, du dérangement humain, de la collecte du guano, de l'action des prédateurs introduits (chats et rats), mais surtout de la destruction de la forêt indigène, remplacée par une cocoteraie.

Dératisée en 2003, l'île du Lys héberge une colonie de 300 couples de noddis bruns (*Anous stolidus*) ([Le Corre et Jaquemet, 2004](#)) ainsi que 270.000 couples de sternes fuligineuses (*Sterna fuscata*), soit 9% de la population totale de sternes fuligineuses du canal du Mozambique ([Le Corre et Jaquemet, 2005](#)). Les effets de cette dératisation n'ont pas encore été mesurés, mais une augmentation à la fois du succès reproducteur et de la taille de l'ensemble des colonies est attendue.

Outre les espèces nicheuses, l'Archipel des Glorieuses est fréquenté par plusieurs espèces d'oiseaux marins comme le fou à pieds rouges, la frégate du Pacifique, la frégate ariel, la sterne diamant, la sterne huppée ou le noddie à bec grêle ([Le Corre et Jaquemet, 2004](#)). D'autres espèces marines sont également susceptibles d'exploiter spatialement les eaux du Parc notamment au cours de leur migration ou de leur prospection alimentaire.

Menaces

De manière générale, l'avifaune marine présente dans les eaux du parc est soumise à des pressions anthropiques faibles. En effet, la pêche palangrière, principale cause des captures accidentelles d'oiseaux marins, est très peu pratiquée dans les Glorieuses. D'autre part, les colonies sont confinées à l'île du Lys où l'Homme est absent (sauf présence ponctuelle et illégale de pêcheurs artisanaux) et n'engendre pas de dérangement des individus reproducteurs.

Enjeux

Les colonies d'oiseaux marins étant situées à terre, la gestion des habitats qui les abritent et des menaces qui pèsent sur elles est placée sous la responsabilité des TAAF. Aussi, il importe que les actions menées par le Parc dans les eaux des Glorieuses soient mises en cohérence avec les programmes terrestres menés sur l'archipel. Entre autre, des suivis sont ponctuellement effectués par les TAAF pour évaluer la taille des populations d'oiseaux nicheurs sur l'île du Lys. Les résultats de ces suivis pourront être communiqués au Parc naturel marin pour lui permettre d'évaluer l'efficacité des mesures de gestion mises en œuvre sur son périmètre et pour alimenter ses indicateurs.

Le manque de connaissance sur l'écologie et les besoins de l'avifaune marine continue de freiner la mise en place de mesures de conservation efficaces. Ainsi, pour les oiseaux se nourrissant en mer, les enjeux au niveau des sites d'alimentation sont encore peu connus et nécessiteraient d'être évalués.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Assurer la pérennité de la présence des oiseaux marins sur le périmètre du Parc, en cohérence avec les programmes terrestres menés sur l'Archipel	Oiseaux marins	Le nombre d'espèces d'oiseaux marins fréquentant les eaux du Parc et exploitant ses ressources alimentaires reste stable ou augmente.

Evaluation de la gestion

Oiseaux marins

(cf. fiche descriptive indicateur I-07-OISEAUX)

L'objet de cet indicateur est d'évaluer le potentiel d'accueil du Parc naturel marin des Glorieuses pour l'avifaune marine. Compte-tenu du caractère opportuniste des observations d'oiseaux dans le Parc et des difficultés pour mettre en place un suivi fiable des effectifs d'oiseaux fréquentant son périmètre, il est proposé d'évaluer cet indicateur sur la base de deux métriques simples :

- Nombre d'espèces nicheuses d'oiseaux marins
- Nombre d'espèces d'oiseaux observés en mer ou sur l'estran

		Seuils				
		Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon
Oiseaux marins	Référence					Objectif plan de gestion (2030)

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Localiser et étudier la qualité fonctionnelle des sites de prospection alimentaire des oiseaux marins - Estimer les taux de prises accidentelles des oiseaux marins par les engins de pêche - Actualiser la liste d'espèces d'oiseaux marins observées dans les eaux du Parc 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Laboratoire d'Ecologie Marine de La Réunion – Laboratoires de recherche</p> <p>Organisations professionnelles : Opérateurs nautiques et touristiques - pêcheurs</p> <p>Associations : associations d'utilisateurs</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales et internationales</p> <p>Autres :</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les acteurs et usagers aux richesses, aux rôles et à la fragilité des écosystèmes marins - Intégrer les données de suivi des Glorieuses à des bases de données régionales, nationales et internationales 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer une réglementation plus stricte des activités dans les zones identifiées d'alimentation des oiseaux marins - Mise en place d'un plan d'intervention à déclencher en cas de pollution marine accidentelle (dégazage ou marée noire) <p><u>Veiller au respect des prescriptions TAAF et résolutions CTOI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place obligatoire par les palangriers de dispositifs pour limiter les prises accidentelles d'oiseaux marins (s'il y a une interaction) 	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer l'accessibilité des oiseaux marins aux ressources halieutiques dont ils se nourrissent 	

Sous-finalité 2.4 : Garantir le bon état de conservation des espèces peu étudiées et présentant un intérêt patrimonial

La richesse spécifique observée aux Glorieuses est élevée pour un récif corallien isolé de petite taille : à ce jour, 1435 espèces ont été recensées, parmi lesquelles 215 espèces d'algues, 6 espèces de phanérogames marines, 110 espèces de cnidaires (coraux et hydraires), 247 espèces de mollusques, 54 espèces d'échinodermes et 349 espèces de poissons. Le Banc du Geyser totalise quant à lui 600 espèces. Environ 11% de espèces recensées sont inscrites sur les annexes des conventions régionales et internationales et/ou figurent sur la Liste Rouge de l'UICN.

La définition d'espèces remarquables permet, entre autre, de cibler les espèces à statut (menacées ou réglementées), endémiques, rares, ou emblématiques, et, par extension, celles jouant un rôle clé dans le fonctionnement des écosystèmes.

Aux Glorieuses, la plupart des espèces remarquables identifiées ont été peu étudiées : leur écologie, leur abondance ainsi que leur distribution restent encore méconnues. Ces informations sont pourtant primordiales pour évaluer leur statut de conservation au niveau local afin de proposer des mesures de gestion efficaces.

D'autre part, les inventaires de la faune et de la flore marine aux Glorieuses ne sont pas exhaustifs. Les études sur certains groupes taxonomiques doivent ainsi être complétées, notamment sur les élaémobranches. D'autres groupes comme les spongiaires, les brachiopodes ou les tuniciers n'ont quant à eux fait l'objet d'aucun recensement dans les eaux des Glorieuses. Ainsi, il est à prévoir que de nouvelles espèces remarquables soient découvertes dans les eaux des Glorieuses au gré des missions scientifiques.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Acquérir des connaissances sur les espèces patrimoniales méconnues	Niveau de connaissance des espèces patrimoniales méconnues	Le niveau de connaissances atteint sur le territoire permet d'engager une réflexion pour la préservation des espèces patrimoniales
Assurer une préservation optimale des espèces peu étudiées sur la base des connaissances acquises	<p>A développer ultérieurement</p> <p>Les connaissances sur les espèces patrimoniales méconnues ne permettent pas de construire un indicateur permettant d'évaluer les mesures de gestion mises en œuvre pour leur préservation.</p> <p>En fonction des connaissances acquises dans le cadre de l'objectif de gestion précédent, un indicateur propre pour chaque groupe d'espèces patrimoniales identifié pourra être proposé. Plusieurs variables pourront entrer dans la construction de ces indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Effectif des populations et leur évolution - Etat de santé des populations - Répartition géographique - etc. 	<i>sans objet</i>

Evaluation de la gestion

Niveau de connaissance des espèces patrimoniales méconnues

(cf. fiche descriptive indicateur I-08-CONNEP)

Afin d'évaluer le niveau de connaissance des espèces patrimoniales peu étudiées, il est proposé un indicateur appréciant le degré de connaissances disponibles pour différents groupes taxonomiques dans le périmètre du Parc naturel marin des Glorieuses. Cette évaluation est réalisée pour cinq thèmes différents (Présence / Tendance / Fonctionnement / Contexte régional / Pression) par des experts scientifiques.

L'indicateur ne constitue pas une mesure de l'état absolu de la connaissance. Cette dernière est en effet évaluée au regard de sa capacité à répondre aux enjeux de conservation et de préservation des habitats, et à initier des réflexions sur leur gestion.

			Seuils			
			Indéterminé	Insuffisant (niveau non opérationnel)	Minimal (niveau minimal pour engager la réflexion de gestion)	Satisfaisant (niveau nécessaire pour aboutir dans la réflexion de gestion)
Niveau de connaissance	Flore marine	Algues	Référence Objectif plan de gestion (2030)			
		Phanérogames marines				
	Faune marine	Spongiaires				
		Cnidaires				
		Bryozoaires				
		Brachiopodes				
		Echinodermes				
		Annélides				
		Mollusques				
		Arthropodes				
		Tuniciers				
		Ostéichtyens				
		Elasmobranches				

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Compléter les inventaires existants pour les groupes taxonomiques peu étudiés (éla-smobran-ches, holothuries, etc.) - Compléter les connaissances sur le Banc du Geyser (plancton, algues, bryozoaires, arthropodes) - Acquérir des connaissances sur les groupes taxonomiques non étudiés sur l'ensemble du territoire (spongiaires, brachiopodes, tuniciers) - Evaluer les statuts de conservation des espèces marines au niveau régional selon les critères de l'UICN pour la liste rouge - Localiser les secteurs privilégiés et habitats à grande fonctionnalité écologique (dont les zones de reproduction) pour les espèces identifiées comme remarquables - Etudier les phénomènes d'agrégations de poissons remarquables aux Glorieuses - Mener des enquêtes auprès des gens de mer afin d'évaluer les effectifs des espèces menacées, la perception de l'évolution des ressources halieutiques, etc. 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Muséum National d'Histoire Naturelle – Universités – Laboratoires de recherche – Institut de recherche pour le développement – Centre national de la recherche scientifique – Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer</p> <p>Organisations professionnelles : Opérateurs nautiques et touristiques - Pêcheurs</p> <p>Associations : Associations environnementales – Associations d'usagers – Coopérative des pêcheurs de Mayotte (COPEMAY)</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales et internationales</p> <p>Autres :</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Actualiser et tenir à jour la liste d'espèces marines recensées dans le périmètre du Parc - Diffuser les connaissances acquises lors des études ou campagnes de prospection à travers différents types de supports (films, conférences, documents vulgarisés, etc.) - Sensibiliser les opérateurs de tourisme et les plaisanciers aux rôles, à la fragilité des écosystèmes (dérangement, impacts sur les habitats) et aux pratiques éco-responsables - Diffuser un guide de bonnes pratiques des activités de tourisme et 	

	<p>de loisir dans les eaux du Parc</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les pêcheurs sur les tailles optimales de captures pour les espèces longévives 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la mise en place de mesures de protection particulières en fonction des menaces pesant sur les espèces remarquables - Encadrer l'approche et l'observation des espèces remarquables par les professionnels du tourisme et les plaisanciers (prescriptions, feeding interdit, distance d'observation, etc.) - Renforcer la sensibilisation et la surveillance en mer, notamment sur le dérangement des espèces protégées 	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Participer aux colloques et réunions de travail régionaux, nationaux et internationaux - Participer activement aux programmes relatifs à la conservation des espèces remarquables à l'échelle de la région 	

Sous-finalité 2.5 : Faire des eaux territoriales (12 NM) de l'Archipel des Glorieuses une zone de protection forte pour la biodiversité marine

Actuellement, l'essentiel de la biodiversité recensée dans les eaux du Parc naturel marin des Glorieuses est associée au complexe récifal de l'archipel. Ce dernier abrite notamment un grand nombre d'habitats qui assurent des fonctions écologiques fondamentales. De plus, compte tenu de l'état de préservation exceptionnel des écosystèmes marins, cette zone peut jouer un rôle essentiel pour le réensemencement corallien et pour la préservation des espèces menacées dans un contexte régional soumis à de fortes pressions anthropiques.

Les études scientifiques ont montré que la partie la plus riche du complexe récifal de l'Archipel des Glorieuses se situe vers la face orientale de l'île, comprenant tout l'ensemble corallien des Roches Vertes à l'île du Lys, qui est le milieu « réservoir » de la zone et doit conserver son caractère de sanctuaire naturel.

Les TAAF ont mis en place un dispositif réglementaire permettant de protéger les eaux territoriales des Glorieuses face aux activités susceptibles de s'y dérouler et pouvant avoir un impact sur les écosystèmes marins :

- La pêche est strictement interdite dans les 12 NM autour de l'archipel (arrêté n°2010-151 du 9 décembre 2010 ; cf. [Annexe 3](#)) de même que la détention d'animaux marins et de produits de la mer (arrêté n°2013-24 du 19 avril 2013 ; cf. [Annexe 6](#)).
- Les activités de tourisme et de loisir ne sont pas interdites dans les eaux territoriales des Glorieuses. Leur autorisation par le Préfet, administrateur supérieur des TAAF, est conditionnée au respect de prescriptions strictes visant à encadrer les pratiques pour ne pas perturber les écosystèmes marins (arrêté n°2014-39 du 25 mars 2014 ; cf. [Annexe 5](#)). Les TAAF seront particulièrement vigilantes aux demandes d'autorisation dans les eaux territoriales de l'Archipel des Glorieuses notamment concernant les mesures mises en place par les demandeurs pour limiter leur impact sur le milieu.

Les eaux territoriales constituent également un excellent support pour le développement de la recherche et n'ont pas vocation à être verrouillées. Par contre, les programmes scientifiques souhaitant accéder aux eaux territoriales devront montrer une grande rigueur et qualité scientifique, démontrer une éthique écologique importante, et avoir un comportement exemplaire en matière de respect des écosystèmes sur lesquels ils seront amenés à travailler.

L'ensemble des outils réglementaires existants constitue un socle solide pour encadrer les activités dans les eaux territoriales du Parc. Il importe par ailleurs d'intégrer les connaissances acquises (biodiversité, habitats, fréquentation, menaces, etc.) et de poursuivre la réglementation des activités afin de répondre aux enjeux de conservation dans les 12 NM autour de l'Archipel des Glorieuses.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Renforcer la protection de la biodiversité dans les eaux territoriales du Parc	Protection des eaux territoriales des Glorieuses	<p>La pression de contrôle et de surveillance dans les eaux territoriales des Glorieuses est suffisante pour maintenir un faible nombre d'infractions,</p> <p><u>ET</u></p> <p>Tous les programmes scientifiques amenés à se rendre dans les eaux territoriales des Glorieuses ont évalué les impacts potentiels de leur activité sur les écosystèmes (espèces, habitats, substrat, qualité de l'eau, etc.), proposent des mesures visant à les minimiser et respectent les critères d'éthique écologique définis pour les études réalisées dans les 12 NM autour de l'Archipel des Glorieuses,</p> <p><u>ET</u></p> <p>Les propositions émanant du Conseil de gestion du Parc pour l'adaptation de la réglementation dans les eaux territoriales des Glorieuses (tous domaines confondus) sont adoptées par les autorités compétentes.</p>

Evaluation de la gestion

Protection des eaux territoriales des Glorieuses

(cf. fiche descriptive de l'indicateur I-10-PROTECT)

L'objet de cet indicateur est de suivre l'évolution du degré de protection des eaux territoriales des Glorieuses à partir de 3 métriques :

- Le niveau de surveillance appliqué dans les 12 NM autour de l'Archipel des Glorieuses ([I-13-NIVSURV](#)) ;
- Le niveau de respect de l'éthique écologique par les programmes scientifiques amenés à travailler dans les eaux territoriales ([III-02-ETHIQUE](#)) ;
- Le taux d'adoption par les autorités compétentes des propositions émanant du Conseil de gestion du Parc pour l'adaptation de la réglementation dans les eaux territoriales des Glorieuses.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Protection des eaux territoriales des Glorieuses	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	- Améliorer la connaissance du patrimoine naturel dans les eaux territoriales des Glorieuses	Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien – Bureau de l'action de l'Etat en mer – Gendarmerie nationale Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises Organismes scientifiques : Laboratoires scientifiques effectuant des missions dans le périmètre du Parc Organisations professionnelles : Opérateurs de nautisme et de tourisme Associations : associations d'usagers Gestionnaires : Autres :
Mise en valeur	- Sensibiliser les acteurs et usagers aux richesses et à la fragilité des écosystèmes marins	
Protection	- Faire respecter la réglementation en vigueur dans les eaux territoriales par la mise en place d'une surveillance maritime adaptée - S'appuyer sur les outils réglementaires mis en place par les TAAF (prescriptions pour les navires amenés à se rendre dans l'Archipel) - Maintenir l'interdiction des activités non régaliennes et/ou non justifiées et poursuivre la réglementation des activités de plaisance dans les 12 NM - Poursuivre le contrôle des activités dans les eaux territoriales des Glorieuses par le gendarme - Limiter les risques de pollution (hydrocarbures, macrodéchets, pollutions acoustiques) - Demander l'interdiction de toute exploitation minière dans le périmètre du Parc	
Développement durable	- Promouvoir des activités de Recherche écologiquement exemplaires	

FINALITE 3 : SENSIBILISER ET FORMER LES ACTEURS ET USAGERS

Comme l'ensemble des îles Eparses, les Glorieuses sont un territoire atypique dans le sens où elles n'hébergent aucune population civile permanente. La présence humaine y est limitée depuis 1973 à un détachement de 15 militaires relevés tous les 45 jours environ. Ponctuellement, des scientifiques et du personnel civil peuvent également être amenés à fréquenter les îles. Les activités exercées dans les eaux du Parc sont donc toutes d'origine extérieure au territoire, Mayotte étant le principal point de départ.

Le nombre d'acteurs et usagers se rendant dans les eaux du Parc est restreint. Il s'agit principalement des pêcheurs artisanaux mahorais, des pêcheurs hauturiers, des opérateurs de tourisme et de loisir, des plaisanciers privés, des scientifiques et des militaires (embarqués et/ou à terre). Quelle que soit la catégorie socio-professionnelle visée, il importe que le Parc développe une stratégie de sensibilisation et de formation cohérente et adaptée, principalement à Mayotte. Dans le contexte d'éloignement et d'isolement des Glorieuses, la mise en œuvre de ces actions apparaît primordiale pour assurer la connaissance partagée des écosystèmes marins et de leur fragilité, et inscrire les acteurs et usagers dans une approche éco-responsable de leurs activités respectives.

Sous-finalité 3.1 : Informer et sensibiliser les différents publics aux richesses, à la fragilité des écosystèmes marins et aux enjeux de préservation du Parc en priorisant sur les personnes amenées à se rendre sur le territoire

Le Parc naturel marin des Glorieuses regorge d'une biodiversité importante, support de l'ensemble des activités recensées sur le territoire. Les activités de pêche sont dépendantes des ressources halieutiques disponibles tandis que les activités de tourisme et de loisir sont axées plus largement sur l'environnement marin (paysages sous-marin, biodiversité, etc.). Cette fréquentation des eaux peut avoir des impacts négatifs et engendrer des perturbations des écosystèmes marins si les activités sont réalisées de manière irraisonnée et non encadrée.

La mise en place d'une réglementation pertinente et répondant aux enjeux de conservation constitue le principal levier d'action pour l'encadrement des activités. Néanmoins, il importe que cette réglementation soit comprise et acceptée par les acteurs et usagers pour s'assurer de sa prise en compte et de son respect. Ceci apparaît d'autant plus important que la surveillance et le contrôle dans les eaux du Parc ne peuvent pas être assurés de façon continue.

A l'heure actuelle, aucune sensibilisation n'est mise en œuvre au départ de Mayotte vis-à-vis des personnes amenées à se rendre dans le Parc. Dans ce contexte, il importe de développer rapidement des actions de sensibilisation aux richesses et à la fragilité des écosystèmes marins des

Glorieuses. Ces actions devront être adaptées (contenu, support, niveau de connaissance transmis, etc.) pour permettre une meilleure compréhension par le public visé et ainsi faciliter l'appropriation du territoire par les acteurs et usagers.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Atteindre un bon niveau de sensibilisation à la conservation des écosystèmes marins pour l'ensemble des personnes amenées à se rendre sur le territoire	Sensibilisation des acteurs et usagers à l'environnement marin	<p>L'ensemble des acteurs et usagers exerçant une activité dans la ZEE de Glorieuses ont bénéficié d'au moins une action de sensibilisation à l'environnement marin des Glorieuses.</p> <p>et</p> <p>Les usagers mahorais (professionnels et privés) ont une bonne connaissance de l'environnement marin des Glorieuses.</p>

Evaluation de la gestion

Sensibilisation des acteurs et usagers à l'environnement marin

(cf. fiche descriptive de l'indicateur I-11-SENSIBI)

L'indicateur « sensibilisation des acteurs et usagers à l'environnement marin » est un indicateur de synthèse permettant de caractériser le niveau de sensibilisation des acteurs et usagers du Parc naturel marin des Glorieuses (professionnels, militaires, associations, plaisanciers, etc.), à la connaissance du fonctionnement des écosystèmes, aux enjeux de conservation dans le Parc et au respect de l'environnement marin. Il permet également d'évaluer le degré de connaissances du milieu marin des usagers mahorais (professionnels et privés). Il est construit sur la base de deux types de métriques :

- Le taux d'acteurs et usagers ayant bénéficié d'une action de sensibilisation sur l'environnement marin des Glorieuses (*discrimination par catégorie d'acteurs et usagers*),
- Le degré de connaissance du milieu marin des Glorieuses qu'ont les usagers mahorais (professionnels et privés), autorisés (ou susceptibles de l'être) à se rendre dans le périmètre du Parc pour la pratique de leurs activités (*discrimination par catégorie d'usagers*).

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Sensibilisation des acteurs et usagers à l'environnement marin	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir une démarche participative pour l'acquisition de connaissances (réseau d'observation) 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien – Gendarmerie nationale</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques :</p> <p>Organisations professionnelles : Opérateurs nautiques et de tourisme - Pêcheurs</p> <p>Associations : associations d'utilisateurs</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres : Ecole d'Apprentissage Maritime de Mayotte (EAM) - Plaisanciers</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Etablir une stratégie de sensibilisation selon les différents acteurs et usagers - Développer des actions de sensibilisation aux richesses et à la fragilité des écosystèmes marins des Glorieuses adaptées (supports, contenus) au public visé - Sensibiliser les équipages des navires de pêche sur les impacts de la pêche (habitats marins, tortues marines, etc.) - Sensibiliser les pêcheurs et futurs capitaines 200 de Mayotte en formation à l'Ecole d'Apprentissage Maritime (EAM) - Sensibiliser les opérateurs de tourisme et les plaisanciers à la pratique d'activités de tourisme et de loisir dans les eaux du Parc - Sensibiliser le grand public sur les actions scientifiques (à bord du Marion Dufresne, etc.) - Réaliser un guide de bonnes pratiques des activités de tourisme et de loisir dans les eaux du Parc 	

	<ul style="list-style-type: none"> - Rédiger des documents sur les espèces susceptibles d'être pêchées accidentellement et présentant les techniques pour les remettre à l'eau vivantes (guide de bonne pratique, guide de bonnes manipulations de remise à l'eau) - Vulgariser les travaux scientifiques concernant le milieu marin dans un objectif de sensibilisation des usagers - Promouvoir les activités éco-touristiques mettant en valeur le patrimoine naturel de façon respectueuse de l'environnement marin 	
Protection	sans objet	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des chartes de respect du patrimoine marin pour les usagers dont les domaines d'activité risquent d'impacter le patrimoine naturel 	

Sous-finalité 3.2 : Former les acteurs et usagers à la réglementation dans le périmètre du Parc

Les principales activités recensées à ce jour dans les eaux du Parc naturel marin des Glorieuses sont originaires de Mayotte. Qu'il s'agisse de la pêche artisanale ou des activités de tourisme et de loisir, ces activités sont soumises à l'autorisation préalable du Préfet, administrateur supérieur des TAAF. Dans les faits, très peu de demandes sont déposées auprès de la collectivité et la majorité des personnes qui fréquentent le parc le fait illégalement. Dans ce contexte, il importe d'identifier clairement les acteurs et usagers qui se rendent dans le périmètre du Parc et de porter à leur connaissance les procédures d'autorisation et la réglementation en vigueur.

Comme précisé précédemment, le Parc naturel marin des Glorieuses dispose d'un cadre réglementaire particulier répondant aux enjeux de conservation des écosystèmes marins face aux pressions anthropiques qui s'y exercent. La surveillance et le contrôle des activités sont placés sous la responsabilité de l'action de l'Etat en mer (AEM) et du gendarme en détachement sur Grande Glorieuse (représentant du Préfet). Un volet « Parc naturel marin des Glorieuses » précisant entre autre la réglementation en vigueur dans les eaux du parc, les principales infractions relevées et les procédures à suivre en cas de constat d'infraction, pourra être intégré aux différentes formations dispensées aux TAAF (formation des gendarmes, formation des commandants de la Marine Nationale, etc.).

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Atteindre un bon niveau de connaissance de la réglementation en vigueur dans le périmètre du Parc pour l'ensemble des personnes amenées à se rendre sur le territoire	Formation des acteurs et usagers à la réglementation	L'ensemble des acteurs et usagers exerçant une activité dans la ZEE de Glorieuses ont bénéficié d'au moins une formation / action de sensibilisation sur la réglementation en vigueur dans les eaux du Parc. et Les usagers mahorais (professionnels et privés) ont une bonne connaissance de la réglementation dans le Parc naturel marin des Glorieuses.

Evaluation de la gestion

Formation des acteurs et usagers à la réglementation

(cf. fiche descriptive de l'indicateur I-12-FORMREG)

L'indicateur « formation des acteurs et usagers à la réglementation » est un indicateur de synthèse permettant de caractériser le niveau de formation des acteurs et usagers du Parc naturel marin des Glorieuses (professionnels, militaires, associations, plaisanciers, etc.), à la réglementation en vigueur dans le périmètre du Parc. Le degré de connaissance des usagers mahorais « légaux » (professionnels et privés) vis-à-vis de la réglementation dans le Parc est également évalué dans le cadre de cet indicateur. Il est construit sur la base de deux types de métriques :

- Le taux d'acteurs et usagers ayant été formés / sensibilisés à la réglementation en vigueur dans les eaux du Parc (*discrimination par catégorie d'acteurs et usagers*),
- Le degré de connaissance de la réglementation qu'ont les usagers mahorais (professionnels et privés) autorisés (ou susceptibles de l'être) à se rendre dans le périmètre du Parc pour la pratique de leurs activités (*discrimination par catégorie d'usagers*).

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Formation des acteurs et usagers à la réglementation	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Préciser les modalités logistiques et juridiques de réalisation de contrôles en mer aux Glorieuses (habilitations, commissionnement, assermentations, procédures à suivre en cas d'infraction, etc.) - Réaliser une veille juridique 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien – Gendarmerie nationale – Marine nationale</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organisations professionnelles : Opérateurs nautiques et de tourisme - Pêcheurs</p> <p>Associations : Associations d'usagers</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres : Ecole d'Apprentissage Maritime de Mayotte (EAM) - Plaisanciers</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des sessions de formation vis-à-vis des opérateurs touristiques et des plaisanciers sur la réglementation en vigueur dans les eaux du Parc (conditions d'accès, prescriptions, etc.) - Former les encadrants de plongée et des autres activités de découverte du milieu marin sur le fonctionnement des écosystèmes et la protection de l'environnement - Participer à la formation des gendarmes détachés aux Glorieuses (dispensée au siège des TAAF) - Participer à la formation des commandants de la Marine Nationale (dispensée au siège des TAAF) - Participer à la formation des pêcheurs de Mayotte à l'Ecole d'Apprentissage Maritime (EAM) sur la réglementation en vigueur dans le périmètre du Parc 	
Protection	sans objet	
Développement durable		

FINALITE 4 : DEVELOPPER UN RESEAU DE SURVEILLANCE EFFICACE ET ADAPTE AUX PARTICULARITES DU TERRITOIRE DU PARC (ISOLEMENT, CONTRAINTES LOGISTIQUES, PECHE ILLEGALE, ETC.)

L'ensemble des activités pratiquées dans la ZEE des Glorieuses est soumis à l'autorisation préalable du Préfet, administrateur supérieur des TAAF. Néanmoins, la grande majorité d'entre elles est exercée illégalement sur le territoire, les activités de recherche scientifique et de pêche hauturière mises à part. Ce non-respect de la réglementation est en partie imputable au déficit de surveillance dans la zone.

La surveillance des activités en mer est placée sous la responsabilité de l'action de l'Etat en mer (AEM). Les moyens maritimes alloués à cette mission sont faibles au regard de la surface à couvrir. La présence des navires de la Direction de la mer du sud de l'océan Indien (DMSOI) et de la Marine Nationale dans le périmètre du Parc naturel marin des Glorieuses reste donc ponctuelle et ne permet pas, à ce jour, d'assurer une surveillance dissuasive sur zone.

Dans l'Archipel des Glorieuses, le gendarme veille également au respect de la réglementation en tant que représentant du Préfet. Néanmoins, il n'existe pas de moyen à la mer sur Grande Glorieuse. Les militaires et le gendarme sont donc confinés sur l'île. Il est difficile dans ce contexte d'assurer une surveillance efficace dans l'archipel. Les contraintes logistiques sont également un frein pour augmenter l'effort de surveillance sur zone.

Le développement d'un réseau de surveillance efficace et adapté aux particularités du territoire apparaît comme un enjeu prioritaire du Parc pour pouvoir réduire les activités illégales en son sein. Pour satisfaire à cette ambition, il conviendra d'une part de s'appuyer sur l'organisation de l'AEM pour la surveillance des eaux du Parc, et d'autre part de rechercher d'autres solutions pour accroître l'effort de surveillance notamment en mutualisant les moyens financiers, logistiques et humains des administrations et des parcs naturels marins des Glorieuses et de Mayotte.

Sous-finalité 4.1 : S'appuyer sur l'organisation de l'Action de l'Etat en Mer (AEM) pour la surveillance des eaux du Parc

L'exercice de la surveillance est conduit dans le cadre de la mise en œuvre des moyens d'action de l'État en mer avec les moyens des administrations concernées, de la marine nationale et de la Direction de la mer du sud de l'océan Indien (DMSOI). Ces missions sont coordonnées par le préfet de la Réunion, en sa qualité de délégué du gouvernement pour l'action de l'État en mer, avec l'assistance du commandant de zone maritime.

Le centre opérationnel régional de secours et de sécurité de la Réunion (CROSS Réunion), service de la DMSOI, assure le contrôle opérationnel de la mission de surveillance des pêches, pour le compte du ministre chargé des pêches et sous l'autorité du préfet délégué du gouvernement.

Le directeur de la mer du sud de l'océan Indien et le commandant de la zone maritime du sud de l'océan Indien font partie du Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses en tant que représentants de l'Etat. Cette présence au sein de l'organe de gouvernance du Parc permettra à terme d'assurer une meilleure prise en compte des problématiques liées à la surveillance des eaux du parc notamment dans la planification de l'action de l'Etat en mer.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Dissuader les actes illégaux sur le territoire du Parc	Niveau de surveillance	La pression de contrôle et de surveillance dans les eaux du Parc est suffisante pour maintenir un faible nombre d'infractions.

Evaluation de la gestion

Niveau de surveillance

(cf. fiche descriptive indicateur I-13-NIVSURV)

L'évaluation du niveau de surveillance est réalisée par une analyse combinée de l'évolution du taux d'infractions relevées sur le territoire du Parc au regard de l'effort de surveillance mis en œuvre.

L'effort de surveillance, c'est-à-dire le nombre de jours de missions de surveillance, est calculé en prenant en compte l'ensemble des missions réalisées par les organismes habilités à procéder à des missions de police au sein du Parc naturel marin des Glorieuses.

Le nombre d'infractions relevées au sein du Parc repose quant à lui sur l'ensemble des sources d'informations disponibles (AEM, scientifiques, etc.) et s'appuiera sur différents outils / modes d'observation (navires de surveillance, aéronefs, observations à longue-vue par le gendarme depuis la Grande Glorieuse, images satellites, etc.).

L'analyse de cet indicateur pourra également être associée et complétée annuellement par une présentation en conseil de gestion qui se prononcera sur un niveau de satisfaction vis-à-vis de la surveillance déployée au sein du Parc.

		Seuils					
		Indéterminé	Très insuffisant	Insuffisant	Minimal	Suffisant	Optimal
Niveau de surveillance	Référence					Objectif plan de gestion (2030)	

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	- Identifier les compétences des différentes administrations selon les effets à obtenir	Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Bureau de l'action de l'Etat en mer – Préfecture de La Réunion – Direction de la mer sud océan Indien (DMSOI) Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises Gestionnaires : Autres :
Mise en valeur		
Protection	- Assurer une surveillance suffisante pour dissuader les actes illégaux sur le territoire du Parc - Interdire l'accès aux usagers professionnels et privés ne respectant pas la réglementation dans les eaux du Parc - Entreprendre des poursuites administratives ou pénales vis-à-vis des usagers (professionnels ou privés) ayant commis une infraction dans le Parc - Coupler les actions de contrôle en mer avec l'acquisition d'images satellite	
Développement durable		

Sous-finalité 4.2 : Développer la surveillance en mutualisant les moyens financiers, logistiques et humains des administrations et des parcs naturels marins de Glorieuses et de Mayotte

Comme mentionné précédemment, les moyens maritimes dont dispose l'action de l'Etat en mer ne sont pas suffisants pour assurer une présence continue et dissuasive dans les eaux du Parc. Dans ce contexte, il convient de rechercher d'autres solutions permettant d'accroître l'effort de surveillance. Ce dernier devra viser prioritairement les zones présentant les plus forts enjeux de conservation et/ou sur lesquelles se concentrent les activités.

L'isolement constitue un facteur limitant non négligeable dans l'organisation de missions de surveillance notamment pour des raisons logistiques, techniques et de sécurité. Forte de son expérience pour la gestion de territoires isolés, la collectivité des TAAF sera d'un appui certain pour pallier à ces contraintes logistiques. En outre, les Parcs naturels marins des Glorieuses et de Mayotte disposent de moyens nautiques, financiers et humains qui pourront également être sollicités pour des missions de surveillance dont le cadre reste à définir. Enfin, une réflexion importante devra être engagée pour bénéficier de nouveaux outils (par exemple l'imagerie satellite) ou inciter de nouveaux partenaires non encore impliqués à contribuer à la surveillance des eaux du Parc.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Accroître la surveillance des activités dans les eaux du Parc	Niveau de surveillance	La pression de contrôle et de surveillance dans les eaux du Parc est suffisante pour maintenir un faible nombre d'infractions.

Evaluation de la gestion

Niveau de surveillance

(cf. fiche descriptive indicateur I-13-NIVSURV)

Pour la description de cet indicateur, se reporter à la sous-finalité 4.1.

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Etudier les possibilités logistiques pour organiser des missions de contrôle avec les moyens du Parc (gardes assermentés, semi-rigide, etc.) - Etudier les possibilités de surveillance par imagerie satellite 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien – Gendarmerie nationale – Bureau de l'action de l'Etat en mer</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Université de la réunion (station SEAS-OI)</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres :</p>
Mise en valeur		
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Coupler les actions de contrôle en mer avec l'acquisition d'images satellite - Organiser des missions de surveillance et de contrôle dans les eaux du Parc - Envisager une coopération avec les pays voisins notamment pour augmenter la portée des actions menées par la France pour la lutte contre les activités de pêche non déclarée et non réglementée (INN) 	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Inciter les partenaires non encore impliqués à contribuer à la surveillance des eaux du Parc 	

Chapitre 3

PECHE DURABLE

Orientation 2.

Faire des eaux des Glorieuses un espace d'excellence en matière de pêche durable.

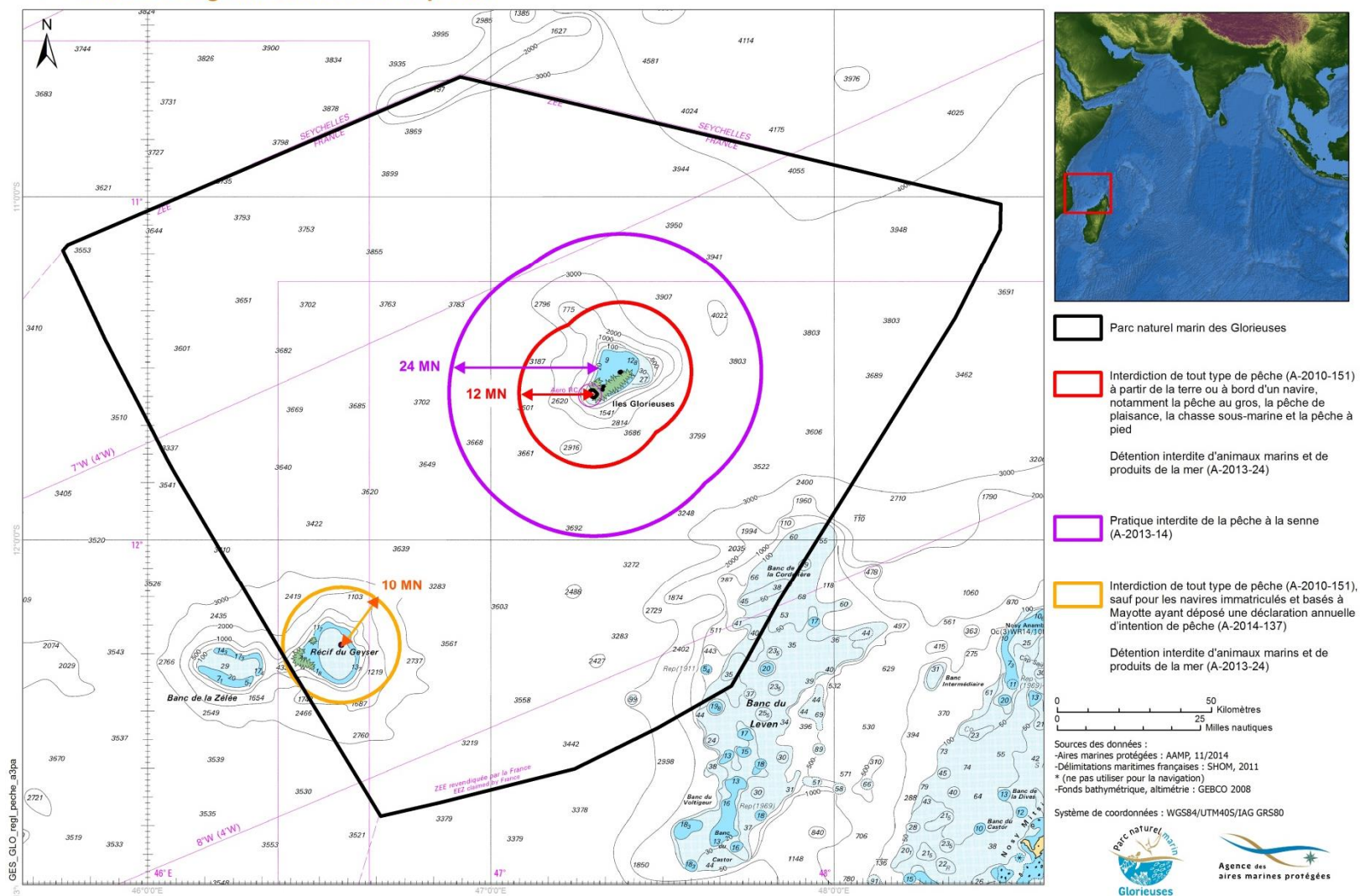
La pêche est la principale activité dans le périmètre du Parc naturel marin des Glorieuses. Elle fait l'objet d'un encadrement mais son application pose des difficultés. Elle est pratiquée en haute mer par les pêcheries hauturières au thon tropical et à l'espadon, et sur les récifs coralliens par les pêcheries artisanales, de loisir et la chasse sous-marine en provenance de Mayotte et des autres îles voisines.

Le préfet, administrateur supérieur des TAAF a compétence pour gérer la pêche et les ressources halieutiques ([cf. Chapitre 1](#)). Entre autres, il établit la réglementation de la pêche dans les ZEE des TAAF, délivre les autorisations de pêche et détermine les prescriptions techniques visant à encadrer les activités de pêche sur le territoire.

En vertu de l'arrêté n°2010-151 du 9 décembre 2010 ([cf. Annexe 3](#)), tout type de pêche est totalement interdit dans les eaux territoriales des Glorieuses (12 milles nautique à partir du trait de côte) et par conséquent sur la barrière récifale et dans le lagon. Elle est également interdite dans un rayon de 10 milles nautiques autour du Banc du Geyser (point géographique 12°18' Sud / 46°34' Est). Néanmoins, des dérogations peuvent être délivrées aux navires de pêche artisanale immatriculés à Mayotte ayant déposé une déclaration d'intention annuelle de pêche sur le Banc du Geyser (arrêtés préfectoraux n°2011-88 du 5 octobre 2011 puis n°2014-137 du 21 octobre 2014 ; [cf. Annexe 4](#)).

Au-delà des 12 milles nautiques et des 10 milles nautiques autour du banc du Geyser, l'exercice de la pêche est subordonné à la délivrance d'une licence par le préfet, administrateur supérieur des TAAF (art.3, décret n°2009-1039 du 26 août 2009) suivant les conditions fixées par l'arrêté n°2012-48 du 12 juin 2012.

La mission de surveillance des pêches est exercée par la Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI), service déconcentré de la direction des affaires maritimes. La DMSOI pilote et coordonne les politiques maritimes du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et du Ministère délégué en charge des transports de la mer et de la pêche. Elle est placée sous l'autorité organique du préfet de la région Réunion.



Carte 3 - Délimitation des différentes zones de réglementation de la pêche dans la ZEE des Glorieuses

Contexte :

Outre les eaux hauturières qui composent la grande majorité de la surface de la ZEE, le territoire des Glorieuses compte également 3 entités géomorphologiques distinctes (cf. Carte 2) :

- L'Archipel des Glorieuses,
- Le Banc du Geyser au sud-ouest de la ZEE,
- Le Banc de la Cordelière (toponymie issue de la carte SHOM) au sud-est de la ZEE, dans le prolongement du banc récifal malgache du Leven.

De manière générale, les bancs récifaux éloignés concentrent de fortes densités de poissons commerciaux. Dans un contexte régional soumis à une forte croissance démographique et à un risque d'épuisement des ressources halieutiques récifales disponibles pour répondre à la demande croissante des populations locales en poissons (Mayotte, Madagascar et Comores), les peuplements ichtyologiques des bancs éloignés sont de plus en plus convoités par les pêcheurs artisanaux qui y voient l'assurance d'une pêche fructueuse.

Dans un premier temps, l'exploitation s'est principalement concentrée sur le Banc du Geyser. L'*Yvalann*, unité de pêche polyvalente mise en service à Mayotte en octobre 1989, fut le premier bateau à fréquenter ce secteur. L'exploitation du banc a été pratiquée jusqu'en 1992 avec des rendements satisfaisants les premières années suivie d'une diminution rapide des captures, des rendements et des tailles de poissons (Wickel et al., 2009). Les premiers pêcheurs artisanaux mahorais commencent quant à eux à se rendre au Geyser à partir de 1997, notamment grâce à l'utilisation du GPS. L'exploitation de la zone s'est réellement accélérée et intensifiée à partir des années 2000. Après quelques années d'exploitation, les ressources et les rendements de pêche ont diminué, incitant ces pêcheurs à se tourner vers de nouvelles zones préservées, notamment le lagon des Glorieuses.

Les activités de pêche artisanale relevées sur le Banc du Geyser et dans l'Archipel des Glorieuses sont originaires des pays et îles voisines, Mayotte, Madagascar et les Comores. Compte-tenu de la réglementation des pêches en vigueur dans la ZEE des Glorieuses, ces activités sont toutes illégales.

Concernant le Banc de la Cordelière, aucune étude ne permet actuellement de préciser la nature des activités de pêche susceptibles de s'y exercer : origine des bateaux, effort de pêche appliqué, méthodes employées, quantité des captures, etc.

Néanmoins, étant situé dans le prolongement du banc malgache du Leven sur lequel de la pêche artisanale est pratiquée, on peut supposer qu'il en est de même sur le Banc de la Cordelière.

Enfin, il faut souligner la particularité du Banc de la Zélée situé dans le Parc naturel marin de Mayotte et attenant au Banc du Geyser. D'un point de vue géomorphologique, les bancs de la Zélée et du Geyser constituent une seule entité. Néanmoins, le régime réglementaire appliqué dans ces deux zones diffère : les eaux de la ZEE de Mayotte sont communautaires et soumises à l'application de la politique commune de la pêche (PCP), contrairement aux eaux des Glorieuses, non communautaires et placées sous la gestion du préfet, administrateur des TAAF. Il en résulte que la réglementation des pêches en vigueur dans ces deux zones diffère. Suivant le plan de gestion du Parc naturel marin de Mayotte et sa carte des vocations (cf. [Annexe 9](#)), le Banc de la Zélée est classé en « Zone de protection du milieu marin en limitant les impacts anthropiques⁵ ». Aussi, il importe pour les parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses de travailler conjointement pour assurer une gestion des pêches et des ressources halieutiques récifales cohérente d'un point de vue écologique sur le complexe Geyser-Zélée.

⁵ D'après le plan de gestion du Parc naturel marin de Mayotte, ces zones sont vouées à la protection des milieux naturels marins d'intérêt patrimonial majeur. L'état de conservation de ces zones étant encore préservé ou modérément dégradé, leur protection constitue un enjeu fort. Par ailleurs, les usages de ces zones à la date d'élaboration du plan de gestion du Parc naturel marin de Mayotte sont peu diversifiés ou ont des effets faibles ou modérés sur le milieu marin.

Les zones de protection sont vouées à la mise en place prioritaire :

- De mesures de protection des espèces et habitats remarquables et des fonctionnalités halieutiques
- De suivis des habitats et des espèces pour en évaluer l'état de conservation et mieux connaître la réponse des milieux aux pressions de toute nature, y compris celles liées aux phénomènes globaux comme le changement climatique
- De mesures de restauration du patrimoine naturel et de la qualité de l'eau, lorsque cela est nécessaire

Des mesures de protection renforcée, localisées dans l'espace et/ ou dans le temps, y sont mises en place, par exemple des zones de cantonnement, de réserve ou de jachère, ou encore des espaces, périodes ou horaires de quiétude pour les espèces protégées.

Les activités de pêche ou de loisirs ne s'y pratiquent qu'avec un haut niveau d'exigence en matière de respect de l'environnement. Le déplacement de l'effort de pêche vers des zones moins sensibles est encouragé.

Des contrôles importants et réguliers sont mis en place pour garantir la protection effective de ces zones.

Compte tenu de la sensibilité particulière des milieux concernés, le Conseil de gestion appréciera de façon stricte la notion d'effet notable lorsqu'il sera consulté sur des projets soumis à son avis conforme.

Réglementation

La pêche artisanale, généralement associée aux récifs coralliens, n'est pas autorisée dans les eaux territoriales des îles Eparses, comme fixé par l'arrêté n°257 du 15 février 1994 du préfet de La Réunion (cf. [Annexe 2](#)). Elle est également interdite dans les 10 milles nautiques autour du Banc du Geyser depuis 2010 (arrêté préfectoral n°2010-151 ; cf. [Annexe 3](#)).

Face à l'intensification des activités de pêche illégale sur le Banc du Geyser et dans les eaux territoriales des Glorieuses, plusieurs rendez-vous d'échanges et de concertation avec les représentants de la pêche mahoraise ont permis la mise en place d'un consensus qui s'est traduit par l'adoption de l'arrêté préfectoral n°2011-88 du 5 octobre 2011, renouvelé par l'arrêté préfectoral n°2014-137 du 21 octobre 2014 (cf. [Annexe 4](#)). Dès lors, la pêche est autorisée dans la ZEE des Glorieuses, à l'exception de leurs eaux territoriales, aux navires de pêche artisanale d'une longueur hors tout inférieure à 15 m immatriculés et basés à Mayotte. Cette dérogation vaut aussi pour les navires de plaisance et les navires à vocation touristique français basés à Mayotte. Les pêcheurs basés à Mayotte sont soumis à une simple obligation de déclaration annuelle d'intention pour pouvoir pêcher sur le Banc du Geyser. Cette disposition vise à conduire une démarche tendant à combiner gestion durable de la ressource et des milieux naturels avec une pêche autorisée et contrôlée exercée par les seuls pêcheurs mahorais. Il est à noter que la pêche artisanale demeure strictement interdite dans le lagon des Glorieuses.

A l'heure actuelle, aucune réglementation spécifique n'existe pour le Banc de la Cordelière, qui est donc soumis à la même réglementation que les eaux au-delà des 24 milles nautiques des Glorieuses.

Activités de pêche artisanale

Les enquêtes menées dans le cadre du SIH à Mayotte permettent d'avancer qu'en 2012, 35 navires ont déclaré avoir pêché tout ou partie de l'année sur les bancs récifaux au large de Mayotte, et 13 d'entre eux ont cité expressément le récif du Geyser. Ces navires sont majoritairement des barques de type Yamaha, rehaussées et équipées d'une glacière, et d'une longueur moyenne de 7,3m. Ces navires pratiquent exclusivement la ligne à main et ciblent principalement des prédateurs de récif : vivaneaux (Lutjanidés), mérours (Serranidés) et capitaines (Lethrinidés).

Les pêcheurs connaissent l'interdiction de pêcher sur le Banc du Geyser. Le nombre de barques fréquentant le Geyser est donc certainement sous-estimé du fait de la nature déclarative de la donnée. De plus, ce chiffre tient compte uniquement des barques mahoraises. Or, on sait que des barques malgaches et comoriennes fréquentent également cette zone.

Ces activités de pêche artisanale en provenance de Mayotte sont illégales à double titre :

- Absence de déclaration annuelle d'intention de pêche ;
- La distance maximale d'éloignement de la barrière de corail de Mayotte pour ce type d'embarcation est de 5 milles nautiques (le Banc du Geyser est situé à environ 68 milles nautiques de Mayotte).

La pêche artisanale récifale sur ces zones est également pratiquée par des barques en provenance de Madagascar et des Comores, qui ne peuvent prétendre à une dérogation pour la pratiquer.

Une seule déclaration d'intention de pêche sur le Banc du Geyser a été enregistrée pour un palangrier de Mayotte en 2011 et n'a pas été renouvelée depuis.

Vers une gestion durable des ressources halieutiques

Pour une ressource halieutique donnée, l'idéal théorique est de ne pas prélever plus de poissons que le rendement maximal durable (RMD) ou en anglais, *maximum sustainable yield* (MSY). Le MSY correspond au volume optimal de capture qui peut être prélevé chaque année sur une ressource halieutique donnée sans menacer sa capacité de reproduction future. Le dépassement du MSY provoque une surexploitation de la ressource qui peut conduire à son effondrement. La seule solution pour endiguer le phénomène est alors de réduire voire de suspendre l'effort de pêche. Adapter l'effort de pêche au MSY est le point clé d'une bonne gestion de la ressource et des pêcheries. L'effort de pêche et le niveau de capture sont donc deux paramètres à connaître obligatoirement pour assurer une gestion durable.

Afin d'assurer une exploitation durable des peuplements des espèces commerciales sur les bancs récifaux, le Parc naturel marin des Glorieuses peut agir sur deux paramètres :

- **L'effort de pêche** qui est l'ensemble des moyens de capture mis en œuvre par un navire pendant une période donnée et dans une zone déterminée. Il est à noter que la somme des moyens est fonction des caractéristiques du navire, de son activité et des engins de pêche utilisés. Il peut être modulé à deux niveaux :
 - ✓ **Restriction sur les engins de pêche** : interdiction de certains engins, sélectivité, etc.
 - ✓ **Limitation de l'effort de pêche** : limitation des capacités de pêche, fermeture temporaire de certaines zones, etc.
- Le **niveau de capture** qui est l'ensemble des mesures permettant de caractériser le résultat des actions de pêche. Il peut être modulé à deux niveaux :

- ✓ La **taille minimale de capture** : taille des individus d'une espèce ou d'un groupe d'espèces, en dessous de laquelle sont interdits le stockage à bord, le transport, le débarquement et la commercialisation.
- ✓ Le **total admissible de capture** (TAC): sur une ressource déterminée, quantité en poids de capture que l'on décide de ne pas dépasser, au vu de l'analyse biologique de l'état actuel de la ressource afin d'assurer la pérennité de son exploitation.

Pour une espèce donnée, la définition du MSY est nécessaire pour pouvoir déterminer un TAC pertinent répondant à l'enjeu d'une exploitation durable de la ressource concernée. Néanmoins, le MSY nécessite une bonne connaissance de cette ressource et peut s'avérer très complexe à identifier. Ceci est d'autant plus vrai pour la pêche artisanale sur les bancs récifaux, cette dernière étant multi-spécifique et non sélective. Aussi, les connaissances sur les ressources halieutiques disponibles pour les différentes espèces concernées ne sont, à ce jour, pas suffisantes pour déterminer ces seuils. Dans ce contexte et en fonction de l'évolution des données récoltées et des connaissances acquises sur les ressources halieutiques récifales, le Conseil de gestion du Parc pourra (si possible) proposer au préfet des TAAF (autorité compétente pour la gestion de la pêche) la mise en place de TAC. Compte-tenu de la difficulté pour définir un TAC pour l'ensemble des espèces ciblées, ces recommandations pourront porter sur une liste réduite d'espèces présentant un intérêt.

Sous-finalité 1.1 : Adapter l'effort de pêche aux ressources halieutiques disponibles sur les bancs récifaux

Les pêcheurs et les scientifiques s'accordent pour dire que les populations ichthyologiques sur le Banc du Geyser ont fortement diminué entre 1996 et 2006, les espèces commerciales étant les plus touchées. Concernant les bancs éloignés, il est malheureusement difficile de connaître avec précision quel est l'effort de pêche appliqué, d'autant que la majorité des bateaux de pêche qui s'y rendent le font illégalement. Dans un environnement jusqu'alors préservé, une surpêche et un risque d'épuisement des stocks de poissons commerciaux sont à craindre et auraient des conséquences désastreuses sur l'équilibre écologique de ces zones. Il convient ainsi pour le Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses de veiller à adapter l'effort de pêche appliqué sur les bancs récifaux en cohérence avec la ressource disponible. Cette adaptation devra notamment s'appuyer sur les résultats de l'évaluation des ressources halieutiques réalisée dans le cadre du Xe FED (Campagne « Estimation de la biomasse halieutique des bancs du Geyser, de la Zélée et de l'Iris »). La mise en place d'un suivi à long terme de l'état des ressources et de l'impact des pressions associées permettra également de guider le gestionnaire pour la mise en place d'un encadrement adapté des activités de pêche exercées sur les bancs récifaux.

Face à la diminution des rendements de pêche à Mayotte, sur le Banc de la Zélée et sur le Banc du Geyser, il est observé depuis quelques années un déplacement de la flottille mahoraise vers l'Archipel des Glorieuses et les bancs malgaches (Castor, Leven, Grenouille, etc.). En l'absence de moyens dissuasifs de surveillance maritime sur zone, ce phénomène inquiétant continue d'avoir lieu et pourrait s'intensifier dans les années à venir. Or, ce type d'activités incontrôlées constitue une menace importante pour la biodiversité marine. Ceci est d'autant plus inquiétant que le Banc du Geyser et l'Archipel des Glorieuses pourraient jouer un rôle essentiel pour le réensemencement larvaire (coraux, échinodermes, poissons, etc.) et pour la préservation des espèces menacées (holothuries, requins, tortues marines et mammifères marins, etc.) dans la région. Ainsi, outre l'adaptation de l'effort de pêche sur les bancs récifaux, le Parc doit s'assurer du respect de la réglementation pour l'accès et la pratique de la pêche (professionnelle ou sportive) dans ces secteurs en s'appuyant notamment sur les compétences de l'action de l'Etat en mer.

Les ressources démersales et benthiques profondes (au-delà de 300 m de fond) sont des ressources généralement très sensibles à la pression de pêche. A ces profondeurs, la croissance est souvent très lente en raison de la température mais aussi de la rareté des proies. Ces ressources démersales profondes vivent sur les pentes externes de la barrière corallienne de l'Archipel des Glorieuses et du Banc du Geyser, et très probablement sur les pentes externes du Banc de la Cordelière et de certains monts sous-marins. Compte-tenu de la déclivité importante des pentes externes, il en résulte que la surface d'habitats potentiels est très restreinte, ce qui contribue doublement à la fragilité de la ressource halieutique qui leur est associée. Dans ce contexte, il importe que l'encadrement de la pêche dans ces zones sensibles soit étudié indépendamment de celle exercée sur les bancs récifaux à proprement parler. Une gestion adaptée de l'activité doit ainsi être mise en place

par le Parc pour répondre à des enjeux de conservation propres aux ressources démersales profondes. A l'heure actuelle, il n'existe pas de connaissance sur ces ressources dans les Glorieuses. La campagne d'exploration de pentes externes et monts sous-marins qui sera réalisée dans le cadre du Xe FED devrait permettre d'acquérir des connaissances sur ces écosystèmes et de poser les premières bases scientifiques pour définir des mesures de gestion et de conservation adaptées.

Enfin, si la pêche a un impact direct sur la ressource halieutique dans le sens où elle constitue un prélèvement définitif d'individus, certains engins peuvent également nuire aux habitats marins (destruction des coraux par exemple). Ce type d'impact peut réduire la qualité des services écosystémiques rendus par le milieu et nuire sur le long terme aux capacités reproductives et à la croissance des espèces ciblées. A l'heure actuelle, bien qu'elles soient illégales (absence de déclaration annuelle d'intention de pêche sur le Banc du Geyser pour les navires mahorais ; accès au Banc du Geyser interdit aux navires de pêche artisanale étrangers), la pêche sur les bancs récifaux se limite à la pêche à la palangrotte, pratique qui ne génère pas de dégradation des habitats. Dans cette mesure, le Parc doit rester vigilant à ce que les activités de pêche amenées à être autorisées sur les bancs récifaux soient respectueuses de l'environnement marin et des habitats. Ce type d'ambition passera notamment par des actions de sensibilisation pour inciter les pêcheurs autorisés à n'employer que des techniques de pêche sélectives et non destructrices.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Adapter l'effort de pêche sur les bancs récifaux	Effort de pêche sur les bancs récifaux	L'effort de pêche légale ne dépasse pas la limite d'effort optimal estimée sur les bancs récifaux : <i>numerus clausus</i> de navires autorisés et nombre de jours de pêche.
Assurer le respect de la réglementation pour l'accès et la pratique de la pêche sur les bancs récifaux	Respect de la réglementation pour la pêche sur les bancs récifaux	La pêche illégale originaire de Mayotte tend vers 0 et les navires mahorais exerçant la pêche sur les bancs récifaux de la ZEE des Glorieuses sont déclarés.
Limiter l'effort de pêche sur les écosystèmes benthiques profonds (pentes externes)	Effort de pêche sur les écosystèmes benthiques profonds	L'effort de pêche légale ne dépasse pas la limite d'effort optimal estimée sur les écosystèmes benthiques profonds : <i>numerus clausus</i> de navires autorisés et nombre de jours de pêche.
Garantir des pratiques de pêche éco-responsables	<i>sans objet</i>	<i>sans objet</i>

Evaluation de la gestion

- **Effort de pêche sur les bancs récifaux**

(cf. fiche descriptive indicateur II-01-EFFBANC)

L'objet de cet indicateur est de suivre l'effort de pêche appliqué sur les bancs récifaux (Banc du Geyser et Banc de la Cordelière) par les navires mahorais déclarés. Deux métriques interviennent dans le calcul et l'analyse de cet indicateur :

- le nombre de navires mahorais actifs sur les récifs coralliens
- le nombre de jours de pêche déclaré sur les bancs récifaux

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Effort de pêche sur les bancs récifaux	à définir					

- **Respect de la réglementation pour la pêche sur les bancs récifaux**

(cf. fiche descriptive indicateur II-02-RESPECH)

L'objet de cet indicateur est de suivre le taux de navires mahorais respectant la réglementation pour l'accès et la pratique de la pêche sur les bancs récifaux.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Respect de la réglementation pour la pêche sur les bancs récifaux	à définir					

- **Effort de pêche sur les écosystèmes benthiques profonds**

(cf. fiche descriptive indicateur II-03-EFFBENT)

L'objet de cet indicateur est de suivre l'effort de pêche appliqué sur les écosystèmes benthiques profonds (pentes externes du Banc du Geyser et du Banc de la Cordelière, monts sous-marins) par les navires autorisés. Deux métriques interviennent dans le calcul et l'analyse de cet indicateur, à partir des données issues des déclarations des capitaines des navires :

- le nombre de navires mahorais actifs sur les écosystèmes benthiques profonds
- le nombre de jours de pêche déclaré sur les écosystèmes benthiques profonds

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Effort de pêche sur les écosystèmes benthiques profonds	à définir					

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Mieux identifier la répartition de l'effort de pêche sur les bancs récifaux éloignés en discriminant notamment le Geyser des autres bancs éloignés (via le SIH – amélioration de la déclaration des pêcheurs de Mayotte) - Utiliser les images satellite pour estimer l'effort de pêche sur zone (à déterminer : période, zone, fréquence, etc.) - Contribuer au programme d'enquêteurs des pêches mis en place à Mayotte 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA) – Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI) – Unité territoriale de Mayotte (UTM) – Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS)</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) – Institut de recherche pour le développement (IRD) - Universités</p> <p>Organisations professionnelles : Chambre d'Agriculture, de la Pêche et de l'Aquaculture de Mayotte (Capam) – Coopérative des pêcheurs de Mayotte (Copemay) – Coopératives villageoises de pêcheurs de Mayotte (Covipemm)</p> <p>Associations : associations de pêcheurs professionnels</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres : Ecole d'apprentissage maritime de Mayotte</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les personnes suivant une formation maritime (EAM) aux pratiques de pêche durable et à la réglementation en vigueur dans le PNMG - Sensibiliser les pêcheurs à la fragilité de la ressource et des habitats et à l'intérêt de respecter la réglementation - Sensibiliser les pêcheurs au besoin de récolter des données de qualité et à l'importance de bien remplir leur obligation de déclaration de pêche (fiche de pêche pour les navires de moins de 10m) pour garantir une gestion durable de la pêche 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer des mesures de gestion (fermeture de zone, période de pêche, etc.) lorsque des signes de diminution des populations apparaissent - Proposer des mesures permettant d'augmenter la sélectivité des engins de pêche (taille des hameçons) - Protéger les habitats des méthodes de pêche destructives - Interdire les pratiques ayant un impact négatif (sur les écosystèmes récifaux et benthiques profonds) - S'appuyer sur les compétences des services de l'état pour la 	

	surveillance en mer et lutter contre les activités de pêche illégale - Coupler les actions de contrôle en mer avec l'acquisition d'images satellite - Encadrer la pêche récréative	
Développement durable	- Impliquer les pêcheurs mahorais dans une gestion durable des ressources halieutiques - Mutualiser les actions de sensibilisation avec le PNMM - Promouvoir auprès des usagers les démarches d'éco-navigation, notamment les équipements permettant l'économie d'énergie, une meilleure gestion des déchets à bord, l'éco-conception des bateaux et équipements, etc.	

Sous-finalité 1.2 : Préserver les capacités productives et reproductives des ressources exploitées

Outre l'effort de pêche, le niveau de capture constitue un paramètre essentiel à connaître et déterminer pour assurer une gestion durable des ressources halieutiques. En effet, la surexploitation d'une ressource halieutique peut avoir des conséquences désastreuses sur les populations des espèces ciblées par la pêche mais également sur l'ensemble de l'écosystème marin en perturbant le réseau trophique. Assurer une exploitation durable des ressources halieutiques suppose donc de maintenir les capacités de renouvellement des ressources exploitées sur le long terme.

Le maintien d'une population dans un bon état de conservation nécessite que cette dernière dispose d'un nombre suffisant de reproducteurs adultes pour assurer les capacités reproductives de l'espèce. La pression de capture doit donc être déterminée de manière à garantir, pour une année donnée, une biomasse féconde supérieure ou égale au rendement maximal durable (RMD) ou en anglais, *maximum sustainable yield* (MSY). La mise en place de limites des captures dans les eaux du Parc pour les espèces autorisées à être pêchées peut constituer un levier d'action permettant d'assurer cet objectif. Cet exercice nécessite néanmoins une connaissance approfondie des ressources halieutiques ciblées et pourra être proposé aux autorités compétentes uniquement si le niveau de connaissance est suffisant (*a minima* sur les espèces présentant un intérêt).

La population d'une espèce donnée doit également être composée d'une certaine proportion de juvéniles qui constitueront les futurs reproducteurs de l'espèce. Il est donc essentiel d'imposer une taille minimale de capture afin de garantir les capacités reproductives de l'espèce sur le long terme.

La mise en place d'un taux admissible de capture (TAC) permet de conserver des individus adultes tandis que la taille minimale de capture autorisée évite la pêche d'individus juvéniles. Or, juvéniles et adultes occupent des places différentes dans le réseau trophique, que ce soit en tant que proie ou prédateur. Ainsi, outre la préservation des capacités productives et reproductives des populations, agir sur le niveau de capture permet de conserver une structure durable de l'ensemble du réseau trophique et donc de l'écosystème marin associé.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Adapter le niveau de capture aux ressources halieutiques récifales disponibles	Ressources halieutiques récifales	Les ressources halieutiques observées sur les bancs du Geyser et de la Cordelière conservent des paramètres (densité, biomasse, taille) proches des valeurs de référence et ne passent pas sous la taille moyenne critique définie pour les espèces suivies dans le cadre de cet indicateur.
Maintenir les capacités reproductives des ressources halieutiques démersales et benthiques profondes	Ressources halieutiques démersales et benthiques profondes	La taille moyenne des captures de <i>Etelis coruscans</i> et <i>Etelis carbunculus</i> ne montre pas de baisse significative dans le temps et ne passe pas en dessous de la taille moyenne critique.

Evaluation de la gestion

- **Ressources halieutiques récifales**

(cf. fiche descriptive indicateur II-05-RESSREC)

L'objet de cet indicateur est de suivre les impacts de la pression de pêche sur une sélection de :

- familles de poissons majoritairement piscivores et ciblés par la pêche : Serranidae / Lethrinidae / Lutjanidae / Carangidae
- espèces bio-indicatrices ciblées par la pêche (à définir)

Cet indicateur ne concerne que le Banc du Geyser et le Banc de la Cordelière. L'Archipel des Glorieuses est exclu compte-tenu de l'interdiction stricte de pêche dans les eaux territoriales.

Différentes variables sont prises en compte dans le calcul et l'analyse de l'indicateur :

- Densité des familles sélectionnées
- Densité des espèces cibles sélectionnées
- Biomasse des espèces cibles sélectionnées
- Tailles moyennes des espèces cibles sélectionnées

		Seuils					
		Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Ressources halieutiques récifales	Banc du Geyser	à définir					
	Banc de la Cordelière	à définir					

- **Ressources halieutiques démersales et benthiques profondes**

(cf. fiche descriptive indicateur II-06-RESSBEN)

L'objet de cet indicateur est de suivre l'évolution de la taille moyenne des captures de deux espèces associées aux écosystèmes démersaux et benthiques profonds : *Etelis coruscans* et *Etelis carbunculus*, en discriminant les différents secteurs de pêche identifiés dans les déclarations des pêcheurs (l'Archipel des Glorieuses est exclu de cet indicateur compte-tenu de l'interdiction stricte de pêche dans les eaux territoriales).

L'indicateur est construit sur la base de deux métriques :

- Variation (en %) de la taille moyenne des captures de *Etelis coruscans* par rapport à la valeur de référence,
- Variation (en %) de la taille moyenne des captures de *Etelis carbunculus* par rapport à la valeur de référence.

		Seuils					
		Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Ressources halieutiques démersales et benthiques profondes	zone de pêche 1	à définir					
	zone de pêche 2	à définir					

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la connaissance sur les ressources halieutiques sur les bancs récifaux et les écosystèmes benthiques profonds (inventaire des espèces commerciales, biomasse, biologie des espèces, etc.) - Intégrer les connaissances acquises dans le cadre du Xème FED sur les ressources halieutiques (biomasse) du récif corallien et des pentes externes du Banc du Geyser afin de déterminer des MSY pour ces espèces - Assurer un suivi pérenne des ressources halieutiques (volumes et tailles des captures) - Inciter les pêcheurs mahorais à bien remplir leur obligation de déclaration de pêche (fiche de pêche pour les navires de moins de 10m) - Contribuer au programme d'enquêteurs des pêches mis en place à Mayotte - Préciser la provenance des captures (SIH Mayotte) sur la base des déclarations de pêche et d'observations complémentaires - Définir des MSY pour les espèces d'intérêt 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA) – Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI) – Unité territoriale de Mayotte (UTM) – Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS)</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) – Institut de recherche pour le développement (IRD) – Universités</p> <p>Organisations professionnelles : Chambre d'Agriculture, de la Pêche et de l'Aquaculture de Mayotte (Capam) – Coopérative des pêcheurs de Mayotte (Copemay) – Coopératives villageoises de pêcheurs de Mayotte (Covipemm)</p> <p>Associations : associations de pêcheurs professionnels</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres : Ecole d'apprentissage maritime de Mayotte</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les pêcheurs à la fragilité de la ressource et des habitats et à l'intérêt de respecter la réglementation - Sensibiliser les pêcheurs sur l'importance de ne pas pêcher des individus inférieurs à une certaine taille - Sensibiliser les pêcheurs sur l'importance de ne pas altérer la composition spécifique des communautés de poissons pour assurer un bon état de santé de l'écosystème <p>Sensibiliser les pêcheurs sur l'importance de ne pas altérer la composition spécifique des communautés de poissons pour assurer</p>	

	un bon état de santé de l'écosystème	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la protection des espèces menacées (requin, raies, napoléon, etc.) - Appuyer la mise en place d'une réglementation adaptée à la protection de la ressource - Proposer des mesures de gestion et une réglementation visant à limiter les captures au MSY (quotas, taille, etc.) (MSY = rendement maximal durable RMD) - S'appuyer sur les compétences des services de l'état pour la surveillance en mer et lutter contre les activités de pêche illégale - Proposer des mesures permettant d'augmenter la sélectivité des engins de pêche (taille des hameçons) 	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer les pêcheurs mahorais dans une gestion durable des ressources halieutiques - Mutualiser les actions de sensibilisation avec le PNMM 	

Sous-finalité 1.3 : Maintenir les services écosystémiques rendus par les zones d'intérêt halieutique

Sont ici appelées « Zones d'intérêt halieutique » les espaces indispensables au développement et au renouvellement des ressources halieutiques (reproduction, phase larvaire, croissance, etc.) comme les nourriceries ou les frayères. Ces zones ou habitats rendent un grand nombre de services écosystémiques qui contribuent à la bonne santé et à la capacité reproductive des ressources halieutiques. Il apparaît ainsi essentiel de préserver, quantitativement et qualitativement, les habitats qui jouent un rôle essentiel notamment de frayère et/ou de nourricerie pour de nombreuses espèces exploitées par la pêche, et qui sont par ailleurs soumis à des pressions anthropiques.

Véritables « *hotspots* » de biodiversité, l'Archipel de Glorieuses et le Banc du Geyser sont en outre brassés par un tourbillon océanique affectant l'ensemble de l'archipel des Comores. Ces deux entités ainsi que les zones d'intérêt halieutique susceptibles d'être identifiées sur le territoire peuvent contribuer de manière significative au réensemencement larvaire (coraux, poissons, échinodermes, etc.) des îles voisines (Madagascar, Mayotte, Comores, Aldabra, etc.). Elles peuvent ainsi jouer un rôle essentiel pour la connectivité et la préservation des espèces menacées dans un contexte régional soumis à de fortes pressions anthropiques.

A l'heure actuelle, aucune étude scientifique n'a été menée spécifiquement pour identifier ces zones d'intérêt halieutique dans le périmètre du Parc. Il est donc primordial d'amorcer de tels travaux avant de mettre en place des mesures de gestion qui puissent répondre efficacement aux enjeux de conservation.

Dans le Parc naturel marin des Glorieuses, tout type de pêche est interdite dans les eaux territoriales (12 milles autour de l'Archipel des Glorieuses) et dans les 10 milles nautiques autour du Banc du Geyser (sauf si une dérogation de pêche a été délivrée par les TAAF suite à une déclaration d'intention annuelle de pêche). Cette mesure de gestion, mise en place depuis 1994 (pour les eaux territoriales) et 2010 (pour le Banc du Geyser), permet de limiter les impacts anthropiques sur ces secteurs indispensables au développement et au renouvellement des ressources halieutiques. Néanmoins, d'autres pressions humaines peuvent être exercées sur les habitats concernés, notamment liées aux activités de tourisme, de loisir et de pêche illégale. Dans ce contexte, il importe sur le périmètre du Parc d'identifier les zones d'intérêt halieutique et d'accroître la surveillance sur ces zones afin de s'assurer du respect de la réglementation en vigueur. Le Parc devra par ailleurs appuyer l'adaptation des outils réglementaires pour :

- Protéger les nouvelles zones d'intérêt halieutiques identifiées,
- Concilier les activités de tourisme et de loisir (notamment la pêche sportive et la chasse sous-marine) avec la préservation des ressources halieutiques.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Identifier les zones d'intérêt halieutique et la connectivité entre les sites	<ul style="list-style-type: none"> – Surface totale des zones de frayère identifiées dans le Parc : – Surface totale des zones de nurserie identifiées dans le Parc : – Surface totale des zones d'alimentation identifiées dans le Parc : – Surface totale des zones d'intérêt halieutique identifiées dans les eaux du Parc : 	<i>sans objet</i>
Protéger les zones d'intérêt halieutique des dégradations potentielles dues aux pressions anthropiques (pas uniquement la pêche)	Protection des zones d'intérêt halieutique	Les zones d'intérêt halieutiques identifiées dans les eaux du Parc et soumises à des pressions anthropiques font l'objet de mesures de protection visant à garantir les fonctionnalités écologiques de ces zones.

Evaluation de la gestion

Protection des zones d'intérêt halieutiques

(cf. fiche descriptive indicateur II-07-PROTZIH)

L'objet de cet indicateur est de suivre le pourcentage des zones d'intérêt halieutique protégées dans les eaux du Parc.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Protection des zones d'intérêt halieutique	à définir					
autres variables	- Surface totale des zones de frayère : - Surface totale des zones de nurserie : - Surface totale des zones d'alimentation : - Surface totale des zones d'intérêt halieutique identifiées dans les eaux du Parc :					

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre des études scientifiques pour délimiter les zones d'intérêt halieutique au sein du PNMG - Mettre en place des études scientifiques pour mesurer la connectivité entre les zones d'intérêt halieutique - Réaliser une cartographie des zones d'intérêt halieutique - Etudier la connectivité écologique régionale des poissons récifaux (connectivité entre populations à l'échelle du sud-ouest de l'océan Indien et directions des flux larvaires (zones sources et puits)) - Etudier les phénomènes d'agrégations de poissons remarquables aux Glorieuses 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA) – Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI) – Unité territoriale de Mayotte (UTM) – Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS)</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) – Institut de recherche pour le développement (IRD) – Universités</p> <p>Organisations professionnelles : Chambre d'Agriculture, de la Pêche et de l'Aquaculture de Mayotte (Capam) – Coopérative des pêcheurs de Mayotte (Copemay) – Coopératives villageoises de pêcheurs de Mayotte (Covipemm)</p> <p>Associations : associations de pêcheurs professionnels</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres : Ecole d'apprentissage maritime de Mayotte</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les acteurs et usagers à l'importance des zones d'intérêt halieutique dans le renouvellement des populations, et à la fragilité des habitats 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les zones d'agrégation (interdiction de pêche, périodes de fermeture, etc.) - Préserver les nourriceries remarquables (interdiction de pêche, périodes de fermeture, etc.) - Renforcer l'encadrement des usages sur les zones identifiées - Etablir les priorités dans les actions de surveillance et de contrôle sur les zones d'intérêt halieutique 	
Développement durable		

FINALITE 2 : PROMOUVOIR UNE PECHE DURABLE EXEMPLAIRE DES RESSOURCES PELAGIQUES

La pêche hauturière est autorisée au large au-delà des 12 milles nautiques pour la palangre, la canne et la ligne traînée, et au-delà des 24 milles nautiques pour la senne. Elle cible principalement les thons tropicaux et l'espadon.

En dehors de celles précitées, toute autre technique de pêche et tout système ou toute technique nouvelle utilisée ayant une interaction avec le milieu naturel doit faire l'objet d'une demande adressée au directeur de la Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI) et d'une autorisation par le préfet administrateur supérieur des TAAF (arrêté préfectoral n°2014-51 du 23 avril 2014 ; cf. [Annexe 7](#)).

La pêche palangrière industrielle, d'origine asiatique, s'est développée au début des années 1950. L'effort de pêche et les captures sont répartis sur l'ensemble de l'océan Indien, à des degrés divers. Le nord du canal de Mozambique, dont les Glorieuses, est peu concerné par cette pêche, par comparaison avec le bassin des Mascareignes ou le sud du Canal de Mozambique. La pêche palangrière semi-industrielle, qui est le fait des pays riverains, s'est développée au milieu des années 1990. La flottille palangrière mahoraise est composée de 5 palangriers de 9 à 10 m. Les espèces ciblées sont essentiellement les poissons porte épée (espadon, voilier, marlin) et les thonidés (thon albacore, thon obèse) mais ils pêchent également des barracudas, des carangues, ainsi que des espèces benthiques sur les bancs à proximité.

La pêche à la senne tournante cible essentiellement les thonidés. Elle est pratiquée par des navires hauturiers de 80 à 100 m principalement français, espagnols et seychellois, parfois accompagnés de navires auxiliaires. Elle est présente depuis le début des années 1970 dans l'océan Indien et s'est fortement et rapidement développée à partir des années 80 pour devenir la principale pêche en termes de captures. Cette technique se pratique de plus en plus sur dispositif concentrateur de poisson (DCP) dérivants. Les captures sur DCP représentent 60 à 80% des prises à la senne et dominent largement les captures réalisées sur banc libre.

Consciente de l'impact que peut avoir la pêche sur le milieu marin, la collectivité des TAAF s'est engagée dans le développement d'une pêche durable en mettant en place des outils réglementaires stricts. La pêche est ainsi interdite dans les eaux territoriales des îles Eparses, comme précisé dans l'arrêté n°257 du préfet de la Réunion en date du 15 février 1994 (cf. [Annexe 2](#)). Au-delà des 12 milles nautiques des eaux territoriales, la pêche est soumise à autorisation du préfet, administrateur supérieur des TAAF, qui octroie des licences de pêche.

En 2013, des licences de pêches ont été attribuées à 44 navires pour la pêche dans les ZEE des îles Eparses :

- 14 sous pavillon français (13 thoniers senneurs, 1 palangrier),
- 19 sous pavillon espagnol (14 thoniers senneurs, 5 navires auxiliaires),
- 11 sous pavillon seychellois (7 thoniers senneurs, 4 navires auxiliaires).

En 2014, 48 licences de pêches ont été attribuées pour la pêche dans les ZEE des îles Eparses :

- 13 sous pavillon français (13 thoniers senneurs),
- 21 sous pavillon espagnol (14 thoniers senneurs, 7 navires auxiliaires),
- 12 sous pavillon seychellois (8 thoniers senneurs, 4 navires auxiliaires),
- 2 sous pavillon mauricien (2 thoniers senneurs)

En se basant principalement sur les résolutions et les recommandations de la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI ; [cf. ci-dessous](#)), les TAAF réactualisent régulièrement l'arrêté préfectoral visant à encadrer par des prescriptions techniques l'activité de pêche aux thons et autres poissons pélagiques dans les zones économiques exclusives des îles Eparses. Ces prescriptions sont destinées à gérer durablement les ressources halieutiques et à réduire les impacts sur les écosystèmes ([cf. Annexe 8](#)). Le respect de ces dispositions réglementaires est évalué à bord des thoniers senneurs par les observateurs embarqués ([cf. ci-dessous](#)).

Enfin, il est important de rappeler que les thonidés ciblés par la pêche industrielle sont des espèces migratrices. Les ressources halieutiques qu'elles représentent ne se limitent donc pas à la simple ZEE des Glorieuses. Elles s'étendent à l'échelle du bassin océanique et sont exploitées par une grande diversité d'engins et de flottilles de pays riverains ou distants. Une approche régionale dans la gestion de ces ressources est donc indispensable, et c'est le rôle que joue de la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI). Formant des zones contigües, les Parcs naturels marins de Mayotte et des Glorieuses doivent aussi assumer une responsabilité régionale, c'est pourquoi il importe que les objectifs fixés par les deux parcs pour la gestion des pêches et des ressources halieutiques soient cohérents et harmonisés.

La Commission des Thons de l'Océan Indien

Les espèces ciblées par la pêche thonière migrent dans tout l'océan Indien ce qui implique une gestion des ressources halieutiques à l'échelle du bassin océanique. C'est dans ce contexte qu'a été créé en 1996 la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI), organisation régionale de la gestion des pêches (ORGP). Elle est plus précisément chargée de la gestion des thons et des espèces apparentées dans l'océan Indien. La France, au titre de La Réunion, de Mayotte et des Iles Eparses, est membre de la CTOI depuis le 3 décembre 1996.

L'objectif de la Commission est de promouvoir la coopération entre les Parties contractantes (Membres) et les Parties coopérantes non-contractantes de la CTOI, en vue d'assurer, par une gestion appropriée, la conservation et l'utilisation optimale des ressources, et d'encourager l'organisation d'un développement durable des pêcheries fondées sur ces ressources.

Le Comité scientifique de la CTOI évalue annuellement l'état des stocks de thons et de poissons à rostre intéressant la Commission, établit des projections sur l'état des stocks selon différents scénarios d'exploitation et formule des avis de gestion. Ce travail est réalisé à partir des données récoltées (quand elles existent) ou estimées auprès des différentes flottilles qui exercent dans la zone sous mandat de la CTOI. Les diagnostics du Comité scientifique concernant les différents stocks sont utilisés comme base de discussion pour la mise en place de mesures de conservation et de gestion (résolutions ou recommandations). Néanmoins, il apparaît que la qualité variable des données ne permet pas d'évaluer avec précision l'état des stocks de thons et de poissons à rostre dans l'océan Indien. Aussi, il importe pour la CTOI de promouvoir le développement d'indicateurs pertinents et de méthodes d'évaluation des stocks adaptées aux pêcheries pauvres en données (notamment les pêcheries côtières des pays en développement), et de s'assurer par la suite de la bonne mise en œuvre des recommandations et résolutions adoptées par la Commission en faveur d'une exploitation durable de la ressource.

Le programme d'observateurs embarqués

Dans ce contexte, la CTOI a lancé officiellement en 2010 un programme régional d'observateurs (ROS) dont l'objectif est de collecter selon un format unique pour l'ensemble des pays membres et des parties coopérantes non-contractantes, des informations détaillées sur les captures des thonidés et plus particulièrement sur les captures accessoires qui soient scientifiquement vérifiées, dans la zone de compétence de la CTOI.

Dès 2007, les TAAF ont mis en place un système d'observations embarquées propre. La présence d'observateurs de pêche embarqués sur les navires sous licence, formés par les TAAF et ses différents partenaires (IRD, IFREMER, CROSS, etc.), permet de collecter les données nécessaires au suivi de cette pêcherie et de ses captures non ciblées, d'évaluer le respect des prescriptions techniques par les armements et d'encourager les équipages à suivre les mesures environnementales⁶. Les TAAF ont aujourd'hui pour objectif d'augmenter la couverture de ces observateurs,

⁶ L'évaluation du respect de la réglementation (CTOI et TAAF) réalisée par les observateurs des pêches pendant la campagne 2014 révèle des améliorations par rapport aux années précédentes notamment concernant la gestion des déchets, l'utilisation de DCP « écologiques » ou l'absence de pratique du shark finning. Néanmoins, certains points restent à améliorer concernant les rejets de thonidés ou la remise à l'eau des requins.

qui ne sont aujourd'hui présents que sur un faible pourcentage des navires autorisés à pêcher dans les ZEE des TAAF⁷, afin d'améliorer les connaissances sur l'impact réel de ces pêcheries et d'en assurer une gestion plus durable.

En complément de ce système propre aux TAAF, il faut noter que d'autres initiatives soutenues par la CTOI et les partenaires scientifiques (notamment l'IRD dans le cadre de l'Observatoire Thonier) sont menées à l'échelle de l'océan Indien en vue d'accroître la collecte de données à bord des thoniers senneurs (informations sur les captures, l'effort et les paramètres biologiques de la pêche, etc.). C'est par exemple le cas depuis 2013 du programme expérimental d'embarquement d'observateurs communs uniques et permanents à bord des thoniers senneurs tropicaux (programme OCUP).

⁷ En 2014, sur les 37 thoniers senneurs autorisés à pêcher dans les ZEE des îles Eparses, 9 navires ont embarqué un observateur des pêches (soit 24% des navires). Au total, pour la campagne 2014, 392.5 jours ont fait l'objet d'observation dont seulement une demi-journée aux Glorieuses (pour le transit).

Sous-finalité 2.1 : Améliorer la qualité des données à fournir

A l'heure actuelle, il est possible de distinguer deux types de données recueillies à bord des thoniers senneurs (Figure 3) :

- **Les données déclaratives** consignées dans les journaux de bord de tous les navires pêchant dans les ZEE des îles Eparses, quel que soit le pavillon du navire. Ces données qui concernent principalement les données de captures géolocalisées et réparties par espèce, sont transmises au CROSS et à l'IRD (quand elles sont issues d'un navire battant pavillon français). Un protocole est alors mis en œuvre. L'IRD qualifie ces données, corrige la composition spécifique déclarée sur la base d'échantillonnages au port et introduit ces données dans la base de l'Observatoire Thonier. Ensuite l'IRD met en forme les informations aux formats requis par la CTOI, les transmet à l'Administration des Pêches Françaises (DPMA) qui les fait suivre à l'Union Européenne. En dernier lieu, c'est l'UE qui procède enfin à la remise officielle auprès du Secrétariat de la CTOI.
- **Les données récoltées par les observateurs de pêche embarqués** sur un échantillon de navires. Ces données sont plus détaillées que celles susmentionnées, mais ne couvrent qu'une petite fraction des activités de pêche. Elles permettent de préciser : la composition spécifique des prises, le recensement et l'évaluation des rejets et des captures accessoires et accidentelles, les interactions avec des espèces protégées, etc. Quand elles sont issues d'un navire battant pavillon français, les données sont transmises à l'IRD qui les qualifie et les transmet directement au Secrétariat de la CTOI et à la DPMA. Dans le cas des données récoltées à bord de navires étrangers, elles sont conservées par les TAAF et peuvent être transmises aux autorités scientifiques de l'Etat pavillon ou à l'Etat pavillon (par signature de conventions).

Le schéma de collecte et de transmission des données pour la pêche aux thons dans l'océan Indien implique un grand nombre de partenaires ce qui complexifie considérablement leur analyse.

Les données disponibles via le CROSS de La Réunion et l'IRD (Observatoire Thonier) permettent d'avoir une connaissance assez fine de l'effort de pêche appliqué dans la ZEE des Glorieuses (nombre de navires fréquentant la zone, nombre de jours de présence, tonnage des captures de thons).

Les données concernant l'ensemble des espèces capturées restent quant à elles lacunaires et ne concernent que les navires sous pavillon français. En effet elles sont récoltées par les observateurs embarqués ou sont issues des journaux de bord (logbooks) complétés par les capitaines. Dans le premier cas, les données ne concernent qu'un échantillon de navires et ne peuvent donc pas prétendre à l'exhaustivité. Dans le second cas, il s'agit de données déclaratives qui doivent être utilisées avec précaution surtout concernant les captures accessoires et accidentelles, les rejets, les interactions avec des espèces protégées ou le suivi des DCP dérivants. Dans ce contexte, il importe que le Parc participe activement aux programmes mis en place par la CTOI et contribue à l'amélioration de la qualité des données récoltées.

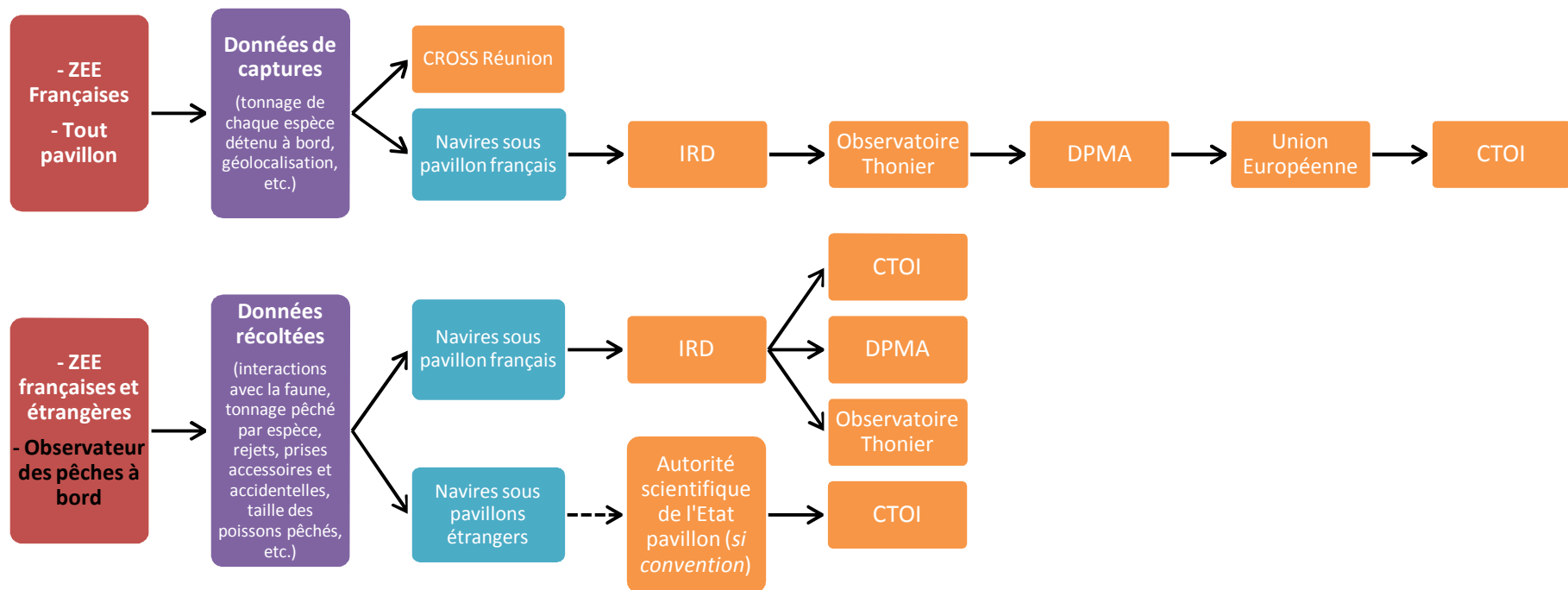


Figure 3 - Schéma de récolte et de transmission des données de pêche

Objectifs de gestion	Indicateur	Niveau d'exigence
Améliorer la collecte des données sur l'ensemble des espèces capturées	Observation de la pêche aux thons	Le taux de couverture des calées par des observateurs embarqués représente un minimum de 5% dans la ZEE des Glorieuses

Evaluation de la gestion

(cf. fiche descriptive indicateur II-09-PECHOBS)

L'augmentation du taux de couverture des calées par des observateurs embarqués constitue l'un des seuls leviers d'action permettant d'améliorer la collecte des données scientifiques sur l'ensemble des espèces capturées.

L'objet de cet indicateur est de suivre le taux de couverture effectif par des observateurs embarqués des opérations de pêche réalisées dans la ZEE des Glorieuses. Deux types d'engins de pêche sont considérés pour le calcul de cet indicateur :

- Pêche à la senne (taux de couverture des calées)
- Pêche palangrière (taux de couverture des opérations de filage)

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Observation de la pêche aux thons	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre l'alimentation des bases de données (SIH, Observatoire thonier) notamment pour les espèces prioritaires listées par la CTOI - Contribuer au programme d'observateurs embarqués (observateurs mahorais, faciliter l'embarquement depuis Mayotte, informations sur le PNMG pendant la formation des observateurs) - Estimer les prises par espèce et par type de banc (libre ou associé à un DCP) à partir des livres de bords des navires pêchant dans la ZEE des Glorieuses - Mesurer la taille des espèces capturées (cibles ou non-cibles) par des échantillonnages à bord par les observateurs (avec distinction du type de banc) - Identifier (type, taille) et dénombrer les navires en activité de pêche - Répartir les montants d'effort de pêche et de captures par ZEE à partir des données récoltées par les observateurs embarqués ou par le CROSS. 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA) – Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI) – Unité territoriale de Mayotte (UTM) – Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS)</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises – Conseil général de Mayotte</p> <p>Organismes scientifiques : Institut de recherche pour le développement (IRD)</p> <p>Organisations professionnelles : Armements thoniers</p> <p>Autres : Commission Thonière de l'océan Indien (CTOI) – Equipages des navires de pêche – Patrons de pêche</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la qualité des données fournies à la CTOI - Synthétiser les données récoltées dans la ZEE des Glorieuses par les observateurs embarqués sur les navires sous pavillons français et étrangers (données d'effort et de captures) 	
Protection	<p><u>Contrôler que les prescriptions TAAF et les résolutions de la CTOI sont bien respectées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Obligation pour le capitaine (à défaut, pour l'observateur) de dénombrer, en distinguant les espèces dans la mesure du possible, et d'évaluer le poids de toutes les captures accidentelles et accessoires (prescription TAAF) - Obligation pour les navires de disposer d'un système de suivi et de 	

	<p>positionnement satellitaire lui permettant de communiquer sa position au CROSS Réunion</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obligation pour le capitaine de tenir un journal de bord (journal de bord communautaire ou journal de bord spécifique de la CTOI) - Obligation de déclarer le nombre de balises de DCP dérivants détenues à bord lors de l'entrée et de la sortie de la ZEE - Tenue obligatoire d'un registre des DCP, mentionnant les numéros de DCP (réf. des balises GPS), date, heure et position lors de toute mise à l'eau ou récupération de DCP (Nombre de DCP dérivants déployés dans la ZEE par chaque navire) - Obligation d'accepter l'embarquement d'un observateur des pêches 	
Développement durable		

Sous-finalité 2.2 : Réduire les rejets, les prises accessoires et les captures accidentelles d'espèces sensibles conformément aux résolutions de la CTOI et aux prescriptions des TAAF

Contexte

Les activités de pêche hauturière exercées dans les ZEE des îles Eparses (dont les Glorieuses) ciblent les thonidés majeurs adultes (listao, albacore, patudo). Ces derniers sont congelés à bord des navires puis, en fonction des armateurs, alimentent :

- les conserveries de de l'océan Indien (Seychelles, Madagascar, Thaïlande, etc.) ou extérieures à l'océan Indien (Europe),
- le circuit « Sashimi » pour la préparation de longes et de steaks de thons (usine de transformation à Maurice).

Il est à noter que la qualité « Sashimi » nécessite des thons adultes (de grande taille) conservés dans des conditions de congélation très particulières tandis que les conserveries, beaucoup moins exigeantes, peuvent également traiter des thons juvéniles.

Outre les espèces ciblées, les thoniers senneurs peuvent également pêcher :

- des espèces dites accessoires,
- d'autres espèces faisant l'objet de prises accidentelles.

Définitions

Sont ici considérées comme captures accessoires, toutes les espèces non ciblées (commercialisables ou non) excepté :

- les thonidés (toutes espèces confondues)
- les espèces constituant des captures accidentelles : requins, raies, tortues marines, oiseaux marins et mammifères marins.

Il peut s'agir de poissons à rostre (makaires, espadon, etc.) ou d'autres espèces de poissons osseux consommables ou non (daurade coryphène, barracuda, balistes, etc.). Certaines espèces accessoires peuvent être valorisées en farines dans les conserveries ou vendues aux dockers et grossistes locaux. Néanmoins, ces circuits sont moins lucratifs que ceux concernant les thonidés majeurs de grande taille. Les prises accessoires sont donc peu valorisées par les pêcheurs et souvent rejetées en mer, bien que consommables.

Les captures accidentelles regroupent quant à elles les prises d'espèces non ciblées et bénéficiant d'un statut de protection : certaines espèces de poissons, requins et raies, les tortues marines, les oiseaux marins et les mammifères marins. La pêche ou la collecte de ces espèces est

strictement interdite (arrêté préfectoral 2014-51 ; cf. [Annexe 7](#)) et elles ne peuvent pas être commercialisées. En cas de capture de ces espèces, la réglementation précise que toutes les dispositions doivent être prises par l'équipage du navire pour procéder à la remise à l'eau des individus en vie.

Menaces

Les captures accessoires et accidentelles entraînent un taux élevé de mortalité des espèces non ciblées (notamment des juvéniles) et peuvent donc avoir une influence importante sur le renouvellement des ressources halieutiques et sur la conservation d'espèces en danger. A ce titre, ces captures sont une menace pour la biodiversité pélagique qu'il convient de ne pas négliger, mais aussi pour l'équilibre des écosystèmes marins hauturiers. S'y ajoute le fait que dans le cas des prises accidentelles, le statut de protection des espèces est le plus souvent lié à leur vulnérabilité et à leur rareté.

Trois leviers d'actions ont été engagés par la CTOI (résolutions) et mis en œuvre par les TAAF (prescriptions techniques fixées par arrêté préfectoral) afin de :

1. Limiter les prises accessoires et accidentelles, notamment en mettant en œuvre des mesures en amont des actions de pêche,
2. Eviter les rejets de prises consommables en prenant des dispositions post-captures,
3. Maximiser la remise à l'eau en vie des prises accidentelles.

Les prises accessoires et accidentelles sont principalement réalisées sur les DCP dérivants (dispositifs de concentration de poissons) utilisés par les thoniers senneurs. Sur la base de la Résolution 12/08 remplacée et complétée par la Résolution 13/08 de la CTOI, les TAAF ont mis en place une réglementation visant à encadrer les activités de pêche réalisées sur DCP dérivants. Les mesures de gestion et de conservation en question sont consignées dans l'arrêté préfectoral 2014-51 (cf. [Annexe 7](#)). Elles portent sur la collecte de données pour connaître le nombre de DCP dérivants déployés, le nombre de calées réalisées sur DCP, ainsi que sur leur conception. Le Parc naturel marin des Glorieuses devra en priorité veiller à l'application de ces mesures environnementales notamment en sensibilisant les pêcheurs et en appuyant la surveillance des activités de pêche sur le territoire. Il pourra également favoriser la pêche sur banc libre dans son périmètre (méthode qui entraîne moins de captures de juvéniles et d'espèces non ciblées) et être force de propositions pour la mise en place d'une réglementation plus rigoureuse et novatrice afin de limiter au maximum les prises accessoires et accidentelles.

Il convient de souligner que la pêche palangrière peut aussi entraîner des taux de captures élevés d'espèces non cibles et/ou à statut préoccupant en termes de conservation, si des adaptations de l'engin (par exemple en ciblant des profondeurs particulières ou en utilisant des hameçons circulaires) ne sont pas pratiquées.

Les prises accessoires sont moins rentables pour les pêcheurs et les armateurs qui ont donc tout intérêt économique à remplir les cales des navires de thons majeurs, si possible de grande taille. Il en résulte que les thons juvéniles et les espèces non ciblées sont souvent rejetées mortes à la mer pendant ou après les différentes opérations de la calée. La CTOI, préoccupée par le gaspillage de la ressource et les impacts de pratiques de pêche non durables sur l'environnement marin que représentent les rejets de thons et d'espèces non ciblées dans les pêcheries thonières de senne dans l'océan Indien, a adopté la Résolution 13/11 dont les mesures sont reprises par l'arrêté préfectoral 2014-51 ([cf. Annexe 7](#)). Il est ainsi interdit, au sein des ZEE des îles Eparses, de rejeter à la mer tout thonidés propre à la consommation humaine, quelle que soit la taille des individus pêchés. Il est par ailleurs fortement recommandé d'éviter les rejets de toute autre espèce commercialisable. Outre la sensibilisation des patrons de pêche à la bonne pratique de leur activité et le soutien pour la surveillance des activités de pêche, le Parc naturel marin des Glorieuses pourra également étudier les moyens pour le développement des circuits permettant la valorisation des prises accessoires.

Pour limiter les captures accidentelles et suivant l'arrêté préfectoral 2014-51 ([cf. Annexe 7](#)), plusieurs mesures environnementales ont été prises par les TAAF pour la pêche à la senne :

- Toute manœuvre d'encerclement est strictement interdite autour des mammifères marins et des requins-baleine et doit être évitée autant que possible sur les tortues marines (Résolutions CTOI 13/04, 13/05, 12/04).
- Les DCP doivent être conçus avec des matériaux biodégradables et non maillants (Résolutions CTOI 13/08, 12/04).
- En cas de capture non intentionnelle, la remise à l'eau vivant de l'individu doit être une priorité pour l'équipage, en respectant les guides de bonnes pratiques émis par la CTOI (Résolutions CTOI 13/05, 13/06, 12/09, 12/04).

Toute interaction avec des mammifères marins, requins-baleine et tortues marines doit par ailleurs être consignée dans les documents de bord (Résolutions CTOI 13/03, 13/04, 13/06, 12/04, 12/06, 12/09, 05/05).

Même si elle est très peu pratiquée dans la ZEE des Glorieuses, des prescriptions spécifiques aux navires pêchant à la palangre ont également été adoptées par les TAAF (arrêté 2014-51 ; [cf. Annexe 7](#)) pour limiter les captures accidentelles de tortues marines (obligation d'utiliser des hameçons circulaires) et d'oiseaux marins.

Les résolutions de la CTOI sont contraignantes pour les membres de la Commission (dont la France) mais n'ont pas de portée réglementaire. Elles sont ainsi reprises dans l'ordre juridique interne des TAAF à travers les prescriptions techniques définies par arrêté préfectoral. Dans cette mesure, toute entrave aux prescriptions TAAF constitue une infraction qui peut donner lieu à des poursuites administratives ou pénales.

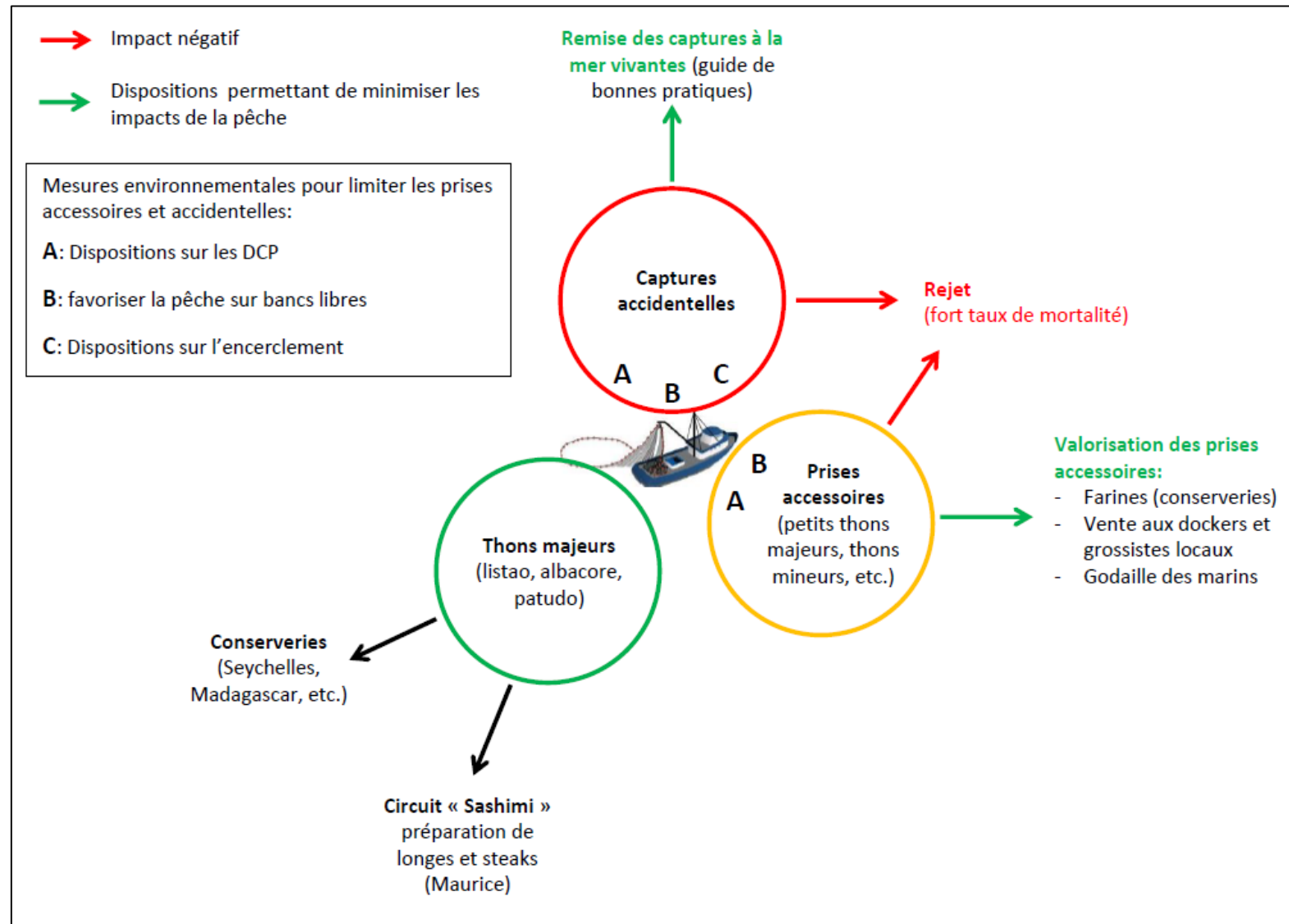


Figure 4 – La pêche thonière de senne dans l’océan Indien

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Limitier les rejets de thonidés (toutes espèces confondues)	Rejets de thons	Les navires de pêche aux thons ne rejettent pas de thonidés consommables en accord avec la réglementation TAAF et la résolution CTOI.
Limitier les prises accessoires	Prises accessoires	Le taux de capture d'espèces accessoires diminue.
Limitier les prises accidentelles et maximiser la survie des captures accidentelles d'espèces sensibles	Captures accidentelles	<ul style="list-style-type: none"> – Le nombre de captures accidentelles est quasiment nul. – Le taux de remise à l'eau d'individus vivants augmente.

Evaluation de la gestion

- **Rejets de thons**

(cf. fiche descriptive indicateur II-10-REJETHO)

Les rejets de thonidés sont interdits dans la ZEE des Glorieuses. Néanmoins, ce type de comportement est encore pratiqué.

L'objet de l'indicateur est d'évaluer la progression du taux de rejets de thons sur un échantillon de navires (à savoir ceux ayant embarqué un observateur des pêches) dans la ZEE des Glorieuses.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Rejets de thons	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

- **Prises accessoires**

(cf. fiche descriptive indicateur II-11-ACCESSO)

L'objet de cet indicateur est d'évaluer le taux de captures d'espèces accessoires sur un échantillon de navires (à savoir ceux ayant embarqué un observateur des pêches) dans la ZEE des Glorieuses.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Prises accessoires	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

- **Prises accidentelles**

(cf. fiche descriptive indicateur II-12-ACCIDEN)

Les prises accidentelles concernent les requins, les raies, les tortues marines, les oiseaux marins et les mammifères marins.

Ces groupes d'espèces possèdent des caractéristiques biologiques différentes et sont donc dissociés dans cet indicateur.

Il vise à évaluer les mesures concernant les captures accidentelles que ce soit en amont ou en aval des opérations de pêche sur un échantillon de navires (à savoir ceux ayant embarqué un observateur des pêches) dans la ZEE des Glorieuses. Deux métriques sont ainsi suivies pour chaque groupe d'espèces :

- le nombre de captures accidentelles rapportées au nombre d'opérations de pêche observées (calée / filage de ligne),
- le taux de remises à l'eau d'individus vivants.

Si nécessaire, un indicateur de synthèse regroupant l'ensemble des groupes d'espèces pourra être calculé.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Prises accidentelles de requins	à définir					
Prises accidentelles de	à définir					

raies	
Prises accidentelles de tortues marines	à définir
Prises accidentelles d'oiseaux marins	à définir
Prises accidentelles de mammifères marins	à définir
Prises accidentelles (toutes espèces confondues)	à définir

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager les capitaines à rapporter les incidents de prises accidentelles - Contribuer au programme d'observateurs embarqués (observateurs mahorais, faciliter l'embarquement depuis Mayotte, informations sur le PNMG pendant la formation des observateurs) - Améliorer les données sur les prises accidentelles et accessoires - Rechercher les moyens de connaître et suivre la position des DCP dérivants afin de pouvoir quantifier leur flux dans le périmètre du Parc - Expérimenter de nouveaux process d'utilisation des DCP en vue de les améliorer et réduire leur impact sur les ressources halieutiques 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA) – Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI) – Unité territoriale de Mayotte (UTM) – Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS)</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises – Conseil général de Mayotte</p> <p>Organismes scientifiques : Institut de recherche pour le développement (IRD) - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer)</p> <p>Organisations professionnelles : Armements thoniers</p> <p>Gestionnaires : aires marines protégées régionales et internationales – Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres : Commission Thonière de l'océan Indien (CTOI) – Equipages des navires de pêche – Patrons de pêche</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Diffuser les guides de bonnes pratiques à bord des thoniers et aux écoles de formation sur les techniques de remise à l'eau des espèces sensibles (requins, raies, tortues) - Sensibiliser les patrons de pêche à l'importance de consigner les incidents de prises accidentelles et les interactions avec les espèces sensibles 	
Protection	<p><u>Contrôler que les prescriptions TAAF et les résolutions de la CTOI sont bien respectées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Interdiction de tout rejet à la mer de thonidés (quelle que soit la taille) sauf impropre à la consommation - Eviter tout rejet à la mer d'individus d'espèce commercialisable considérés comme propres à être consommés - Généraliser l'utilisation de DCP « écologiques » (au sens de la CTOI : non maillants et biodégradables) - Tenue obligatoire d'un registre des DCP, mentionnant les numéros 	

	<p>de DCP (réf. des balises GPS), date, heure et position lors de toute mise à l'eau ou récupération de DCP (Nombre de DCP dérivants déployés dans la ZEE par chaque navire)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Récupérer et détruire les DCP dérivants comportant des filets susceptibles de constituer un danger pour la faune marine - Obligation pour le capitaine (à défaut, pour l'observateur) de dénombrer, en distinguant les espèces dans la mesure du possible, et d'évaluer le poids de toutes les captures accidentelles et accessoires (prescription TAAF) - Conserver un maximum de captures accessoires mortes à bord (limiter les rejets au maximum) - Améliorer la survie des requins, des raies et des tortues une fois arrivés sur le pont et remise à l'eau vivants - Disposer à bord des outils permettant de libérer les prises accidentelles - Obligation d'utiliser des hameçons circulaires, <i>circle hook</i> (limiter les prises accidentelles de tortues marines par les palangriers) - Mise en place d'au moins un des dispositifs suivant lors des opérations de filage de palangre en présence d'oiseaux marins s'attaquant aux appâts (pour limiter les prises accidentelles) : système de lignes d'effarouchement / filage de nuit avec éclairage minimum du pont / lestage des lignes. <p><u>Autres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Proposer l'interdiction des DCP non « écologiques » (au sens de la CTOI : non maillants et biodégradables) dans les eaux du Parc - Appuyer la limitation du nombre de DCP dérivants par navires - S'appuyer sur les compétences des services de l'état pour la 	
--	---	--

	surveillance en mer et lutter contre les activités de pêche illégale - Rechercher la cohérence des exigences environnementales attendues sur les deux périmètres des PNMM et PNMG	
Développement durable	- Encourager la pêche sur bancs libres - Promouvoir l'utilisation de techniques de pêches plus sélectives et respectueuses des ressources halieutiques et des espèces sensibles - Favoriser les circuits permettant la valorisation des prises accessoires - Collaborer avec les armements pour la mise en place de bonnes pratiques	

Résolutions et recommandations de la CTOI

À chaque session de la Commission, les Membres peuvent adopter des mesures de conservation et de gestion concernant la gestion des thons et des espèces apparentées sous mandat de la CTOI ainsi que des pêcheries qui les ciblent. Ces décisions sont transmises sous la forme soit de résolutions soit de recommandations. Les résolutions sont contraignantes pour les membres de la Commission, à moins d'une objection spécifique de la part d'un membre, et requièrent une majorité des deux tiers des membres présents et votants pour être adoptées. Les recommandations sont légèrement différentes en ce qu'elles ne sont pas contraignantes pour les membres et reposent sur une mise en œuvre volontaire. La Commission peut, à la majorité simple de ses membres présents et votants, adopter des recommandations en matière de conservation et de gestion des stocks pour la réalisation des objectifs de l'Accord de la CTOI.

Prescriptions TAAF

Les prescriptions techniques qui accompagnent les licences de pêches délivrées aux thoniers sont régulièrement revues par les TAAF. Elles comportent notamment des recommandations pour limiter les captures accessoires et accidentelles (élasmobranches, tortues, mammifères marins, etc.), réduire l'impact des DCP dérivants comportant des risques d'emmêlement d'espèces non ciblées, ou encore limiter la mortalité des prises accidentelles par des techniques de remises à l'eau appropriées. Ces prescriptions, spécifiques aux TAAF, sont une reprise dans l'ordre juridique interne des résolutions établies par les organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP) comme la Commission Thonière de l'océan Indien (CTOI).

Respect des dispositions environnementales dans le PNMG

A l'échelle du Parc, le respect des dispositions environnementales peut être abordé à deux niveaux :

- Appuyer l'intégration des résolutions de la CTOI dans les prescriptions techniques émises par arrêté préfectoral par le préfet, administrateur supérieur des TAAF.
- S'assurer que les prescriptions des TAAF (seul outil d'encadrement ayant une valeur réglementaire dans la ZEE des Glorieuses) soient respectées par les pêcheries. Cette ambition nécessite de s'appuyer sur les compétences de l'action de l'Etat en mer pour la surveillance et le contrôle des activités de pêche.

Outre les mesures environnementales énoncées ci-avant, des dispositions réglementaires supplémentaires plus strictes, novatrices et ambitieuses pourront être proposées par le Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses pour promouvoir une pêche durable exemplaire des espèces pélagiques dans les eaux du parc, notamment en s’inspirant de travaux réalisés dans d’autres AMP. S’agissant de ressources halieutiques migratrices, une attention particulière devra également être portée sur une articulation cohérente des mesures environnementales mises en place dans le Parc naturel marin des Glorieuses et celui de Mayotte.

De manière générale, ces propositions devront répondre à un réel besoin identifié au regard de la réglementation déjà existante. Elles devront en outre être solidement argumentées d’un point de vue scientifique que ce soit en termes de faisabilité ou d’efficacité.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d’exigence
Pratiquer une pêche ne nuisant pas aux espèces remarquables (requins, raies, mammifères marins, tortues)	Niveau de respect des dispositions environnementales (espèces remarquables)	Les prescriptions techniques émises par les TAAF pour limiter l’impact de la pêche aux thons sur les espèces remarquables (requins, raies, tortues, mammifères marins) sont respectées.
Mettre en œuvre des mesures éco-responsables additionnelles aux dispositions environnementales existantes (résolutions CTOI et prescriptions TAAF)	Mesures additionnelles pour la pêche aux thons	<i>sans objet</i> (données ne pouvant pas faire l’objet d’une évaluation et consignées à titre d’information)

Evaluation de la gestion

- **Niveau de respect des dispositions environnementales (espèces remarquables)**

(cf. fiche descriptive indicateur II-13-RESPREG)

L'objet de cet indicateur est de suivre le niveau de respect des prescriptions émises par les TAAF et des résolutions de la CTOI pour limiter l'impact de la pêche aux thons sur les espèces remarquables (requins, raies, tortues, mammifères marins). Cette évaluation est réalisée annuellement par les observateurs des pêches embarqués à bord des thoniers senneurs dans la ZEE des Glorieuses.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Niveau de respect des dispositions environnementales (espèces remarquables)	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

- **Mesures additionnelles pour la pêche aux thons**

(cf. fiche descriptive indicateur II-14-MESADDI)

L'objet de cet indicateur est de suivre à partir de 2015 le nombre cumulé de mesures environnementales nouvelles concernant la pêche aux thons mises en œuvre dans le Parc naturel marin des Glorieuses. Cette variable est consignée à titre d'information et ne fait pas l'objet d'une évaluation.

En effet, la mise en place et l'application de dispositions environnementales doit répondre à un besoin identifié dans le périmètre du Parc et dépend de nombreux facteurs autres que la simple capacité du Conseil de gestion à faire des propositions. C'est notamment le cas des facteurs politiques et humains. Dans cette mesure, l'analyse de cet indicateur nécessite une approche qualitative et contextuelle qui ne peut pas être évaluée par le biais d'une grille de lecture (approche quantitative).

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	- Assurer une veille scientifique sur les techniques de pêches et les mesures de gestion	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA) – Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI) – Unité territoriale de Mayotte (UTM) – Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS)</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Institut de recherche pour le développement (IRD) - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer)</p> <p>Organisations professionnelles : Armements thoniers</p> <p>Gestionnaires : aires marines protégées régionales et internationales – Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres : Commission Thonière de l'océan Indien (CTOI) – Equipages des navires de pêche – Patrons de pêche</p>
Mise en valeur	- Sensibiliser les pêcheurs à des pratiques de pêche durable	
Protection	<p><u>Contrôler que les prescriptions TAAF et les résolutions de la CTOI sont bien respectées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Interdiction d'encerclement des mammifères marins et des requins-baleine - Eviter autant que possible l'encerclement des tortues marines - Interdiction de pêcher et collecter les espèces citées dans les prescriptions TAAF - Interdiction de découper et détenir des nageoires de requins strictement interdites - Généraliser l'utilisation de DCP « écologiques » (au sens de la CTOI : non maillants et biodégradables) <p><u>Autres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la reprise des résolutions de la CTOI dans l'ordre juridique interne des TAAF - Inciter à l'utilisation d'appâts artificiels pour la palangre (limite les prises accidentelles d'oiseaux marins) - S'appuyer sur les compétences des services de l'état pour la surveillance en mer et lutter contre les activités de pêche illégale - Rechercher la cohérence des exigences environnementales attendues sur les deux périmètres des PNMM et PNMG 	

Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les démarches d'éco-navigation, notamment les équipements permettant l'économie d'énergie, une meilleure gestion des déchets à bord, l'éco-conception des bateaux et équipements, etc. - Promouvoir l'utilisation de techniques de pêches plus sélectives et respectueuses des ressources halieutiques et des espèces sensibles - Labellisation « pêche durable » (MSC, Mr Goodfish, etc.) - Collaborer avec les armements pour la mise en place de bonnes pratiques de pêche 	
------------------------------	---	--

Chapitre 4

OBSERVATIONS SCIENTIFIQUES

Orientation 3.

Faire de cet espace un lieu privilégié d'observation scientifique de la biodiversité marine du canal du Mozambique pouvant intégrer des observatoires pour contribuer à l'amélioration des connaissances.

La communauté scientifique internationale considère que la situation géographique des îles Éparses et leur état de conservation exceptionnel offrent un support remarquable pour le développement de la recherche internationale. Depuis plusieurs décennies, de nombreuses équipes scientifiques se sont succédé dans les îles Éparses pour bénéficier de ce cadre unique de recherche, contribuant ainsi à une meilleure connaissance de ces îles. En outre, inséré dans un contexte régional où les écosystèmes marins sont soumis à de fortes pressions, le Parc naturel marin des Glorieuses peut constituer un véritable point de référence pour de nombreuses études réalisées dans l'océan Indien.

Au-delà du développement de la recherche en milieu tropical, l'intégration des îles Éparses au territoire des TAAF permet d'envisager le développement de la recherche sur un gradient latitudinal qui s'étend du 13^{ème} parallèle sud (avec les îles Glorieuses) au 66^{ème} parallèle sud (avec la Terre Adélie).

A l'instar des activités de pêche et d'écotourisme, les activités de recherche sont soumises à l'autorisation préalable du préfet, administrateur supérieur des TAAF. La collectivité instruit donc les sollicitations des scientifiques et peut régulièrement s'appuyer sur des partenaires scientifiques dans cette démarche (CNRS-Inee, IRD, MNHN, Ifremer, etc.). Les projets de Recherche sélectionnés doivent entre autre démontrer une importante rigueur et qualité scientifique, une forte expérience de l'équipe concernant la problématique traitée, et avoir un impact faible sur le milieu et/ou les espèces manipulées.

Développée depuis plusieurs décennies, la recherche dans les Glorieuses est principalement axée sur l'étude du milieu marin. Elle porte notamment sur la réalisation d'inventaires d'espèces, la mise en place de stations d'observation et de suivi des récifs coralliens, la sismologie, l'évaluation des biomasses halieutiques, etc.

De nombreuses études et suivis des tortues et oiseaux marins sont réalisés depuis des dizaines d'années, dans un but, non seulement de connaissance, mais aussi de conservation et de gestion. L'observatoire de tortues marines de la Réunion (Kélonia) et l'Ifremer mènent de nombreux projets concernant entre autres les migrations, la génétique et la dynamique des populations de tortues. De plus, des comptages de traces sont réalisés quotidiennement par le gendarme en détachement depuis les années 1980.

Les activités de recherche menées dans le cadre du Consortium Inee sur la période 2011-2013 ont permis l'accès à l'Archipel des Glorieuses à 14 programmes scientifiques. Les champs disciplinaires couverts par ces missions sont nombreux et concernent aussi bien l'étude des organismes et écosystèmes terrestres et/ou marins, la connectivité génétique, la biologie de la conservation, la climatologie ou encore les géosciences.

Entre 2011 et 2013, pas moins de 20 missions pluridisciplinaires ont pu être organisées sur l'Archipel des Glorieuses et, dans une moindre mesure, sur le Banc du Geyser. Il est à noter que la rotation Marion Dufresne de 2011 dans les Eparses a largement contribué à cet effort scientifique avec 12 missions scientifiques qui ont pu accéder à l'archipel. L'ensemble de ces missions représente un total cumulé de 128 jours homme sur le terrain et a nécessité l'utilisation de 6 Transalls et de 2 voiliers.

Il n'existe pas dans les Glorieuses de structures professionnelles et associatives susceptibles de mener des études sur la biodiversité et les habitats. Les connaissances actuellement existantes sur le Parc sont donc toutes issues des missions scientifiques qui ont été menées sur le territoire. Néanmoins, ces dernières sont encore lacunaires et les inventaires ne sont pas exhaustifs. De nombreux taxons et habitats n'ont ainsi fait l'objet que de très peu d'études. L'accent doit donc être mis sur la connaissance et le suivi des espèces et des habitats méconnus afin d'assurer leur conservation.

L'isolement et l'absence d'une présence humaine permanente sur le territoire ont longtemps permis d'extraire l'Archipel des Glorieuses et le Banc du Geyser des pressions humaines. Ils sont ainsi considérés comme un refuge de biodiversité dont le caractère patrimonial exceptionnel est incontestable. Le Parc naturel marin des Glorieuses constitue ainsi un observatoire unique pour étudier l'impact des changements globaux sur la biodiversité et les écosystèmes.

L'isolement susmentionné engendre également d'importantes difficultés pour l'organisation des missions scientifiques sur le territoire. Les moyens de transports sont peu nombreux (Transall, voiliers ou Marion Dufresne), la durée des séjours est difficilement compatible avec les besoins des scientifiques, les coûts sont élevés (frais de transport et d'hébergement) et la logistique est lourde. Dans ce contexte, les missions scientifiques dans les îles Eparses sollicitent régulièrement le soutien matériel des FAZSOI pour l'utilisation des Transalls et des infrastructures sur les îles.

FINALITE 1 : AMELIORER LA CONNAISSANCE DE LA BIODIVERSITE ET DES HABITATS POUR LEUR CONSERVATION ET LEUR VALORISATION

L'isolement des Glorieuses a largement contribué à soustraire les habitats marins de pressions anthropiques importantes. Néanmoins, cette caractéristique rend très difficile l'accès des scientifiques au territoire, notamment pour l'organisation logistique des missions de terrain. Il en résulte que très peu d'études ont été développées sur les habitats marins qui restent pour la plupart inconnus, que ce soit sur les complexes récifaux ou dans le domaine océanique. Il n'existe ainsi pas, à ce jour, de cartographie et de typologie précise des habitats aux Glorieuses. Il est donc nécessaire d'améliorer les connaissances sur les écosystèmes afin de permettre leur valorisation, disposer d'un état de référence et anticiper une éventuelle dégradation des habitats marins.

De même, la plupart des espèces remarquables identifiées (poisson perroquet vert, poisson napoléon, requins, raie pastenague, dauphins, baleine à bosse, etc.) ont été peu étudiées : leur écologie, leur abondance ainsi que leur distribution restent encore méconnues. Ces informations sont pourtant primordiales pour évaluer leur statut de conservation au niveau local afin de proposer des mesures de gestion efficaces.

D'autre part, les inventaires de la faune et de la flore marine aux Glorieuses ne sont pas exhaustifs. Les études sur certains groupes taxonomiques doivent ainsi être complétées, notamment sur les élasmobranches et les mammifères marins. D'autres groupes comme les spongiaires, les brachiopodes ou les tuniciers n'ont quant à eux fait l'objet d'aucun recensement dans les eaux des Glorieuses.

L'ensemble des connaissances acquises dans le cadre de ces activités de recherche sont essentielles pour pouvoir appréhender le fonctionnement des écosystèmes (à l'échelle locale et régionale) et la biologie des espèces recensées. Ces données sont en outre indispensables pour pouvoir identifier les enjeux de conservation sur le territoire et mettre en place des mesures de gestion adaptées et efficaces. Enfin elles permettront de disposer d'un état des lieux fiable pour assurer un suivi de l'état des écosystèmes et évaluer, sur la base des indicateurs définis dans le plan de gestion, la réussite des actions mises en œuvre.

Sous-finalité 1.1 : Favoriser la poursuite d'activités de recherche scientifique respectueuses des écosystèmes marins

Malgré son attractivité scientifique, les missions scientifiques dans les Glorieuses sont peu nombreuses. L'éloignement du territoire engendre en effet des coûts importants et une logistique lourde qui peuvent constituer un frein important pour les laboratoires de recherche. Pourtant, l'acquisition de connaissances nécessite souvent des compétences et du matériel spécifique détenus par ces mêmes laboratoires. Dans cette mesure, il importe que le Parc naturel marin soutienne les projets de recherche en priorisant notamment ceux visant à combler les lacunes de connaissances sur les espèces et les habitats. D'autre part, il devra s'appuyer sur l'expérience des TAAF en matière de soutien aux scientifiques (instruction des dossiers scientifiques, soutien logistique, délivrance des autorisations d'accès, demandes CNPN, etc.).

Le Parc naturel marin constitue un excellent support pour le développement de la recherche qu'il convient de valoriser. Par contre, les programmes scientifiques souhaitant accéder aux eaux des Glorieuses devront montrer une grande rigueur et qualité scientifique, démontrer une éthique écologique incontestable, et avoir un comportement exemplaire en matière de respect des écosystèmes sur lesquels ils seront amenés à travailler. La question de l'impact cumulé potentiel de programmes de recherches sur certains champs de recherche doit par ailleurs être évaluée le cas échéant pour être minimisé.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
<p>Développer des études sur les habitats et espèces encore peu étudiés</p>	<p>Utilisation d'indicateurs existants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Niveau de connaissance des habitats méconnus (I-03-CONNHAB) – Niveau de connaissance des espèces patrimoniales (I-06-CONNESP) <p>Et suivi des variables suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Nombre d'études développées dans les eaux du Parc pour la connaissance des habitats marins : – Nombre d'études développées dans les eaux du Parc pour la connaissance des espèces : – Nombre de missions scientifiques (tous programmes confondus) : 	<p>Le niveau de connaissances atteint sur le territoire permet d'engager une réflexion pour la préservation des espèces et des habitats peu étudiés à ce jour</p>
<p>Veiller à la bonne prise en compte de l'éthique écologique dans la réalisation des programmes scientifiques</p>	<p>Ethique écologique des programmes scientifiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Tous les programmes scientifiques amenés à se rendre dans le périmètre du Parc naturel marin des Glorieuses ont évalué les impacts potentiels de leur activité sur les écosystèmes (espèces, habitats, substrat, qualité de l'eau, etc.) et proposent des mesures visant à les minimiser. – Tous les programmes scientifiques respectent le plan de campagne et les mesures d'atténuation de leurs impacts tels qu'ils ont été inscrits dans leur projet (contrôle à partir des rapports de mission).

Evaluation de la gestion

- **Développement des études sur les habitats et espèces encore peu étudiés**

(cf. fiches descriptives indicateurs I-03-CONNHAB et I-06-CONNESP)

Il est difficile de construire un indicateur permettant d'évaluer le développement d'études scientifiques pour la connaissance des habitats et des espèces. En effet, la valeur intrinsèque de chaque étude en termes d'apport de connaissances est différente. Dans cette mesure, il est impossible et illusoire de proposer des valeurs-seuils permettant de juger si le nombre d'études menées sur le territoire est suffisant ou non. Par contre, cette information reste très intéressante et mérite d'être consignée pour disposer d'une vision de l'effort mis en œuvre dans le périmètre du Parc pour l'acquisition de ces connaissances.

Le but ultime du développement de telles études est d'acquérir des connaissances qui permettront à terme d'engager une réflexion pour la préservation des espèces et des habitats peu étudiés à ce jour. Dans cette mesure, l'objectif de gestion « *Développer des études sur les habitats et espèces encore peu étudiés* » peut être évalué en se reportant aux indicateurs suivants :

- Niveau de connaissance des habitats méconnus (I-03-CONNHAB)
- Niveau de connaissance des espèces patrimoniales (I-06-CONNESP)

	Seuils		
	Insuffisant (niveau non opérationnel)	Minimal (niveau minimal pour engager la réflexion de gestion)	Satisfaisant (niveau nécessaire pour aboutir dans la réflexion de gestion)
Niveau de connaissance global des habitats	Référence		Objectif plan de gestion (2030)
Niveau de connaissance des espèces patrimoniales	Référence		Objectif plan de gestion (2030)
autres variables	<ul style="list-style-type: none">- Nombre d'études développées dans les eaux du Parc pour la connaissance des habitats marins :- Nombre d'études développées dans les eaux du Parc pour la connaissance des espèces :- Nombre de missions scientifiques (tous programmes confondus) :		

- **Ethique écologique des programmes scientifiques**

(cf. fiche descriptive indicateur III-02-ETHIQUE)

La prise en compte de l'éthique écologique dans la réalisation des programmes scientifiques sera évaluée en calculant le pourcentage de projets de campagnes autorisés à se rendre dans le périmètre du Parc et intégrant dans leurs formulaires de demande :

- une évaluation des impacts potentiels sur les écosystèmes
- des propositions de mesures d'atténuation visant à minimiser ces impacts.

Il s'agit également de s'assurer que ces dispositions sont bien appliquées et respectées par les programmes scientifiques au cours des missions sur le terrain.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	
Ethique écologique des programmes scientifiques	Référence					Objectif plan de gestion (2030)

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les champs de connaissance scientifique méconnus devant faire l'objet de recherches prioritaires - Etablir une cartographie des habitats - Soutenir les missions visant à combler les lacunes de connaissance - Définir les critères d'éthique écologique pour un programme scientifique - Identifier les financeurs potentiels - Evaluer l'impact écologique, le cas échéant cumulé, des programmes scientifiques - Etablir les critères permettant de qualifier et documenter l'impact écologique, le cas échéant cumulé, des programmes scientifiques 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Conseil National de la Protection de la Nature (CNP)</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Universités – laboratoires et centres de recherche – Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer) – Insitut de recherche pour le développement (IRD) – Centre national de la recherche scientifique (CNRS)</p> <p>Organisations professionnelles :</p> <p>Associations : associations environnementales (CEDTM-Kélonia, Globice, etc.) – groupements d'intérêt scientifique</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres :</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter un soutien financier aux projets de recherche - Faciliter sur un plan administratif et logistique l'organisation des missions scientifiques en s'appuyant notamment sur l'expérience des TAAF (instruction des dossiers scientifiques, soutien logistique, délivrance des autorisations d'accès, demandes CNPN, etc.) - Etablir des conventions avec les organismes de recherche (propriété des données, circulation et échange d'échantillons biologiques, etc.) - Centraliser et diffuser les appels à projets de recherche 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Sélectionner des projets de recherche démontrant une éthique écologique - Evaluer l'impact cumulé éventuel de certains programmes sur les habitats ou les espèces pour les prendre en compte en amont et les éviter 	
Développement durable	<i>Sans objet</i>	

Sous-finalité 1.2 : Assurer la valorisation et l'exploitation des données

Les missions scientifiques organisées dans les Glorieuses constituent la clé de voûte pour l'acquisition de connaissances de qualité sur le territoire. Les données récoltées lors de ces missions sont multiples et peuvent remonter à plusieurs années. Dans ce contexte, il est parfois difficile pour le gestionnaire et pour les scientifiques de disposer de l'ensemble des études menées sur le territoire et de valoriser ces travaux. Les recherches bibliographiques peuvent s'avérer fastidieuses et le transfert de connaissances perdre en efficacité. Il apparaît donc nécessaire de centraliser et de mieux organiser les ressources documentaires relatives aux Glorieuses, existantes et à venir, afin de faciliter leur mise à disposition des partenaires.

L'acquisition de données scientifiques soulève également la question de leur exploitation sur le long terme. Les TAAF et le Parc naturel marin des Glorieuses n'ont pas la capacité technique pour centraliser et stocker les données brutes acquises par les programmes scientifiques. Il appartient donc à ces derniers de s'assurer de la sécurisation de ces données, de leur validation, et dans la mesure du possible de leur intégration dans des bases de données reconnues nationalement. Dans ce contexte, le Conseil de gestion du Parc doit inciter les scientifiques à employer des protocoles standardisés afin de faciliter la bancarisation des données et leur accès par des requêtes (inter-opérabilité), ainsi que leur valorisation au niveau national, régional et/ou international. Pour les études financées par le Parc naturel marin des Glorieuses, l'application de protocoles standardisés, la restitution des données et leur bancarisation devront faire partie intégrante des appels à projet et peser de manière importante dans la sélection des programmes.

Outre l'importance d'insister sur la bancarisation des données, il est crucial que le Parc centralise au maximum les métadonnées liées aux projets scientifiques réalisés dans les eaux des Glorieuses. Des informations telles que : Quelles données ont été récoltées ? Où ? Quand ? Comment ? Suivant quel protocole ? Où la donnée est-elle stockée ? etc., sont des éléments simples à fournir par les scientifiques et qui peuvent être facilement archivés par le Parc. Cette base informative permettrait d'avoir une bonne connaissance des données acquises sur le territoire, de faciliter leur valorisation dans le cadre d'autres programmes et d'éviter de mener en doublon des études déjà réalisées mais méconnues.

Les données récoltées dans le cadre des projets de recherche sont essentielles pour mieux connaître le fonctionnement des écosystèmes, l'état de conservation des espèces et des habitats, l'impact des activités sur le milieu et pour évaluer l'efficacité des mesures de gestion mises en œuvre. Les résultats de la recherche scientifique constituent donc un élément essentiel susceptible de guider le gestionnaire dans les prises de décisions pour la conservation des écosystèmes ou pour la gestion des usages (pêche notamment) et doivent être valorisés dans ce sens. Le

Parc devra également vulgariser autant que possible les travaux scientifiques concernant le milieu marin dans un objectif de sensibilisation des usagers.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Permettre sur le long terme la capacité de valorisation et d'exploitation des données acquises sur le périmètre du Parc	Capacité de valorisation et d'exploitation des données	<ul style="list-style-type: none"> – Tous les programmes scientifiques mettent en œuvre des protocoles standardisés (s'ils existent), – Tous les programmes scientifiques alimentent des bases de données (si elles existent), – Tous les programmes scientifiques fournissent leurs métadonnées.
Utiliser les résultats de la recherche scientifique dans le périmètre du Parc pour la conservation des écosystèmes et la sensibilisation des usagers	<i>sans objet</i>	<i>sans objet</i>

Evaluation de la gestion

(cf. fiche descriptive indicateur III-03-DONNEES)

La capacité de valorisation et d'exploitation sur du long terme des données acquises dans le périmètre du Parc sera évaluée à partir d'un indicateur de synthèse intégrant les métriques suivantes :

- le taux de programmes scientifiques mettant en œuvre des protocoles standardisés
- le taux de programmes scientifiques alimentant des banques de données reconnues
- le taux de programmes scientifiques fournissant des métadonnées

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Capacité de valorisation et d'exploitation des données						Référence (2013) Objectif plan de gestion (2030)

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Constituer une base bibliographique exhaustive des connaissances existantes dans le périmètre du Parc - Consigner un registre des métadonnées associées aux études scientifiques menées dans le Parc naturel marin des Glorieuses 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Universités – laboratoires et centres de recherche – Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer) – Insitut de recherche pour le développement (IRD) – Centre national de la recherche scientifique (CNRS)</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser les travaux scientifiques concernant le milieu marin dans un objectif de sensibilisation des usagers, au travers de publications, de séminaires, de conférences, etc. - Appuyer la mise en place de protocoles standardisés permettant la bancarisation des données et leur accès ou échange entre plusieurs plateformes - Demander aux scientifiques la restitution des résultats, la 	

	<p>bancarisation des données et les métadonnées dans le cas des études financées par le PNMG</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inciter les scientifiques à sécuriser et bancariser les données recueillies - Inciter les scientifiques à fournir les métadonnées - Etablir des conventions avec les organismes de recherche (propriété des données, circulation et échange d'échantillons biologiques, etc.) notamment pour pouvoir alimenter le calcul des indicateurs de suivi du plan de gestion - Créer et animer un site internet - Organiser des séminaires de conférences permettant la restitution des principaux travaux scientifiques 	<p>Organisations professionnelles :</p> <p>Associations : associations environnementales (CEDTM-Kélonia, Globice, etc.) – groupements d'intérêt scientifique</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales</p> <p>Autres :</p>
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte les résultats des études scientifiques et les recommandations qui en sont issues pour la mise en place de mesures de conservation sur le territoire 	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Participer aux conférences et colloques nationaux, régionaux et internationaux 	

Sous-finalité 1.3 : Développer la coopération des acteurs en faveur de la connaissance et de la conservation des écosystèmes

Les Glorieuses sont un excellent support pour le développement de la science en milieu tropical. Au-delà de la recherche fondamentale, les projets scientifiques engagés sur le territoire devront si possible posséder une dimension appliquée et constituer un outil d'aide à la décision permettant de proposer des actions prioritaires et des stratégies de gestion. A l'instar du schéma mis en œuvre par les TAAF sur l'ensemble de ses territoires, il importe que le Parc naturel marin des Glorieuses poursuive le développement de la coopération entre les scientifiques et les gestionnaires. Ce lien étroit apparaît d'autant plus important que les scientifiques participent à la conception des indicateurs qui permettent d'évaluer l'efficacité de la gestion, et élaborent les protocoles de suivi en relation avec les gestionnaires.

Géographiquement proche de Madagascar, de Mayotte, des Comores, d'Aldabra et, de Cosmolédo (Seychelles) et de plusieurs bancs récifaux et monts sous-marins, brassé par les courants océaniques qui favorisent la dispersion de larves, le Parc naturel marin des Glorieuses abrite un grand nombre d'espèces patrimoniales. Il joue ainsi un rôle essentiel pour le réensemencement corallien et pour la préservation des espèces menacées à l'échelle régionale. De plus, les eaux du Parc sont fréquentées par de nombreuses espèces migratrices qui dépassent les frontières de la ZEE des Glorieuses. C'est notamment le cas des tortues marines, des mammifères marins, des thons ou des oiseaux marins. De nombreuses études scientifiques sont développées pour étudier la connectivité dans le sud-ouest de l'océan Indien ou identifier les couloirs de migrations (e.g. projet DYMITLE porté par Kélonia et l'Ifremer). Les données acquises aux Glorieuses peuvent ainsi être valorisées dans des études réalisées à l'échelle régionale. Ce type de projet appelle donc nécessairement à une collaboration importante entre les scientifiques et les partenaires régionaux voire internationaux.

Il est également dans l'intérêt du Parc naturel marin des Glorieuses de poursuivre le développement des partenariats au niveau régional et international afin de faciliter le partage des connaissances et bénéficier de l'expérience des Etats dotés d'organismes de recherche travaillant sur les écosystèmes tropicaux depuis de nombreuses années. Par ailleurs, de nombreuses problématiques dépassent les frontières du Parc : changements globaux, conservation des espèces migratrices, etc. Pour cette raison, de nombreuses conventions ou réseaux lient les Etats à l'échelle de la région océan Indien (Convention de Nairobi, Commission de l'océan Indien, IOSEA) ou à l'échelle internationale (Convention de Bonn pour la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage). Les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF), Mayotte et La Réunion, représentent la France dans l'océan Indien et doivent donc être partie prenante des programmes régionaux et internationaux menés pour la connaissance et la conservation des écosystèmes tropicaux.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Poursuivre le développement de la collaboration entre scientifiques et gestionnaires	Coopération des acteurs	<i>sans objet</i>
Poursuivre le développement des partenariats à l'échelle régionale et internationale		

Evaluation de la gestion

(cf. fiche descriptive indicateur III-04-COOPERA)

Les objectifs de gestion relatifs à la collaboration et aux partenariats sont difficiles à évaluer car ils dépendent d'un très grand nombre de facteurs extérieurs à la gestion du Parc. Il est ainsi proposé dans le cadre des deux objectifs de gestion susmentionnés de consigner annuellement et à titre d'information :

- Le nombre de collaborations développées entre les scientifiques et les gestionnaires ;
- Le nombre de partenariats développés à l'échelle régionale et internationale.

Ces deux variables ne feront pas l'objet d'une évaluation.

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les partenaires potentiels aux niveaux régional et international pour chaque domaine - Identifier les réseaux et fédérations existantes pour chaque domaine 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Universités – laboratoires et centres de recherche – Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer) – Insitut de recherche pour le développement (IRD) – Centre national de la recherche scientifique (CNRS)</p> <p>Organisations professionnelles :</p> <p>Associations : associations environnementales (CEDTM-Kélonia, Globice, etc.) – groupements d'intérêt scientifique</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales</p> <p>Autres :</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et mettre à jour un annuaire des acteurs - Soutenir et encourager les projets régionaux et internationaux - Mettre en réseau et fédérer les aires marines protégées de la région océan Indien 	
Protection	<i>Sans objet</i>	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Participer aux conférences et colloques nationaux, régionaux et internationaux 	

FINALITE 2 : CONTRIBUER A LA MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE « GLORIEUSES »

Le Plan Stratégique pour la Biodiversité 2011-2020, issu de la dixième rencontre des parties de la Convention sur la Biodiversité, tenue à Nagoya en octobre 2010, fixe comme objectif prioritaire le développement d'un cadre cohérent pour évaluer les progrès en matière de conservation à l'échelle internationale. Cette évaluation passe impérativement par l'acquisition de davantage de données sur l'état des ressources biologiques mondiales, sans lesquelles les décideurs et les gestionnaires ne peuvent pas établir de priorités, élaborer de stratégies ou encore évaluer l'efficacité de leurs actions.

En particulier, de grands observatoires, à l'échelle régionale, ont été identifiés comme des outils clé pour pallier à ce manque crucial de données et suivre de manière standardisée l'état de la biodiversité et son évolution face au changement climatique et aux pressions anthropiques.

Les variations de la biodiversité sont, en effet, observables sur de larges échelles de temps et d'espace. Leur étude nécessite donc des stratégies de recherche qui vont au-delà des cadres et traditions de la recherche classique. Les programmes scientifiques qui peuvent évaluer ces changements de biodiversité à grande échelle impliquent, de fait, des coopérations internationales permanentes. Ces coopérations doivent :

- permettre la mise en place de réseaux de stations d'observation utilisant des méthodes standardisées ;
- faciliter la mutualisation des moyens mis en œuvre ;
- assurer la visibilité et le partage des résultats ;
- garantir le bon fonctionnement de ces réseaux sur le long terme.

A Glorieuses comme sur les autres îles Eparses, des stations de suivi de la biodiversité marine sont en cours de développement. La mise en place de ces réseaux d'observation permettra d'avoir des points de référence dans des zones très peu impactées par les activités humaines, pour renseigner les observatoires régionaux.

Sous-finalité 2.1 : Pérenniser et compléter les stations de suivi marines mises en place sur le territoire

Dans la région de l'océan Indien, l'ICRI (International Coral Reef Initiative) a été initié en 1995 au travers des sous-programmes suivants :

- GCRMN (Global Coral Reef Monitoring Network) qui est le Réseau Mondial de Suivi de l'Etat de Santé des Récifs ;
- CORDIO qui a été mis en place à la suite de l'événement majeur de blanchissement des coraux de 1998,
- REEF CHECK, qui est un programme de surveillance des coraux, couplé à un programme d'éducation à l'environnement.

En novembre 2002, la mission COSURECO (Connaissance et Suivi des Récifs Coralliens des îles françaises de l'océan Indien) portée par l'IFRECOR (Initiative Française pour les Récifs CORalliens) a permis de positionner 4 stations GCRMN autour des Glorieuses. Cette démarche, réalisée plus largement sur l'ensemble des Iles Eparses, vise à inscrire ces territoires dans le réseau régional de suivi de la COI (Commission Océan Indien) et du GCRMN par la mise en place de référentiels, à l'instar de Mayotte et de La Réunion. Par la suite, 2 stations GCRMN supplémentaires ont été installées, portant à 6 le nombre total de ce type de stations aux Glorieuses.

Le Banc du Geyser dispose également de 2 stations GCRMN.

En avril 2011, la mission du Marion Dufresne (dans le cadre du Consortium Inee « Iles Eparses 2010-2013 ») a permis d'échantillonner les stations de suivi GCRMN dans les Iles Eparses. Pendant cette mission, l'équipe scientifique du programme BioRÉCIE (IRD de La Réunion) a pu échantillonner de manière quantitative le benthos (notamment les coraux constructeurs de récif) et les poissons associés sur les stations GCRMN.

En décembre 2012, l'équipe BioRÉCIE s'est à nouveau rendue aux Glorieuses à bord d'un voilier. Les inventaires de biodiversité ont été réalisés sur les 6 stations de suivi GCRMN et sur 24 stations biodiversité réparties dans différents habitats.

Les données issues du suivi GCRMN sont saisies dans la base de données CoReMo (Coral Reef Monitoring).

Il existe donc à ce jour un réseau de stations de suivi marines aux Glorieuses (6 stations GCRMN et 24 stations biodiversité) qui pourra au besoin être complété de manière à couvrir de manière significative et représentative l'ensemble des habitats identifiés dans l'archipel. L'installation de stations supplémentaires aux Geyser pourra également être envisagée. Les activités de Recherche devront aussi permettre de pérenniser le suivi de ces stations marines pour faire des Glorieuses un point de référence dans le cadre de la mise en place du Grand Observatoire de l'Océan Indien (G2OI) qui intègre entre autres la thématique Biodiversité. Il s'agit également par ce biais d'établir régulièrement l'état de santé des récifs et écosystèmes associés pour suivre leur évolution et mieux les gérer.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Compléter et assurer un suivi régulier du réseau de stations marines mises en place dans les eaux du Parc	Réseau de stations de suivi marines	<ul style="list-style-type: none"> – L'Archipel des Glorieuses et le Banc du Geyser disposent d'un réseau de stations de suivi marines considéré comme « complet » ; – Les stations de suivi marines font l'objet d'une visite quinquennale pour l'acquisition des données.

Evaluation de la gestion

(cf. fiche descriptive indicateur III-05-STAMARI)

L'objet de cet indicateur est d'évaluer :

- La couverture de l'Archipel des Glorieuses et du Banc du Geyser par des stations de suivi marines ;
- La régularité des visites sur les stations définies pour l'acquisition de données.

		Seuils					
		Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Réseau de stations de suivi	Archipel des Glorieuses	Référence					Objectif plan de gestion (2030)
	Banc du Geyser	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Compléter le réseau de stations marines dans les eaux du Parc en s'appuyant sur les stations Biodiversité et GCRMN déjà existantes - Assurer un suivi régulier des stations marines mises en place dans les eaux du Parc (pas de temps à définir) 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Universités – laboratoires et centres de recherche – Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer) – Insitut de recherche pour le développement (IRD) – Centre national de la recherche scientifique (CNRS)</p> <p>Organisations professionnelles :</p> <p>Associations : groupements d'intérêt scientifique</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales</p> <p>Autres :</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Alimenter la base de données Récifs Océan Indien (BD-ROI) pour le suivi des récifs coralliens dans la région - Valoriser les résultats obtenus aux niveaux local, national et international 	
Protection	<i>sans objet</i>	
Développement durable	<i>sans objet</i>	

Sous-finalité 2.2 : Appuyer la mise en place de nouveaux réseaux d'observation notamment pour étudier les effets du changement climatique

De l'avis des scientifiques, les Glorieuses sont considérées comme un sanctuaire de biodiversité dont le caractère patrimonial exceptionnel est incontestable. Les impacts anthropiques y étant très faibles, les réponses des compartiments biologiques et physiques du milieu marin face aux changements globaux sont particulièrement visibles. Inséré dans un contexte régional où les écosystèmes marins sont soumis à de fortes pressions, le Parc naturel marin des Glorieuses peut ainsi constituer un véritable point de référence pour de nombreuses études scientifiques réalisées dans l'océan Indien. Il permet notamment d'appuyer l'intégration de stations dans les réseaux de suivi régionaux (projet du Grand Observatoire de l'Océan Indien G2OI) et mondial pour des études sur la biodiversité et les effets du changement climatique.

La connaissance et l'anticipation des conséquences des phénomènes liés aux changements globaux sur les écosystèmes marins des Glorieuses nécessitent la mise en place d'un suivi à l'échelle du parc. Les effets peuvent être mesurés par des indicateurs variant avec les paramètres atmosphériques ou océanographiques reflétant le changement climatique. Les paramètres suivis pourraient inclure la température de surface de la mer, la mesure du niveau marin, les événements météorologiques exceptionnels, l'état de santé des récifs et écosystèmes associés et l'acidification des océans.

La création d'un observatoire « Glorieuses » assurant le suivi, la centralisation et la valorisation de l'ensemble des indicateurs nécessaires à l'évaluation des impacts du changement global est indispensable pour la compréhension de ces phénomènes à l'échelle locale. L'efficacité d'une telle structure se traduit surtout par la pérennisation des mesures à long terme et par l'harmonisation des stratégies d'observation avec celles déjà développées au niveau régional et international. Les protocoles retenus devront par ailleurs tenir compte des contraintes logistiques liées à l'éloignement des Glorieuses pour assurer la faisabilité et la pérennité des suivis.

Outre la mesure des indicateurs des changements globaux, la création d'un observatoire « Glorieuses » de l'environnement marin contribuerait également au suivi d'autres types de phénomènes risquant d'impacter les écosystèmes marins tels que les prédateurs ou les dégradations d'origines anthropiques (destruction de coraux, pollution aux hydrocarbures, etc.). Certains phénomènes comme les pullulations d'espèces invasives (notamment l'étoile de mer prédatrice du corail, *Acanthaster planci*) doivent être détectés rapidement, voire anticipés, pour mettre en place les mesures de gestion appropriées. L'observatoire « Glorieuses » aurait donc également une vocation de veille écologique.

Finalement, un tel observatoire permettrait d'acquérir une vision plus globale de l'état des écosystèmes et de l'importance des menaces. Il aiderait ainsi l'identification des priorités de gestion et donc la prise de décision. Cette caractéristique lui procure une fonction de conseil et d'orientation des acteurs de l'environnement permettant de développer une stratégie commune entre les différents organismes.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Faire du PNMG un espace de référence scientifique pour se raccorder à des réseaux d'observation régionaux	Réseaux d'observation régionaux	<i>sans objet</i>

Evaluation de la gestion

(cf. [fiche descriptive indicateur III-06-OBSREGI](#))

L'intégration du Parc naturel marin des Glorieuses dans des réseaux d'observation régionaux est difficile à évaluer car elle dépend d'un très grand nombre de facteurs extérieurs à la gestion du Parc. Ainsi, certains réseaux pouvant bénéficier de l'espace de référence du Parc peuvent ne pas pouvoir être en œuvre pour des raisons logistiques, financières, politiques, etc. Il est donc proposé pour cet objectif de gestion de recenser et dénombrer les réseaux d'observation régionaux mis en œuvre dans le périmètre du Parc.

Cette donnée ne fera pas l'objet d'une évaluation. Elle est consignée à titre d'information.

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un suivi de qualité des eaux (dans le cadre du Xe FED) - Mettre en place des stations d'observation en géoscience (marégraphes par exemple) - Mettre en place un observatoire de l'environnement marin (détecter les explosions démographiques d'espèces invasives, système de surveillance et de détection d'espèces exotiques envahissantes, détection des pollutions aux hydrocarbures, etc.) - Installer des stations d'observation et des capteurs physico-chimiques : création de séries historiques sur le Parc de l'évolution générale de la qualité de l'eau - Améliorer la connaissance des masses d'eaux, notamment des paramètres soutenant l'écologie (température, salinité, etc.) 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques : Universités – laboratoires et centres de recherche – Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer) – Insitut de recherche pour le développement (IRD) – Centre national de la recherche scientifique (CNRS)</p> <p>Organisations professionnelles :</p> <p>Associations : associations environnementales – groupements d'intérêt scientifique</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales</p> <p>Autres :</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Inscrire le Parc dans les réseaux d'observation développés dans l'océan Indien - Compléter les observations faites dans le milieu par les observations d'origine satellite (produits de la station SEAS-OI basée à La Réunion) pour mieux appréhender le contexte régional et synoptique. - Valoriser les résultats obtenus aux niveaux local, national et international 	
Protection	<i>sans objet</i>	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la faisabilité des protocoles de suivi en tenant compte de l'isolement des Glorieuses pour en assurer l'efficacité et la pérennité. 	

Chapitre 5

ECOTOURISME

Orientation 4.

Encadrer les pratiques touristiques et accompagner le développement d'un écotourisme respectant le caractère préservé de cet espace.

Les Glorieuses, qualifiées de sanctuaires océaniques de la nature primitive, disposent d'un patrimoine biologique marin remarquable. Leur isolement géographique, leur caractère insulaire, ainsi qu'une occupation humaine historiquement très limitée ont protégé ce territoire. Cette particularité lui confère un intérêt touristique certain.

D'après la décision n° 12/DG/IOI du 18 novembre 1975 portant sur la réglementation du séjour des personnes sur les îles Éparses, l'accès aux îles est soumis à autorisation du préfet, administrateur supérieur des TAAF. C'est pourquoi un dossier d'accès aux îles Éparses à des fins écotouristiques a été mis en place dans lequel les pétitionnaires doivent renseigner la nature de leur activité, les dates de séjour, le moyen de transport utilisé, les impacts que leur activité pourrait générer et les moyens de les limiter, etc.

Les principales activités pratiquées peuvent être classées en plusieurs catégories :

- les activités liées à la découverte du patrimoine naturel (randonnées aquatiques, exploration sous-marine en plongée),
- les activités liées à la ressource halieutique (pêche récréative, pêche sportive au gros, chasse sous-marine),
- les croisières en catamaran.

Les activités touristiques et de loisirs pratiquées dans le Parc naturel marin des Glorieuses sont principalement originaires de Mayotte et se concentrent presque exclusivement sur le Banc du Geyser (une seule sortie déclarée sur l'Archipel des Glorieuses en 2014). D'après l'enquête réalisée en février 2014 par le Parc auprès des structures professionnelles et associatives de Mayotte, près de 90 sorties⁸ ont été réalisées sur le Banc du Geyser sur l'année 2013, ce qui représente une fréquentation supérieure à 500 personnes⁹. Il est à noter que ces chiffres ne tiennent compte que des départs depuis Mayotte. La fréquentation réelle du Parc est donc plus importante, les eaux des Glorieuses étant également fréquentées par des opérateurs touristiques et des plaisanciers étrangers (Madagascar, côte africaine, etc.).

En dehors des plaisanciers, les structures professionnelles et associatives mahoraises déclarent connaître la nécessité de demander une autorisation d'accès aux eaux territoriales auprès des TAAF, sans pour autant que cela soit suivi d'une demande effective. Ainsi, seules 3 autorisations ont été délivrées depuis 2010 pour un accès aux eaux territoriales des Glorieuses. Concernant la pêche récréative, la pêche

⁸ 41 sorties « Opérateurs de croisière » ; 10 sorties « Opérateurs de pêche sportive » ; 8 sorties « Association de chasse sous-marine » ; 30 sorties « Plaisancier » (données déclaratives issues de l'enquête « Ecotourisme » réalisée en 2014 par le Parc).

⁹ 404 personnes par « Opérateurs de croisière » ; 40 personnes par « Opérateurs de pêche sportive » ; 40 personnes par « Association de chasse sous-marine » ; 30 personnes minimum pour la « Plaisance » (données déclaratives issues de l'enquête « Ecotourisme » réalisée en 2014 par le Parc).

sportive au gros et la chasse sous-marine, elles sont strictement interdites dans les eaux territoriales des Glorieuses et dans les 10 NM autour du Banc du Geyser. Ces activités peuvent être autorisées sous réserve d'avoir déposé préalablement une déclaration annuelle d'intention de pêche sur le Banc du Geyser (arrêté préfectoral n°2014-137 ; cf. [Annexe 4](#)). Or, aucune demande de ce type n'a à ce jour été enregistrée. Une grande majorité des activités de tourisme et de loisir recensées à l'heure actuelle dans le périmètre du Parc naturel marin des Glorieuses est donc illégale.

Les activités de tourisme et de loisirs peuvent avoir un impact sur les écosystèmes marins, particulièrement quand elles sont illégales et non encadrées : dérangement d'espèces, dégradation des habitats (destruction des coraux et des herbiers par les ancrages par exemple), pression sur certaines ressources halieutiques (tailles des captures et espèces ciblées), etc. Un cadre strict visant à encadrer la pratique des activités touristiques ainsi qu'une surveillance accrue dans les eaux territoriales des Glorieuses et autour du Banc du Geyser doivent être mis en place afin d'assurer un bon équilibre entre les activités de tourisme et la préservation de l'environnement. En outre, le Parc devra veiller à inscrire les opérateurs touristiques et les usagers privés (plaisanciers) dans une démarche éco-responsable (sensibilisation, sciences participatives, etc.).

Enfin, compte-tenu de la proximité du Geyser et de la Zélée, située dans le périmètre du Parc naturel marin de Mayotte, il importe d'avoir une approche coordonnée et cohérente entre les deux bancs concernant les problématiques relatives aux activités de tourisme et de loisir, et des activités de pêche (professionnelle, récréative et sportive). Suivant le plan de gestion du Parc naturel marin de Mayotte et sa carte des vocations, le Banc de la Zélée est classé en « Zone de protection du milieu marin en limitant les impacts anthropiques », soit la zone de plus forte protection de la carte des vocations (cf. [Annexe 9](#) et [note de bas de page n° 5](#)).

FINALITE 1 : ENCADRER LES ACTIVITES DE LOISIR ET DE TOURISME DANS LE PERIMETRE DU PARC

L'accès aux îles Eparses et leurs eaux territoriales est soumis à autorisation du préfet, administrateur supérieur des TAAF. Un formulaire de demande d'accès et d'activité aux îles Eparses a été mis en place par les TAAF. Face à une demande croissante pour l'accès aux eaux des îles Eparses, dont les Glorieuses, pour la pratique d'activités de loisir et de tourisme, les TAAF ont pris des dispositions réglementaires visant à encadrer les activités écotouristiques afin d'assurer la préservation des écosystèmes marins. Ces prescriptions sont précisées dans l'arrêté n°2014-39 du 25 mars 2014 (cf. [Annexe 5](#)) et concernent entre autres les activités de plongée, les activités nautiques (motorisées ou non), l'approche de la faune et de la flore, le traitement des déchets et les mesures de biosécurité.

En outre, le Banc du Geyser attire des visiteurs pour la pêche sportive au gros et la chasse sous-marine. De la pêche récréative à la palangrotte et à la canne de traîne peut également être pratiquée depuis les navires de plaisance. Ce type d'activités, si elles ne sont pas encadrées, peuvent nuire à la bonne conservation des ressources halieutiques. C'est afin de protéger ces ressources que le préfet, administrateur supérieur des TAAF a pris l'arrêté préfectoral n°2010-151 du 9 décembre 2010 (cf. [Annexe 3](#)). Ce dernier précise que toute pêche est interdite dans les eaux territoriales des îles Glorieuses (12 milles marins) et dans un rayon de 10 milles marins autour du point géographique 12°18' Sud / 46°34' Est (Banc du Geyser). Cette interdiction vise tout type de pêche, à partir de la terre ou à bord d'un navire, notamment la pêche au gros, la pêche de plaisance, la chasse sous-marine et la pêche à pied. Une dérogation pour la pratique de la pêche sur le Banc du Geyser peut néanmoins être accordée au titre de l'arrêté préfectoral n°2014-137 du 21 octobre 2014 (cf. [Annexe 4](#)), sous réserve que le demandeur ait préalablement déposé une déclaration d'intention annuelle de pêche auprès de la DMSOI et que le navire support de l'activité soit immatriculé à Mayotte. Les activités de pêche, si elles sont pratiquées sans autorisation du préfet des TAAF, constituent une infraction à la réglementation en vigueur dans la zone.

D'un point de vue réglementaire, il existe donc une base juridique solide qui permet d'encadrer les activités de tourisme et de loisir dans les eaux du Parc et de limiter les impacts potentiels qu'elles pourraient avoir sur les écosystèmes marins. Néanmoins, ces dispositions environnementales sont méconnues des usagers (privés et professionnels) et devront faire l'objet d'un effort de diffusion et de communication. D'autre part, elles concernent l'ensemble des îles Eparses et restent généralistes. Il conviendra donc d'adapter au mieux cette réglementation aux spécificités des Glorieuses (en tenant compte des connaissances qui seront acquises sur le territoire) et aux ambitions fixées par le Parc naturel marin.

Sous-finalité 1.1 : Encadrer l'accès des opérateurs touristiques et usagers privés au sein du Parc

A ce jour, très peu de professionnels et plaisanciers privés déposent auprès des TAAF une demande d'autorisation d'accès aux eaux des Glorieuses pour l'exercice d'activités de tourisme et de loisir. Pourtant, la majorité d'entre eux déclare connaître les conditions d'accès au périmètre du Parc. Il importe donc dans un premier temps de pousser les acteurs et usagers fréquentant les Glorieuses à se mettre dans la légalité. Cette démarche nécessite d'identifier le plus exhaustivement possible les structures professionnelles et associatives exerçant une activité au sein du Parc, de leur rappeler les conditions d'accès dans son périmètre et de les informer des réglementations en vigueur. Il conviendra également de préciser que toute activité illégale peut faire l'objet de poursuites administratives et pénales.

Outre ce rappel des conditions d'accès, les demandes d'autorisation permettent d'acquérir une meilleure vision des activités qui se déroulent dans les eaux du Parc. Cette connaissance est essentielle pour pouvoir évaluer le plus précisément possible la fréquentation et estimer l'impact potentiel que ces activités peuvent engendrer sur les écosystèmes marins.

Enfin, la réponse des TAAF suite aux demandes d'autorisation d'accès est accompagnée des prescriptions encadrant les activités écotouristiques dans le Parc. A terme, d'autres documents de sensibilisation (brochure de présentation du Parc naturel marin des Glorieuses, guide de bonne conduite, etc.) pourront être envoyés simultanément à ces réponses. A ce titre, inscrire les opérateurs et les usagers privés dans le cadre légal permet également d'optimiser les actions de communication et de sensibilisation.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Atteindre un bon niveau d'information des opérateurs touristiques et usagers privés sur les conditions d'accès au périmètre du Parc	Niveau d'information des opérateurs touristiques et usagers privés sur les conditions d'accès	L'ensemble des opérateurs touristiques et des usagers privés exerçant une activité dans la ZEE de Glorieuses ont bénéficié d'au moins une formation / action de sensibilisation sur la réglementation en vigueur dans les eaux du Parc. et Les opérateurs touristiques et les usagers privés mahorais ont une bonne connaissance de la réglementation dans le Parc naturel marin des Glorieuses.
Imposer aux usagers (professionnels et privés) de s'engager dans des activités touristiques et de loisir respectueuses de l'environnement	Eco-responsabilité des usagers écotouristiques (professionnels et privés)	Les opérateurs, associations d'usagers et usagers privés originaires de Mayotte pratiquent des activités de tourisme et de loisir respectueuses des écosystèmes marins (respect des procédures d'autorisations et signature de chartes de bonne conduite).

Evaluation de la gestion

- **Niveau d'information des opérateurs touristiques et des usagers privés sur les conditions d'accès**
(cf. fiche descriptive indicateur I-12-FORMREG)

L'indicateur « Niveau d'information des opérateurs touristiques et usagers privés sur les conditions d'accès » est un indicateur de synthèse permettant de caractériser le niveau d'information des opérateurs professionnels et des usagers privés du Parc naturel marin des Glorieuses à la réglementation en vigueur dans le périmètre du Parc. Le degré de connaissance des usagers mahorais « légaux » (professionnels et privés) vis-à-vis de la réglementation dans le Parc est également évalué dans le cadre de cet indicateur.

Cet indicateur reprend les éléments définis par l'indicateur I-12-FORMREG « Formation des acteurs et usagers à la réglementation » en se limitant à l'utilisation des métriques suivantes :

- Proportion d'opérateurs de tourisme et de loisir formés / sensibilisés à la réglementation dans le Parc (en %)
- Degré de connaissance des opérateurs professionnels de tourisme et de loisir mahorais vis-à-vis de la réglementation (« enquête usagers »)
- Proportion d'associations d'usagers et de plaisanciers privés formés / sensibilisés à la réglementation dans le Parc (en %)
- Degré de connaissance des associations d'usagers et des plaisanciers privés mahorais vis-à-vis de la réglementation (« enquête usagers »)

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Niveau d'information des usagers sur les conditions d'accès	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

- **Eco-responsabilité des usagers écotouristiques**

(cf. fiche descriptive indicateur IV-02-TOURESP)

L'objet de cet indicateur est d'évaluer le degré d'éco-responsabilité des usagers écotouristiques (professionnels et privés) se rendant dans le périmètre du Parc à travers un suivi :

- du taux de sorties couvertes par une autorisation pour la pratique d'activités écotouristiques dans le périmètre du Parc,
- du taux d'usagers mahorais signataires de chartes (pour les activités couvertes par une charte).

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Eco-responsabilité des usagers écotouristiques		Référence 2014			Objectif plan de gestion (2030)	

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les structures professionnelles et associatives qui fréquentent les eaux du Parc - Estimer la fréquentation du Parc par les plaisanciers (Enquêtes auprès des associations de plaisanciers / Observations opportunistes sur zone / Images satellites / etc.) 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien – bureau de l'action de l'Etat en mer (AEM)</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques :</p> <p>Organisations professionnelles : Opérateurs nautiques et touristiques -</p> <p>Associations : Associations d'usagers (clubs nautiques, clubs de plongée, plaisanciers, etc.) – Associations environnementales régionales et internationales</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres :</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les opérateurs touristiques et usagers privés (associations et plaisanciers) sur les conditions d'accès dans le Parc naturel marin des Glorieuses - Diffuser les formulaires et procédures de demandes d'autorisation, et en faciliter l'accès (téléchargement internet) - Sensibiliser les usagers à la réglementation en vigueur dans les eaux du Parc - Passer des conventions avec les opérateurs et les associations d'usagers - Engager les usagers dans une démarche éco-responsable par la signature de chartes de tourisme et de loisir durables 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Autoriser uniquement l'accès au Parc aux opérateurs touristiques et usagers privés qui respectent la réglementation 	
Développement durable		

Sous-finalité 1.2 : Appuyer la mise en place d'une réglementation des activités de loisir et de tourisme intégrant leur impact sur les écosystèmes et la capacité de charge du milieu

Contexte

Consciente de l'impact que peuvent avoir les activités de tourisme et de loisir sur les écosystèmes marins, la collectivité des TAAF a mis en place une réglementation visant à encadrer ces pratiques. L'arrêté préfectoral n°2014-39 du 25 mars 2014 fixe ainsi un ensemble de consignes que toute personne autorisée à fréquenter les eaux des îles Eparses, dont les Glorieuses, est dans l'obligation de respecter. Ces prescriptions concernent plus particulièrement les activités de plongée, les activités nautiques (au sens large), l'approche de la faune et de la flore, et le traitement des déchets.

Adapter la réglementation aux impacts des activités

Le Parc naturel marin des Glorieuses n'a pas vocation à être fermé au public. Dans cette mesure, l'accès peut être permis dans certaines conditions. Afin d'adapter au mieux les pratiques aux enjeux patrimoniaux du Parc, la réglementation appliquée dans son périmètre diffère d'une activité à l'autre, en fonction de l'impact que ces dernières sont susceptibles d'occasionner sur les écosystèmes marins.

Les activités « douces » (plongée, baignade, snorkeling, observation de la faune, paddle, kayak, etc.), c'est-à-dire n'engendrant pas de dégradation des écosystèmes si elles sont pratiquées dans le respect du milieu marin, sont aujourd'hui autorisées dans les eaux des Glorieuses. Suivant l'arrêté préfectoral n°2014-39 (cf. [Annexe 5](#)), les plongées doivent respecter toutes les règles de sécurité en vigueur, être « sans palier » et ne pas dépasser 20 mètres de profondeur. Le port de gant est par ailleurs interdit excepté pour le chef de palanquée (pour ne pas inciter les plongeurs à toucher la faune et la flore) et une distance de palmage minimum de 1 mètre au-dessus des récifs doit être respectée (pour éviter toute dégradation des coraux). Les personnes autorisées à réaliser une activité éco-touristique doivent prendre toutes les précautions nécessaires sur mer et en plongée pour ne causer aucun dérangement de la faune et adopter un comportement non intrusif lors de l'approche éventuelle des animaux (poissons, requins et raies, tortues marines, oiseaux, mammifères marins, etc.). La pratique du feeding pour faciliter l'observation de la faune marine est enfin strictement interdite pour ne pas dénaturer le comportement alimentaire des animaux. Une sensibilisation des acteurs et usagers devra être menée concernant les impacts potentiels que ces activités peuvent avoir sur l'environnement marin, et les moyens et comportements à mettre en œuvre pour une pratique respectueuse des écosystèmes. Les prescriptions encadrant ces activités pourront par ailleurs être ajustées pour intégrer les connaissances acquises sur l'impact des activités sur le milieu marin et assurer de façon optimale sa préservation.

L'observation de la mégafaune marine (dont le whale-watching) n'est à ce jour pas développée dans les eaux des Glorieuses mais peut être pratiquée de façon opportuniste lors des croisières quand les baleines ou les dauphins sont présents. Les approches des mammifères marins peuvent perturber ces espèces, en particulier pendant leurs activités d'alimentation, d'allaitement, de reproduction ou de repos, indispensables à leur survie. Il est ainsi demandé aux personnes autorisées à réaliser une activité éco-touristique dans les eaux des Glorieuses d'adopter un comportement non intrusif (arrêté préfectoral n°2014-39 ; cf. [Annexe 5](#)). Si elles bénéficient aux Glorieuses de très peu d'interactions avec l'Homme, il convient de maintenir cette quiétude à l'échelle du Parc et d'anticiper tout comportement susceptible de leur nuire afin de les éviter (sensibilisation, charte de bonne conduite, réglementation spécifique, etc.).

Les activités motorisées sont responsables de pollutions chimiques et sonores. Le bruit, et surtout les vibrations, peuvent perturber certaines espèces. Ainsi, l'utilisation de tout véhicule nautique motorisé de loisir (jet-ski, etc.) et la pratique de loisirs nautiques à traction motorisée (ski nautique, parachute ascensionnel, wakeboard, etc.) ne sont pas autorisés dans les eaux territoriales des Glorieuses (arrêté préfectoral n°2014-39 du 25 mars 2014 ; cf. [Annexe 5](#)). A l'avenir, et au gré des connaissances acquises sur les écosystèmes présents aux Glorieuses, il pourra être proposé d'étendre l'encadrement de ces activités (si la pratique est avérée) à d'autres zones du Parc démontrant une sensibilité écologique importante.

Enfin, la pêche récréative, la pêche sportive et la chasse sous-marine sont strictement interdites dans les eaux territoriales des Glorieuses et doivent faire l'objet d'une déclaration dans les 10 milles nautiques autour du Banc du Geyser. Ces pratiques ne doivent pas être sous-estimées dans l'impact qu'elles peuvent avoir sur les ressources halieutiques, d'autant qu'elles sont à ce jour pratiquées le plus souvent de manière irrégulière. Dans cette mesure et à l'instar des activités de pêche professionnelle, il convient pour le Parc d'encadrer au mieux ce type d'activité en adaptant sa réglementation et en mettant en place un suivi de l'activité. Le prélèvement de la ressource halieutique, tant par la pêche récréative embarquée, la pêche sportive au gros que par la chasse sous-marine doit être en adéquation avec les ressources disponibles en poissons et leur capacité à se régénérer, en prenant en compte les captures de la pêche professionnelle, pour maintenir une ressource durable. Des dispositions environnementales pourront être proposées afin de préserver la ressource : cartographie des zones de pêche, calendriers de pêche, limitations de prélèvements ou des tailles de capture, étude pour la mise en place d'un permis de pêche, etc.

Ces propositions de réglementation devront également intégrer les particularités propres à chaque type de pêche. Pour la pêche récréative pratiquée depuis les navires de plaisance et dont la vocation est l'alimentation à bord, le nombre de prises et la taille des captures pourront être limitées. La pêche sportive au gros peut quant à elle être limitée à certaines espèces et la pratique du « no kill » incitée voire imposée. Enfin, pour la chasse sous-marine, il est possible d'agir sur la limitation du nombre de captures, leur taille et sur les espèces autorisées. Dans

tous les cas, les usagers autorisés devront répondre à une obligation de déclaration des captures afin de pouvoir assurer un suivi de ces activités.

Les Parcs naturels marins des Glorieuses et de Mayotte devront veiller à mettre en œuvre des mesures de gestion coordonnées et cohérentes à l'échelle du complexe Geyser-Zélée.

Adapter la réglementation à la capacité de charge des milieux

Outre l'impact à proprement parler des activités sur le milieu marin, la réglementation doit également intégrer la fragilité des écosystèmes face aux pressions. En effet, chaque espace naturel possède un niveau de sensibilité différent. Celui-ci est à définir à travers la notion de « capacité de charge », c'est-à-dire la capacité d'un écosystème à entretenir des organismes sains, tout en maintenant sa propre productivité, sa capacité d'adaptation et de renouvellement, en prenant en compte le cumul de tous les usages. Les adaptations de la réglementation devront tenir compte des connaissances acquises sur cette capacité de charge afin de protéger au mieux les secteurs les plus sensibles.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Adapter la réglementation des activités de loisir et de tourisme à leur impact sur les écosystèmes marins	Adaptation de la réglementation des activités écotouristiques	Les propositions du Conseil de gestion pour la mise en œuvre de dispositions réglementaires supplémentaires vis-à-vis des activités écotouristiques dans la ZEE des Glorieuses sont prises en compte par les autorités compétentes.
Evaluer la capacité de charge des différentes zones du PNMG et proposer des adaptations dans la réglementation des activités		

Evaluation de la gestion

Adaptation de la réglementation des activités écotouristiques

(cf. fiche descriptive indicateur IV-03-TOUREGL)

L'objet de cet indicateur est de mesurer le taux d'adoption des propositions émanant du Conseil de gestion par les autorités compétentes pour adapter la réglementation des activités de tourisme et de loisir dans les eaux du Parc vis-à-vis de leur impact et/ou de la capacité de charge du milieu.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Adaptation de la réglementation des activités écotouristiques	Référence 2014			Objectif plan de gestion (2030)		

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des études permettant d'évaluer la capacité de charge des différentes zones du Parc par type d'usages - Utiliser les images satellite pour mieux connaître la fréquentation des usages de tourisme et de loisir dans le parc (à déterminer : période, zone, fréquence, etc.) 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien – bureau de l'action de l'Etat en mer (AEM)</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques :</p> <p>Organisations professionnelles : Opérateurs nautiques et touristiques -</p> <p>Associations : Associations d'usagers (clubs nautiques, clubs de</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les connaissances acquises sur la capacité de charge du milieu et la fréquentation du Parc pour proposer des mesures de gestion - Communiquer sur la réglementation en vigueur dans le Parc 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer des ajustements de la réglementation des activités de tourisme et de loisir au gré des connaissances acquises sur leur impact 	

	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer des ajustements de la réglementation des activités de tourisme et de loisir dans les zones patrimoniales sensibles en intégrer les connaissances acquises sur les écosystèmes marins des Glorieuses et leur fragilité - Maintenir l'interdiction des activités de véhicules nautiques motorisés (jet-ski, etc.) et la pratique de loisirs nautiques à traction motorisée (ski nautique, parachute ascensionnel, wakeboard, etc.) dans les eaux territoriales des Glorieuses - Appuyer un encadrement des activités de véhicules nautiques motorisés (jet-ski, etc.) et la pratique de loisirs nautiques à traction motorisée (ski nautique, parachute ascensionnel, wakeboard, etc.) au-delà des 12 NM dans les zones démontrant une sensibilité écologique importante et si ces pratiques sont avérées - Adapter la réglementation sur le Banc du Geyser pour assurer une pratique durable de la pêche de loisir embarquée, de la pêche sportive au gros et de la chasse sous-marine respectueuses des ressources halieutiques (limitation du nombre de captures, de la taille des captures et/ou des espèces autorisée, pratique du « No Kill », etc.) et des espèces sensibles (interdiction de pêche de certaines espèces) - Limiter voire interdire la pêche de loisir des espèces sensibles (notamment les espèces démersales profondes beaucoup plus sensibles que les espèces de récif) - Accompagner la mise en place d'un permis de pêche (étude de faisabilité, construction de la procédure, délivrance du permis, suivi et contrôle) - Mettre en place des périodes d'ouverture de pêches (si nécessaire) <p><u>Veiller au respect des prescriptions TAAF pour l'encadrement des activités d'écotourisme (arrêté préfectoral n°2014-39) :</u></p>	<p>plongée, plaisanciers, etc.) – Associations environnementales régionales et internationales</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte- aires marines protégées</p> <p>Autres :</p>
--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Interdiction des activités de véhicules nautiques motorisés (jet-ski, etc.) et la pratique de loisirs nautiques à traction motorisée (ski nautique, parachute ascensionnel, wakeboard, etc.) dans les eaux territoriales des Glorieuses - Les personnes autorisées doivent prendre toutes les précautions nécessaires en mer et en plongée pour ne causer aucun dérangement de la faune ni aucune dégradation de la flore marine du territoire - Les personnes autorisées doivent veiller à adopter un comportement non intrusif lors de l'approche éventuelle des animaux (tortues marines, oiseaux, mammifères marins, requins et raies, autres poissons, etc.) - Port de gants interdit excepté pour le chef de palanquée - Distance de palmage minimum de 1 m au-dessus des récifs - Feeding de la faune marine strictement interdit 	
Développement durable		

Sous-finalité 1.3 : Assurer un suivi et un contrôle des activités de tourisme et de loisir pour limiter les impacts sur les écosystèmes et s'assurer du respect des réglementations

Les connaissances portant sur les activités de tourisme et de loisir dans les eaux du Parc sont incomplètes. La fréquentation réelle, les zones exactes concernées, les activités exercées et les impacts sur les écosystèmes marins sont autant d'éléments encore peu connus à l'échelle du Parc. Ils sont pourtant indispensables pour pouvoir mettre en place des mesures de gestion adaptées. Ces lacunes tiennent essentiellement au fait que les acteurs et usagers se rendant dans le Parc le font illégalement et ne respectent pas la procédure de demande d'autorisation. Or, compte tenu de l'isolement du territoire et de l'absence d'une présence continue pour la surveillance des eaux, le respect de cette démarche administrative reste l'un des seuls moyens pour évaluer la fréquentation du Parc et connaître les activités qui y sont exercées. Dans cette mesure, il importe d'informer au mieux les acteurs et usagers identifiés à Mayotte concernant la procédure d'autorisation et les pousser à entrer dans la légalité (cf. sous finalité 1.1).

L'essentiel des activités de tourisme et de loisir exercées dans le Parc naturel marin des Glorieuses sont au départ de Mayotte. A ce titre, le Parc pourrait assurer un suivi des activités en réalisant régulièrement des enquêtes auprès des structures professionnelles et associatives connues à Mayotte. Ce type d'action permettrait de mieux connaître la fréquentation du Parc et son évolution. Il faut néanmoins souligner que ces données sont déclaratives et ne pourront donc pas être considérées comme exhaustives, d'autant qu'une partie de la fréquentation touristique du Parc peut se faire au départ d'autres sites que Mayotte comme Madagascar ou la côte africaine.

Le développement incontrôlé d'activités de tourisme et de loisir peut conduire à une surexploitation des ressources et/ou une surfréquentation d'un espace donné. Ces activités risquent alors de dépasser la capacité de charge du milieu, définissant le niveau d'utilisation qu'une ressource naturelle peut supporter sans un degré inacceptable de dégradation de l'identité ou de la qualité de la ressource ou encore de l'usage qui en est fait. Outre la mise en place d'un suivi des activités de tourisme et de loisir en amont de la pratique effective sur le territoire (en se basant sur les demandes d'autorisation et les enquêtes réalisées par le parc à Mayotte), il importe donc d'assurer une surveillance et un contrôle *in situ* pour veiller au respect de la réglementation et relever les présences humaines dans le périmètre du Parc (légal ou non, zones concernées, type d'activité exercée, etc.). Ces missions devront se reposer sur les compétences de l'action de l'Etat en mer et pourront conduire à des poursuites administratives ou pénales à l'encontre des contrevenants.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Atteindre un bon niveau de connaissance des activités de tourisme et de loisir pratiquées dans le périmètre du Parc	Fréquentation écotouristique	<i>sans objet</i>
Contrôler les activités pour faire respecter la réglementation en vigueur et sanctionner les usagers ne la respectant pas	Niveau de surveillance et poursuites judiciaires	La pression de contrôle et de surveillance dans les eaux du Parc est suffisante pour maintenir un faible nombre d'infractions.

Evaluation de la gestion

- **Fréquentation écotouristique**

(cf. fiche descriptive indicateur IV-04-FREQTOU)

L'objet de cet indicateur est d'estimer la fréquentation des différents secteurs du Parc (Eaux territoriales des Glorieuses / Banc du Geyser / Banc de la Cordelière) pour la pratique d'activités de tourisme et de loisir. Cette estimation est réalisée sur la base de trois métriques dont les données seront récoltées et consignées annuellement :

- Le nombre d'opérateurs professionnels, de structures associatives et de bateaux de plaisance privés ayant fréquenté le périmètre du Parc ;
- Le nombre total de sorties;
- Le nombre total de personnes embarquées sur les bateaux ayant fréquenté annuellement les eaux du Parc pour la pratique d'activités de tourisme et de loisir.

Compte-tenu de la nature des données susmentionnées et de l'objectif de gestion visé, il n'est pas envisagé de réaliser une évaluation *stricto sensu*. Ces éléments sont ainsi inscrits à titre d'information.

- **Niveau de surveillance et poursuites judiciaires**

(cf. fiche descriptive indicateur I-13-NIVSURV)

L'évaluation du niveau de surveillance est réalisée par une analyse combinée de l'évolution du taux d'infractions relevées sur le territoire du Parc au regard de l'effort de surveillance mis en œuvre.

L'effort de surveillance, c'est-à-dire le nombre de jours de missions de surveillance, est calculé en prenant en compte l'ensemble des missions réalisées par les organismes habilités à procéder à des missions de police au sein du Parc naturel marin des Glorieuses.

Le nombre d’infractions relevées au sein du Parc repose quant à lui sur l’ensemble des sources d’informations disponibles (AEM, scientifiques, etc.) et s’appuiera sur différents outils / modes d’observation (navires de surveillance, aéronefs, observations à longue-vue par le gendarme depuis la Grande Glorieuse, images satellites, etc.).

L’analyse de cet indicateur pourra également être associée et complétée annuellement par une présentation en conseil de gestion qui se prononcera sur un niveau de satisfaction vis-à-vis de la surveillance déployée au sein du Parc.

En complément de l’évaluation du niveau de surveillance appliqué dans les eaux du Parc naturel marin des Glorieuses, il apparaît également intéressant de suivre annuellement le nombre d’infractions ayant fait l’objet de poursuites judiciaires. Néanmoins, cette donnée dépend de nombreux facteurs extérieurs au fonctionnement et à la gestion du Parc. Entre autres, le degré de coopération avec l’administration judiciaire, la nationalité des contrevenants ou la nature/qualité des données récoltées lors du constat des infractions peuvent fortement influencer le nombre de poursuites engagées. Cette donnée est ainsi récoltée (si possible) et consignée à titre d’information et ne fait pas l’objet d’une évaluation *sensu stricto*.

	Seuils					
	Indéterminé	Très insuffisant	Insuffisant	Minimal	Suffisant	Optimal
Niveau de surveillance	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	
Nombre d’infractions ayant fait l’objet de poursuites judiciaires	<i>Donnée récoltée à titre d’information et ne faisant pas l’objet d’une évaluation</i>					

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer un suivi des activités de tourisme et de loisir au départ de Mayotte (fréquentation, nombre de sortie, activités pratiquées, etc.) - Evaluer les activités de tourisme et de loisir en provenance d'autres points de départ que Mayotte (fréquentation, nombre de sortie, activités pratiquées, etc.) - Evaluer les pressions potentielles des pratiques et les suivre - Suivre les captures issues de la pêche de loisir (sur la base des fiches déclaratives des usagers qui accompagnent les dérogations de pêche) - Inciter les opérateurs de tourisme à remettre un compte-rendu de mission (chronologie des événements, récapitulatif des activités effectuées, observations, etc. ;) 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien – bureau de l'action de l'Etat en mer (AEM)</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques :</p> <p>Organisations professionnelles : Opérateurs nautiques et touristiques -</p> <p>Associations : Associations d'usagers (clubs nautiques, clubs de plongée, plaisanciers, etc.) – Associations environnementales régionales et internationales</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres :</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les usagers sur l'intérêt d'un suivi des captures issues de la pêche de loisir - Valoriser les résultats issus des comptes rendus auprès des usagers 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur les compétences des services de l'Etat pour la surveillance en mer et lutter contre les activités illégales - Subordonner l'autorisation des activités et d'accès à l'embarquement d'un observateur désigné par les TAAF - Contrôler les activités dans les eaux territoriales des Glorieuses (mission réalisée par le gendarme en détachement) - Interdire l'accès aux usagers professionnels et privés ne respectant pas la réglementation dans les eaux du Parc - Entreprendre des poursuites administratives ou pénales vis-à-vis des usagers (professionnels ou privés) ayant commis une infraction dans le Parc 	
Développement durable	<i>sans objet</i>	

FINALITE 2 : INSCRIRE LES ACTEURS ET USAGERS DANS UNE DEMARCHE ECO-RESPONSABLE

La plupart du temps sans en être conscient, les pratiquants d'activités de loisir peuvent créer des perturbations sur les écosystèmes dans lesquels ils évoluent : dégradation d'habitats, prélèvements de ressources, abandon de déchets, etc. La fréquentation et l'importance de ces perturbations peuvent conduire à une dégradation sensible du milieu. Ainsi, des impacts individuellement mineurs, cumulés dans l'espace et dans le temps, peuvent conduire à un effet notable sur les espèces et les habitats. Il importe donc que le Parc naturel marin des Glorieuses mette en place des actions pour inciter chacun, à son échelle, à limiter les pressions liées à l'exercice de ses activités sur le territoire. Les opérateurs touristiques, au même titre que les usagers privés, doivent s'engager dans une démarche vertueuse visant à protéger le patrimoine naturel.

Sous-finalité 2.1 : Sensibiliser les opérateurs touristiques et les usagers privés aux richesses et à la fragilité des écosystèmes marins aux Glorieuses

Chacun, par ses pratiques, interagit avec le milieu et a sa part de responsabilité dans le maintien en bon état de conservation des écosystèmes marins. Afin de préserver l'espace marin, et susciter une réelle prise de conscience de l'interaction que chaque pratiquant entretient avec le milieu, il y a lieu pour le Parc de sensibiliser les acteurs et usagers aux conséquences de ces pratiques et les inciter à des pratiques éco-responsables. Ces actions, pour toucher un maximum des personnes fréquentant le Parc naturel marin, devront prioritairement être menées à Mayotte, principal point de départ des activités éco-touristiques exercées sur le territoire.

Il est concrètement difficile de toucher l'ensemble des personnes amenées à se rendre dans le Parc. Les opérateurs touristiques ont ainsi un rôle essentiel à jouer pour la sensibilisation du public aux richesses et à la fragilité des écosystèmes marins aux Glorieuses. Lors de leurs sorties, ils sont en quelque sorte les ambassadeurs du Parc et peuvent contribuer à la sensibilisation des publics accueillis à la biodiversité et à la fragilité marine, et inciter à des comportements plus respectueux (comportements non intrusifs, éviter les coups de palmes, etc.). Dans cette mesure, il convient de former au mieux les opérateurs touristiques proposant des sorties dans le Parc naturel marin des Glorieuses.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Développer des actions de sensibilisation aux richesses et à la fragilité des écosystèmes marins des Glorieuses auprès des usagers de tourisme et de loisir susceptibles de fréquenter les eaux du Parc	Sensibilisation des opérateurs touristiques et des usagers privés à l'environnement marin	<p>L'ensemble des opérateurs touristiques et des usagers privés exerçant une activité dans la ZEE de Glorieuses ont bénéficié d'au moins une action de sensibilisation à l'environnement marin des Glorieuses.</p> <p><u>et</u></p> <p>Les opérateurs touristiques et les usagers privés mahorais ont une bonne connaissance de l'environnement marin des Glorieuses.</p>
Atteindre un bon niveau de formation des opérateurs touristiques aux bonnes pratiques à avoir au sein du PNMG	Formation des opérateurs touristiques aux bonnes pratiques	<p>L'ensemble des opérateurs touristiques exerçant une activité dans la ZEE des Glorieuses ont bénéficié d'au moins une formation / action de sensibilisation sur les comportements et les bonnes pratiques à adopter dans les eaux du Parc.</p> <p><u>et</u></p> <p>Les opérateurs touristiques mahorais ont une bonne connaissance des comportements et bonnes pratiques à adopter dans le périmètre du Parc naturel marin des Glorieuses.</p>

Evaluation de la gestion

- **Sensibilisation des opérateurs touristiques et des usagers privés à l'environnement marin**

(cf. fiche descriptive de l'indicateur I-11-SENSIBI)

L'indicateur « sensibilisation des opérateurs touristiques et des usagers privés à l'environnement marin » est un indicateur de synthèse permettant de caractériser le niveau de sensibilisation des opérateurs professionnels et des usagers privés du Parc naturel marin des Glorieuses, à la connaissance du fonctionnement des écosystèmes, aux enjeux de conservation dans le Parc et au respect de l'environnement marin.

Cet indicateur reprend les éléments définis dans le cadre de l'indicateur I-11-SENSIBI « sensibilisation des acteurs et usagers à l'environnement marin » en se limitant à l'utilisation des métriques suivantes :

- Proportion d'opérateurs de tourisme et de loisir sensibilisés aux richesses, à la fragilité des écosystèmes marins et aux enjeux de préservation dans le Parc (en %)
- Degré de connaissance des opérateurs professionnels de tourisme et de loisir mahorais vis-à-vis du milieu marin (« enquête usagers »)
- Proportion d'associations d'usagers et de plaisanciers privés sensibilisés aux richesses, à la fragilité des écosystèmes marins et aux enjeux de préservation dans le Parc (en %)
- Degré de connaissance des associations d'usagers et des plaisanciers privés mahorais vis-à-vis du milieu marin (« enquête usagers »)

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Sensibilisation des opérateurs touristiques et des usagers privés à l’environnement marin	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

- **Formation des opérateurs touristiques aux bonnes pratiques**

(cf. fiche descriptive de l'indicateur IV-06-ECOPRAT)

L'indicateur « formation des opérateurs touristiques aux bonnes pratiques » est un indicateur de synthèse permettant de caractériser :

- Le niveau de formation des opérateurs touristiques aux bonnes pratiques et aux comportements à avoir dans le périmètre du Parc lors de l'exercice de leur activité ;
- Le degré de connaissance qu'ont les opérateurs touristiques mahorais « légaux » concernant les comportements et les bonnes pratiques à adopter dans le Parc.

Cet indicateur est construit sur la base de deux métriques :

- Le taux d'opérateurs touristiques ayant été formés / sensibilisés aux bonnes pratiques et aux comportements à adopter dans les eaux du Parc pour l'exercice de leur activité ;
- Le degré de connaissance sur les comportements et les bonnes pratiques à adopter qu'ont les opérateurs touristiques mahorais autorisés et/ou susceptibles de se rendre dans le périmètre du Parc pour l'exercice de leur activité.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Formation des opérateurs touristiques aux bonnes pratiques	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	- Etablir une stratégie de sensibilisation selon les différents acteurs et usagers	Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées – Préfecture de la Réunion – Direction de la Mer Sud Océan Indien – bureau de l'action de l'Etat en mer (AEM) Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises Organismes scientifiques : Organisations professionnelles : Opérateurs nautiques et touristiques - Associations : Associations d'usagers (clubs nautiques, clubs de plongée, plaisanciers, etc.) – Associations environnementales régionales et internationales Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte Autres :
Mise en valeur	- Organiser des sessions de formations vis-à-vis des opérateurs touristiques - Informer les usagers (professionnels et privés) sur les conditions d'accès dans le Parc naturel marin des Glorieuses - Sensibiliser les opérateurs de tourisme et les plaisanciers aux rôles, à la fragilité des écosystèmes (dérangement, impacts sur les habitats) et aux pratiques éco-responsables - Sensibiliser les usagers à la réglementation en vigueur dans les eaux du parc - Diffuser un guide de bonnes pratiques des activités de tourisme et de loisir dans les eaux du Parc	
Protection	Sans objet	
Développement durable	- Développer des chartes de respect du patrimoine marin pour les usagers dont les domaines d'activité risquent d'impacter le patrimoine naturel	

Sous-finalité 2.2 : Valoriser les opérateurs qui s'inscrivent dans une démarche éco-responsable

La volonté d'inscrire les prestations touristiques et de loisir dans une démarche éco-responsable semble être la clé d'entrée pour garantir la pérennité des richesses naturelles, mais aussi celle des activités elles-mêmes. Dans cette mesure, le Parc naturel marin des Glorieuses devra, en étroite collaboration avec celui de Mayotte, être force de propositions en matière d'éco-responsabilité pour le tourisme en lien avec le milieu marin. Il devra par ailleurs s'assurer de valoriser les structures professionnelles et associatives qui s'inscrivent dans l'exercice d'activités respectueuses des écosystèmes marins pour les encourager d'une part dans la poursuite de leurs efforts, et inciter d'autre part celles qui ne le sont pas encore à s'impliquer dans la préservation du milieu marin. Ceci pourra passer entre autres par la création d'un label spécifique et l'éco-certification des structures touristiques, et par la promotion dans la communication des deux parcs des initiatives éco-volontaires et des structures de tourisme et de loisir inscrites dans une démarche éco-responsable.

Objectifs de gestion	Indicateur	Niveau d'exigence
Assurer la promotion et la labellisation des structures professionnelles de tourisme et loisir qui s'inscrivent dans une démarche éco-responsable	Promotion et labellisation des opérateurs touristiques éco-responsables	Le taux de labellisation des structures professionnelles de tourisme et de loisir autorisées à exercer leur activité dans les eaux du Parc est supérieur à 60%.

Evaluation de la gestion

Promotion et labellisation des opérateurs touristiques éco-responsables

(cf. fiche descriptive de l'indicateur IV-07-ECOLAB)

L'objet de cet indicateur est de suivre l'évolution du taux de labellisation des structures professionnelles de tourisme et de loisir autorisées pour l'exercice de leurs activités dans le périmètre du Parc naturel marin des Glorieuses.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Promotion et labellisation des opérateurs touristiques éco-responsables	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Recenser les pratiques des prestataires et associations en lien avec la mer et évaluer les mesures qu'ils mettent en œuvre pour limiter leur impact sur le milieu. 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques :</p> <p>Organisations professionnelles : Opérateurs nautiques et touristiques -</p> <p>Associations : Associations d'usagers (clubs nautiques, clubs de plongée, plaisanciers, etc.) – Associations environnementales régionales et internationales</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte – aires marines protégées régionales et internationales</p> <p>Autres :</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un label « Parc » spécifique pour les prestataires proposant une offre éco-responsable correspondant au cahier des charges du Parc - Promouvoir dans la communication du Parc les structures professionnelles de tourisme et loisir qui s'inscrivent dans une démarche éco-responsable 	
Protection	<ul style="list-style-type: none"> - Contrôler les signataires de chartes - Contrôler les détenteurs de labels éco-responsables 	
Développement durable	<ul style="list-style-type: none"> - Etre force de propositions pour le développement de pratiques éco-responsables auprès des professionnels et associations - Promouvoir auprès des usagers les démarches d'éco-navigation, d'économie d'énergie, d'éco-conception 	

Sous-finalité 2.3 : Impliquer les acteurs et usagers dans l'appropriation de connaissances

Les connaissances sur la biodiversité des Glorieuses sont incomplètes et dépendent fortement des activités de recherche scientifique menées par les laboratoires sur le territoire. La présence des scientifiques est ponctuelle et cible souvent un sujet d'étude spécifique. Or, le Parc naturel marin est fréquenté régulièrement par des opérateurs touristiques, des associations et des plaisanciers qui peuvent constituer une riche source d'information pour compléter la connaissance des écosystèmes marins. Il convient donc pour le Parc de développer un réseau d'observation s'appuyant sur la présence d'acteurs et usagers dans son périmètre.

Si le développement des sciences participatives dans le Parc naturel marin des Glorieuses constitue un bon moyen de pallier aux contraintes logistiques pour l'organisation de missions scientifiques, il convient également de s'assurer que les jeux de données récoltées sont suffisamment importants, solides et sûrs pour une analyse scientifique. Toutes les précautions doivent donc être mises en œuvre pour éviter les problèmes d'identification, motiver et accroître le groupe d'observateurs potentiels afin de les fidéliser. Le protocole de recueil des données par les observateurs bénévoles devra par ailleurs répondre à un protocole précis, simple et standardisé permettant de cibler efficacement les informations qui doivent être communiquées aux gestionnaires.

Les sciences participatives marines aux Glorieuses s'adressent principalement à deux publics différents :

- Les pratiquants usagers embarqués : plaisanciers, pêcheurs, croisiéristes, etc. ;
- les plongeurs (apnéistes et scaphandriers) qui, dans le cadre de l'exercice de loisirs subaquatiques, observent les fonds marins (0 à 30 mètres de profondeur environ).

Outre l'acquisition de données susceptibles d'enrichir les inventaires marins aux Glorieuses, le développement de sciences participatives constitue également un excellent moyen de s'assurer de l'appropriation du territoire et du projet de Parc par les acteurs et usagers impliqués.

A terme, ce type d'initiative peut :

- faire comprendre les enjeux liés à la protection des milieux ;
- attirer l'attention sur la sensibilité des espèces ;
- faciliter la compréhension et l'intégration des mesures de gestion et de conservation mises en œuvre par les personnes fréquentant le Parc, facteur essentiel pour leur réussite ;
- faire émerger des projets de territoire et des dialogues entre acteurs.

Enfin, les démarches d'observations volontaires doivent, pour être pérennes, faire l'objet d'une restitution régulière des résultats et d'une information tangible et concrète sur l'utilisation des données.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Inciter les opérateurs, associations et usagers privés à participer à des programmes de sciences participatives pour accroître les connaissances (patrimoine naturel, usages, etc.) dans le périmètre du Parc	Sciences participatives	<i>sans objet</i>

Evaluation de la gestion

Sciences participatives

(cf. fiche descriptive indicateur IV-08-SCPARTI)

L'objet de cet indicateur est de suivre le nombre de données fiables récoltées annuellement par les acteurs et usagers dans le cadre de programmes de sciences participatives dans le périmètre du Parc.

Compte-tenu de la faible fréquentation des eaux du Parc naturel marin des Glorieuses et de l'éloignement du territoire, le nombre d'acteurs et usagers susceptibles de récolter des données dans le cadre de programmes de sciences participatives peut fortement fluctuer d'une année à l'autre. Aussi, le nombre de données récoltées dépend de facteurs autres que la simple volonté des acteurs et usagers à s'impliquer dans de tels programmes. Dans cette mesure, le nombre de données fiables récoltées annuellement est consigné à titre d'information et ne fait pas l'objet d'une évaluation *sensu stricto*.

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Définir le type d'informations qui peuvent être recueillies facilement dans les eaux du Parc dans le cadre d'un réseau d'observateurs (fiche d'observation). - Encourager les opérateurs touristiques à communiquer les observations naturalistes faites sur le territoire - Former les observateurs bénévoles au protocole de recueil des données et à l'identification naturaliste. - Inciter les opérateurs et usagers à signaler les activités et/ou présences illégales aux autorités compétentes 	<p>Services de l'Etat et établissements publics : Agence des aires marines protégées</p> <p>Collectivités territoriales : Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Organismes scientifiques :</p> <p>Organisations professionnelles : Opérateurs nautiques et touristiques -</p> <p>Associations : Associations d'usagers (clubs nautiques, clubs de plongée, plaisanciers, etc.) – Associations environnementales régionales et internationales</p> <p>Gestionnaires : Parc naturel marin de Mayotte</p> <p>Autres :</p>
Mise en valeur	<ul style="list-style-type: none"> - Restituer régulièrement les résultats issus du réseau d'observation (conférences, articles de presse, etc.) - Intégrer les données recueillies dans les inventaires de biodiversité du Parc naturel marin des Glorieuses - Envisager l'ajout d'un volet Glorieuses sur la plateforme web de saisie participative du réseau d'observateurs bénévoles du Parc naturel marin de Mayotte 	
Protection	Sans objet	
Développement durable		

Chapitre 6

GOUVERNANCE

Le Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses est un outil de gouvernance qui associe de nombreux acteurs pour une gestion participative de l'espace marin. Son objectif est de favoriser la participation de tous les acteurs et usagers du territoire pour une gestion intégrée¹⁰. Ce mode de fonctionnement participatif est une priorité dans la gestion du Parc naturel marin des Glorieuses. Une association entre tous doit permettre une gestion commune de l'espace.

Le principe de « bonne gouvernance » apparaît comme une priorité du Parc naturel marin des Glorieuses, principe rappelé notamment par l'article 5 du décret de création du Parc naturel marin des Glorieuses qui dispose que « *L'Etat et les organismes qui s'associent à la gestion du parc naturel marin veillent à la cohérence de leurs actions et des moyens qu'ils y consacrent, dans le respect des orientations de gestion* ».

Les processus de concertation entre acteurs et usagers, mais également de partage d'information et de communication sur les enjeux économiques et environnementaux de la protection sont ainsi des outils primordiaux dans la tenue et le développement du Parc naturel marin des Glorieuses comme outils de « bonne gouvernance ».

La gestion du Parc doit être un exemple dans le développement d'une gestion environnementale durable intégrant non seulement la protection de l'environnement, mais également le développement raisonné des activités économiques en laissant une place prioritaire à la prise en compte des réalités locales et vécues, à travers la participation des acteurs locaux.

Afin de concrétiser et de développer l'outil qu'est le Parc naturel marin des Glorieuses et de s'orienter vers une « bonne gouvernance », il ressort trois objectifs prioritaires :

- le bon fonctionnement des instances de décision et l'efficacité des processus de concertation,
- la mise en œuvre effective du plan de gestion par l'ensemble des acteurs,
- la cohérence et la lisibilité des outils de gestion du milieu marin.

¹⁰ La gestion intégrée est une démarche et un outil de gouvernance visant un développement durable, prenant simultanément en compte les enjeux marins, naturels économiques et sociaux d'une zone définie comme territoire cohérent de réflexion et d'action.

FINALITE 1 : ASSURER LE BON FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DE DECISION ET L'EFFICACITE DES PROCESSUS DE CONCERTATION

La gestion du Parc naturel marin des Glorieuses se fonde sur un mode de gouvernance participative. La réflexion sur les travaux et les actions engagés s'effectue à travers la perception de toutes les parties prenantes, acteurs et usagers du territoire du Parc. La gestion du Parc naturel marin des Glorieuses s'opère par l'articulation entre diverses instances de décision, notamment le Conseil de gestion, qui reflète l'efficacité des processus de concertation.

Une bonne gouvernance s'appuie sur le fait que toutes les actions, recommandations et orientations de gestion sont évaluées et discutées dans le but de la construction d'un projet commun accepté, approprié et décidé par l'ensemble des acteurs.

La bonne gouvernance du Parc naturel marin des Glorieuses passe ainsi par le bon fonctionnement du Conseil de gestion ainsi que la prise en compte des avis et recommandations du Conseil de gestion.

Sous-finalité 1.1 : Assurer le bon fonctionnement du Conseil de gestion

C'est à travers le Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses que doivent se développer l'association et la responsabilisation de tous les acteurs.

Le Conseil de gestion est l'instance de décision et de concertation du Parc naturel marin des Glorieuses. C'est lui qui est amené à formuler des avis et des recommandations. Il est constitué de 20 membres, représentants de l'Etat, professionnels, usagers, personnalités qualifiées et représentants d'associations de protection de l'environnement. Le Conseil de gestion dispose de pouvoirs consultatifs et parfois décisionnels (avis conforme) pour les problématiques du parc.

Le bon fonctionnement du Conseil de gestion passe par une certaine régularité dans la tenue des réunions. La concertation et la prise de décision commune se traduisent par une rencontre entre l'ensemble des membres du Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses au moins deux fois par an afin de débattre sur les actions à mener dans le cadre des orientations de gestions.

C'est également dans ce sens que la participation aux réunions du Conseil est très importante afin que cette instance conserve une forte légitimité, mais également pour permettre à tous de s'exprimer sur les thèmes et actions en cours. Autant que le nombre de membres

présents, il s'agit également de faire valoir la diversité des acteurs présents et leur représentativité (représentants de l'Etat, associations, usagers, scientifiques, etc.). Un enjeu majeur du Conseil de gestion est en effet la participation de toutes les parties prenantes.

Le bon fonctionnement de cette instance de décision se traduit également par la qualité des débats et donc par la formulation des opinions et les débats parfois contradictoires entre les membres siégeant au Conseil.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Impliquer l'ensemble des membres du Conseil de gestion dans la gestion du Parc naturel marin des Glorieuses	Fonctionnement du Conseil de gestion	<p>Le quorum des 2/3 des membres est atteint à chaque réunion du Conseil de gestion.</p> <p><u>et</u></p> <p>Au moins 60% des collèges sont bien représentés sur l'ensemble des réunions du Conseil de gestion.</p>

Evaluation de la gestion

Fonctionnement du Conseil de gestion

(cf. fiche descriptive de l'indicateur V-01-FONCTCG)

L'indicateur proposé cherche à établir un diagnostic annuel sur le fonctionnement du Conseil de gestion. Il propose pour cette évaluation certains critères (la présence des membres au conseil et la bonne représentation des collègues) qui ont été considérés comme représentatifs de la réalité du fonctionnement du Conseil de gestion.

Cet indicateur se compose de 2 métriques :

- Moyenne du taux de présence des membres aux réunions du conseil de gestion
- Moyenne du taux de collègues bien représentés

	Seuils				
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon
Fonctionnement du Conseil de gestion					Référence (2014)
					Objectif plan de gestion (2030)

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Organisation	<ul style="list-style-type: none">- Mettre à jour la composition du Conseil de gestion et la liste des membres- Mettre en place un calendrier prévisionnel des réunions du Conseil de gestion- Envoyer suffisamment à l'avance les invitations, ordres du jour et les documents de travail (minimum 15 jours)- Relancer les membres du Conseil de gestion (par téléphone ou courrier électronique) la semaine précédente des réunions pour éviter les oublis- Prendre en charge l'organisation (logistique, réservations, etc.) des déplacements des membres pour faciliter leur participation aux réunions du Conseil de gestion	<p>Membres du Conseil de gestion</p> <p>Equipe technique du Parc naturel marin des Glorieuses</p> <p>Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Agence des aires marines protégées</p>

	- Elaborer un procès-verbal de chaque réunion	
Connaissance	- Favoriser la connaissance mutuelle des membres du Conseil de gestion	
Partage de l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un extranet permettant de partager des informations et documents de travail entre membres du Conseil de gestion - Remettre les documents de travail en mains propres aux membres du Conseil de gestion ne maîtrisant pas l'outil informatique et/ou ne disposant de messagerie électronique 	
Valorisation	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les travaux des membres du Conseil de gestion en rédigeant un communiqué de presse après chaque réunion du Conseil de gestion - Inviter les membres du Conseil de gestion impliqués dans la gestion du Parc à s'exprimer dans les médias sur les projets mis en œuvre 	

Nota : Du fait de la spécificité de ce chapitre, les principes d'action sont déclinés selon une typologie différente de celle utilisée dans les autres chapitres.

Sous-finalité 1.2 : Veiller à la prise en compte des avis et recommandations du Conseil de gestion

Le suivi des décisions communes du Conseil de gestion est un élément très important de bon fonctionnement des instances du Parc et se traduit par le respect des avis conformes ainsi que le suivi des recommandations.

Le Parc naturel marin des Glorieuses dispose d'un Conseil de gestion qui se prononce sur les questions relatives aux activités dans le Parc mais également sur les actions à entreprendre. C'est dans ce sens que le Conseil de gestion prend des décisions vis-à-vis du développement des activités suivant les objectifs et les orientations de gestion.

Le Conseil de gestion doit se prononcer par avis conforme sur les demandes d'autorisation concernant les activités susceptibles d'altérer de façon notable le milieu marin (Article L334-5 du code de l'environnement). Le Conseil de gestion peut également émettre des recommandations ou avis simples sur les pratiques ou tout autre sujet concernant le territoire du Parc naturel marin des Glorieuses ([cf. Chapitre 1 – Eléments de contexte](#)).

Le suivi des décisions du Conseil de gestion passe notamment par le respect des avis conformes et recommandations concernant les activités susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

L'avis conforme du Conseil de gestion doit obligatoirement être suivi par les autorités publiques en charge du dossier.

Le suivi des recommandations, plus encore que le respect des avis conformes, est gage d'une bonne appropriation de l'outil qu'est le Parc marin des Glorieuses par les acteurs et donc d'une bonne gouvernance.

Enfin, le Conseil de gestion pourra formuler et voter des propositions de réglementations qui seront ensuite soumises à l'autorité administrative ayant un pouvoir de réglementation. La mise en œuvre de toute nouvelle réglementation émanant de propositions votées par le Parc constitue un signe tangible de la réalité de la délégation de gestion par l'Etat.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Obtenir la prise en compte effective de l'avis du Conseil de gestion dans toutes les décisions concernant le Parc naturel marin des Glorieuses	Prise en compte des avis du Conseil de gestion	Les avis émis par le Conseil de gestion du Parc (avis conformes, avis simple, avis et constats concernant les documents de planification, propositions de réglementation) sont pris en comptes par les autorités compétentes.

Evaluation de la gestion

Prise en compte des avis du Conseil de gestion

(cf. fiche descriptive de l'indicateur V-02-AVISCG)

L'indicateur « Prise en compte des avis du Conseil de gestion » répond en même temps à deux objectifs de gestion : « Obtenir la prise en compte effective de l'avis du Conseil de gestion dans toutes les décisions concernant le Parc naturel marin des Glorieuses » et « Assurer la prise en compte du plan de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses dans les autres plans, programmes, schémas en lien avec le milieu marin des Glorieuses ». Il vise à évaluer si les différents avis du Conseil de gestion ont été pris en considération, et si aucun document stratégique transversal ou sectoriel n'a été adopté en contradiction avec le plan de gestion du Parc naturel marin.

L'indicateur de synthèse sur la prise en compte des avis du Conseil de gestion comporte quatre métriques :

- Métrique 1 – avis conformes
- Métrique 2 – avis simples
- Métrique 3 – avis et constats concernant les documents de planification
- Métrique 4 – propositions de réglementation

	Seuils				
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon
Prise en compte des avis du Conseil de gestion	Référence				Objectif plan de gestion (2020 / 2025)
					Objectif plan de gestion (2030)

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Organisation	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un tableau de suivi des avis et recommandations du Conseil de gestion - Obtenir la communication systématique des décisions ayant fait l'objet d'un avis du Conseil de gestion 	Membres du Conseil de gestion Equipe technique du Parc naturel marin des Glorieuses Terres australes et antarctiques françaises Agence des aires marines protégées
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la qualité des avis du Conseil de gestion en préparant bien ses décisions (présentation pédagogique des enjeux, argumentations possibles, etc.) - Mettre en place une veille réglementaire 	
Partage de l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Signaler aux autorités compétentes tout défaut de prise en compte des avis ou recommandations du Conseil de gestion 	
Valorisation	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les avis et recommandations du Conseil de gestion en les publiant (internet, recueil des avis) ainsi que les suites données 	

FINALITE 2 : ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION

Comme cela a été souligné dans le chapitre 1, la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de gestion n'incombe pas seulement au Parc naturel marin mais à l'ensemble des acteurs associés à la gestion du Parc.

La mise en œuvre effective du plan de gestion suppose donc une action coordonnée de chacun des acteurs dans leurs domaines de compétence respectifs, en cohérence avec les orientations et mesures du plan de gestion.

Ainsi, une bonne gouvernance doit permettre une bonne articulation entre les travaux de recherche des scientifiques (connaissance), les politiques d'aménagement et de développement des collectivités (développement durable), les décisions des autorités compétentes en matière de réglementation et de contrôle (protection) et les intérêts défendus et projets portés par les structures professionnelles et les associations.

Cela suppose que chacun joue son rôle et y consacre les moyens nécessaires.

Au-delà des membres du Conseil de gestion et des acteurs locaux, c'est l'ensemble des acteurs et usagers qui doit s'approprier le plan de gestion pour assurer la réussite de sa mise en œuvre.

Une gestion harmonieuse de l'espace nécessite également une véritable gestion des conflits d'usage susceptibles d'intervenir dans le périmètre du Parc, ainsi que la sensibilisation des usagers et le contrôle des pratiques préjudiciables au milieu marin ou au partage équitable des bénéfices qu'il procure.

Sous-finalité 2.1 : Réaliser les actions prévues par le plan de gestion

L'ambition d'un projet et de sa mise en œuvre dépend des moyens alloués. Pour autant, la définition claire des priorités permet d'optimiser l'énoncé des besoins en termes de ressources humaines et financières.

En 2014, l'allocation de moyens d'un Parc naturel marin dépend de la dotation globale affectée à l'Agence des aires marines protégées par son ministère de tutelle, à savoir le Ministère de l'Ecologie. Quelle que soit l'évolution à venir en termes institutionnels et politiques, il est

fondamental d'assurer au Parc naturel marin des Glorieuses les moyens dont il doit disposer pour développer des programmes d'actions contribuant à l'atteinte des finalités du plan de gestion.

La rigueur budgétaire qui s'impose à l'Etat et à l'ensemble des partenaires, contraint les acteurs à unir leurs forces pour construire des projets structurés et coordonnés permettant d'optimiser les dépenses en recherchant toutes les mutualisations et cofinancements possibles.

Les mesures prévues par le plan de gestion sont programmées a minima annuellement mais préférentiellement de manière pluriannuelle dans les plans d'action à mettre en œuvre en lien étroit avec les différents acteurs et partenaires. Un suivi de leur réalisation est assuré par l'équipe technique du Parc, qui identifie les actions initiées, engagées ou achevées et évalue, le cas échéant, leur état d'avancement. Ce suivi permet de s'assurer que la gouvernance du Parc permet la mise en œuvre effective des actions prévues.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Respecter le plan de gestion	Réalisation des actions du plan de gestion	Les objectifs de gestion du Parc font l'objet d'actions substantielles mises en œuvre par le Parc naturel marin des Glorieuses et ses partenaires.

Evaluation de la gestion

Réalisation des actions du plan de gestion

(cf. fiche descriptive de l'indicateur V-03-PLANACT)

L'objet de cet indicateur est de connaître le pourcentage d'objectif de gestion pour lesquels le Parc naturel marin et ses partenaires ont mis/mettent en place des actions substantielles.

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Réalisation des actions du plan de gestion	Référence		Objectif plan de gestion (2020)		Objectif plan de gestion (2025)	Objectif plan de gestion (2030)

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Organisation	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un tableau de suivi des plans d'action annuels partagé entre les acteurs - Organiser des points d'avancement réguliers avec les principaux acteurs - Disposer d'un budget du Parc en relation avec le programme d'action 	Services de l'Etat Terres australes et antarctiques françaises Membres du Conseil de gestion Equipe technique du Parc naturel marin des Glorieuses Agence des aires marines protégées Usagers et représentants d'usagers Organismes de recherche Professionnels et leurs représentants
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les fonds existants susceptibles d'être sollicités pour la mise en œuvre du plan de gestion, et les procédures à suivre - Analyser les causes ayant conduit à la mise en œuvre d'actions ou mesures incompatibles avec les orientations ou mesures de gestion et identifier les moyens permettant de remédier aux conséquences correspondantes ou, à défaut, d'éviter le renouvellement du dysfonctionnement 	
Partage de l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des circuits d'information entre partenaires pour leur information mutuelle sur les actions mises en œuvre - Informer le Conseil de gestion du Parc de l'avancement du plan d'action annuel, à chacune de leurs réunions - Assurer l'information mutuelle des acteurs sur les projets en cours de montage pour rechercher toutes les mutualisations possibles 	
Valorisation	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les suivis de la mise en œuvre des plans d'action - Valoriser les contributions respectives de chacun des acteurs à la réalisation des plans d'action - Valoriser les résultats obtenus les années précédentes - Mettre en valeur les résultats attendus des différents projets et la contribution qu'ils sont susceptibles d'apporter à la réalisation des objectifs du plan de gestion 	

Sous-finalité 2.2 : Favoriser l'appropriation du plan de gestion par les acteurs et usagers

L'originalité de l'outil « Parc naturel marin » réside dans l'intégration, à toutes les échelles de réflexions, de tous les acteurs et usagers et ceci dans un souci de gouvernance participative. Ce mode de gouvernance passe avant tout par une forte mobilisation de toutes les parties prenantes, non seulement à travers la sensibilisation et l'information, mais également à travers la concertation et l'implication dans la prise de décision commune.

Contrairement aux autres parcs naturels marins, celui des Glorieuses a la particularité de ne pas présenter de population locale. Les acteurs et usagers fréquentant son périmètre sont en majorité originaires des îles voisines, principalement de Mayotte. Compte-tenu du nombre restreint d'acteurs et usagers et de l'absence de population locale, le processus de concertation appliqué pour le Parc naturel marin des Glorieuses ne peut pas être aussi étendu que celui développé dans les autres parcs naturels marins. Les débats et prises de décisions sont ainsi placés sous la responsabilité du Conseil de gestion au sein duquel les différents types d'acteurs et usagers identifiés dans le périmètre du Parc sont représentés (pêche hauturière, pêche artisanale mahoraise, activités professionnelles de nautisme, associations de protection de l'environnement, etc.).

Outre cet aspect, la mise en œuvre efficace du plan de gestion du Parc reste fortement dépendante de l'acceptation de cet outil et de son appropriation par les acteurs et usagers. Ces derniers doivent être suffisamment informés des grandes orientations de gestion et des actions réalisées. Ils doivent en outre être associés à la définition des mesures concrètes à mettre en œuvre afin que les objectifs de celles-ci soient compris et respectés.

Les opérations de sensibilisation doivent être développées afin d'améliorer la connaissance générale des acteurs et usagers sur le milieu marin et sur les enjeux de sa gestion et de sa protection. Le but général poursuivi est d'obtenir une meilleure acceptation des règles existantes ou à établir. Cette ambition devra s'appuyer sur l'utilisation des différents outils et modes de communication (presse, lettres d'informations, expositions, projections, etc.).

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Relayer l'information relative à la mise en œuvre du plan de gestion pour assurer sa compréhension et son acceptation par les acteurs et usagers	Connaissance du Parc naturel marin des Glorieuses et de son plan de gestion	Les acteurs et usagers mahorais (opérateurs professionnels de tourisme et de loisir, pêcheurs artisanaux, associations d'usagers, plaisanciers, etc.) ont une bonne connaissance du Parc naturel marin des Glorieuses et de son plan de gestion.

Evaluation de la gestion

Connaissance du Parc naturel marin des Glorieuses et de son plan de gestion

(cf. fiche descriptive de l'indicateur V-04-ACCEPTA)

L'indicateur « Connaissance du Parc naturel marin des Glorieuses et de son plan de gestion » vise à mesurer le degré de connaissance du Parc naturel marin des Glorieuses et de son plan de gestion au sein des acteurs et usagers. Cet indicateur devra notamment permettre de suivre l'évolution de cette connaissance au fur et à mesure du temps et des actions de communication du Parc.

Cet indicateur comporte une seule métrique : Degré de connaissance du Parc naturel marin et de son plan de gestion

	Seuils					
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon	Très bon
Connaissance du Parc naturel marin des Glorieuses et de son plan de gestion	Référence					
	Objectif de gestion (2030)					

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Organisation	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des réunions avec les usagers présentant les actions et études en cours dans le Parc naturel marin des Glorieuses - Inciter les usagers à participer aux actions du Parc naturel marin des Glorieuses 	Services de l'Etat Terres australes et antarctiques françaises Membres du Conseil de gestion Equipe technique du Parc naturel marin des Glorieuses Agence des aires marines protégées Usagers et représentants d'usagers Organismes de recherche Professionnels et leurs représentants
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les obstacles à la mise en œuvre des mesures de gestion prévues par le plan et rechercher, avec les acteurs et usagers concernés, des solutions pour les surmonter 	
Partage de l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les acteurs et usagers à la réglementation et aux actions réalisées dans la Parc naturel marin des Glorieuses - Développer et diversifier les outils de communication envers les acteurs et usagers 	
Valorisation	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser la participation des acteurs et usagers à la gestion du Parc - Assurer un retour d'information aux acteurs et usagers sur les résultats des actions auxquelles ils ont contribué 	

Sous-finalité 2.3 : Veiller au respect de la réglementation

Le territoire du Parc naturel marin des Glorieuses est fréquenté par un ensemble d’usagers et d’acteurs pratiquant des activités régies par un ensemble de droits, de règles, de stratégies et de normes sociales communes. La bonne gouvernance passe par la bonne application des règles et réglementations.

Le Parc naturel marin des Glorieuses fonctionne dans une optique de gestion concertée et participative du milieu marin. Ainsi, les réglementations affectant le territoire du Parc, que ce soit vis-à-vis de la délimitation de zones de pêche ou de l’encadrement de certaines pratiques, doivent concorder avec les grandes orientations de gestion définies dans le décret de création du Parc. Une bonne appropriation des enjeux du Parc naturel marin des Glorieuses par les acteurs et usagers doit permettre de réduire le nombre d’infractions.

La sensibilisation et l’information sur les réglementations existantes est un préalable indispensable dans lequel le Parc et de nombreux autres acteurs doivent être engagés. Le Parc pourra également contribuer à cet effort en organisant des missions spécifiques en mer pour observer les comportements et sensibiliser les usagers.

Les services de contrôle doivent maintenir une pression suffisante pour favoriser une bonne application des réglementations. La surveillance et les polices maritimes doivent s’appuyer sur un nombre de missions de contrôle régulier et diversifié.

La coordination entre les différents outils doit se faire tant d’un point de vue formel à travers la transversalité des outils de gestion, que d’un point de vue opérationnel entre les différents services de police du milieu marin. L’entretien d’un partenariat entre les différents services afin de veiller à la coordination des missions de contrôle en mer est une nécessité.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d’exigence
Réduire la fréquence des infractions	Niveau de surveillance et poursuites judiciaires	La pression de contrôle et de surveillance dans les eaux du Parc est suffisante pour maintenir un faible nombre d’infractions.

Evaluation de la gestion

Niveau de surveillance et poursuites judiciaires

(cf. fiche descriptive indicateur I-13-NIVSURV)

L'évaluation du niveau de surveillance est réalisée par une analyse combinée de l'évolution du taux d'infractions relevées sur le territoire du Parc au regard de l'effort de surveillance mis en œuvre.

L'effort de surveillance, c'est-à-dire le nombre de jours de missions de surveillance, est calculé en prenant en compte l'ensemble des missions réalisées par les organismes habilités à procéder à des missions de police au sein du Parc naturel marin des Glorieuses.

Le nombre d'infractions relevées au sein du Parc repose quant à lui sur l'ensemble des sources d'informations disponibles (AEM, scientifiques, etc.) et s'appuiera sur différents outils / modes d'observation (navires de surveillance, aéronefs, observations à longue-vue par le gendarme depuis la Grande Glorieuse, images satellites, etc.).

L'analyse de cet indicateur pourra également être associée et complétée annuellement par une présentation en conseil de gestion qui se prononcera sur un niveau de satisfaction vis-à-vis de la surveillance déployée au sein du Parc.

En complément de l'évaluation du niveau de surveillance appliqué dans les eaux du Parc naturel marin des Glorieuses, il apparaît également intéressant de suivre annuellement le nombre d'infractions ayant fait l'objet de poursuites judiciaires. Néanmoins, cette donnée dépend de nombreux facteurs extérieurs au fonctionnement et à la gestion du Parc. Entre autres, le degré de coopération avec l'administration judiciaire, la nationalité des contrevenants ou la nature/qualité des données récoltées lors du constat des infractions peuvent fortement influencer le nombre de poursuites engagées. Cette donnée est ainsi récoltée (si possible) et consignée à titre d'information et ne fait pas l'objet d'une évaluation *sensu stricto*.

	Seuils					
	Indéterminé	Très insuffisant	Insuffisant	Minimal	Suffisant	Optimal
Niveau de surveillance	Référence				Objectif plan de gestion (2030)	
Nombre d'infractions ayant fait l'objet de poursuites judiciaires	Donnée récoltée à titre d'information et ne faisant pas l'objet d'une évaluation					

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Organisation	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et mettre en œuvre un plan de contrôle annuel - Disposer de moyens de contrôle efficaces et adaptés, y compris en haute mer 	<p>Services de l'Etat ayant une compétence en matière de police ou de coordination des services de police (en lien avec le milieu marin)</p> <p>Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI)</p> <p>Commandant de la zone maritime sud de l'océan Indien, assistant du préfet, délégué du gouvernement pour l'action de l'Etat en mer</p> <p>Terres australes et antarctiques françaises</p> <p>Parc naturel marin des Glorieuses</p> <p>Agence des aires marines protégées</p>
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Observer les pratiques pour identifier, qualifier et quantifier les infractions les plus courantes - Mettre à jour de manière régulière et continue les éléments sur les usagers du Parc et les enjeux afin de mieux cerner les types de délits à suivre et les prioriser - Etablir un référentiel de textes applicables, à suivre, partager et mettre à jour 	
Partage de l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre compte de manière régulière des résultats des opérations menées : bilan des infractions, croisement avec les données collectées auprès d'autres services impliqués, pistes d'amélioration, difficultés rencontrées - Sensibiliser et informer les usagers sur la réglementation applicable dans le Parc naturel marin des Glorieuses 	
Valorisation	<ul style="list-style-type: none"> - Communiquer sur les résultats des opérations de contrôle dans un but pédagogique 	

FINALITE 3 : ASSURER LA COHERENCE ET LA LISIBILITE DES OUTILS DE GESTION DU MILIEU MARIN

Le Parc naturel marin des Glorieuses s'inscrit dans un contexte local et régional impliquant une prise en compte des enjeux et problématiques de gestion du milieu marin à plus ou moins grande échelle :

- L'Archipel des Glorieuses et l'ensemble de sa zone économique exclusive sont rattachés au district des Iles Eparses dont la gestion est confiée aux Terres australes et antarctiques françaises (pour plus de précisions, cf. [Chapitre 1 – Eléments de contexte](#)). La représentation de la collectivité dans le Conseil de gestion du Parc permettra une prise en compte réciproque des enjeux de gestion du milieu marin des Glorieuses.
- Mayotte est l'île la plus proche de l'Archipel des Glorieuses. Ces deux entités sont administrativement distinctes. Néanmoins, cette proximité géographique implique des problématiques communes notamment concernant la gestion de la pêche artisanale mahoraise sur les bancs récifaux éloignés ou l'encadrement des activités de tourisme et de loisir. Dans cette mesure, il importe d'assurer une cohérence technique entre les plans de gestion et dans les actions mises en œuvre par les parcs naturels marins des Glorieuses et de Mayotte.
- Le territoire du Parc naturel marin des Glorieuses appartient et inclus dans le bassin maritime Sud océan Indien, englobant La Réunion, les Terres australes et antarctiques françaises et Mayotte. Le Conseil maritime ultramarin, organe de gouvernance du bassin, a vocation à coordonner toutes les politiques sectorielles en mer et sur le littoral en cohérence avec la stratégie nationale (SNML). Il conviendra de favoriser la prise en compte des enjeux et problématiques de la gestion de l'espace marin du Parc naturel marin des Glorieuses dans le document stratégique du bassin maritime Sud océan Indien.
- Les espèces ciblées par la pêche thonière migrent dans tout l'océan Indien ce qui implique une gestion des ressources halieutiques à l'échelle du bassin océanique. C'est dans ce contexte qu'a été créé en 1996 la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI), organisation régionale de la gestion des pêches (ORGP). Elle est plus précisément chargée de la gestion des thons et des espèces apparentées dans l'océan Indien. La France, au titre de La Réunion, de Mayotte et des Iles Eparses, est membre de la CTOI depuis le 3 décembre 1996.

Le Parc naturel marin des Glorieuses est donc adossé à des problématiques de gestion, de préservation et de mise en valeur dépassant son périmètre. A ce titre, il appartient au Parc d'évaluer sa contribution effective aux enjeux régionaux (Iles Eparses, Mayotte, îles et pays voisins), à l'échelle du bassin (Sud océan Indien) et de l'océan Indien dans son ensemble. Parallèlement, il est fondamental que ce qui se met en œuvre à ces échelles puisse s'appuyer sur le Parc pour garantir l'efficacité de l'action à plus large échelle. C'est donc bien la complémentarité et la convergence des outils et des moyens qu'il faut favoriser afin de déployer de manière efficiente des politiques publiques liées au milieu marin.

Objectifs de gestion	Indicateurs	Niveaux d'exigence
Assurer la prise en compte du plan de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses dans les autres plans, programmes, schémas en lien avec le milieu marin des Glorieuses	Prise en compte des avis du Conseil de gestion	Les avis émis par le Conseil de gestion du Parc (avis conformes, avis simple, avis et constats concernant les documents de planification, propositions de réglementation) sont pris en comptes par les autorités compétentes.

Evaluation de la gestion

Prise en compte des avis du Conseil de gestion

(cf. fiche descriptive de l'indicateur V-02-AVISCG)

L'indicateur « Prise en compte des avis du Conseil de gestion » répond en même temps à deux objectifs de gestion : « Obtenir la prise en compte effective de l'avis du Conseil de gestion dans toutes les décisions concernant le Parc naturel marin des Glorieuses » et « Assurer la prise en compte du plan de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses dans les autres plans, programmes, schémas en lien avec le milieu marin des Glorieuses ». Il vise à évaluer si les différents avis du Conseil de gestion ont été pris en considération, et si aucun document stratégique transversal ou sectoriel n'a été adopté en contradiction avec le plan de gestion du Parc naturel marin.

L'indicateur de synthèse sur la prise en compte des avis du Conseil de gestion comporte quatre métriques :

- Métrique 1 – avis conformes
- Métrique 2 – avis simples
- Métrique 3 – avis et constats concernant les documents de planification
- Métrique 4 – propositions de réglementation

	Seuils				
	Indéterminé	Très mauvais	Mauvais	Moyen	Bon
Prise en compte des avis du Conseil de gestion	Référence				Objectif plan de gestion (2020 / 2025)
					Objectif plan de gestion (2030)

Principes d'action		Partenaires et acteurs
Organisation	<ul style="list-style-type: none"> - Limiter la création d'instances nouvelles et rapprocher voire fusionner les instances existantes - Réduire le nombre de documents de planification - Mutualiser les moyens - Associer le Parc aux instances de gouvernance locales et régionales 	Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI) Commandant de la zone maritime sud de l'océan Indien, assistant du préfet, délégué du gouvernement pour l'action de l'Etat en mer Terres australes et antarctiques françaises Parc naturel marin des Glorieuses Parc naturel marin de Mayotte
Connaissance	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les plans, schémas et autres documents de planification en cours d'élaboration - Demander la communication des plans, schémas et autres documents de planification en cours d'élaboration 	
Partage de l'information	<ul style="list-style-type: none"> - Faire connaître le plan de gestion du Parc naturel marin de Mayotte et la nécessité de cohérence des autres documents de planification avec ses orientations et mesures de gestion - Faire connaître l'avis du Conseil de gestion sur les outils de gestion en cours d'élaboration avant leur approbation 	
Valorisation	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser la prise en compte du plan de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses dans les autres outils de gestion et de planification 	

Chapitre 7

CARTE DES VOCATIONS

Le plan de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses permet de préciser de nombreux objectifs et finalités de développement durable ou de protection.

Cependant, les enjeux ne sont pas homogènes. En effet, les usages professionnels ou récréatifs n'ont pas partout la même intensité et les intérêts patrimoniaux ne sont pas identiques sur l'ensemble du périmètre du Parc. Il n'est pas forcément aisé de réussir à avoir une vision de synthèse de l'ensemble des objectifs du Parc. C'est pourquoi l'article L334-5 du Code de l'environnement dispose que « *Le plan de gestion [...] comporte un document graphique indiquant les différentes zones du parc et leur vocation.* »

Cette carte ne constitue pas un zonage administratif et réglementaire. Elle n'est pas opposable aux tiers et n'a aucun effet sur les réglementations en vigueur dans les espaces concernés. Elle détermine, en fonction des enjeux de chaque zone, des priorités d'actions et traduit les grandes orientations de gestion envisagées dans les différents secteurs du Parc. Cette carte servira de guide aux décisions que le Conseil de gestion sera amené à prendre et constitue ainsi une synthèse cartographique du plan de gestion.

Dans ce contexte, la carte des vocations permet d'identifier pour chaque zone, des typologies d'actions à mettre en place en application des finalités de gestion.

1. METHODOLOGIE D'ELABORATION DE LA CARTE DES VOCATIONS

1.1. Identification des différentes zones du Parc naturel marin des Glorieuses

Les enjeux du Parc naturel marin des Glorieuses peuvent être perçus à l'échelle de quatre grandes entités identifiées dans la ZEE :

- l'Archipel des Glorieuses (eaux territoriales) ;
- le Banc du Geyser (10 NM) ;
- le Banc de la Cordelière ;
- les eaux hauturières.

Les secteurs définis correspondent avant tout à une réalité écologique. Néanmoins, les limites entre les différents espaces représentés sur la carte des vocations ont également été déterminées en se basant sur une réalité administrative et réglementaire afin d'assurer autant que possible une cohérence entre les vocations du Parc et la réglementation actuellement en vigueur (ou amenée à l'être). Cette homogénéisation

est notamment essentielle pour faciliter l'identification des enjeux, des autorités compétentes et la compréhension des différents zonages par les acteurs et usagers (éviter les millefeuilles).

1.2. Evaluation des enjeux

Afin de définir les vocations de ces différentes zones, il est proposé d'identifier et quantifier sur la base des connaissances existantes les enjeux associés :

- au patrimoine naturel (habitats, espèces),
- aux usages (pêche, loisir et tourisme),
- à la recherche scientifique,
- à la surveillance.

De manière à pouvoir hiérarchiser les enjeux sur le périmètre du Parc, il est proposé d'adopter une cotation semi quantitative. Les enjeux sont ainsi qualifiés suivant une échelle de 0 à 3. Une quatrième catégorie **n/a** est quant à elle attribuée quand les données sont inexistantes et ne permettent pas de statuer sur un niveau d'enjeu dans le secteur concerné.

n/a : Absence de donnée	0 : pas d'enjeu	1 : enjeux modérés	2 : enjeux importants	3 : enjeux très importants
--------------------------------	------------------------	---------------------------	------------------------------	-----------------------------------

Il est à noter que les cotations attribuées pour chaque enjeu ont pour but de faciliter la discrimination entre les différents secteurs au sein du Parc naturel marin des Glorieuses. Elles ne peuvent en aucun cas être utilisées pour établir des comparaisons avec le Parc naturel marin de Mayotte.

Concernant les thèmes relatifs au patrimoine naturel, les enjeux ont été déterminés de manière à refléter les objectifs définis par les différentes finalités considérées, c'est-à-dire les zones prioritaires pour préserver les habitats et les espèces.

Concernant les thèmes relatifs à la gestion des usages, les choses sont plus complexes.

Certaines zones du Parc peuvent, à première vue, présenter des enjeux importants. C'est par exemple le cas du Banc du Geyser ou de l'Archipel des Glorieuses vis-à-vis des ressources halieutiques. A première lecture, ces secteurs pourraient présenter un enjeu important pour la pêche. Néanmoins, cela serait sans tenir compte de la réglementation en vigueur et des objectifs définis dans les orientations et finalités du Parc.

Ainsi, l'évaluation des enjeux liés à la gestion des usages doit tenir compte de l'intérêt que présentent les différents secteurs en tant que support de l'activité au regard de la réglementation en vigueur d'une part, et des ambitions affichées par le Parc naturel marin des Glorieuses d'autre part.

Ainsi, pour les activités de pêche, l'Archipel des Glorieuses présente un enjeu nul, compte-tenu du fait que toute pêche y est strictement interdite par la réglementation. Ceci implique par contre que ce niveau de réglementation très strict soit maintenu sur cette zone pendant toute la durée du plan de gestion.

Les cartes de synthèse des enjeux relatifs aux thèmes abordés sont présentées en annexe du présent document. (cf. [Annexe 10](#)).

2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES ET VOCATIONS DES ZONES

A partir des enjeux définis pour les différents secteurs du Parc naturel marin des Glorieuses, il est possible de déterminer 4 zones dont les vocations peuvent différer :

- A. Archipel des Glorieuses
- B. Banc du Geyser
- C. Banc de la Cordelière
- D. Eaux hauturières

Pour chacune de ces zones, il ressort des enjeux majeurs qui doivent être intégrés pour une gestion sectorielle du Parc naturel marin des Glorieuses.

Par souci de cohérence entre ces deux zones contiguës, il importe que les vocations attribuées sur le Parc naturel marin des Glorieuses soient mises en parallèle avec celles définies sur le Parc naturel marin de Mayotte. C'est notamment le cas pour les zones des bancs du Geyser côté Parc naturel marin des Glorieuses et Zélée côté Parc naturel marin de Mayotte.

Il est proposé 4 zones de vocation :

1. Zone de protection forte pour la biodiversité marine ;
2. Zone de protection en limitant les impacts anthropiques ;
3. Zone de développement durable des activités maritimes dans le respect des écosystèmes ;
4. Zone d'acquisition de connaissances pour définir une gestion appropriée des usages dans le respect des écosystèmes marins.

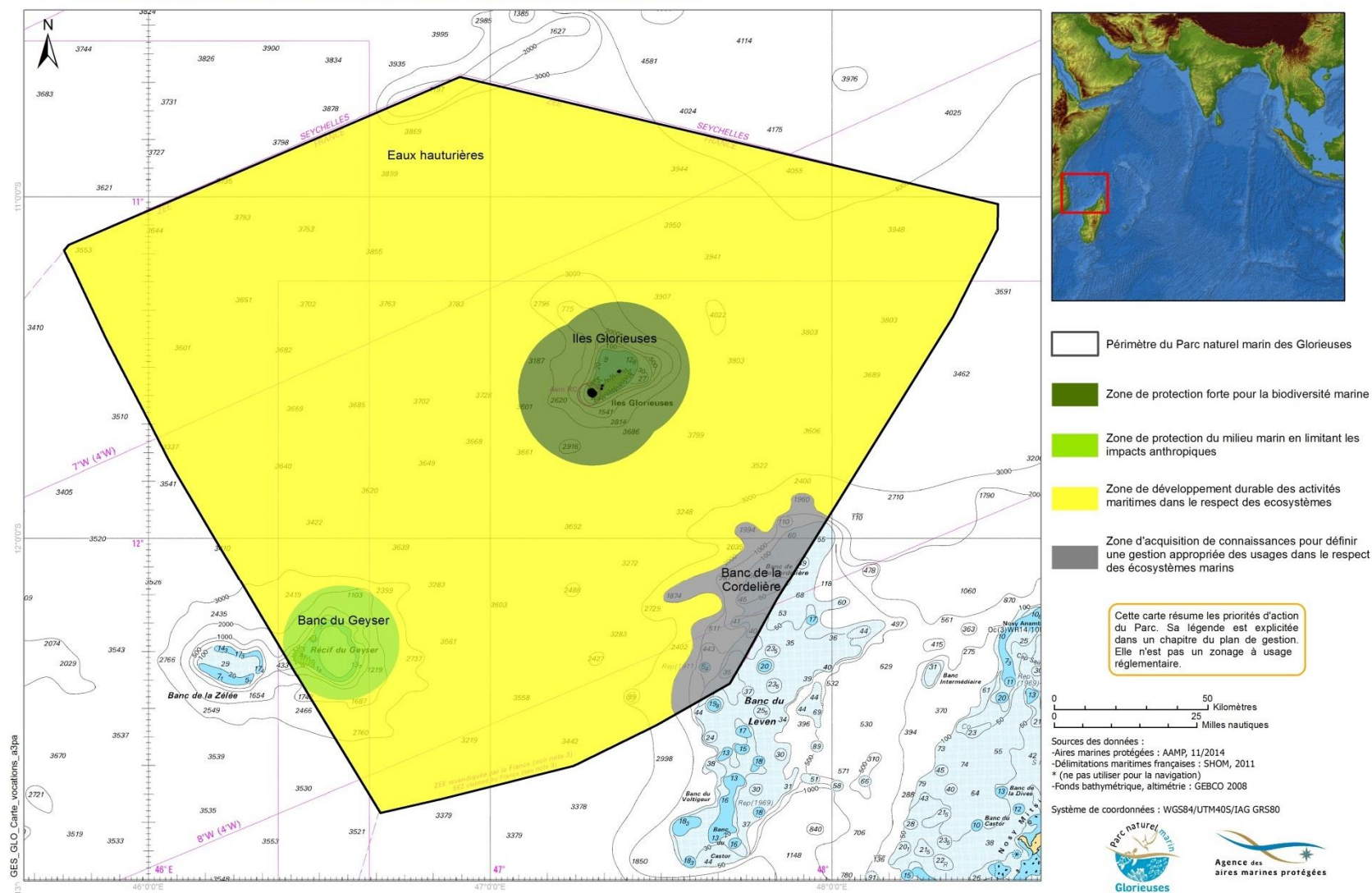


PARC NATUREL MARIN DES GLORIEUSES

Parc naturel marin des Glorieuses - Carte des vocations

Edition :

12/2014



Carte 4 - Carte des vocations du Parc naturel marin des Glorieuses



2.1. Zone de protection forte pour la biodiversité marine (eaux territoriales de l'Archipel des Glorieuses)

Caractéristiques du patrimoine naturel

Actuellement, l'essentiel de la biodiversité recensée dans les eaux du Parc naturel marin des Glorieuses est associée au complexe récifal de l'archipel. Ce dernier abrite notamment un grand nombre d'habitats qui assurent des fonctions écologiques fondamentales (récifs coralliens, herbiers de phanérogames marines, etc.). La richesse spécifique observée dans l'Archipel des Glorieuses est élevée pour un récif corallien isolé de petite taille : à ce jour, 1435 espèces ont été recensées, dont environ 11% sont inscrites sur les annexes des conventions régionales et internationales et/ou figurent sur la Liste Rouge de l'UICN (tortues marines, mammifères marins, requins et raies, holothuries, poissons, etc.).

L'isolement et l'absence d'une présence humaine permanente sur le territoire ont longtemps permis de soustraire l'Archipel des Glorieuses des pressions humaines. Il est considéré comme un refuge de biodiversité dont le caractère patrimonial exceptionnel est incontestable. Les eaux territoriales des Glorieuses constituent ainsi un excellent support pour le développement de la recherche scientifique et pour la mise en place d'un observatoire visant à étudier l'impact des changements globaux sur la biodiversité et les écosystèmes.

Caractéristiques des usages constatés

Situé à environ 250 km de Mayotte et 220 km des côtes malgaches, l'Archipel des Glorieuses bénéficie d'un isolement prononcé. Les eaux territoriales sont soumises à des pressions anthropiques très faibles, d'où l'état de conservation exceptionnel dans lequel se trouvent les habitats et populations d'espèces présentes dans cette zone.

La partie terrestre des îles de l'Archipel des Glorieuses sont classées en réserve naturelle par arrêté préfectoral depuis 1975.

La pêche est quant à elle strictement interdite dans les eaux territoriales depuis 1994 (arrêté n°257 du préfet de la Réunion du 15 février 1994 ; cf. [Annexe 2](#)), qu'elle soit professionnelle ou récréative.

Malgré cette réglementation stricte, de la pêche artisanale illégale est régulièrement relevée dans les 12 NM autour de l'Archipel des Glorieuses, dans le lagon ou sur les pentes externes du récif corallien. Ces activités illégales, principalement originaires de Mayotte et de Madagascar, doivent être mises en relation avec la diminution des ressources halieutiques dans le lagon de Mayotte et sur les bancs récifaux voisins (bancs de la Zélée, du Geyser et du Leven).

En outre, du braconnage de tortues et du pillage d'holothuries ont été recensés sur zone.

Le cadre exceptionnel qu'offrent les eaux territoriales des Glorieuses attire également des opérateurs de tourisme et de loisir, et des plaisanciers pour la pratique de croisières, de plongées et/ou d'explorations en palme-masque-tuba. La fréquentation liée aux activités écotouristiques reste faible dans ce secteur au regard de celle enregistrée sur le Banc du Geyser. Elle est principalement originaire de Mayotte et de Madagascar.

Les activités écotouristiques dans les eaux territoriales des Glorieuses doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation d'activité. L'autorisation délivrée par le préfet, administrateur supérieur des TAAF, est par ailleurs subordonnée au respect de prescriptions encadrant les activités d'écotourisme dans les eaux territoriales (arrêté préfectoral 2014-39 ; cf. [Annexe 5](#)).

Enfin, les eaux de l'Archipel des Glorieuses constituent un site d'étude privilégié pour les équipes de scientifiques qui bénéficient ici d'un cadre unique de recherche (isolement, absence de pressions anthropiques, état de conservation remarquable des écosystèmes marins, etc.). Ces missions demandent néanmoins des moyens logistiques et financiers lourds et sont soumises à l'autorisation préalable du préfet, administrateur supérieur des TAAF.

Vocations

Les eaux territoriales des Glorieuses sont une véritable zone refuge à l'échelle régionale pour de nombreuses espèces et habitats patrimoniaux. Ce secteur constitue donc prioritairement une zone dédiée à la protection et à la conservation des écosystèmes marins.

L'interdiction des activités de pêche, qu'elles soient professionnelles ou récréatives, devra être maintenue de manière à préserver les ressources halieutiques. De même, les activités de tourisme et de loisir ayant un impact sur les écosystèmes marins devront être proscrites de cette zone et, au besoin, être prises en compte ou faire l'objet d'adaptations dans la réglementation actuelle.

Dans le cadre des pratiques écotouristiques n'occasionnant pas de dégradation des habitats ou de dérangement important des animaux, les autorisations d'activité seront délivrées uniquement sous réserve que les demandeurs démontrent une approche éco-responsable exemplaire de leurs pratiques. Ces dernières pourront par ailleurs faire l'objet d'un encadrement réglementaire spécifique et adapté pour minimiser au maximum leur impact.

Il importe par ailleurs de poursuivre le développement de la recherche scientifique dans l'Archipel des Glorieuses pour approfondir les connaissances sur le territoire, et de conforter son statut de « référence » à l'échelle régionale et internationale, notamment en appuyant la mise en place de réseaux d'observation. Les programmes scientifiques souhaitant accéder aux eaux territoriales des Glorieuses devront néanmoins montrer une grande rigueur et qualité scientifique, démontrer une éthique écologique importante, et avoir un comportement exemplaire en termes de respect des écosystèmes sur lesquels ils seront amenés à travailler.

Enfin, une surveillance et des contrôles importants et réguliers devront être mis en place pour garantir la protection effective de cette zone.



2.2. Zone de protection en limitant les impacts anthropiques (Banc du Geyser)

Caractéristiques du patrimoine naturel

Le Banc du Geyser, en limite sud-ouest du Parc naturel marin, auparavant vierge et peu fréquenté, constitue aujourd'hui une zone d'exploitation halieutique pour les flottilles artisanales de Mayotte dans un contexte de raréfaction de la ressource sur le Banc de la Zélée et dans le lagon de Mayotte. Ce banc est susceptible, de par son éloignement des pressions anthropiques venant des côtes habitées de Mayotte ou du nord de Madagascar, de jouer un rôle clé en tant que zone « source » pour d'autres récifs coralliens voisins et de « sentinelle » pour la compréhension de l'incidence du réchauffement climatique sur les récifs de la région. Le Banc du Geyser est régulièrement fréquenté par les mammifères marins et les tortues. Ce récif est un écosystème exceptionnel en termes de richesse spécifique et d'abondance autant pour les peuplements ichtyologiques que coralliens. Toutefois, la diminution de la densité des espèces commerciales suggère un risque réel de fragilisation de la ressource halieutique par une exploitation soutenue, voire une surpêche de ces stocks récifaux.

Caractéristiques des usages constatés

Les usages sur le Banc du Geyser, à la date d'élaboration du plan de gestion, sont peu diversifiés et ont des effets modérés sur le milieu marin, tout en étant presque exclusivement illégaux. Ce secteur reste néanmoins le plus fréquenté du Parc naturel marin des Glorieuses.

Les récifs coralliens sont exploités par les pêcheurs artisanaux en barque, pour des besoins essentiellement vivriers. Les enquêtes menées dans le cadre du SIH à Mayotte permettent d'avancer qu'en 2012, 35 navires ont déclaré avoir pêché tout ou partie de l'année sur les bancs récifaux au large de Mayotte, et 13 d'entre eux ont cité expressément le récif du Geyser.

Ces activités de pêche artisanale en provenance de Mayotte sont illégales à double titre :

- Absence de déclaration annuelle d'intention de pêche ;
- La distance maximale d'éloignement de la barrière de corail de Mayotte pour ce type d'embarcation est de 5 milles nautiques.

Une diminution de la densité des poissons commerciaux a été observée entre 1996 et 2006 et doit être mise en lien avec cette exploitation.

Outre les activités illégales de pêche artisanale, le Banc du Geyser concentre l'essentiel des activités de tourisme et de loisir recensées sur le territoire du Parc naturel marin des Glorieuses. Ces dernières peuvent être classées en plusieurs catégories :

- les activités liées à la découverte du patrimoine naturel (randonnées aquatiques, exploration sous-marine en plongée),

- les activités liées à la ressource halieutique (pêche au gros ou sportive, chasse sous-marine),
- les croisières en catamaran.

D'après l'enquête réalisée en février 2014 par le Parc auprès des structures professionnelles et associatives de Mayotte, près de 90 sorties¹¹ ont été réalisées sur le Banc du Geyser sur l'année 2013, ce qui représente une fréquentation supérieure à 500 personnes¹². Il est à noter que ces chiffres ne tiennent compte que des départs depuis Mayotte. La fréquentation réelle du Parc est donc plus importante, les eaux des Glorieuses étant également fréquentées par des opérateurs touristiques et des plaisanciers étrangers (Madagascar, côte africaine, etc.).

Il faut enfin préciser que les activités de pêche artisanale et récréatives sont interdites dans les 10 NM autour du Banc du Geyser (arrêté 2010-151). Des dérogations peuvent néanmoins être accordées au titre de l'arrêté 2014-137 (cf. [Annexe 4](#)) sous réserve d'avoir déposé une déclaration d'intention annuelle de pêche.

D'un point de vue scientifique, le Banc du Geyser constitue une zone particulièrement intéressante pour les scientifiques qui bénéficient de systèmes d'études peu dégradés par les activités humaines. Néanmoins, les missions sont peu nombreuses dans ce secteur principalement pour des raisons logistiques et financières.

Vocations

Compte tenu de l'état de conservation encore préservé de cette zone, la protection du Banc du Geyser constitue un enjeu fort. Des mesures de protection des espèces et habitats remarquables et des fonctionnalités halieutiques devront ainsi être mises en place prioritairement.

La proximité de Mayotte amène la zone à être fréquentée régulièrement par des pêcheurs artisanaux, des opérateurs de tourisme et de loisir ainsi que des plaisanciers. L'ensemble de ces activités n'est pas sans impact sur les écosystèmes marins. Aussi, des suivis des habitats et des

¹¹ 41 sorties « Opérateurs de croisière » ; 10 sorties « Opérateurs de pêche sportive » ; 8 sorties « Association de chasse sous-marine » ; 30 sorties « Plaisancier » (données déclaratives issues de l'enquête « Ecotourisme » réalisée en 2014 par le Parc).

¹² 404 personnes par « Opérateurs de croisière » ; 40 personnes par « Opérateurs de pêche sportive » ; 40 personnes par « Association de chasse sous-marine » ; 30 personnes minimum pour la « Plaisance » (données déclaratives issues de l'enquête « Ecotourisme » réalisée en 2014 par le Parc).

espèces pour en évaluer l'état de conservation et mieux connaître la réponse des milieux aux pressions qu'engendrent ces activités devront être mis en œuvre pour proposer, si nécessaire, des adaptations de la réglementation et concilier au mieux la présence humaine sur le Banc du Geyser avec la préservation des écosystèmes marins.

De manière générale, les activités de pêche et de loisir devront répondre à un haut niveau d'exigence en matière de respect de l'environnement. Une attention particulière devra être portée sur les activités de pêche, toutes illégales au moment de la rédaction du présent document, pour assurer la pérennité des ressources halieutiques dans la zone.

La localisation de la zone en continuité du banc de la Zélée sur le périmètre du PNMM conduira à rechercher une coordination et une homogénéité maximale dans la gestion mise en place sur les deux bancs, objectif concrétisé à ce stade par un intitulé et des objectifs similaires des vocations de ces deux sites.

Enfin, le Banc du Geyser devra constituer (avec les eaux territoriales des Glorieuses) un secteur prioritaire pour les actions de surveillance et de contrôle en ciblant plus particulièrement sur les activités illégales de pêche (barques de pêche artisanale, opérateurs de pêche sportive, chasse sous-marine, etc.). En effet, toute tentative de mise en place de mesures de conservation des espèces ciblées serait vaine si ce type d'activité persistait dans la zone.

Compte tenu de la sensibilité particulière du site, le Conseil de gestion appréciera de façon stricte la notion d'effet notable lorsqu'il sera consulté pour avis sur des projets concernant la zone.



2.3. Zone de développement durable des activités maritimes dans le respect des écosystèmes

Caractéristiques du patrimoine naturel

Cette zone comprend l'ensemble des eaux du large, riches en ressources halieutiques et espaces de vie ou de migration de nombreuses espèces protégées ou remarquables telles que les tortues ou les mammifères marins.

Caractéristiques des usages constatés

La pêche industrielle est soumise à autorisation du préfet, administrateur supérieur des TAAF, et constitue la seule activité recensée dans les eaux hauturières à la date d'élaboration du plan de gestion. Cette pêche cible principalement les thonidés et est autorisée au large au-delà des 12 milles nautiques pour la palangre, la canne et la ligne traînée, et au-delà des 24 milles nautiques pour la senne. Elle est par ailleurs interdite dans les 10 NM autour du Banc du Geyser.

Elle est pratiquée essentiellement par des thoniers senneurs français, espagnols et seychellois, sous engins flottants (dispositifs dérivants de concentration de poissons). Cette technique de pêche présente l'inconvénient d'être peu sélective, entraînant le rejet de thons juvéniles et d'espèces accessoires ainsi que des captures accidentelles d'espèces sensibles (raies, requins, tortues, etc.).

La pêche aux thons et autres poissons pélagiques dans les zones économiques exclusives des îles Eparses est encadrée par des prescriptions techniques régulièrement réactualisées par arrêté préfectoral. Ces prescriptions sont destinées à gérer durablement les ressources halieutiques et à réduire les impacts sur les écosystèmes.

Les Glorieuses se situent à proximité de l' « autoroute des hydrocarbures ». Néanmoins, les navires de commerce et les pétroliers passent plus généralement par Mayotte ou les Comores et la ZEE des Glorieuses est très peu fréquentée. Ceci n'exclut pas une menace de pollution par hydrocarbures si un navire venait à s'échouer ou à dégazer dans la zone.


Vocations

« Faire des eaux des Glorieuses un espace d'excellence en matière de pêche durable » est l'une des orientations fixée dans le décret de création du Parc naturel marin des Glorieuses. Plus spécifiquement sur la pêche industrielle dans les eaux hauturières, le Conseil de gestion a affirmé la volonté de « Promouvoir une pêche durable exemplaire des ressources pélagiques ».

A cette fin, il conviendra en premier lieu de s'assurer du respect des prescriptions émises par les TAAF pour la pêche aux thons dans la ZEE des Glorieuses en s'appuyant sur les compétences de l'action de l'Etat en mer pour la surveillance et le contrôle des activités de pêche. Le renforcement du dispositif d'observateurs embarqués permettra également d'évaluer plus précisément le respect de la réglementation et d'améliorer la récolte des données sur l'ensemble des espèces capturées.

Outre les mesures environnementales déjà existantes, des dispositions réglementaires supplémentaires plus strictes, novatrices et ambitieuses pourront être proposées par le Conseil de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses, notamment en s'inspirant de travaux réalisés dans d'autres AMP. Ces dernières devront prioritairement permettre de limiter les rejets de thons, les prises accessoires et les captures accidentelles.

Enfin, s'agissant d'espèces migratrices, une attention particulière devra être portée sur une articulation cohérente des mesures environnementales mises en place dans le Parc naturel marin des Glorieuses et celui de Mayotte, et plus largement à l'échelle de l'Océan Indien en contribuant à l'approche régionale de la CTOI pour la gestion des ressources halieutiques.



2.4. Zone d'acquisition de connaissances pour définir une gestion appropriée des usages dans le respect des écosystèmes marins (Banc de la Cordelière)

Caractéristiques du patrimoine naturel

Le Banc de la Cordelière est situé au sud-est de la ZEE des Glorieuses et correspond au prolongement nord-ouest du banc malgache du Leven.

A l'heure actuelle, il n'existe aucune donnée portant sur les habitats et les espèces présentes dans cette partie du Parc naturel marin. Néanmoins, il est fort probable que les écosystèmes marins soient similaires à ceux observés sur les autres bancs récifaux de la région (Banc du Geyser, Banc de la Zélée, etc.) et plus particulièrement sur le Banc du Leven avec lequel il est contiguë. Le cas échéant, le Banc de la Cordelière doit présenter un intérêt patrimonial important et peut contribuer à la conservation de la biodiversité à l'échelle régionale.

Caractéristiques des usages constatés

A la date de rédaction du plan de gestion, il n'existe aucune connaissance fine sur les usages pratiqués sur le Banc de la Cordelière. On peut néanmoins supposer qu'il est fréquenté par des pêcheurs artisanaux d'origine mahoraise et malgache qui ciblent les espèces commerciales associés aux récifs coralliens.

Compte tenu de son éloignement, il est peu probable que cette partie du Parc soit fréquentée par des opérateurs touristiques et/ou de loisirs. Néanmoins, la présence ponctuelle de plaisanciers n'est pas à exclure.

Vocations

Comme évoqué, le Parc naturel marin ne dispose d'aucune connaissance sur le Banc de la Cordelière. Or, la mise en place de mesures de conservation et de protection des habitats et des espèces, ainsi que la définition d'une stratégie de gestion des usages doivent impérativement être construites sur des bases scientifiques solides. Des études visant à acquérir des connaissances (inventaires de biodiversité, cartographie des habitats, recensement des usages et estimation de la fréquentation, etc.) devront être organisées afin d'évaluer précisément la valeur patrimoniale du secteur et définir les enjeux qui lui sont associés. Ce n'est qu'une fois ces connaissances acquises que le Conseil de gestion pourra proposer une réglementation adaptée pour la préservation des écosystèmes marins et des ressources halieutiques dans la zone.

Compte-tenu de la continuité avec le Banc du Leven, une coopération régionale avec des structures malgaches (organismes de Recherche, gestionnaires d'aires marines protégées, etc.) pourra être envisagée. Cette approche permettrait d'avoir une meilleure compréhension de la fonctionnalité des écosystèmes sur ce secteur biogéographique ainsi qu'une vision plus réaliste des usages qui y sont pratiqués (pêche artisanale, activités de tourisme et

Tableau récapitulatif de la déclinaison des orientations de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses

Chapitre	Finalité	Sous-finalité	Objectif de gestion	Indicateur
Chapitre 2 – Patrimoine naturel	1. PRESERVER LES HABITATS	1.1. Garantir le bon état de santé des récifs coralliens	Maintenir le bon état de conservation des récifs coralliens	Etat de santé des récifs coralliens I-01-RECICOR
		1.2. Garantir le bon état de conservation des herbiers de phanérogames marines	Maintenir le bon état de conservation des herbiers de phanérogames marines	Etat de santé des herbiers de phanérogames marines I-02-HERBIER
		1.3. Garantir le bon état de conservation des habitats encore peu étudiés	Acquérir des connaissances sur les habitats méconnus	Niveau de connaissance des habitats méconnus I-03-CONNHAB
			Assurer une préservation optimale des habitats sur la base des connaissances acquises	<i>à développer ultérieurement</i>
	2. PRESERVER LES ESPECES PROTEGEES, EMBLEMATIQUES, RARES OU MENACEES	2.1. Garantir le bon état de conservation des populations de tortues marines	Assurer le bon état de conservation des populations de tortues marines en mettant notamment en œuvre les actions du PNA Tortues SOOI dans les eaux du Parc	Etat de conservation des tortues marines I-05-TORTUES
		2.2. Garantir le bon état de conservation des mammifères marins	Assurer une préservation optimale des mammifères marins sur la base des connaissances acquises	Etat de conservation des mammifères marins I-06-CETACES
		2.3. Garantir le bon état de conservation de l'avifaune marine dans les eaux du Parc, en cohérence avec les programmes terrestres menés dans l'Archipel	Assurer la pérennité de la présence des oiseaux marins sur le périmètre du Parc, en cohérence avec les programmes terrestres menés sur l'Archipel	Oiseaux marins I-07-OISEAUX
		2.4. Garantir le bon état de conservation des espèces peu étudiées et présentant un intérêt patrimonial	Acquérir des connaissances sur les espèces patrimoniales méconnues	Niveau de connaissance des espèces patrimoniales méconnues I-08-CONNESP
			Assurer une préservation optimale des espèces peu étudiées sur la base des connaissances acquises	<i>à développer ultérieurement</i>
		2.5. Faire des eaux territoriales (12 NM) de l'Archipel des Glorieuses une zone de protection forte pour la biodiversité marine	Renforcer la protection de la biodiversité dans les eaux territoriales du Parc	Protection des eaux territoriales des Glorieuses I-10-PROTECT
	3. SENSIBILISER ET FORMER LES ACTEURS ET USAGERS	3.1. Informer et sensibiliser les différents publics aux richesses, à la fragilité des écosystèmes marins et aux enjeux de préservation du Parc en priorisant sur les personnes amenées à se rendre sur le territoire	Atteindre un bon niveau de sensibilisation à la conservation des écosystèmes marins pour l'ensemble des personnes amenées à se rendre sur le territoire	Sensibilisation des acteurs et usagers à l'environnement marin I-11-SENSIBI
		3.2. Former les acteurs et usagers à la réglementation dans le périmètre du Parc	Atteindre un bon niveau de connaissance de la réglementation en vigueur dans le périmètre du Parc pour l'ensemble des personnes amenées à se rendre sur le territoire	Formation des acteurs et usagers à la réglementation I-12-FORMREG
	4. DEVELOPPER UN RESEAU DE SURVEILLANCE EFFICACE ET ADAPTE AUX PARTICULARITES DU TERRITOIRE DU PARC (ISOLEMENT, CONTRAINTES LOGISTIQUES, PECHE ILLEGALE, ETC.)	4.1. S'appuyer sur l'organisation de l'Action de l'Etat en Mer (AEM) pour la surveillance des eaux du Parc	Dissuader les actes illégaux sur le territoire du Parc	Niveau de surveillance I-13-NIVSURV
		4.2. Développer la surveillance en mutualisant les moyens financiers, logistiques et humains des administrations et des parcs naturels marins de Glorieuses et de Mayotte	Accroître la surveillance des activités dans les eaux du Parc	

Chapitre 3 – Pêche durable	1. EXPLOITER DURABLEMENT LES PEUPELEMENTS DES ESPECES COMMERCIALES SUR LES BANCs DU GEYSER ET DE LA CORDELIERE	1.1. Adapter l'effort de pêche aux ressources halieutiques disponibles sur les bancs récifaux	Adapter l'effort de pêche sur les bancs récifaux	Effort de pêche sur les bancs récifaux II-01-EFFBANC
			Assurer le respect de la réglementation pour l'accès et la pratique de la pêche sur les bancs récifaux	Respect de la réglementation pour la pêche sur les bancs récifaux II-02-RESPECH
			Limiter l'effort de pêche sur les écosystèmes benthiques profonds (pentes externes)	Effort de pêche sur les écosystèmes benthiques profonds II-03-EFFBENT
			Garantir des pratiques de pêche éco-responsables	<i>sans objet</i>
		1.2. Préserver les capacités productives et reproductives des ressources exploitées	Adapter le niveau de capture aux ressources halieutiques récifales disponibles	Ressources halieutiques récifales II-05-RESSREC
			Maintenir les capacités reproductives des ressources halieutiques démersales et benthiques profondes	Ressources halieutiques démersales et benthiques profondes II-06-RESSBEN
		1.3. Maintenir les services écosystémiques rendus par les zones d'intérêt halieutique	Identifier les zones d'intérêt halieutique et la connectivité entre les sites	Protection des zones d'intérêt halieutique II-07-PROTZIH
			Protéger les zones d'intérêt halieutique des dégradations potentielles dues aux pressions anthropiques (pas uniquement la pêche)	
	2. PROMOUVOIR UNE PECHE DURABLE EXEMPLAIRE DES RESSOURCES PELAGIQUES	2.1. Améliorer la qualité des données à fournir	Améliorer la collecte des données sur l'ensemble des espèces capturées	Observation de la pêche aux thons II-09-PECHOB
		2.2. Réduire les rejets, les prises accessoires et les captures accidentelles d'espèces sensibles conformément aux résolutions de la CTOI et aux prescriptions des Taaf	Limiter les rejets de thonidés (toutes espèces confondues)	Rejets de thons II-10-REJETHO
			Limiter les prises accessoires	Prises accessoires II-11-ACCESSO
			Limiter les prises accidentelles et maximiser la survie des captures accidentelles d'espèces sensibles	Captures accidentelles II-12-ACCIDEN
		2.3. Assurer le respect des dispositions environnementales	Pratiquer une pêche ne nuisant pas aux espèces remarquables (requins, raies, mammifères marins, tortues)	Niveau de respect des dispositions environnementales (espèces remarquables) II-13-RESPREG
			Mettre en œuvre des mesures éco-responsables additionnelles aux dispositions environnementales existantes (résolutions CTOI et prescriptions Taaf)	Mesures additionnelles pour la pêche aux thons II-14-MESADDI

Chapitre 4 – Recherche scientifique et observatoires	1. AMELIORER LA CONNAISSANCE DE LA BIODIVERSITE ET DES HABITATS POUR LEUR CONSERVATION ET LEUR VALORISATION	1.1. Favoriser la poursuite d'activités de recherche scientifique respectueuses des écosystèmes marins	Développer des études sur les habitats et espèces encore peu étudiés	Niveau de connaissance des habitats méconnus I-03-CONNHAB Niveau de connaissance des espèces patrimoniales méconnues I-08-CONNESP
			Veiller à la bonne prise en compte de l'éthique écologique dans la réalisation des programmes scientifiques	Ethique écologique des programmes scientifiques III-02-ETHIQUE
		1.2. Assurer la valorisation et l'exploitation des données	Permettre sur le long terme la capacité de valorisation et d'exploitation des données acquises sur le périmètre du Parc	Capacité de valorisation et d'exploitation des données III-03-DONNEES
			Utiliser les résultats de la recherche scientifique dans le périmètre du Parc pour la conservation des écosystèmes et la sensibilisation des usagers	<i>sans objet</i>
		1.3. Développer la coopération des acteurs en faveur de la connaissance et de la conservation des écosystèmes	Poursuivre le développement de la collaboration entre scientifiques et gestionnaires	Coopération des acteurs III-04-COOPERA
			Poursuivre le développement des partenariats à l'échelle régionale et internationale	
	2. CONTRIBUER A LA MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE « GLORIEUSES »	2.1. Pérenniser et compléter les stations de suivi marines mises en place sur le territoire	Compléter et assurer un suivi régulier du réseau de stations marines mises en place dans les eaux du Parc	Réseau de stations de suivi marines III-05-STAMARI
		2.2. Appuyer la mise en place de nouveaux réseaux d'observation notamment pour étudier les effets du changement climatique	Faire du PNMG un espace de référence scientifique pour se raccorder à des réseaux d'observation régionaux	Réseaux d'observation régionaux III-06-OBSREGI

Chapitre 5 - Ecotourisme	1. ENCADRER LES ACTIVITES DE LOISIR ET DE TOURISME DANS LE PERIMETRE DU PARC	1.1. Encadrer l'accès des opérateurs touristiques et usagers privés au sein du Parc	Atteindre un bon niveau d'information des opérateurs touristiques et usagers privés sur les conditions d'accès au périmètre du Parc	Niveau d'information des usagers sur les conditions d'accès I-12-FORMREG
			Imposer aux usagers (professionnels et privés) de s'engager dans des activités touristiques et de loisir respectueuses de l'environnement	Eco-responsabilité des usagers écotouristiques (professionnels et privés) IV-02-TOURES
		1.2. Appuyer la mise en place d'une réglementation des activités de loisir et de tourisme intégrant leur impact sur les écosystèmes et la capacité de charge du milieu	Adapter la réglementation des activités de loisir et de tourisme à leur impact sur les écosystèmes marins	Adaptation de la réglementation des activités écotouristiques IV-03-TOUREGL
			Evaluer la capacité de charge des différentes zones du PNMG et proposer des adaptations dans la réglementation des activités	
		1.3. Assurer un suivi et un contrôle des activités de tourisme et de loisir pour limiter les impacts sur les écosystèmes et s'assurer du respect des réglementations	Atteindre un bon niveau de connaissance des activités de tourisme et de loisir pratiquées dans le périmètre du Parc	Fréquentation écotouristiques IV-04-FREQTOU
			Contrôler les activités pour faire respecter la réglementation en vigueur et sanctionner les usagers ne la respectant pas	Niveau de surveillance I-13-NIVSURV + Nombre d'infractions ayant fait l'objet de poursuites judiciaires (donnée consignée pour information)
	2. INSCRIRE LES ACTEURS ET USAGERS DANS UNE DEMARCHE ECO-RESPONSABLE	2.1. Sensibiliser les opérateurs touristiques et les usagers privés aux richesses et à la fragilité des écosystèmes marins aux Glorieuses	Développer des actions de sensibilisation aux richesses et à la fragilité des écosystèmes marins des Glorieuses auprès des usagers de tourisme et de loisir susceptibles de fréquenter les eaux du Parc	Sensibilisation des opérateurs touristiques et des usagers privés à l'environnement marin I-11-SENSIBI
			Atteindre un bon niveau de formation des opérateurs touristiques aux bonnes pratiques à avoir au sein du PNMG	Formation des opérateurs touristiques aux bonnes pratiques IV-06-ECOPRAT
		2.2. Valoriser les opérateurs qui s'inscrivent dans une démarche éco-responsable	Assurer la promotion et la labellisation des structures professionnelles de tourisme et loisir qui s'inscrivent dans une démarche éco-responsable	Promotion et labellisation des opérateurs touristiques éco-responsables IV-07-ECOLAB
		2.3. Impliquer les acteurs et usagers dans l'appropriation de connaissances	Inciter les opérateurs, associations et usagers privés à participer à des programmes de sciences participatives pour accroître les connaissances (patrimoine naturel, usages, etc.) dans le périmètre du Parc	Sciences participatives IV-08-SCPARTI

Chapitre 6 - Gouvernance	1. ASSURER LE BON FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DE DECISION ET L'EFFICACITE DES PROCESSUS DE CONCERTATION	1.1. Assurer le bon fonctionnement du conseil de gestion	Impliquer l'ensemble des membres du conseil de gestion dans la gestion du Parc naturel marin des Glorieuses	Fonctionnement du Conseil de gestion V-01-FONCTCG
		1.2. Veiller à la prise en compte des avis et recommandations du conseil de gestion	Obtenir la prise en compte effective de l'avis du conseil de gestion dans toutes les décisions concernant le Parc naturel marin des Glorieuses	Prise en compte des avis du Conseil de gestion V-02-AVISCG
	2. ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION	2.1. Réaliser les actions prévues par le plan de gestion	Respecter le plan de gestion	Réalisation des actions du plan de gestion V-03-PLANACT
		2.2. Favoriser l'appropriation du plan de gestion par les acteurs et usagers	Relayer l'information relative à la mise en œuvre du plan de gestion pour assurer sa compréhension et son acceptation par les acteurs et usagers	Connaissance du Parc naturel marin des Glorieuses et de son plan de gestion V-04-ACCEPTA
		2.3. Veiller au respect de la réglementation	Réduire la fréquence des infractions	Niveau de surveillance I-13-NIVSURV + Nombre d'infractions ayant fait l'objet de poursuites judiciaires (donnée consignée pour information)
	3. ASSURER LA COHERENCE ET LA LISIBILITE DES OUTILS DE GESTION DU MILIEU MARIN	/	Assurer la prise en compte du plan de gestion du Parc naturel marin des Glorieuses dans les autres plans, programmes, schémas en lien avec le milieu marin des Glorieuses	Prise en compte des avis du Conseil de gestion V-02-AVISCG

Acronymes

Acronyme	Définition
AAMP	Agence des Aires Marines Protégées
AEM	Action de l'Etat en Mer
AMP	Aire Marine Protégée
CITES	<p>Convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. Elle contrôle et réglemente le commerce international des espèces inscrites à l'une de ses 3 annexes. Elles comprennent toutes les espèces :</p> <ul style="list-style-type: none"> - menacées d'extinction (Annexe I). Leur commerce est autorisé dans des conditions exceptionnelles ; - pas nécessairement menacées d'extinction mais dont le commerce doit être réglementé pour garantir une exploitation durable (Annexe II) ; - protégées dans un pays et nécessitant l'assistance des autres Parties pour assurer le contrôle de leur commerce (Annexe III). Cette catégorie, plus souple, autorise chaque Partie à y apporter unilatéralement des amendements. <p>L'inscription ou non des espèces sauvages à l'une de ces annexes repose sur une série de critères biologiques et commerciaux.</p>
CMS	<p>Conservation of Migratory Species. La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage ou Convention de Bonn est un traité international signé en 1979 visant à protéger les espèces animales migratrices. Ce texte est entré en vigueur le 1er novembre 1983 et la France y a adhéré en 1990. La première annexe contient la liste des espèces migratrices en danger, c'est-à-dire que l'espèce risque l'extinction ou la disparition sur une aire importante ou la totalité de son aire de répartition. La convention interdit tout prélèvement d'espèces inscrites sur cette annexe. La seconde annexe contient les espèces dont l'état de conservation est défavorable, c'est-à-dire lorsque l'étendue de leur aire de répartition est instable ou se réduit, lorsque leurs habitats deviennent insuffisants ou lorsque leurs répartitions et leurs effectifs sont inférieurs à leur niveau historique (au dernier recensement favorable à l'espèce). Quand un de ces facteurs est rempli, l'état de conservation est considéré comme défavorable. Il faut, pour les espèces protégées par l'annexe 2, mettre en œuvre des mesures visant le rétablissement de l'espèce. Les États de l'aire de répartition sont chargés de la protection de ces espèces en fonction de l'annexe concernée.</p>
CNPN	Conseil National de la Protection de la Nature
CNRS-InEE	Centre National de la Recherche Scientifique – Institut Ecologie Environnement

COI	Commission de l’océan Indien
CROSS	Centre Régional Opérationnel de Surveillance et de Sauvetage
CTOI	Commission des Thons de l'Océan Indien (ou IOTC : Indian ocean tuna commission)
DCP	Dispositif Concentrateur de Poisson
DMSOI	Direction de la Mer Sud Océan Indien
DPMA	Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture
EAM	Ecole d’Apprentissage Maritime
FAZSOI	Forces Armées de la Zone Sud Océan Indien
FED	Fond Européen de Développement
GCRMN	Global Coral Reef Monitoring Network
ICRI	International Coral Reef Initiative
IFRECOR	Initiative Française pour les Récifs Coralliens
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer
IOSEA	Le protocole d’entente de l’IOSEA sur les tortues marines est un accord intergouvernemental qui vise à protéger, conserver et restaurer les populations de tortues marines et leurs habitats dans l’océan Indien et dans la région sud-est de l’Asie, en partenariat avec les acteurs et organisations concernés.
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
MEDDE	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
MOM	Ministère de l’Outre-Mer
MSY	Maximum Sustainable Yield
ORGP	Organisation Régionale de la Gestion des Pêches
PCP	Politique commune de Pêche
PNA	Plan National d’Actions

PNMI	Parc naturel marin de l'Iroise
PNMG	Parc naturel marin des Glorieuses
PNMM	Parc naturel marin de Mayotte
PTOM	Pays et territoires d'Outre-Mer
RMD	Rendement Maximal Durable
SHOM	Service Hydrographique et Océanographique de la Marine
SIH	Système d'Informations Halieutiques
SOOI	sud-ouest de l'océan Indien
TAAF	Terres Australes et Antarctiques Françaises
TAC	Total Admissible de Capture
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
VNM	Véhicule Nautique Motorisé
ZEE	Zone Economique Exclusive

Bibliographie

BOURJEA J., CICCIONE S., LAURET-STEPLER M., MARMOEX C., JEAN C., 2011. Les îles Éparses : vingt-cinq ans de recherche sur les tortues marines. *Bull. Soc. Herp. Fr. (2011) 139-140 : 95-111*

BOURJEA J., CICCIONE S., DALLEAU M., 2013. DYMITILE – Dynamique migratoire des tortues marines nidifiant dans les îles françaises de l’océan Indien. Rapport final phase I et II

CHABANET P., TESSIER E., DURVILLE P., MULOCHAU T., RENE F., 2002. Peuplement ichtyologique des bancs de Geyser et Zélée (océan Indien occidental). *Cybiu* 26 : 1-18.

CONAND C., CHABANET P., QUOD J.P., BIOGOT L., 1998. Guidelines for coral monitoring in the south-west region of the Indian ocean.

DURVILLE P., CHABANET P., QUOD J.P., 2003. Inventory of the reef fish in the natural reserve of the glorious islands (West Indian Ocean).

LE CORRE M., JAQUEMET S., 2004. Fonctionnement, perturbations et restauration des populations d'oiseaux marins des Iles Eparses, îles coralliennes de l'océan Indien occidental - Bilan des années 2003 et 2004 et recommandations.

LE CORRE M., JAQUEMET S., 2005. Assessment of the seabird community of the Mozambique Channel and its potential use as an indicator of tuna abundance. *Estuarine, Coastal and Shelf Science* 63, 421-428.

PARC NATUREL MARIN DES GLORIEUSES, 2015. Etat initial du Parc.

QUOD J-P., CHABANET P., DURVILLE P., JAMON A., MULOCHAU T., TESSIER E., WICKEL J., NICET J-B., BARRERE A., DINHUT V., 2007a. Suivi des peuplements ichtyologiques, de la faune benthique sessile et des peuplements d’invertébrés du banc du Geyser. Comparaison des peuplements ichtyologiques entre 1996 et 2006. Rapport pour le compte de la DAF Mayotte, 107 pp.

QUOD J.P., BARRERE A., CHABANET P., DURVILLE P., NICET J.B., GARNIER R., 2007b. La situation des récifs coralliens des îles Eparses françaises de l’océan Indien. *Rev. Ecol. (Terre Vie)*, vol.62.

THOMASSIN B.A., ANDREFOUET S., BOUCHARD J-M., CHARPY L., DINHUT V., QUOD J-P., VICENTE N., WICKEL J., 2009. Formes de relief, mobilité et dynamique sur les bancs coralliens entre Mayotte et Madagascar - Geyser et Zélée: les sommets d'un même volcan sous-marin. *Univers Maoré*, No 12, Mars 2009 : 22-29.

TROADEC R., 1996. Compte-rendu de mission aux Glorieuses – 13, 14, 15 mai 1996 – Avis d’expertise sur une sensibilité du milieu littoral à une ouverture au tourisme. Saint Paul, La Réunion : 9 pages.

WICKEL J., QUOD J.P., NICET J.B., CHABANET P., JAMON A., DURVILLE P., MULOCHAU T., TESSIER E., ARNAUD J.P., DINHUT V., 2009. La lente dégradation du banc du Geyser : dix années d’évolution des peuplements de poissons. *Univers Maoré*, No 12, Mars 2009 : 30-37.

Annexes

Annexe 1 : Décret n°2012-245 du 22 février 2012 portant création du Parc naturel marin des Glorieuses

Annexe 2 : Arrêté préfectoral n°257 du 15 février 1994

Annexe 3 : Arrêté préfectoral n°2010-151 du 9 décembre 2010

Annexe 4 : Arrêté préfectoral n°2014-137 du 21 octobre 2014 *

Annexe 5 : Arrêté préfectoral n°2014-39 du 25 mars 2014 *

Annexe 6 : Arrêté préfectoral n°2013-24 du 19 avril 2013 *

Annexe 7 : Arrêté préfectoral n°2014-51 du 23 avril 2014 *

Annexe 8 : Principales mesures de conservation et de gestion (prescriptions TAAF et résolutions CTOI) applicables dans les ZEE des îles Eparses

Annexe 9 : Carte des vocations du Parc naturel marin de Mayotte

Annexe 10 : Cartes de synthèse des enjeux du Parc naturel marin des Glorieuses

* Arrêtés préfectoraux en vigueur au moment de la rédaction du présent plan de gestion. Ces arrêtés pourront être renouvelés ou modifiés pendant la durée de vie du Parc.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Décret n° 2012-245 du 22 février 2012 portant création du parc naturel marin des Glorieuses

NOR : DEVL1121998D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 120-1, L. 334-3 à L. 334-8, L. 640-1, R. 334-27 à R. 334-38 et R. 643-1 ;

Vu la loi n° 55-1052 du 6 août 1955 modifiée portant statut des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton ;

Vu le décret n° 2003-1172 du 8 décembre 2003 relatif à la représentation de l'Etat dans les Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu le décret n° 2005-1514 du 6 décembre 2005 relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'Etat en mer ;

Vu le décret n° 2008-919 du 11 septembre 2008 pris pour l'application du statut des Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, notamment ses articles 10 et 11 ;

Vu l'arrêté du 2 août 2010 relatif à la conduite de la procédure d'étude et de création du parc naturel marin des Glorieuses ;

Vu les pièces afférentes à la consultation des personnes et organismes intéressés par le projet ;

Vu l'avis du préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises, et du préfet de La Réunion, délégué du Gouvernement pour l'action de l'Etat en mer dans la zone maritime du sud de l'océan Indien et dans les eaux bordant les Terres australes et antarctiques françaises, en date du 11 juillet 2011 ;

Vu l'avis du Conseil national de la protection de la nature en date du 16 juin 2011 ;

Vu l'avis du conseil scientifique de l'Agence des aires marines protégées en date du 24 juin 2011 ;

Vu l'avis du conseil consultatif des Terres australes et antarctiques françaises en date du 28 juin 2011 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées en date du 12 juillet 2011,

Décète :

CHAPITRE I^{er}

Création et délimitation du parc naturel marin des Glorieuses

Art. 1^{er}. – Il est créé autour de l'archipel des Glorieuses (océan Indien) un parc naturel marin dénommé « parc naturel marin des Glorieuses », délimité du haut de l'estran correspondant à la limite du domaine public maritime jusqu'à une ligne fermée reliant les points A à N de coordonnées géographiques dans le système WGS 84 :

A 11° 08' 23" S - 45° 46' 03" E ;

B 10° 39' 01" S - 46° 54' 40" E ;

C 11° 01' 15" S - 48° 29' 07" E ;

D 11° 05' 40" S - 48° 29' 00" E ;

E 11° 29' 20" S - 48° 21' 05" E ;

F 12° 11' 00" S - 47° 50' 10" E ;
G 12° 20' 55" S - 47° 45' 05" E ;
H 12° 25' 30" S - 47° 42' 00" E ;
I 12° 32' 50" S - 47° 29' 05" E ;
J 12° 40' 05" S - 47° 14' 30" E ;
K 12° 45' 45" S - 46° 51' 30" E ;
L 12° 48' 08" S - 46° 40' 16" E ;
M 12° 12' 58" S - 46° 19' 23" E ;
N 11° 47' 44" S - 46° 04' 22" E.

Cet espace maritime comprend le sol, le sous-sol et la masse d'eau qui les recouvre.

CHAPITRE II

Conseil de gestion du parc naturel marin des Glorieuses

Art. 2. – Le conseil de gestion est composé de :

1° Cinq représentants de l'Etat :

- a) Le secrétaire général des Terres australes et antarctiques françaises, disposant de deux voix ;
- b) Le chef de district des Eparses, disposant de deux voix ;
- c) Un chef de service de l'administration des Terres australes et antarctiques françaises désigné par le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises, disposant de deux voix ;
- d) Le directeur de la mer du sud de l'océan Indien ;
- e) Le commandant de la zone maritime du sud de l'océan Indien.

2° Quatre représentants des organisations représentatives des professionnels :

- a) Un représentant de la pêche hauturière ;
 - b) Deux représentants de la pêche artisanale mahoraise ;
 - c) Un représentant des activités professionnelles de nautisme.
- 3° Trois représentants d'associations de protection de l'environnement :
- a) Un représentant d'une association nationale ;
 - b) Un représentant d'une association intervenant pour la protection de l'environnement en océan Indien ;
 - c) Un représentant d'une association mahoraise, désigné sur proposition du préfet de Mayotte.

4° Sept personnalités qualifiées :

- a) Quatre personnalités choisies au sein du conseil consultatif des Terres australes et antarctiques françaises, à l'exclusion des représentants de l'Etat siégeant à ce conseil ;
- b) Trois personnalités choisies au sein de la communauté scientifique :
 - un spécialiste des récifs coralliens ;
 - un spécialiste en halieutique ;
 - un spécialiste des mammifères marins ou des tortues.

5° Le président du conseil de gestion du parc naturel marin de Mayotte.

Art. 3. – Le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises, et le préfet de La Réunion nomment, par arrêté conjoint, les membres du conseil de gestion mentionnés aux 2° à 4° de l'article 2.

Ils nomment, dans les mêmes conditions, un suppléant pour chacun des membres mentionnés aux 2° et 3° de l'article 2. Les membres mentionnés aux 1° et 5° de l'article 2 peuvent se faire représenter par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent. Les personnalités qualifiées mentionnées au 4° de l'article 2 peuvent donner mandat à un autre membre du conseil de gestion.

Art. 4. – Le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises, et le préfet de La Réunion exercent les fonctions mentionnées à l'article R. 334-35 du code de l'environnement.

CHAPITRE III

Orientations de gestion du parc naturel marin des Glorieuses

Art. 5. – L'Etat et les organismes qui s'associent à la gestion du parc naturel marin veillent à la cohérence de leurs actions et des moyens qu'ils y consacrent, dans le respect des orientations de gestion suivantes :

1° Protéger le patrimoine naturel, particulièrement les tortues, les récifs coralliens et les mammifères marins, notamment par une surveillance maritime adaptée aux enjeux et la sensibilisation des acteurs et des usagers :

2° Faire des eaux des Glorieuses un espace d'excellence en matière de pêches durables (côtières et hauturières) :

3° Faire de cet espace un lieu privilégié d'observation scientifique de la biodiversité marine du canal du Mozambique pouvant intégrer des observatoires pour contribuer à l'amélioration des connaissances :

4° Encadrer les pratiques touristiques et accompagner le développement d'un écotourisme respectant le caractère préservé de cet espace.

Art. 6. – Dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent décret, le conseil de gestion élabore le plan de gestion du parc naturel marin sur la base des orientations de gestion définies à l'article 5.

Le chef d'état-major de la marine est l'autorité militaire compétente pour vérifier la compatibilité du plan de gestion avec les missions confiées au ministère de la défense. A ce titre, il donne son accord préalable sur le plan de gestion, conformément aux dispositions du 2° de l'article R. 334-33 du code de l'environnement.

Une fois cet accord recueilli, le plan de gestion est soumis à l'approbation du conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées en application de l'article R. 334-8 du même code.

Le conseil de gestion fixe chaque année son programme d'actions.

Ce programme met en œuvre les orientations de gestion et le plan de gestion.

Art. 7. – Le ministre de la défense et des anciens combattants, la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et la ministre auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, chargée de l'outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 22 février 2012.

FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'écologie,
du développement durable,
des transports et du logement,*
NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET

*Le ministre de la défense
et des anciens combattants,*
GÉRARD LONGUET

*Le ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer, des collectivités territoriales
et de l'immigration,*
CLAUDE GUÉANT

*La ministre auprès du ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer, des collectivités territoriales
et de l'immigration, chargée de l'outre-mer,*
MARIE-LUCE PENCHARD

Annexe 2

REPUBLIQUE FRANCAISE

Saint-Denis, le 15 FEV. 1994

PREFECTURE
DE
LA REUNION

CABINET

ARRETE n° 257

portant interdiction de la pêche dans les eaux territoriales des îles Europa,
Juan de Nova, Bassas de India, Glorieuses, et Tromelin.

VU la loi n° 71-1060 du 24 décembre 1971 relative à la délimitation des eaux territoriales françaises;
VU le décret n° 79-413 du 25 mai 1979 relatif à l'organisation des actions de l'Etat en mer au large
des départements et territoires d'Outre-Mer et de la Collectivité territoriale de Mayotte;
VU le décret n° 90-95 du 25 janvier 1990 pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier
1852 modifié fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les zones de
pêche non couvertes par la réglementation communautaire de conservation et de gestion;
VU l'arrêté n° 13DG/TOI du 18 novembre 1975 du délégué du Gouvernement de la République
chargé de l'administration des îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India;
VU l'avis de l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer du 16 décembre 1992;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Maritimes de la Réunion.

ARRETE

Article 1 : - Toute pêche est interdite à l'intérieur des eaux territoriales des îles Tromelin, Glorieuses,
Juan de Nova, Europa et Bassas da India.
Toutefois des autorisations peuvent être accordées pour des prélèvements d'animaux et
végétaux marins à des fins de recherche scientifique.

Article 2 : - L'amiral commandant les forces maritimes dans l'Océan Indien, les représentants du
délégué du gouvernement dans chacune de ces îles, sont chacun en ce qui le concerne,
chargés de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET



POUR AMPLIATION
L'Adjoint au Chef de Bureau

Jocelyne MARTIN

Hubert FOURNIER

Place du Borachais - 97405 SAINT-DENIS Cédex
tél. : (19-262) 40.77.77 - Télécopie : (19-262) 41.73.74

Annexe 3



**Arrêté n° du 2010-151 du 9 décembre 2010
portant interdiction de la pêche dans les eaux territoriales des îles Bassas da India, Europa,
Juan de Nova, Glorieuses et dans les 10 milles marins autour du banc du Geyser (district des
îles Éparses)**

Le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises,

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n° 55-1052 du 6 août 1955 modifiée portant statut des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton ;

Vu la loi n° 71-1060 du 24/12/1971 relative à la délimitation des eaux territoriales françaises ;

Vu le décret n° 78-146 du 3 février 1978 portant création, en application de la loi 76655 du 16 juillet 1976, d'une zone économique au large des côtes des îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India ;

Vu le décret n° 2008-919 du 11 septembre 2008 pris pour l'application du statut des Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu le décret n° 2009-1039 du 26 août 2009 relatif aux conditions d'exercice de la pêche maritime dans les Terres australes et antarctiques françaises et pris pour l'application de l'article 3 de la loi n° 66-400 du 18 juin 1966 modifiée sur l'exercice de la pêche maritime et l'exploitation des produits de la mer dans les Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu l'arrêté n°257 du préfet de la Réunion en date du 15 février 1994 portant interdiction de la pêche dans les eaux territoriales des îles Europa, Juan de Nova, Bassas da India, Glorieuses et Tromelin ;

Vu l'arrêté du préfet de la Réunion n° 887-2010 du 19 avril 2010 portant délégation de pouvoir au préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises en matière d'action de l'Etat en mer ;

Vu l'arrêté n° 2007-18 bis du 23 février 2007 portant création du district des îles Éparses de l'océan Indien ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Art. 1^{er} : Toute pêche est interdite dans les eaux territoriales des îles Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses ainsi que dans un rayon de 10 milles marins autour du point géographique 12°18' Sud / 46°34' Est (banc du Geyser). Cette interdiction vise tout type de pêche, à partir de la terre ou à bord d'un navire, notamment la pêche au gros, la pêche de plaisance, la chasse sous-marine et la pêche à pied.

Art. 2 : Des dérogations à l'interdiction de l'article 1 peuvent être accordées par un arrêté du préfet, administrateur supérieur des Taaf. La demande de dérogation doit être adressée au préfet, administrateur supérieur des Taaf, au moins 3 mois avant la date prévue de l'opération.

Art. 3 : Le secrétaire général, le chef de district des îles Éparses et les services de l'État compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel des Terres australes et antarctiques françaises.

Le préfet, administrateur supérieur des
Terres australes et antarctiques françaises


Christian GAUDIN



Annexe 4



TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES

Arrêté n° 2014-137 du 21 octobre 2014
autorisant par dérogation la pêche dans les eaux de la zone économique exclusive des îles
Glorieuses (District des îles Éparses), à l'exception de la mer territoriale, aux navires de pêche
artisanale immatriculé et basés à Mayotte d'une longueur hors tout inférieure à 15 m et aux
navires de plaisance et à vocation touristique français basés à Mayotte

Le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises,

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n° 55-1052 du 6 août 1955 modifiée portant statut des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton ;

Vu la loi n° 71-1060 du 24 décembre 1971 relative à la délimitation des eaux territoriales françaises ;

Vu le décret n° 78-146 du 3 février 1978 portant création, en application de la loi 76-655 du 16 juillet 1976, d'une zone économique au large des côtes des îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India ;

Vu le décret n° 2008-919 du 11 septembre 2008 pris pour l'application du statut des Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu le décret n° 2009-1039 du 26 août 2009 relatif aux conditions d'exercice de la pêche maritime dans les Terres australes et antarctiques françaises et pris pour l'application de l'article 3 de la loi n° 66-400 du 18 juin 1966 modifiée sur l'exercice de la pêche maritime et l'exploitation des produits de la mer dans les Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu le décret n° 90-318 du 11 juillet 1990 relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir ;

Vu l'arrêté n° 2007-18 bis du 23 février 2007 portant création du district des îles Éparses de l'océan Indien ;

Vu l'arrêté n° 2010-151 du 9 décembre 2010, portant interdiction de la pêche dans les eaux territoriales des îles Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses et dans les 10 miles marins autour du banc du Geyser (district des îles Éparses), et notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté n° 2011-88 du 5 octobre 2011 autorisant par dérogation la pêche dans les eaux de la Zone économique exclusive des Glorieuses (District des îles Éparses), à l'exception de leurs eaux territoriales, aux navires de pêche artisanale immatriculé et basés à Mayotte d'une longueur hors tout inférieure à 15 m et aux navires de plaisance et à vocation touristique français basés à Mayotte ;

Considérant les listes d'espèces protégées au niveau national et international ;

Considérant les espèces menacées, inscrites sur la Liste Rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Art. 1^{er} : La pêche est autorisée dans la ZEE des Glorieuses, à l'exception de la mer territoriale, aux navires de pêche artisanale d'une longueur hors tout inférieure à 15 m immatriculés et basés à Mayotte ainsi qu'aux navires de plaisance et aux navires à vocation touristique français basés à Mayotte.

Ces activités de pêche devront être conduites dans le souci permanent de préserver l'écosystème marin et dans le respect des normes de sécurité en vigueur.

Art. 2 : Les navires visés à l'article 1^{er} ne sont autorisés à pêcher dans la ZEE des Glorieuses, en dehors de la mer territoriale qu'après avoir déclaré leur intention de pêcher selon les modalités figurant en annexe I. Cette déclaration est annuelle et doit être déposée au moins trois mois avant la date prévue de début de mise en pêche.

Les navires visés à l'article 1^{er} doivent respecter les prescriptions techniques figurant en annexe II.

Les captures effectuées dans la ZEE des Glorieuses doivent être déclarées par le capitaine du navire au préfet, administrateur supérieur des Taaf dans un délai d'un mois après chaque marée, conformément au modèle joint en annexe II.

Art. 3 : Dans le but de préserver la ressource, les produits de la pêche de plaisance et touristique sont strictement réservés à la consommation du bord. Le débarquement et la vente du produit de la pêche de plaisance et touristique sont strictement interdits.

Art. 4 : Le présent arrêté est valable pour une durée de 3 ans. Il pourra être renouvelé ou modifié en fonction de l'évolution de la ressource halieutique.

Art. 5 : Tout manquement aux dispositions de cet arrêté est soumis au régime de sanctions pénales et administratives des infractions en matière de pêche maritime prévues par le Code rural et de la pêche maritime.

Art. 6 : Le secrétaire général, chef du district des Îles Éparses, et les services de l'État compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* des Terres australes et antarctiques françaises.

Le préfet, administrateur supérieur des
Terres australes et antarctiques
françaises

Cécile POZZO DI BORGO



Annexe 5



TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES

Arrêté n° 2014-39 du 25 mars 2014 Portant prescriptions encadrant les activités d'écotourisme dans les eaux des îles Europa, Bassas da India, Juan de Nova et Glorieuses

Le Préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises,

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime ;

Vu le Code du sport ;

Vu la loi n° 55-1052 du 6 août 1955 modifiée portant statut des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton ;

Vu le décret n° 2008-919 du 11 septembre 2008 pris pour l'application du statut des Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu le décret n° 2012-245 du 22 février 2012 portant création du parc naturel marin des Glorieuses ;

Vu l'arrêté n° 2012-1299 du 27 août 2012 portant délégation de pouvoir à Pascal BOLOT, préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises en matière d'action de l'Etat en mer ;

Vu l'arrêté n° 2007-88 du 8 juin 2007 relatif à la plongée sous-marine autonome dans les Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu l'arrêté n° 2008-22 du 7 avril 2008 instituant une taxe de mouillage dans le district des îles Éparses des Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu l'arrêté n° 2008-23 du 7 avril 2008 instituant une taxe de séjour dans le district des îles Éparses des terres australes et antarctiques françaises ;

Vu l'arrêté n° 2010-151 du 9 décembre 2010 portant interdiction de la pêche dans les eaux territoriales des îles Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses et dans les 10 milles marins autour du banc du Geyser (district des îles Éparses) ;

Vu la décision n° 12/DG/IOI du 18 novembre 1975 portant réglementation de séjour des personnes sur les îles Éparses ;

Vu la décision n° 13/DG/IOI du 18 novembre 1975 classant les îles Tromelin, Glorieuses, Europa et Bassas da India en réserve naturelle ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Art. 1 : Formulaire de demande d'activité

Le dossier de demande d'autorisation d'activité dans les eaux des îles Europa, Bassas da India, Juan de Nova et Glorieuses annexé au présent arrêté doit être renseigné et adressé

au préfet, administrateur supérieur des terres australes et antarctiques françaises deux mois au moins avant la date prévue de commencement de l'activité.

Art. 2 : Accès à terre

Sauf dérogation par décision du Préfet des TAAF, les descentes à terre sont interdites.

Pour toute demande de dérogation, le responsable de l'expédition doit préalablement communiquer la liste des personnes sollicitant un accès à terre dans son dossier de demande, les motifs de cette demande de dérogation et il devra préalablement prendre contact avec le Gendarme afin de fixer les conditions de l'accès à terre.

Les personnes à terre seront placées sous l'autorité du gendarme, représentant du préfet sur l'île. Elles se conformeront aux règles de sécurité et de discipline édictées par le représentant des FAZSOI sur place.

Art. 3 : Informations à communiquer

Le responsable de l'activité est tenu d'informer le gendarme présent sur l'île, représentant du préfet, administrateur supérieur des TAAF, de son entrée dans les eaux territoriales (voir les coordonnées en annexe 2 du présent arrêté)

Durant la mission, un contact VHF devra être établi avec le gendarme le matin avant toutes opérations et le soir à la fin de celles-ci, en indiquant la position de mouillage du bateau précise pour la nuit.

Tout incident ou accident doit immédiatement être signalé au gendarme.

Art. 4 : Contrôles d'identités

Sur les îles d'Europa, de Juan de Nova et des Glorieuses, le responsable de l'activité fait mettre une embarcation à l'eau pour aller chercher le gendarme à terre et l'acheminer sur le navire afin que celui-ci effectue les contrôles d'identités nécessaires.

Art. 5 : Encadrement des activités de plongées

Lors des plongées, toutes les règles de sécurité en vigueur devront être impérativement respectées.

L'équipe de plongée sera composée au minimum de deux plongeurs et d'un surveillant de plongée assurant en permanence le bon déroulement de la plongée depuis la surface.

Seules les plongées de type « sans palier » sont autorisées. La profondeur maximale des plongées est fixée à 20 mètres, avec une tolérance d'incursion fixée à 30 mètres.

Les plongées de nuit sont strictement interdites.

L'activité de plongée sera menée conformément à la réglementation concernant la pratique et l'enseignement des activités sportives et de loisir en plongée sous-marine en France et en particulier conformément aux dispositions du Code du sport.

Art. 6 : Encadrement des activités nautiques autres

L'utilisation de tout véhicule nautique motorisé de loisir (jet-ski,...) et la pratique de loisirs nautiques à traction motorisée (ski nautique, parachute ascensionnel, wakeboard, etc.) ne sont pas autorisés dans les eaux territoriales des îles Europa, Bassas da India, Juan de Nova et Glorieuses.

Les activités nautiques autres (baignade, snorkeling, paddle, kayak, etc.) sont pratiquées sous l'entière responsabilité du demandeur d'accès.

En sus du respect des prescriptions décrites dans le présent document, toutes les précautions nécessaires devront être prises par les personnes concernées pour limiter le

risque d'accident. Il est rappelé à cet effet que les conditions de mer (courants forts), la densité des espèces marines potentiellement dangereuses (requins notamment), et l'éloignement des centres médicalisés rendent le site particulièrement dangereux.

Art. 7 : Approche de la faune et flore lors des activités en mer

Les personnes autorisées à réaliser une activité éco-touristique dans les eaux des îles Europa, Bassas da India, Juan de Nova et Glorieuses prendront toutes les précautions nécessaires sur mer et en plongée pour ne causer aucun dérangement de la faune ni aucune dégradation de la flore marine du territoire. Ils veilleront en particulier à adopter un comportement non intrusif lors de l'approche éventuelle des animaux présents aux îles Éparses (tortues marines, oiseaux, mammifères marins, requins et raies, autres poissons, etc.).

Dans le cadre des activités de plongées, le port de gants est interdit excepté pour le chef de palanquée et une distance de palmage minimum de 1 m au dessus des récifs sera respectée.

Il est strictement interdit de pratiquer le « feeding » de la faune marine (nourrissage des animaux notamment pour les appâter et en favoriser l'observation) afin de ne pas dénaturer le comportement alimentaire des animaux.

Art. 8 : Approche de la faune et flore en cas d'accès à terre

Les personnes autorisées à descendre à terre dans le cadre d'une activité éco-touristique prendront toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer le dérangement des animaux.

En particulier, les prises de vues photographiques devront être faites avec des appareils munis d'objectifs permettant d'assurer une distance suffisante avec les animaux, et plus spécifiquement avec les oiseaux nicheurs. La manipulation des animaux ou leur effarouchement volontaire (jets de projectiles ou traversée des colonies pour faire envoler les oiseaux par exemple), ainsi que la traversée des colonies d'oiseaux sont strictement interdits.

Il est strictement interdit de pratiquer le « feeding » de la faune terrestre (nourrissage des animaux notamment pour les appâter et en favoriser l'observation) afin de ne pas dénaturer le comportement alimentaire des animaux.

Art. 9 : Interdiction de tout prélèvement

La pêche et la chasse sous marine sont strictement interdites, ainsi que la collecte de toute espèce marine vivante ou morte.

Tout prélèvement d'échantillons botanique et zoologique, y compris de coquillages, vivants ou morts et tout prélèvement de minéraux est strictement interdit.

Art. 10 : Patrimoine culturel

Il est interdit de pénétrer à l'intérieur de toute épave sans la certification adéquate.

Il est interdit de prélever tout artefact pouvant être considéré comme patrimoine culturel.

Art. 11 : Traitement des déchets

Seuls les déchets alimentaires putrescibles et les eaux usées peuvent être rejetés en mer et uniquement en dehors de la mer territoriale.

Tous les autres déchets (déchets solides, dangereux, eaux grises et eaux noires, etc.) sont stockés à bord et évacués vers la côte pour y être traités aux frais du demandeur par des entreprises autorisées.

Art. 12 : Observateur embarqué

Les TAAF se réservent le droit de subordonner l'autorisation de l'activité à l'embarquement d'un observateur désigné par la collectivité à bord du navire. Ses frais de déplacements jusqu'au lieu d'appareillage et depuis le lieu de débarquement seront pris en charge par les TAAF, ainsi que ses frais de mission (délai d'attente avant ou après l'embarquement). Ses frais de vivres et d'hébergement à bord du navire sont à la charge du responsable de l'expédition.

Art. 13 : Mesures de biosécurité pour les débarquements sur les îles

Avant tout débarquement sur les îles Europa, Juan de Nova et Glorieuses, le responsable de l'expédition est tenu de faire appliquer à bord du navire, le cas échéant avec l'appui de l'observateur TAAF embarqué, le protocole de biosécurité figurant en annexe 3 du présent arrêté.

L'objectif est de limiter au maximum les introductions involontaires d'espèces exogènes (plantes, invertébrés, bactéries, virus, rongeurs, etc.)

Art. 14 : Piraterie

Le responsable de l'expédition est tenu de prendre connaissance des recommandations de la Marine Nationale et du Guide de bonne conduite (Best Management Practices for Protection against Somalia Based Piracy) et de contacter les FAZSOI une semaine avant l'appareillage.

Art. 15 : Taxes de mouillage et de séjour :

Le montant des taxes de mouillage et de séjour est fixé par arrêté du préfet des TAAF. Les sommes doivent être payées aux TAAF avant le début de l'activité en espèce, par chèque ou par virement. Une régularisation pourra être effectuée à l'issue de l'activité.

Art. 16 : Compte rendu de mission

Un compte rendu de mission pourra être demandé par les TAAF au responsable de l'expédition et devra dans ce cas être fourni sous trois mois à compter de la date de fin de mission. Ce compte rendu devra contenir une chronologie des événements, un récapitulatif des activités effectuées et toutes autres observations qui pourraient être utiles aux TAAF pour la gestion du territoire.

Art. 17 : Conditions d'utilisation de prises de vue et de sons

Aucune utilisation autre que strictement privée des prises de vues ou de sons terrestres, marines ou sous-marines, réalisées dans les eaux territoriales des îles Europa, Bassas da India, Juan de Nova et Glorieuses, ne pourra être faite sans accord préalable du préfet, administrateur supérieur des TAAF.

Pour le préfet, administrateur supérieur des
Terres australes et antarctiques françaises,
le secrétaire général

Christophe JEAN



Annexe 6



TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES

**Arrêté n° 2013-24 du 19 avril 2013
portant interdiction de détention d'animaux marins et de produits de la mer dans les eaux
territoriales des îles Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses et dans les 10 milles
marins autour du banc du Geyser (district des îles Éparses)**

Le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises,

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n° 55-1052 du 6 août 1955 modifiée portant statut des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton ;

Vu la loi n° 71-1060 du 24/12/1971 relative à la délimitation des eaux territoriales françaises ;

Vu le décret n° 78-146 du 3 février 1978 portant création, en application de la loi 76-655 du 16 juillet 1976, d'une zone économique au large des côtes des îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India ;

Vu le décret n° 2008-919 du 11 septembre 2008 pris pour l'application du statut des Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu le décret n° 2009-1039 du 26 août 2009 relatif aux conditions d'exercice de la pêche maritime dans les Terres australes et antarctiques françaises et pris pour l'application de l'article 3 de la loi n° 66-400 du 18 juin 1966 modifiée sur l'exercice de la pêche maritime et l'exploitation des produits de la mer dans les Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu le décret n° 2012-245 du 22 février 2012 portant création du parc naturel marin des Glorieuses ;

Vu l'arrêté n° 2007-18 bis du 23 février 2007 portant création du district des îles Éparses de l'océan Indien ;

Vu l'arrêté n° 2010-151 du 9 décembre 2010 portant interdiction de la pêche dans les eaux territoriales des îles Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses et dans les 10 milles marins autour du banc du Geyser (district des îles Éparses) ;

Vu la notification N°2013/007 de la convention sur le Commerce International des Espèces de faune et de flore menacées d'extinction, encourageant les Etats des aires de répartition des concombres de mer à promouvoir la conservation et la gestion des concombres de mer sous leur juridiction ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Art. 1^{er} : La détention à bord d'un navire d'animaux marins et de produits de la mer est interdite dans les eaux territoriales des îles Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses ainsi que dans un rayon de 10 milles marins autour du point géographique 12°18' Sud / 46°34' Est (banc du Geyser).

Art. 2 : Cette interdiction ne vise pas les captures détenues en vertu d'une autorisation délivrée par les Taaf, ni les échantillons détenus dans le cadre d'activités scientifiques dûment autorisées par le Préfet, administrateur supérieur des Taaf.

Art. 3 : En cas de circonstances exceptionnelles et motivées, des dérogations à l'interdiction de l'article 1^{er} peuvent être accordées par le préfet, administrateur supérieur des Taaf.

Art. 4 : Le secrétaire général, le chef de district des îles Éparses et les services de l'État compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel des Terres australes et antarctiques françaises.

Pour le préfet, administrateur supérieur des
Terres australes et antarctiques françaises,
le secrétaire général

Christophe JEAN



Annexe 7



TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES

Arrêté n° 2014-51 du 23 avril 2014
prescrivant les règles encadrant l'exercice de la pêche aux thons et autres poissons
pélagiques dans les zones économiques exclusives des Iles Éparses (Glorieuses, Juan de
Nova, Bassas da India, Europa, Tromelin)

Le préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises,

Vu les recommandations de la Commission thonière de l'océan Indien, ensemble les résolutions par la Commission thonière de l'océan Indien (CTOI) et rendus applicables dans les zones économiques exclusives des îles Éparses et de Mayotte ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n° 55-1052 modifiée du 6 août 1955 portant statut des Terres australes et antarctiques françaises et de l'île de Clipperton ;

Vu la loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 modifiée relative à la zone économique au large des côtes du Territoire de la République, notamment son article 5 ;

Vu le décret n° 78-146 du 3 février 1978 portant création, en application de la loi du 16 juillet 1976, d'une zone économique au large des côtes des îles Tromelin, Glorieuses, Juan de Nova, Europa, et Bassas da India ;

Vu le décret n° 78-963 modifié du 19 septembre 1978 fixant les conditions dans lesquelles certains navires étrangers pourront obtenir des droits de pêche dans les zones économiques qui ont été créées au large des côtes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu le décret n° 83-874 du 27 septembre 1983 portant publication de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (ensemble deux protocoles et une annexe), faite à Londres le 2 novembre 1973 ;

Vu le décret n° 89-115 du 21 février 1989 portant publication de l'annexe V à la Convention internationale du 2 novembre 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 ;

Vu le décret n° 90-618 modifié du 11 juillet 1990 relatif à la pêche maritime de loisir ;

Vu le décret n° 97-156 du 19 février 1997 portant organisation des services déconcentrés des affaires maritimes ;

Vu le décret n° 2001-456 du 22 mai 2001, portant publication de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Seychelles relative à la délimitation de la frontière maritime de la zone économique exclusive et du plateau continental de la France et des Seychelles, signée à Victoria le 19 février 2001 ;

Vu le décret n° 2008-919 du 11 septembre 2008 pris pour l'application du statut des Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu le décret n° 2009-1039 du 26 août 2009 relatif aux conditions d'exercice de la pêche maritime dans les Terres australes et antarctiques françaises et pris pour l'application de l'article 3 de la loi

n° 66-400 du 18 juin 1966 modifiée sur l'exercice de la pêche maritime et l'exploitation des produits de la mer dans les Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu le décret n° 2012-245 du 22 février 2012 portant création du parc naturel marin des Glorieuses ;

Vu l'arrêté n° 13 du 18 novembre 1975 du Préfet de la Réunion classant les îles Tromelin, Glorieuses, Europa et Bassas da India en réserves naturelles ;

Vu l'arrêté n° 2006-23 du 20 avril 2006 modifié relatif à l'exercice des fonctions d'observateur de pêche dans les zones économiques des Terres australes françaises ;

Vu l'arrêté n° 2010-151 du 9 décembre 2010 portant interdiction de la pêche dans les eaux territoriales des îles Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses et dans les 10 milles marins autour du banc du Geyser (district des îles Éparses) ;

Vu l'arrêté n° 2011- 88 du 5 octobre 2011 autorisant par dérogation la pêche dans les eaux de la Zone Economique Exclusive des Glorieuses (District des îles Éparses), à l'exception de leurs eaux territoriales, aux navires de pêche artisanale immatriculé et basés à Mayotte d'une longueur hors tout inférieure à 15 m et aux navires de plaisance et à vocation touristique français basés à Mayotte ;

Vu l'arrêté n° 2012-48 du 12 juin 2012 fixant les conditions de demande de licence de pêche dans les Terres australes et antarctiques françaises ;

Vu l'avis du Muséum national d'histoire naturelle en date du 27 mars 2014 ;

Vu l'avis du ministère chargé des outre-mer en date du 31 mars 2014 ;

Vu l'avis du ministère chargé des affaires étrangères en date du 28 mars 2014

Vu l'avis du ministère chargé de la pêche maritime en date du 15 avril 2014 ;

Considérant la nécessité d'assurer la conservation à long terme et l'utilisation optimale des ressources halieutiques dans les zones économiques exclusives des îles Éparses ;

Sur proposition du directeur de la mer sud océan Indien (DMSOI) et du secrétaire général des TAAF,

ARRÊTE :

Art. 1^{er} : Le présent arrêté régit la pêche aux thons et aux autres poissons pélagiques dans les zones économiques exclusives des îles Éparses (Glorieuses, Juan de Nova, Bassas da India, Europa, Tromelin), définies en annexe I. Ces activités de pêches sont conduites dans le souci d'une gestion durable des ressources exploitées et de préserver l'écosystème dans lequel vivent ces dernières.

Art. 2 : L'exercice de la pêche dans les eaux mentionnées à l'article 1er, y compris à des fins expérimentales ou scientifiques, est subordonnée annuellement à la délivrance d'une licence de pêche.

Le nombre total de licences pouvant être délivrées peut faire l'objet d'un contingentement fixé par arrêté particulier de l'administrateur supérieur des TAAF.

Par dérogation, la pêche dans la ZEE des Glorieuses par les navires de pêche artisanale d'une longueur hors tout inférieure à 15 m immatriculés et basés à Mayotte ainsi qu'aux navires de plaisance et aux navires à vocation touristique français basés à Mayotte, est soumise à déclaration, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 2011- 88 du 5 octobre 2011 susvisé.

Art. 3 : La pêche des thonidés et autres poissons pélagiques est ouverte chaque année du 1er janvier au 31 décembre.

Les demandes de licence sont transmises conformément à l'appendice 3 de l'annexe V et au plus tard deux mois avant le début de l'activité de pêche prévue par le demandeur.

La pêche ciblée des espèces listées au e) de l'annexe II est interdite. Toute prise accessoire ou accidentelle de ces espèces devra faire l'objet d'une déclaration conformément aux prescriptions détaillées en annexe II.

Art. 4 : L'attribution d'une licence tient compte notamment de la capacité à conformer à ses obligations dont le demandeur a fait preuve lors de la campagne précédente. Le refus opposé à une demande de licence doit être motivé et notifié à l'armateur.

Art. 5 : Les techniques de la palangre, de la senne, de la canne et de la ligne traînée sont autorisées, à l'exclusion de toute autre.

Tout projet d'utilisation d'une autre technique de pêche et tout système ou toute technique nouvelle utilisée ayant une interaction avec le milieu naturel devra faire l'objet d'une autorisation par le préfet administrateur supérieur. La demande doit être adressée au directeur de la Direction de la Mer Sud Océan Indien (DMSOI) au moins un mois avant l'appareillage du navire.

Art. 6 : Tout transbordement à la mer dans les zones économiques exclusives des îles Éparses est interdit.

Art. 7 : Chaque navire doit disposer d'un système de suivi et de positionnement satellitaire qui assure la communication automatique et continue de sa position, toutes les heures, au centre de surveillance des pêches de son Etat du pavillon. Le CSP de l'Etat du pavillon assure la transmission automatique au Centre national de surveillance des pêches (CSP France), qui la retransmettra simultanément au CROSS Réunion. Chaque armement est tenu de s'assurer de cette transmission auprès du FMC de son Etat du pavillon, dans les conditions précisées en annexe I et appendice 2 à l'annexe V.

Art. 8 : L'embarquement d'un(e) observateur(trice) des pêches, dans les conditions définies en annexe III est obligatoire pour l'exercice de la pêche maritime dans les ZEE des îles Éparses. L'observateur des pêches est chargé de vérifier le respect de l'application des prescriptions du présent arrêté, et de collecter les données scientifiques destinées à atteindre l'objectif visé à l'article 1er.

Il informe le capitaine de tout manquement au respect de la réglementation et rend compte sans délai au préfet, administrateur supérieur des TAAF.

Tout navire autorisé doit, avec un préavis minimum de 5 jours ouvrés, informer l'administration des TAAF de son intention d'exercer son activité dans les ZEE des îles Éparses et demander l'embarquement à son bord d'un observateur des pêches. L'armateur devra spécifier les dates prévisionnelles de la marée ainsi que les ports d'embarquement et de débarquement de l'observateur.

Art. 9 : Cette obligation d'embarquement d'un observateur des pêches peut faire l'objet d'une dérogation accordée par le préfet, administrateur supérieur des TAAF, sur demande justifiée lors de la demande de licence.

En cours de campagne, dans le cas où aucun observateur n'est disponible, ou si dans le cadre de leurs activités dans d'autres zones de pêche que celle des TAAF le navire a déjà un observateur à bord ou est sous l'obligation formelle d'embarquer un observateur pendant la campagne de pêche concernée, le CROSS Réunion, sur demande de l'administration des TAAF,

adressera une dérogation ponctuelle au navire, pour la ZEE considérée, qui devra être présentée en cas d'inspection en mer

Art. 10 : Le non-respect des dispositions des articles 8 et 9, notamment du préavis d'embarquement pourra entraîner la suspension temporaire de la licence de pêche de manière à permettre l'acheminement d'un observateur jusqu'à un port de prise en charge par le navire."

Art. 11 : En cas de manquement aux conditions d'exercice de la pêche maritime dans les Terres australes et antarctiques françaises, et notamment aux dispositions du présent arrêté, le préfet administrateur supérieur peut prononcer une suspension de la licence en cours pour une durée maximum de deux mois, et/ou refuser l'attribution d'une licence pour la campagne à venir.

Les intéressés sont informés au préalable par le directeur de la DMSOI des faits relevés à leur encontre, des dispositions qu'ils ont enfreintes et des sanctions qu'ils encourent. Ils peuvent demander à être entendus par lui, accompagnés le cas échéant du conseil de leur choix.

Ces sanctions administratives sont infligées sans préjudice des sanctions pénales éventuellement encourues.

Art. 12 : Les actions de pêche y compris la recherche active de poissons ou d'objets flottants sont strictement interdites dans les mers territoriales des îles Glorieuses, Juan de Nova, Bassas da India, Europa et Tromelin.

Art. 13 : Les prescriptions techniques et les obligations des armateurs, des capitaines et leurs équipages sont détaillées en annexes du présent arrêté.

Art. 14 : La pêche maritime de loisir est soumise aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'à celles des dispositions du décret n° 90-618 susvisé.

Art. 15 : L'arrêté n° 2013-14 du 8 mars 2013 est abrogé.

Art. 16 : Le secrétaire général des Terres australes et antarctiques françaises, le directeur de la mer sud océan indien (DMSOI), le chef de district des Îles Éparses et les observateurs de pêche sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* des Terres australes et antarctiques françaises et notifié aux armements intéressés.

Le préfet, administrateur supérieur des Terres
australes et antarctiques françaises,

A blue ink signature, appearing to be 'Pascal BOLOT', is written over the text of the official designation.

Pascal BOLOT

Annexe 8

Mesures de conservation et de gestion (prescriptions TAAF et résolutions CTOI) applicables aux ZEE des îles Eparses

Description de la mesure	Arrêtés préfectoraux (TAAF) Résolutions (CTOI)
Relatif à l'exercice de la pêche dans les ZEE des IE	
Les actions de pêche, y compris la recherche active de poissons ou d'objets flottants est strictement interdite dans les mers territoriales.	Arrêté 2014-51, art.12
L'usage des filets de type senne est interdit à moins de vingt-quatre milles marins des lignes de base, ainsi qu'à moins de dix milles marins du centre du lagon du récif du Geyser	Arrêté 2014-51, annexe II
Tout transbordement à la mer dans les zones économiques exclusives des îles Éparses est interdit.	Arrêté 2014-51, art.6
La découpe et détention à bord des nageoires de requin est strictement interdite.	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/06 (requins océaniques) Résolution 12/09 (requin renard)
Interdiction de pêcher sur les bouées océanographiques.	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 11/02
Suivi des activités de pêche	
Chaque navire doit disposer d'un système de suivi et de positionnement satellitaire lui permettant de communiquer sa position au CROSS Réunion.	Arrêté 2014-51, art.7 Résolution 06/03
Obligation de tenir un journal de bord, rempli lisiblement et signé. Le modèle utilisé est le journal de bord communautaire.	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/03

Le capitaine a obligation de remplir le journal de bord spécifique de la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI).	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/03
Les balises de marquage, les objets flottants similaires destinés à signaler la position des engins de pêche fixés et les balises attachés aux dispositifs de concentration de poisson font apparaître clairement à tout moment le nom et le numéro des navires auxquels elles appartiennent.	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/02
Tout navire de pêche ou aménagé pour le transport de poisson, pénétrant dans la zone économique exclusive, a obligation de signaler son entrée dans ladite zone et de déclarer le tonnage de poisson détenu à son bord auprès du CROSS Réunion.	Arrêté 2014-51, appendice 2 à l'annexe V
Lors de sa première entrée en zone économique exclusive, le navire devra annoncer son intention et sa position d'entrée avec un préavis de 72 heures.	Arrêté 2014-51, appendice 2 à l'annexe V
Lors d'entrées ultérieures en zone économique exclusive, le navire est tenu d'annoncer son intention et sa position d'entrée avec un préavis de trois heures	Arrêté 2014-51, appendice 2 à l'annexe V
Le navire est tenu d'annoncer son intention de sortir de la zone économique exclusive avec un préavis d'une heure.	Arrêté 2014-51, appendice 2 à l'annexe V
Dans l'heure qui suit chaque entrée ou sortie de la zone économique exclusive, le navire communique au CROSS Réunion par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen, sa position et le tonnage de chaque espèce de poisson détenu à bord, en utilisant les codes FAO.	Arrêté 2014-51, appendice 2 à l'annexe V
Lorsque le navire se trouve dans la zone économique exclusive, un système de suivi du navire (SSN) par satellite doit assurer toutes les heures la transmission des informations au CROSS Réunion.	Arrêté 2014-51, appendice 2 à l'annexe V
Prises accessoires et accidentelles	
Les documents électroniques ou en version papier, transmis à l'administration de tutelle, doivent impérativement rendre compte des captures accessoires et accidentelles (dénombrement par espèce, évaluation du poids des prises, etc.)	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/03 Résolution 13/04 (mammifères marins) Résolution 13/05 (requin baleine) Résolution 13/06 (requins océaniques) Résolution 12/04 (tortues marines) Résolution 12/06 (oiseaux marins)

	Résolution 12/09 (requin renard) Résolution 05/05 (requins)
Toutes prises accidentelles d'espèce protégée, telle que définies dans le répertoire CITES, doit donner lieu à une déclaration spécifique indiquant l'état des individus au moment de la relâche.	Arrêté 2014-51, annexe II
La remise à l'eau des requins, des raies et des tortues marines arrivés vivants sur le pont doit être une priorité de l'équipage. La manipulation doit être réalisée conformément aux codes de bonnes pratiques, de manière à optimiser leur chance de survie.	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/05 (requin baleine) Résolution 13/06 (requins océaniques) Résolution 12/09 (requin renard) Résolution 12/04
Les navires équipés d'un dispositif de remise à l'eau des captures accessoires depuis le faux pont doivent impérativement le mettre en action lors de toute opération de pêche	Arrêté 2014-51, annexe II
Les navires ne disposant pas d'un système de remise à l'eau des captures accessoires doivent tout mettre en œuvre pour évacuer rapidement à la mer tout requin capturé.	Arrêté 2014-51, annexe II
Rejets	
Les rejets à la mer des captures accessoires mortes doivent être limités au maximum.	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/11
Le rejet à la mer de tout thonidés (patudo, listao, albacore) et d'autres espèces commercialisables est interdit.	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/11
Pêche à la senne	
Toute manœuvre d'encerclement de mammifère marin est strictement interdite.	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/04 (mammifères marins)
Toute manœuvre d'encerclement de requin-baleine est strictement interdite.	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/05 (requin baleine)

Le capitaine évite d'encercler des tortues marines et, si une tortue marine est encerclée ou prise, prend toutes les mesures adéquates pour la relâcher dans les meilleures conditions, conformément aux directives de manipulation indiquées dans les Fiches d'identification des tortues marines de la CTOI	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 12/04
DCP	
Le capitaine a obligation de déclarer le nombre de balises de Dispositif de Concentration de Poisson dérivants (DCP) détenues à bord lors de l'entrée et de la sortie de la ZEE	Arrêté 2014-51, annexe II
Le capitaine a obligation de numérotter les dispositifs de concentration de poissons dérivants (DCP) qu'il détient et/ou fabrique, et met en œuvre selon une numérotation bord	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/08
le capitaine a obligation de tenir un registre des DCP, mentionnant les numéros de DCP (références des balises GPS), date, heure et position lors de toute mise à l'eau ou récupération de DCP.	Arrêté 2014-51, annexe II
Il est impératif d'utiliser des DCP dérivant conçus de préférence avec des matériaux biodégradables, et de telle manière qu'ils ne comportent pas de risque d'emmêlement des espèces non ciblées et des tortues de mer.	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 13/05 (requin baleine) Résolution 13/08 Résolution 12/04
L'abandon en mer, sans balise de repérage, d'une épave modifiée ou d'un radeau artificiel est strictement interdit.	Arrêté 2014-51, annexe II
Pêche à la palangre	
Obligation pour les palangriers d'utiliser des hameçons ronds pour éviter les prises accidentelles de tortues marines	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 12/04
Lors d'opération de filage de palangre en présence d'oiseaux marins s'attaquant aux appâts, le capitaine s'engage à mettre en place au moins l'une des trois mesures suivantes : - système de lignes d'effarouchement - filage de nuit avec éclairage minimum du pont - lestage des lignes	Arrêté 2014-51, annexe II Résolution 12/06
Observateurs de pêche embarqués	

Afin d'améliorer la collecte de données scientifiques, au moins 5% du nombre d'opérations/calées de chaque type d'engin par les flottes de chaque CPC, ayant lieu dans l'océan Indien, de 24 m de longueur hors tout et plus ou de moins de 24 m s'ils pêchent hors de leur ZEE, devront être couverts par le programme d'observateurs.	Résolution 11/04
L'observateur de pêche à rang d'officier et doit bénéficier d'une cabine si possible individuelle, d'un lieu de stockage sécurisé pour son matériel, et d'emplacements dédiés en passerelle, sur les ponts et s'il y a lieu à l'usine, propres à tenir raisonnablement de poste de travail.	Arrêté 2014-51, annexe III Résolution 11/04
L'observateur de pêche doit bénéficier de moyens de communication téléphoniques et électroniques sécurisés, lui permettant de contacter librement le Préfet, administrateur supérieur des TAAF, le CROSS Réunion ou un autre observateur de pêche. Le capitaine garantit la confidentialité de ces communications.	Arrêté 2014-51, annexe III
L'observateur de pêche doit bénéficier d'un accès à tout lieu de stockage de matériel ou de traitement et, d'une façon générale à toute partie du navire utilisée directement pour les activités de pêche, ou dont la destination est couverte par la présente réglementation.	Arrêté 2014-51, annexe III Résolution 11/04
L'observateur de pêche doit bénéficier d'un accès à tout document ou appareil de bord ayant rapport aux activités de pêche et notamment aux carnets, licences, dossiers de suivis de pêche papier ou informatique, appareils de navigation.	Arrêté 2014-51, annexe III Résolution 11/04
L'observateur de pêche doit bénéficier d'un accès à tout matériel ou engin de pêche, à tout produit de la pêche, afin d'effectuer les opérations liées à sa mission scientifique ou de contrôle (prélèvement d'échantillons, analyse biologique ou statistique, contrôle de conformité à la réglementation).	Arrêté 2014-51, annexe III Résolution 11/04
L'observateur de pêche doit bénéficier de l'information concernant les activités de pêche du navire avec un préavis propre à assurer la réalisation de sa mission.	Arrêté 2014-51, annexe III
L'observateur de pêche doit bénéficier du matériel adéquat prévu dans l'arrêté en vigueur	Arrêté 2014-51, annexe III
Participation du bord à la collecte d'informations (prises de vues photographiques, vidéos, prélèvement d'échantillons scientifiques et techniques), demandé par le préfet, administrateur supérieur des TAAF ou le CROSS Réunion ;	Arrêté 2014-51, annexe III
Participation du bord au recueil de données concernant les campagnes de marquage	Arrêté 2014-51, annexe III Résolution 11/04

Participation du bord à l'enregistrement du nombre, du type et des circonstances de chaque interaction du navire avec la faune	Arrêté 2014-51, annexe III
Participation du bord au recueil détaillé de l'activité d'autres navires éventuellement rencontrés à la mer dans la zone économique exclusive.	Arrêté 2014-51, annexe III
Gestion des déchets et des eaux usées	
Il est interdit d'évacuer dans la mer tous les objets en matière plastique, y compris les cordages et les filets de pêche en fibre synthétiques, ainsi que les sacs à ordures plastiques et toutes les autres ordures, y compris les objets en papiers, les chiffons, les objets en verre, les objets métalliques, les ustensiles de cuisine, le fardage et les matériaux de revêtement d'emballage. Seuls sont autorisés les rejets de déchets alimentaires et organiques d'usine putrescibles à plus de 25 milles marins de la côte.	Arrêté 2014-51, annexe IV
Les navires doivent être équipés de contenants permettant le tri entre déchets maintenus à bord et déchets rejetés en mer conformément au paragraphe ci-dessus.	Arrêté 2014-51, annexe IV
Les déchets ne pouvant être rejetés doivent être conservés pour être débarqués au port.	Arrêté 2014-51, annexe IV
Sur les navires de plus vingt-cinq mètres, un cahier de suivi des rejets est tenu sous la responsabilité du capitaine, selon le modèle présenté en appendice 1 de l'annexe IV.	Arrêté 2014-51, annexe IV

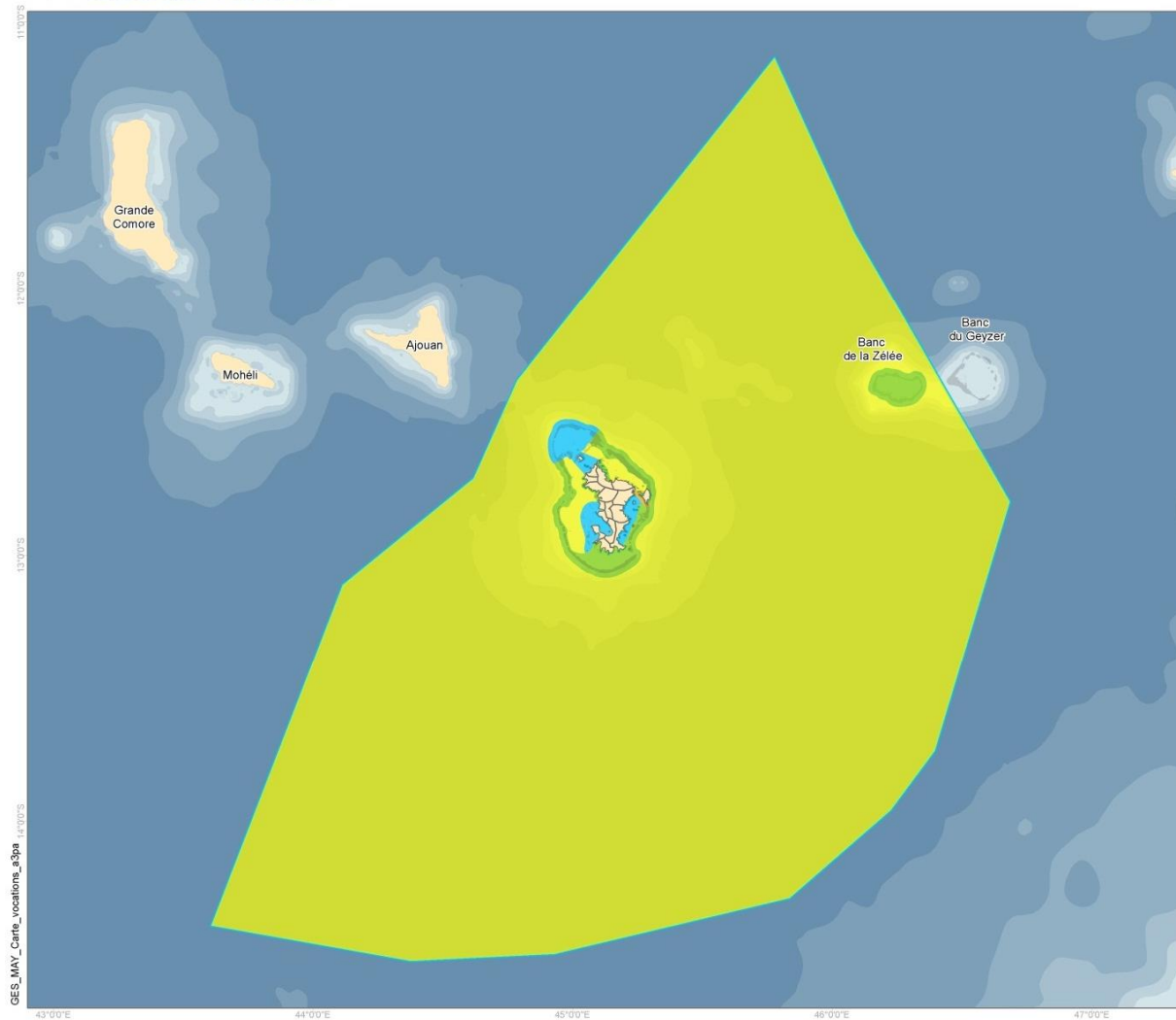
Résolution CTOI	Mesure de conservation et de gestion
Résolution 13/02	Concernant le registre CTOI des navires autorisés à opérer dans la zone de compétence de la CTOI
Résolution 13/03	Concernant l'enregistrement des captures et de l'effort par les navires de pêche dans la zone de compétence de la CTOI
Résolution 13/04	Sur la conservation des cétacés
Résolution 13/05	Sur la conservation des requins-baleines (<i>Rhincodon typus</i>)
Résolution 13/06	Sur un cadre scientifique et de gestion pour la conservation des requins capturés en association avec des pêcheries par la CTOI
Résolution 13/08	Procédures pour un plan de gestion des dispositifs de concentration de poissons (DCP), incluant des spécifications plus détaillées sur la déclaration des données des coups de pêche sur DCP et l'élaboration d'une meilleure conception des DCP pour réduire les maillages des espèces non-cibles
Résolution 13/11	Sur une interdiction des rejets de patudo, de listao, d'albacore (et une recommandation pour les espèces non-cibles) capturés par les senneurs dans la zone de compétence de la CTOI
Résolution 12/04	Sur la conservation des tortues marines
Résolution 12/06	Sur une réduction des captures accidentelles d'oiseaux de mer dans les pêcheries palangrières
Résolution 12/09	Sur la conservation des requins-renards (famille des Alopiidae) capturés par les pêcheries dans la zone de compétence de la CTOI
Résolution 11/02	Sur l'interdiction de la pêche sur les bouées océanographiques
Résolution 11/04	Sur un Programme Régional d'Observateurs
Résolution 05/05	Concernant la conservation des requins capturés en association avec les pêcheries gérées par la CTOI

Annexe 9

PARC NATUREL MARIN DE MAYOTTE **Carte des vocations**

Edition :

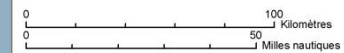
11/2012



- Zone de protection du milieu marin en limitant les impacts anthropiques
- Zone de valorisation du patrimoine naturel et culturel en soutien aux activités écologiquement exemplaires
- Zone de développement durable des activités maritimes dans le respect des écosystèmes
- Zone d'exploitation raisonnée du milieu marin

Cette carte résume les priorités d'action du parc. Sa légende est explicitée dans un chapitre du plan de gestion. Elle n'est pas un zonage à usage réglementaire.

Récifs coralliens



Sources des données :
 - Millenium Coral Reef Mapping Project, IRD-U227/NASA/USF-Imars : Récifs coralliens
 - GEBCO 2008 : Bathymétrie
 - IGN/SHOM 2008 : Trait de côte Histolitt V1
 Système de coordonnées : WGS84/UTM40S/IAG GRS80



Annexe 10

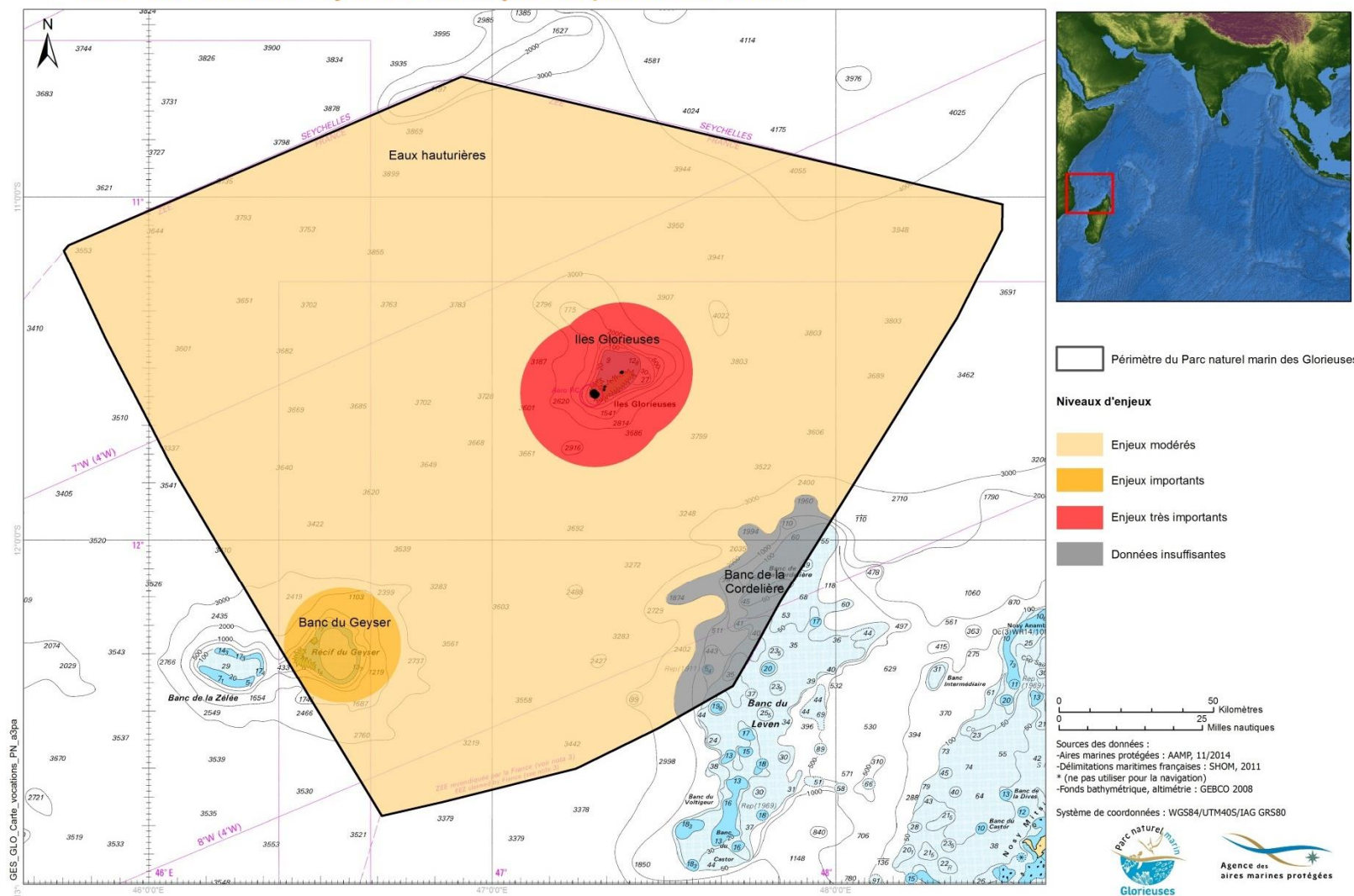


PARC NATUREL MARIN DES GLORIEUSES

Carte des vocations - Synthèse des enjeux du patrimoine naturel

Edition :

12/2014





Edition :

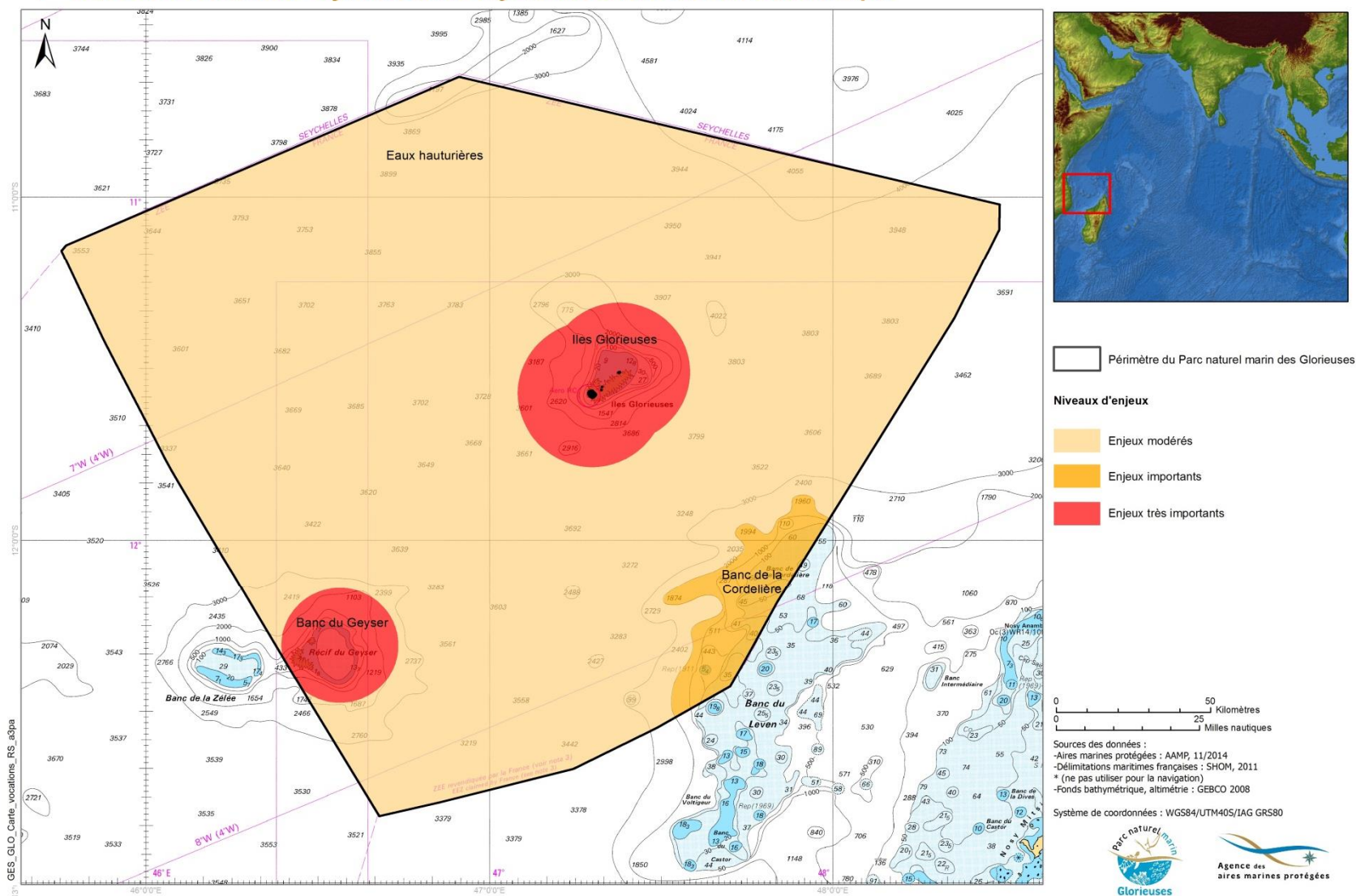
12/2014





Edition :

12/2014





PARC NATUREL MARIN DES GLORIEUSES

Carte des vocations - Synthèse des enjeux liés à la surveillance en mer

Edition :

12/2014

